



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

---

Établis par le  
Receveur général du Canada

---

---

# Comptes publics du Canada

# 2014

## Volume III

**Informations  
et analyses  
supplémentaires**

---

Canada<sup>+</sup>

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2014

Ce document est disponible en formats substitués  
sur le site Web du receveur général du Canada à  
[www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html)

Disponible également en format PDF auprès des  
Publications du gouvernement du Canada

<http://publications.gc.ca>

P51-1/2014-3F-PDF

ISBN 978-0-660-21861-8

*This publication is also available in English*

## **Erratum**

Suite au dépôt des *Comptes publics du Canada*, des corrections ont été effectuées au volume III, section 3, Service professionnels et spéciaux, pages 3.5, 3.7 et 3.13 et à la section 8, Paiements de réclamations contre l'État, pages 8.3, 8.4, 8.7, 8.8, 8.9 et 8.25. Les informations révisées sont surlignées.

# Volume **III**

## *Comptes Publics du Canada*

2013-2014

## Table des matières

### Section

- Introduction
- 1. États financiers des fonds renouvelables
- 2. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 3. Services professionnels et spéciaux
- 4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux
- 5. Acquisition de matériel et d'outillage
- 6. Paiements de transfert
- 7. Frais de la dette publique
- 8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
- 9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
- 10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
- 11. Autres informations diverses
- 12. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

## **Introduction aux *Comptes publics du Canada***

### **Nature des *Comptes publics du Canada***

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

### **Présentation des *Comptes publics du Canada***

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 1

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## États financiers des fonds renouvelables

### Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel .....	1.2
Bureau de la traduction .....	1.12
Commission canadienne des grains .....	1.23
CORCAN .....	1.36
Géomatique Canada .....	1.49
Office de la propriété intellectuelle du Canada .....	1.60
Office national du film .....	1.70
Passeport Canada .....	1.85
Production de défense .....	1.96
Services immobiliers .....	1.98
Services optionnels .....	1.108



## **Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Directeur exécutif,  
Agence canadienne du pari mutuel  
Steve Suttie

Directeur général, Direction des services  
des finances et de la gestion des ressources  
Adjoint au dirigeant principal des finances  
Matt Shea

Sous-ministre adjoint, Gestion intégrée  
Dirigeant principal des finances  
Pierre Corriveau

le 26 mai 2014

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets .....	(540)	1 856	300	1 454
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds .....	417	459	448	464
Fonds provenant (employés) de l'exploitation .....	(123)	2 315	748	1 918
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations .....	200	(5)	700	498
Autres éléments nets d'actifs et de passifs .....		162		180
Autorisation fournie (employée) .....	(323)	2 158	48	1 240

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(5 357)	(3 855)
Plus : imputation des crédateurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars .....	401	1 046
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars .....	116	105
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice .....	(5 072)	(2 914)
Virement du Conseil du Trésor - besoin en matière de rémunération (crédit 30) (note 1) .....	503	503
Moins : remboursement au Conseil du Trésor .....	(101)	(51)
Limite de l'autorisation (note 1) .....	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée .....	7 474	5 366

## **Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite**

le 28 mai 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre adjoint, gestion intégrée, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel au 31 mars 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés uniquement à titre d'information et pour être utilisés par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel et le Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
<b>Actif</b>			<b>Passif</b>		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	97	49	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada .....	47	55
Gouvernement du Canada .....	21	56	Tiers .....		
Tiers (note 3) .....	274	312	Créditeurs .....	341	898
Avances à justifier consenties aux employés .....	1	1	Indemnités de vacances .....	199	231
Frais payés d'avance.....	12		Tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 5).....	13	93
	405	418		600	1 277
À long terme			À long terme		
Immobilisations corporelles (note 4)			Passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 5) .....	92	199
Au coût .....	4 608	4 906	Actif net (note 6) .....	1 244	890
Moins : amortissement cumulé.....	(3 077)	(2 958)			
	1 531	1 948			
	1 936	2 366		1 936	2 366

Engagements contractuels (note 7).

Passifs éventuels (note 9).

Dépendance économique (note 10).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	10 152	10 671
Autres revenus	79	58
	10 231	10 729
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	3 758	3 657
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	47	22
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	2 539	3 325
Recherche sur les stupéfiants	291	285
Autres	385	476
Transport et télécommunications	266	429
Locations	525	520
Amortissement des immobilisations corporelles	417	448
Services publics, matériaux et fournitures	90	110
Divers	57	3
	8 375	9 275
Résultats nets	1 856	1 454
Actif net, au début de l'exercice	890	1 270
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 502)	(1 834)
Actif net, à la fin de l'exercice	1 244	890

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités d'exploitation :		
Résultats nets	1 856	1 454
Éléments n'utilisant pas l'encaisse :		
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi (note 5)	47	22
Amortissement des immobilisations corporelles	417	448
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	(5)	(6)
	2 315	1 918
Variation des actifs et des passifs à court terme (note 8)	(584)	460
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi (note 5)	(234)	(46)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	1 497	2 332
Activités d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(506)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5	8
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'investissement	5	(498)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 502	1 834
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	3 855	2 021
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	5 357	3 855

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## 1. 6 États financiers des fonds renouvelables

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

## 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (« ACPM » ou le « Fond ») a été établi en vertu de la *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncées par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobiliers et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 21 mars 2012, l'ACPM a fait l'objet d'un virement d'affectation de 503 000 \$ du crédit 30 (besoins en matière de rémunération) du Conseil du Trésor. Cette augmentation de l'autorisation de dépenser vise à couvrir l'élimination des indemnités accumulées pour les départs volontaires des employés de l'ACPM qui ont choisi d'encaisser immédiatement les indemnités de départ accumulées. L'ACPM remboursera le Conseil du Trésor au cours des dix prochaines années, commençant pendant l'exercice terminé le 31 mars 2013.

## 2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés selon les principales méthodes comptables publiées par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent sensiblement des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, car une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de vacances au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

## a. Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour les indemnités de vacances, les indemnités de cessation d'emploi, les charges à payer, la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile estimative des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

## b. Débiteurs

Les comptes débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

## c. Constatation des revenus

Les revenus sont générés par un prélèvement de 0,8 pour cent sur chaque dollar parié aux hippodromes canadiens.

## d. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, à compter de leur exercice d'acquisition, sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

e. Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés de l'ACPM. La part du régime de retraite assurée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé à l'ACPM au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires. L'ACPM n'est pas requise de combler le déficit actuariel dans le régime de retraite selon la législation actuelle.

f. Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g. Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité gagnée par les employés de l'ACPM est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

h. Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. C'est pourquoi aucun montant n'a été consigné dans les états financiers de l'ACPM à l'égard des congés de maladie non utilisés.

3. Débiteurs

Les débiteurs provenant des tiers se détaillent de la façon suivante :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs .....	274	312

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 4. Immobilisations corporelles

	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions	Solde de fermeture
(en milliers de dollars)				
Ameublement et équipement . . . . .	1 855		(298)	1 557
Équipement de traitement électronique de données . . . . .	1 493			1 493
Véhicules motorisés . . . . .	59			59
Bâtiments . . . . .	575			575
Améliorations locatives . . . . .	816			816
Terrains . . . . .	98			98
Actifs en construction . . . . .	10			10
<b>Total . . . . .</b>	<b>4 906</b>		<b>(298)</b>	<b>4 608</b>
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions	Solde de fermeture
Ameublement et équipement . . . . .	1 079	115	(298)	896
Équipement de traitement électronique de données . . . . .	444	288		732
Véhicules motorisés . . . . .	56	2		58
Bâtiments . . . . .	575			575
Améliorations locatives . . . . .	804	12		816
<b>Total . . . . .</b>	<b>2 958</b>	<b>417</b>	<b>(298)</b>	<b>3 077</b>
Valeur comptable nette . . . . .	1 948			1 531

## 5. Passif pour les indemnités de cessation d'emploi

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance et les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2011. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement selon la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courus.

	2014	2013
(en milliers de dollars)		
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, au début de l'exercice . . . . .	292	316
Indemnités de cessation d'emploi payées durant l'exercice . . . . .	(234)	(46)
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi . . . . .	47	22
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, à la fin de l'exercice . . . . .	105	292
Moins : tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi . . . . .	13	93
Tranche à long terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi . . . . .	92	199



## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 6. Actif net

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(5 357)	(3 855)
Surplus accumulé .....	6 601	4 745
	1 244	890

## Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

## Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

## 7. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre l'ACPM et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. L'ACPM est aussi lié à d'autres obligations contractuelles pour la location d'équipements. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
2015 .....	145
2016 .....	38
2017 .....	30
2018 .....	29
2019 et par la suite .....	94

## 8. Variation des actifs et des passifs à court terme

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Fonds en transit .....	(48)	30
Débiteurs		
Gouvernement du Canada .....	35	(26)
Tierces parties — débiteurs .....	38	(24)
Frais payés d'avance .....	(12)	
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada .....	(8)	28
Tierces parties — créditeurs .....	(557)	468
Tierces parties — indemnités de vacances .....	(32)	(16)
	(584)	460

## 9. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACPM s'engage dans diverses poursuites légales. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers.

**Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — *Fin***

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — *Fin*

10. Dépendance économique

L'ACPM est financée uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (« Woodbine ») de Toronto (Ontario).

Woodbine a généré 5 416 424 \$ (5 644 044 \$ en 2013), ou 53 pour cent (53 pour cent en 2013) du montant total des prélèvements de l'ACPM sur les paris mutuels. Au 31 mars 2014, 111 848 \$ (104 785 \$ en 2013) ou 41 pour cent (34 pour cent en 2013) des comptes débiteurs de l'ACPM étaient des montants dus de cette organisation.

---

## **Fonds renouvelable du Bureau de la traduction**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représente un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie (employée) et du rapprochement de l'autorisation non employée, la direction a présenté les états financiers aux auditeurs, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie (employée) et le rapprochement de l'autorisation non employée n'ont pas été audités étant donné que ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Alex Lakroni

Présidente-directrice générale,  
Bureau de la traduction  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Donna Achimov

le 27 mai 2014

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets .....	(7 022)	9 698	(7 555)	(1 462)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds .....		1 650		5 251
Fonds provenant (employés) de l'exploitation .....	(7 022)	11 348	(7 555)	3 789
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations .....		(3 142)		(2 467)
Allocation d'indemnités de départ aux employés .....	(540)	(5 567)	(332)	(7 034)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs .....		(93)		(1 355)
Autorisation fournie (employée) .....	(7 562)	2 546	(7 887)	(7 067)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds <sup>(1)</sup> .....	7 750	4 721
Imputation des créiteurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars .....	(6 293)	(6 510)
Montants affectés au crédit après le 31 mars .....	8 939	9 307
Allocation du Conseil du Trésor pour les indemnités de départ payées aux employés (note 1) .....	540	332
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice .....	10 936	7 850
Limite de l'autorisation (note 1) .....	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée .....	30 936	27 850

<sup>(1)</sup> Solde débiteurs de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

## **Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite**

### Rapport des auditeurs indépendants

Au Sous-ministre  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction pour se conformer à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction au 31 mars 2014 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds renouvelable du Bureau de la traduction de se conformer aux dispositions de l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un autre usage. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds renouvelable du Bureau de la traduction et au Conseil du Trésor du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction et le Conseil du Trésor du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés,  
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada  
le 29 mai 2014

### **1. 14 États financiers des fonds renouvelables**

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
Actif			Passif et passif net		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit .....	8	8	Créditeurs et charges à payer (note 6) .....	10 518	10 170
Débiteurs (note 3) .....	9 190	9 565	Indemnités de vacances et congés compensatoires .	3 892	3 955
Autres actifs (note 4) .....	520	250	Autres passifs (note 7) .....	77	77
	9 718	9 823		14 410	14 202
À long terme			À long terme		
Immobilisations nettes (note 5) .....	10 141	8 675	Indemnités de départ (note 8) .....	7 620	13 136
				22 030	27 338
			Passif net (note 9) .....	(2 171)	(8 840)
	19 859	18 498		19 859	18 498

Obligations contractuelles (note 10).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus		
Services de traduction .....	129 512	131 581
Services d'interprétation .....	17 123	18 736
Services de terminologie .....	13 985	13 958
Autres .....	7 891	8 892
	168 511	173 167
Charges de fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux .....	111 041	118 458
Services professionnels et spéciaux .....	21 634	26 809
Services généraux et administratifs .....	11 589	10 140
Coûts d'occupation .....	9 729	10 302
Amortissement .....	1 676	4 111
Transports et télécommunications .....	1 488	1 747
Services publics, fournitures et approvisionnements .....	624	928
Location .....	494	595
Entretien et réparation .....	328	150
Information .....	77	115
Autres charges .....	82	134
Indemnités de départ .....	51	1 140
	158 813	174 629
Résultats nets .....	9 698	(1 462)
Passif net, au début de l'exercice .....	(8 840)	(12 693)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(3 029)	5 315
Passif net, à la fin de l'exercice .....	(2 171)	(8 840)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Résultats nets .....	9 698	(1 462)
Éléments n'utilisant pas l'encaisse :		
Amortissement .....	1 676	4 111
Provision pour indemnités de départ .....	51	1 140
	11 425	3 789
Variations de l'état de la situation financière :		
Diminution des fonds en transit .....		1
Diminution des débiteurs .....	375	1 806
(Augmentation) diminution des autres actifs .....	(270)	17
Augmentation des créditeurs et charges à payer .....	348	143
(Diminution) des vacances et congés compensatoires .....	(63)	(302)
(Diminution) des autres passifs .....	(77)	(1 268)
	313	397
Paiements de la provision pour indemnités de départ .....	(5 567)	(7 034)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de fonctionnement .....	6 171	(2 848)
Activité d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations .....	(3 142)	(2 467)
Ressources financières nettes employées par l'activité d'investissement .....	(3 142)	(2 467)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	3 029	(5 315)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	4 721	10 036
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	7 750	4 721

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1<sup>er</sup> avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation nette fournie un montant total ne dépassant pas 7 022 229 \$ pour l'exercice financier 2014 pour allouer les fonds nécessaires à son programme d'investissement (exercice financier 2013 : 7 555 242 \$).

Le Conseil du Trésor a convenu, conformément aux politiques et règlements en vigueur, de couvrir une partie des indemnités de départ payées par le Fonds pour l'exercice financier 2014. Le Fonds a reçu un montant non remboursable de 539 921 \$ (exercice financier 2013 : 331 868 \$).

### 2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor (CT) et selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Les états financiers ne sont pas présentés selon le référentiel des normes comptables canadiennes pour le secteur public tel que :

- le passif pour les indemnités de vacances et pour les indemnités de départ est basé sur une estimation provenant de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- l'état de la situation financière ne présente pas de façon distincte les actifs non financiers; et
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### a. Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

#### b. Revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux sur la base proportionnelle de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés pour la gestion des services de traduction via le vote parlementaire, le programme de standardisation de terminologie et des revenus pour des services d'interprétation sont constatés lorsque les coûts sont encourus par le Fonds.

Les revenus générés par le Fonds à titre des autres services et recouvrements sont constatés lorsque les coûts sont encourus par le Fonds.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## c. Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel et outillage	3 à 15 ans
Matériel informatique	3 à 10 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs

## d. Avantages sociaux futurs

## i. Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

## ii. Indemnités de départ

Les employés ayant droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi accumulent la valeur de ces indemnités à mesure que les services sont rendus. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des estimations du passif par la direction. Le coût des prestations gagnées est comptabilisé au fur et à mesure que les prestations sont acquises par les employés.

## iii. Indemnités de vacances et congés compensatoires

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

## e. Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, débiteurs, autres actifs, créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, le taux de change ou le crédit.

## f. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 3. Débiteurs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes	8 939	9 305
Parties externes	254	263
Moins : provision pour créances douteuses des parties externes	(3)	(3)
	9 190	9 565

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 4. Autres actifs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services .....	483	233
Autre avances .....	7	9
Charges payées d'avance .....	30	8
	520	250

## 5. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Aliénations et transferts	Acqui- sitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel et outillage .....	114			114
Matériel informatique .....	2 038	(108)	71	2 001
Logiciels informatiques .....	20 592	3 044	2 683	26 319
Améliorations locatives .....	8 937			8 937
Actifs en construction .....	3 348	(3 057)	388	679
	35 029	(121)	3 142	38 050
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Aliénations	Amortisse- ment	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel et outillage .....	113		1	114
Matériel informatique .....	1 979	(108)	68	1 939
Logiciels informatiques .....	18 632	(13)	995	19 614
Améliorations locatives .....	5 630		612	6 242
	26 354	(121)	1 676	27 909
Nette .....	8 675		1 466	10 141

## 6. Créiteurs et charges à payer

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes .....	3 949	2 040
Parties externes et charges à payer .....	6 569	8 130
	10 518	10 170

## 7. Autres passifs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Provision pour conventions collectives non signées .....		77

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 8. Indemnités de départ

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues. Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice .....	13 136	19 030
Prestations versées au cours de l'exercice :		
Pour retraites et départs de la fonction publique .....	(1 542)	(1 526)
Pour employés ayant opté de percevoir leurs prestations accumulées tel que convenu dans les nouvelles conventions .....	(4 025)	(5 508)
	(5 567)	(7 034)
Charge pour l'exercice .....	51	1 140
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice .....	7 620	13 136

## 9. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Surplus (déficit) accumulé		
Solde d'ouverture .....	(4 119)	(2 657)
Résultats nets .....	9 698	(1 462)
Solde de fermeture .....	5 579	(4 119)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture .....	(4 721)	(10 036)
Variation au cours de l'exercice .....	(3 029)	5 315
Solde de fermeture .....	(7 750)	(4 721)
Passif net, à la fin de l'exercice .....	(2 171)	(8 840)

**Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Fin

10. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2015.....	12 586
2016.....	7 379
2017.....	5 756
2018.....	5 718
2019 et exercices subséquents .....	5 869
	<hr/>
	37 308
	<hr/> <hr/>

11. Information comparative

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

12. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

---

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité ministériel de vérification a vérifié ces états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La division financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité maximales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes. Les vérificateurs doivent exprimer une opinion indépendante qui révèlent si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2014, et les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Chef de la direction financière  
Cheryl Blahey

le 27 mai 2014

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets .....	1 565	31 518	(13 988)	(19 680)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds .....	3 861	(3 874)	4 310	20 923
Fonds provenant (employés) de l'exploitation .....	5 426	27 644	(9 678)	1 243
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations .....	3 318	2 636	4 753	4 180
Autres éléments nets d'actifs et de passifs .....	5 308	15 047	1 021	1 911
Autorisation fournie (employée) .....	(3 200)	9 961	(15 452)	(4 848)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(35 610)	(29 070)
Plus : imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars .....	(5 957)	(3 728)
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars .....	1 251	59
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice .....	(42 818)	(32 857)
Limite de l'autorisation .....	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée .....	44 818	34 857

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

le 23 mai 2014

### Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel de vérification  
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014 et les états des résultats, de l'excédent accumulé et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'alinéa 6.4 des politiques comptables du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2014, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément à l'alinéa 6.4 des politiques comptables du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la Commission canadienne des grains et le Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

#### Autre point

Les états financiers de la Commission canadienne des grains pour l'exercice clos le 31 mars 2013 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée le 21 mai 2013.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables professionnels agréés,  
experts-comptables autorisés



## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Actif		
Actif à court terme		
Fonds en transit	494	262
Débiteurs (note 3)	9 629	7 492
Autres actifs	377	260
Total de l'actif à court terme	10 500	8 014
Actif à long terme		
Immobilisations corporelles (note 4)		
Au coût	35 220	34 804
Moins : l'amortissement cumulé	(27 337)	(26 830)
Total de l'actif à long terme	7 883	7 974
Total de l'actif	18 383	15 988
Passif et actif (passif) net		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	1 196	1 654
Salaires à payer (note 6)	3 324	18 724
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer	1 898	2 760
Produits reportés	603	126
Tranche à court terme du passif lié aux indemnités de départ (note 7)	2 984	1 739
Total du passif à court terme	10 005	25 003
Passif à long terme		
Passif lié aux Indemnités de départ (note 7)	2 733	10 318
Total du passif	12 738	35 321
Actif (passif) net		
Capital d'apport	4 941	4 941
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds (note 9)	(35 610)	(29 070)
Excédent accumulé	36 314	4 796
Total de l'actif (du passif) net	5 645	(19 333)
	18 383	15 988

Obligations contractuelles (note 10).  
Passifs éventuels (note 11).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Administrateur général  
Elwin Hermanson

Chef de la direction financière  
Cheryl Blahey

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

État des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014										2013		
	Inspection prévue au budget	Inspection réelle	Pesée prévue au budget	Pesée réelle	Recherche prévue au budget	Recherche réelle	Protection des producteurs prévue au budget	Protec- tion des producteurs réelle	Services internes prévus au budget	Services internes réels	Total prévu au budget	Total réel	Total réel
<b>Produits</b>													
Honoraires de service . . . . .	38 393	44 497	5 361	6 680							43 754	51 177	43 848
Crédits spéciaux (note 8) . . . . .		17			4 138	5 605			12 614	11 305	16 752	16 927	26 800
Crédits parle- mentaires (note 8) . . . . .					3 983	4 051	411	414	1 021	982	5 415	5 447	5 452
Crédits pour indemnités de fin de contrat de travail (note 8) . . . . .	6 270	6 857	4 291	2 496	2 365	1 530	688	446	1 611	1 239	15 225	12 568	
Produits tirés de contrats . . . . .	1 025	1 103									1 025	1 103	1 468
Droits exigés pour les licences et wagons de producteurs . . . . .							1 409	886			1 409	886	418
<b>Produits, montant total . . . . .</b>	<b>45 688</b>	<b>52 474</b>	<b>9 652</b>	<b>9 176</b>	<b>10 486</b>	<b>11 186</b>	<b>2 508</b>	<b>1 746</b>	<b>15 246</b>	<b>13 526</b>	<b>83 580</b>	<b>88 108</b>	<b>77 986</b>
<b>Charges</b>													
Salaires et avantages sociaux . . . . .	22 876	18 598	7 093	5 749	5 628	5 287	2 331	1 955	10 400	9 378	48 328	40 967	80 981
Loyers . . . . .	2 418	2 332	559	510	1 080	1 142	196	202	724	783	4 977	4 969	4 708
Déplacements . . . . .	1 159	1 005	306	259	246	234	130	137	608	592	2 449	2 227	2 659
Réparations et fournitures . . . . .	1 077	973	194	171	821	948	50	54	306	375	2 448	2 521	2 975
Amortissement des immobili- sations corporelles . . . . .	1 468	1 218	151	127	864	713	200	192	368	353	3 051	2 603	2 474
Services profes- sionnels et spéciaux . . . . .	171	169	31	33	56	95	61	66	2 422	1 416	2 741	1 779	2 172
Communications . . . . .	120	161	64	88	104	141	48	53	717	724	1 053	1 167	1 200
Autres charges . . . . .	343	253	123	96	29	(106)	16	8	1 231	106	1 742	357	497
<b>Charges, montant total . . . . .</b>	<b>29 632</b>	<b>24 709</b>	<b>8 521</b>	<b>7 033</b>	<b>8 828</b>	<b>8 454</b>	<b>3 032</b>	<b>2 667</b>	<b>16 776</b>	<b>13 727</b>	<b>66 789</b>	<b>56 590</b>	<b>97 666</b>
<b>Résultats nets . . . . .</b>	<b>16 056</b>	<b>27 765</b>	<b>1 131</b>	<b>2 143</b>	<b>1 658</b>	<b>2 732</b>	<b>(524)</b>	<b>(921)</b>	<b>(1 530)</b>	<b>(201)</b>	<b>16 791</b>	<b>31 518</b>	<b>(19 680)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

États de l'excédent accumulé pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Excédent accumulé au début de l'exercice .....	4 796	24 476
Résultat net de l'exercice .....	31 518	(19 680)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice .....	36 314	4 796

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Résultat net de l'exercice .....	31 518	(19 680)
Éléments sans incidence sur l'utilisation de la trésorerie		
Amortissement (note 4) .....	2 603	2 474
Provision pour indemnités de départ .....	(6 340)	789
Gain à la cession d'immobilisations corporelles .....	(137)	(31)
	27 644	(16 448)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Fonds en transit .....	(231)	(262)
Débiteurs .....	(2 138)	(1 158)
Autres actifs .....	(118)	(66)
Créditeurs et charges à payer .....	(458)	612
Salaires à payer .....	(15 400)	16 416
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer .....	(862)	178
Produits reportés .....	477	(1)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de fonctionnement .....	8 914	(729)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles .....	(2 374)	(4 180)
Ressources financières nettes employées par l'activité d'investissement .....	(2 374)	(4 180)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	6 540	(4 909)
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	29 070	33 979
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	35 610	29 070

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## 1. 28 États financiers des fonds renouvelables

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (« CCG », le « Fonds renouvelable » ou le « Fonds ») détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la Loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grain, ainsi que d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés, lesquels ne peuvent, en aucun temps, totaliser plus de 2 000 000 \$.

À l'automne 2012, on annonçait deux initiatives qui ont touché les services et la structure organisationnelle de la CCG. En premier lieu, le projet de loi C-45, qui contient des modifications à la *Loi sur les grains du Canada*, a été présenté devant le Parlement. En second lieu, le 1<sup>er</sup> novembre 2012, la CCG a lancé des consultations sur les nouveaux droits d'utilisation découlant de la nouvelle *Loi sur les grains du Canada* et a rationalisé les activités de la CCG. Le projet de loi C-45 a reçu la sanction royale le 14 décembre 2012. Les modifications à la *Loi sur les grains du Canada* sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013. Les droits d'utilisation mis à jour sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013, soit à la même date que les modifications à la *Loi sur les grains du Canada*. Par suite des modifications législatives et de la restructuration des droits d'utilisation, la CCG a procédé à une rationalisation de son personnel (note 6), de sa structure organisationnelle et de ses activités.

L'exercice 2013-2014 est un exercice de transition pour la CCG. Le modèle de financement révisé entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013 repose sur un recouvrement intégral des coûts par le biais des droits d'utilisation et des crédits continus. Avant la mise en oeuvre de ce modèle, le financement de la CCG provenait de crédits continus, de recettes et de crédits spéciaux.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'autoassurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance. La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

### 2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public étant donné que les congés annuels, le passif lié aux indemnités de départ et les indemnités de fin de contrat de travail sont fondés sur les estimations, par la direction, des passifs plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### a. Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles et les passifs liés aux congés annuels, aux indemnités de départ et aux indemnités de fin de contrat de travail. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

#### b. Constatation des produits

Les produits sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont touchés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des honoraires de services, tels que l'inspection et les activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore touchés, sont présentés à titre de produits reportés. Les produits reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

c. Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

d. Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent la trésorerie et les chèques qui sont reçus avant le 31 mars, mais qui ne sont déposés que l'exercice suivant.

e. Crédits parlementaires, crédits spéciaux et crédits pour indemnités de fin de contrat de travail

Les crédits parlementaires continus reçus au titre des dépenses liées au Programme de recherches sur la qualité des grains et aux audits internes ont été constatés comme produits du Fonds.

Les crédits spéciaux reçus afin de maintenir les niveaux de recouvrement des coûts ont été constatés en tant que produits du Fonds.

Les crédits spéciaux reçus pour couvrir les indemnités de fin de contrat de travail des employés touchés ont été constatés en tant que produits du Fonds.

f. Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente du Fonds qui a été accumulé depuis sa création.

g. Débiteurs

Les débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêts ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours.

h. Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds le 1<sup>er</sup> avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1<sup>er</sup> avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue, à compter du mois suivant l'acquisition, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans (durée du contrat de location)

i. Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

j. Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. La CCG constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen de l'information tirée des estimations des passifs par la direction.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## k. Indemnités de fin de contrat de travail

Les employés touchés par les modifications apportées à la *Loi sur les grains du Canada* ont droit à des indemnités de fin de contrat de travail. La CCG s'est engagée à assurer la mise en oeuvre des modifications législatives et la restructuration des droits d'utilisation pour le 1<sup>er</sup> août 2013. Une obligation liée aux indemnités de fin de contrat de travail basé sur la meilleure estimation par la direction a été initialement inscrite au 31 mars 2013 et elle continue de faire l'objet d'une évaluation à mesure que de nouvelles information deviennent disponibles.

## l. Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

## m. Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces droits à ces congés de maladie ne deviennent pas acquis et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers.

## n. Intérêts sur prélèvements

Des intérêts sont imputés au Fonds à un taux fixé par le Conseil du Trésor. Les intérêts débiteurs sont calculés tous les mois sur le solde de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds. Le Conseil du Trésor ne paie pas d'intérêts lorsque survient un excédent qui élimine la nécessité d'un prélèvement.

## 3. Débiteurs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
À recevoir de parties liées .....	1 251	59
Tiers .....	8 379	7 435
	9 630	7 494
Moins : la provision pour créances douteuses .....	(1)	(2)
	<u>9 629</u>	<u>7 492</u>

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 4. Immobilisations

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions	Solde de clôture	2014	2013
	(en milliers de dollars)									
Matériel scientifique .....	16 512	1 406	(1 657)	16 261	13 227	1 226	(1 607)	12 846	3 415	3 285
Matériel et mobilier de bureau .....	701		(57)	644	694	3	(57)	640	4	7
Matériel opérationnel .....	1 775	265	(2)	2 038	572	138	(2)	708	1 330	1 203
Véhicules automobiles .....	292	124	(18)	398	210	23	(18)	215	183	82
Matériel informatique et logiciels .....	8 660	551	(277)	8 934	6 966	867	(277)	7 556	1 378	1 694
Améliorations locatives .....	6 864	290	(209)	6 945	5 161	346	(135)	5 372	1 573	1 703
	<u>34 804</u>	<u>2 636</u>	<u>(2 220)</u>	<u>35 220</u>	<u>26 830</u>	<u>2 603</u>	<u>(2 096)</u>	<u>27 337</u>	<u>7 883</u>	<u>7 974</u>

## 5. Crédoiteurs et charges à payer

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
À payer à des parties liées .....	601	1 069
Tiers .....	595	585
	<u>1 196</u>	<u>1 654</u>

## 6. Salaires à payer

En raison des modifications à la *Loi sur les grains du Canada*, une partie des membres du personnel de la CCG sont devenus admissibles à une disposition sur les indemnités de fin de contrat de travail. Par conséquent, la CCG a constaté une obligation relative aux indemnités de fin de contrat de travail dans les salaires à payer afin de tenir compte des coûts estimés de la rationalisation du personnel. Puisque les modifications sont entrées en vigueur, les employés ont reçu leurs indemnités de fin de contrat de travail, et une partie de ces indemnités est exigible au cours d'exercices futurs.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail au début de l'exercice .....	15 887	
Charges au cours de l'exercice .....	(1 216)	16 045
Indemnités versées au cours de l'exercice .....	(13 005)	(158)
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail à la fin de l'exercice .....	1 666	15 887
Autres coûts salariaux, incluant les indemnités .....	1 658	2 837
Salaires à payer .....	<u>3 324</u>	<u>18 724</u>

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 7. Passif lié aux indemnités de départ

La CCG offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son Budget 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives de la CCG ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les employés ont la possibilité de les toucher immédiatement ou de les recouvrer au moment de leur départ de la fonction publique.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ au début de l'exercice .....	12 057	11 268
Charge de l'exercice .....	1 027	1 630
Indemnités versées au cours de l'exercice .....	(7 367)	(841)
Passif lié aux indemnités de départ à la fin de l'exercice .....	5 717	12 057
Tranche à court terme du passif lié aux indemnités de départ .....	(2 984)	(1 739)
Tranche à long terme du passif lié aux indemnités de départ .....	2 733	10 318

## 8. Crédits parlementaires, crédits spéciaux et crédits pour indemnités de fin de contrat de travail

Les éléments constatés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation de la CCG pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Un rapprochement de ces écarts est présenté dans les tableaux qui suivent.

Crédits reçus et utilisés :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus .....	37 600	32 252
Indemnités de fin de contrat de travail :		
Affectations bloquées (périmées) .....	(1 686)	
Solde non dépensé (périmé) .....	(972)	
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice .....	34 942	32 252

Le total des crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice se compose des éléments suivants :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Crédits spéciaux .....	16 927	26 800
Crédits pour les indemnités de fin de contrat de travail .....	12 568	
Crédits parlementaires .....	5 447	5 452
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice .....	34 942	32 252



Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

9. Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds se compose des montants qui suivent :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ .....	5 717	12 057
Ressources incluses dans le fonds de roulement .....	(5 345)	(486)
Ressources disponibles pour les activités de fonctionnement .....	35 238	17 499
Total de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds .....	35 610	29 070

10. Obligations contractuelles

La CCG loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent la CCG et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2015 .....	4 028
2016 .....	3 340
2017 .....	3 330
2018 .....	3 243
2019 et par la suite .....	12 401

11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la CCG peut être impliquée dans diverses actions en justice. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si l'un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers. Au 31 mars 2014 et tel qu'il est indiqué ci-dessous, une réclamation avait été présentée à la CCG.

La CCG a été nommée partie défenderesse dans une réclamation alléguant des dommages et des coûts. La question est toujours en cours et l'issue de la réclamation ne peut être déterminée à l'heure actuelle. L'incidence financière que pourrait avoir cette affaire ne peut être estimée. Aucun montant n'a pas été inscrit dans les états financiers au titre de cette éventualité.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains — Fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Fin

## 12. Opérations entre apparentés

La CCG est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

## Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé un loyer et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats de la CCG, comme suit :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux .....	11 654	13 035
Loyers .....	4 758	4 522
Services professionnels et spéciaux		
Services d'audit et de comptabilité .....	137	138
Services-conseils .....	164	192
Services juridiques .....	402	503
Services de traduction .....	287	406
Autres .....	148	232
	17 550	19 028

À la fin de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les créditeurs, débiteurs et salaires à payer :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs .....	1 251	59
Créditeurs .....	601	1 069
Contribution de l'employeur aux régimes d'avantages sociaux à payer .....	1 083	1 317

## 13. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent ce qui suit : fonds en transit, débiteurs, créditeurs et charges à payer, salaires, congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer et indemnités de départ. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, sauf pour les indemnités de départ qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction et se rapprochent de la juste valeur. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. La CCG fournit des services à diverses entités. Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, les huit plus grandes entités intégrées représentaient 89 pour cent du solde des débiteurs de la CCG (cinq entités pour 81 pour cent en 2013).

## 14. Information comparative

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

## **Fonds renouvelable CORCAN**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a vérifié ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale,  
CORCAN  
Lynn R. Garrow B.Soc(Crim), MBA

Directrice, Services financiers de CORCAN,  
Secteur des services corporatifs  
Jacqueline A. Goudal, CPA, CMA

le 29 mai 2014

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets .....		(2 276)		(1 664)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds .....	3 300	1 930	1 737	2 552
Fonds provenant (employés) de l'exploitation .....	3 300	(346)	1 737	888
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations .....	2 500	195	2 301	638
Autres éléments nets d'actifs et de passifs .....	2 100	(322)	(2 301)	1 507
Autorisation fournie (employée) .....	(1 300)	(219)	1 737	(1 257)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(7 870)	(10 322)
Plus : imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars .....	8 521	10 122
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars .....	914	283
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice .....	(263)	(483)
Limite de l'autorisation .....	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée .....	5 263	5 483

## **Fonds renouvelable CORCAN — Suite**

### Rapport des auditeurs indépendants

Au Commissaire, Service correctionnel du Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN pour se conformer à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2014 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds renouvelable de CORCAN de se conformer aux dispositions en matière d'information financière du Conseil du Trésor du Canada mentionnées ci-dessus. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds renouvelable de CORCAN et au Conseil du Trésor du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de CORCAN et le Conseil du Trésor du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés,  
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada  
le 29 mai 2014

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
Actif			Passif et Actif net		
À court terme			À court terme		
Débiteurs (note 4) .....	2 839	1 819	Créditeurs (note 7) .....	7 835	9 229
Stocks (note 5) .....	10 895	12 655	Revenus reportés .....	249	597
Immobilisations détenues pour la vente (note 6) .....	1 380		Salaires et vacances à payer .....	2 261	2 083
Autres .....	2	4		10 345	11 909
	15 116	14 478	À long terme		
À long terme			Indemnités de cessation d'emploi (note 8) .....	1 247	2 269
Immobilisations (note 6)			Actifs nets (note 10) .....	11 041	11 180
Au coût .....	34 008	34 748			
Moins : amortissement cumulé .....	25 111	23 868			
	8 897	10 880			
Moins : immobilisations détenues pour la vente à court terme .....	1 380				
Nette .....	7 517	10 880			
	22 633	25 358		22 633	25 358
Obligations contractuelles (note 9).					
Éventualités (note 13).					

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus (note 3 et note 11) .....	68 309	68 609
Coût des marchandises vendues (note 11) .....	73 648	73 281
Marge brute .....	(5 339)	(4 672)
Autres revenus		
Frais de formation et frais correctionnels (note 3) .....	18 051	17 952
Divers .....	150	398
	18 201	18 350
Dépenses (note 12)		
Administration centrale/régionale .....	8 526	9 201
Programme d'emploi et d'employabilité .....	3 221	2 791
Vente et commercialisation .....	3 391	3 352
	15 138	15 344
Résultats nets des activités poursuivies .....	(2 276)	(1 666)
Dépréciation sur immobilisations (note 6) .....	(315)	
Résultats nets .....	(2 591)	(1 666)
Actif net, au début de l'exercice .....	11 180	12 905
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	2 452	(59)
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10) .....	11 041	11 180

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités d'exploitation		
Résultats nets des activités poursuivies .....	(2 276)	(1 666)
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8) .....	67	469
Amortissement (note 6) .....	1 854	2 121
Perte sur cession d'immobilisations .....	9	(38)
	<u>(346)</u>	<u>886</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Débiteurs .....	(1 020)	2 365
Stocks .....	1 760	(1 011)
Autres .....	2	24
Indemnités de cessation d'emploi .....	(1 089)	(406)
Créditeurs .....	(1 394)	(770)
Revenus reportés .....	(348)	(164)
Salaires et vacances à payer .....	178	(227)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation .....	<u>(2 257)</u>	<u>697</u>
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations .....	(196)	(678)
Produits de cession d'immobilisations .....	1	40
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement .....	<u>(195)</u>	<u>(638)</u>
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(2 452)	59
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	10 322	10 263
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	<u>7 870</u>	<u>10 322</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou le « Fonds ») est un organisme de service spécial de Service correctionnel du Canada (« SCC ») qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1<sup>er</sup> avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le « Conseil du Trésor »). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente les actifs nets pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1<sup>er</sup> avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

### 2. Principales conventions comptables

#### a. Règles comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation de l'information pour les fonds renouvelables du Conseil du Trésor tel qu'il est prescrit par le Receveur général du Canada. Les règles comptables utilisées dans la préparation des états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada en ce qui a trait aux éléments suivants :

- Le passif au titre des vacances des employés est fondé sur une estimation faite par la direction. Le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation fournie à la direction par le Conseil du Trésor.
- Le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport et non comme réduction des coûts des immobilisations.
- Les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges.

#### b. Constatation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

La méthode de l'avancement des travaux est utilisée pour comptabiliser les contrats de construction. La détermination du degré d'avancement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues.

Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

#### c. Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le Receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor et tous les décaissements effectués par CORCAN proviennent du Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre ministères du gouvernement fédéral.

#### d. Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## e. Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds constitue des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

## f. Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivants :

Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Autres	3 ans

## g. Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique « le Régime » administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour palier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

## h. Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN, tel qu'il est stipulé dans leur convention collective, ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont constatées lorsque les employés rendent les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

## i. Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

## j. Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs, des créditeurs et des indemnités de cessation d'emploi. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

## k. Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions du Conseil du Trésor du Canada, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

## 3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

Durant l'année, le SCC, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers ainsi que les services de ressources humaines. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation visent à compenser les coûts des salaires et du fonctionnement que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Service partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le SCC et d'autres ministères fédéraux :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel du Canada		
Revenus d'exploitation .....	28 314	25 391
Formation, services correctionnels et autres frais .....	18 051	17 952
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation .....	32 902	37 069
	79 267	80 412

## 4. Débiteurs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada .....	1 297	283
Tiers .....	1 579	1 727
	2 876	2 010
Provision pour créances douteuses .....	(37)	(191)
	2 839	1 819

## 5. Stocks

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Matières premières .....	5 559	5 577
Travaux en cours .....	348	384
Produits finis .....	5 336	7 724
	11 243	13 685
Provision pour stocks périmés .....	(348)	(1 030)
	10 895	12 655

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 6. Immobilisations

Immobilisations	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de fermeture
(en milliers de dollars)				
Matériel .....	31 045	196	785	30 456
Améliorations locatives .....	1 343			1 343
Parc de véhicules .....	2 246		151	2 095
Autres .....	114			114
	<u>34 748</u>	<u>196</u>	<u>936</u>	<u>34 008</u>
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions et radiations	Solde de fermeture
(en milliers de dollars)				
Matériel .....	20 941	1 621	461	22 101
Améliorations locatives .....	874	135		1 009
Parc de véhicules .....	1 988	81	150	1 919
Autres .....	65	17		82
	<u>23 868</u>	<u>1 854</u>	<u>611</u>	<u>25 111</u>
			2014 Valeur comptable nette	2013 Valeur comptable nette
(en milliers de dollars)				
Matériel .....			8 355	10 104
Améliorations locatives .....			334	469
Parc de véhicules .....			176	258
Autres .....			32	49
			<u>8 897</u>	<u>10 880</u>

La charge d'amortissement pour l'exercice a été de 1 854 000 \$ (2013 — 2 121 000 \$).

En avril 2012, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il fermerait trois établissements du Service correctionnel du Canada, y compris l'Établissement Leclerc. Comme prévu, les fermetures ont eu lieu en septembre 2013. La valeur comptable nette de toutes les immobilisations de CORCAN à l'Établissement Leclerc au 31 mars 2014 a été réduite à 1 380 000 \$ afin de refléter leur valeur marchande estimative après déduction des coûts de vente prévus. Cela représente une perte de valeur en raison de la dépréciation de 315 493 \$ inscrite à l'état des résultats d'exploitation pour l'année en cours. CORCAN n'a aucune autre immobilisation aux deux autres établissements.

## 7. Crédeurs

	2014	2013
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada .....	983	2 642
Tiers .....	6 852	6 587
	<u>7 835</u>	<u>9 229</u>

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 8. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite : Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique (« RRFP »), dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. À compter de janvier 2013, d'importants changements, tels qu'instaurés dans la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, ont été apportés à la *Loi sur la pension de la Fonction publique* (la Loi qui gouverne le RRFP), comme suit :

- Les taux de cotisations de tous les participants présents et futurs du RRFP ont été haussés à compter de janvier 2013 dans le but d'atteindre au fil du temps un ratio de partage des coûts employeur-employé plus équilibré, soit de 50/50;
- L'âge auquel un nouvel employé ayant commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, celui-ci étant le promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi : suite à la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que des employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée.

On a offert à ces employés les trois options suivantes: un encaissement immédiat et complet de leur indemnité de départ, le report de ce paiement au moment où leur emploi prend fin, ou une combinaison de ces deux options.

En date du 31 mars 2014, 340 paiements ont été versés à des employés de CORCAN qui ont choisi un encaissement immédiat complet ou partiel.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice .....	2 269	2 206
Charges pour l'exercice .....	67	469
Indemnités versées pendant l'exercice .....	(1 089)	(406)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice .....	<u>1 247</u>	<u>2 269</u>

## 9. Obligations contractuelles

CORCAN s'est engagé à payer un montant total de 3 552 390 \$ aux termes de contrats de location relatif à l'entrepôt de Kingston, aux locaux de l'Administration centrale ainsi que d'autres engagements minimes. Le montant payé au cours de l'exercice est de 1 131 000 \$ (1 127 000 \$ en 2013).

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sont estimés comme suit :

	(en milliers de dollars)
2014.....	1 500
2015.....	1 298
2016.....	624
2017.....	124
2018 et suivantes.....	6
	<u>3 552</u>

## Fonds renouvelable CORCAN — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 10. Actif net

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport .....	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(7 870)	(10 322)
Déficit accumulé .....	(11 631)	(9 040)
Actif net à la fin de l'exercice .....	<u>11 041</u>	<u>11 180</u>

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente affectée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

## 11. Information sectorielle

Exercice terminé le 31 mars 2014	Fabri-	Construc-	Textile	Services	Autres	Total
	cation	tion				
	(en milliers de dollars)					
Revenus .....	41 318	13 822	7 259	5 910		68 309
Coût des marchandises vendues .....	43 965	14 144	7 796	7 743		73 648
Marge brute .....	<u>(2 647)</u>	<u>(322)</u>	<u>(537)</u>	<u>(1 833)</u>		<u>(5 339)</u>
Actifs identifiables :						
Actifs financiers .....	1 495	237	73	830	204	2 839
Stocks .....	8 839		1 527	529		10 895
Immobilisations nettes .....	5 938	104	91	2 374	390	8 897
Amortissement des immobilisations .....	1 300	41	26	313	174	1 854
Exercice terminé le 31 mars 2013	Fabri-	Construc-	Textile	Services	Autres	Total
	cation	tion				
	(en milliers de dollars)					
Revenus .....	43 968	13 336	5 646	5 659		68 609
Coût des marchandises vendues .....	46 655	13 406	6 352	6 868		73 281
Marge brute .....	<u>(2 687)</u>	<u>(70)</u>	<u>(706)</u>	<u>(1 209)</u>		<u>(4 672)</u>
Actifs identifiables :						
Actifs financiers .....	730	311	100	647	31	1 819
Stocks .....	10 370		1 854	431		12 655
Immobilisations nettes .....	7 051	145	117	3 002	565	10 880
Amortissement des immobilisations .....	1 339	96	31	463	192	2 121

Fonds renouvelable CORCAN — Fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Fin

12. Dépenses

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux .....	9 030	8 976
Services professionnels et spéciaux .....	3 745	3 932
Locations .....	1 436	1 325
Transports et télécommunications .....	312	434
Services publics, fournitures et approvisionnement .....	310	442
Autres dépenses .....	184	116
Achat de services de réparation et d'entretien .....	82	70
Information .....	39	49
	<u>15 138</u>	<u>15 344</u>

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existait aucune réclamation au 31 mars 2014.

14. Information comparative

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

---

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada

### Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. Ces états financiers ont été dressés selon les principales conventions comptables énoncées à la note 2.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances adjoint  
Secteur de la gestion et des services intégrés  
Marc Bélisle, CPA, CA

Sous-ministre adjointe,  
Dirigeante principal des finances  
Secteur de la gestion et des services intégrés  
Kami Ramcharan, CMA

le 28 mai 2014



## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets .....	100	(15)	100	(245)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds				
Amortissement des immobilisations .....				7
Perte sur disposition d'immobilisations .....				12
Fonds provenant (employés) de l'exploitation .....	100	(15)	100	(226)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs .....		147		(114)
Autorisation fournie (employée) .....	100	(162)	100	(112)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(1 443)	(1 762)
Plus : imputation des créiteurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars .....	543	449
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars .....	935	684
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice .....	(1 835)	(1 997)
Limite de l'autorisation (note 1) .....	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée .....	6 835	6 997

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

### Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe et dirigeante principale des finances, Ressources naturelles Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, et les états des résultats et du passif net, du surplus accumulé et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds pour satisfaire à l'article 6 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2014, ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour être utilisés par la direction du Fonds et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par la direction du Fonds et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
comptables agréés  
Experts-comptables autorisés

le 28 mai 2014

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
<b>Actif</b>			<b>Passif</b>		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada .....	764	627	Gouvernement du Canada .....	411	622
Tiers (note 4) .....	67	70	Tiers		
Stocks (note 5) .....	18	19	Créditeurs .....	249	207
Charges payées d'avance .....	20	20	Indemnités de congé.....	13	17
	<u>869</u>	<u>736</u>		<u>673</u>	<u>846</u>
Immobilisations (note 6)			À long terme		
Au coût .....	2 868	2 951	Provision pour indemnités de cessation d'emploi . . .	68	66
Moins : amortissement cumulé.....	2 839	2 922	Actif (passif) net (note 8).....	157	(147)
	<u>29</u>	<u>29</u>			
	<u>898</u>	<u>765</u>		<u>898</u>	<u>765</u>

Éventualités (note 10).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus		
Produits	445	534
Services	2 060	1 817
Consultation	115	
	2 620	2 351
Coût des produits vendus		
Produits	33	124
Revenus avant coûts directs et indirects	2 587	2 227
Coûts directs		
Traitements	450	464
Avantages sociaux	116	126
Transport et communications	8	17
Services professionnels et spéciaux	1 282	1 253
Location	46	45
Services de réparation et d'entretien	26	13
Services publics, fournitures et approvisionnements	252	103
Autres dépenses	4	7
	2 184	2 028
Coûts indirects		
Perte sur disposition d'immobilisations		12
Services du ministère et du secteur	338	355
Frais d'occupation	75	72
Amortissement des immobilisations		7
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2	3
Ajustements des stocks pour désuétude	3	(5)
	418	444
Coûts totaux	2 602	2 472
Résultats nets	(15)	(245)
Passif net, au début de l'exercice	(147)	(468)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	319	566
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	157	(147)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

État du surplus accumulé pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde, au début de l'exercice .....	177	422
Résultats nets de l'exercice .....	(15)	(245)
Solde, à la fin de l'exercice .....	162	177

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités d'exploitation		
Résultats des activités courantes .....	(15)	(245)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		
Amortissement des immobilisations .....		7
Perte sur disposition d'immobilisations .....		12
	(15)	(226)
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 3) .....	(306)	(343)
Variation dans la provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	2	3
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(319)	(566)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	1 762	2 328
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	1 443	1 762

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

## 1. Autorisation et objectifs

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994*. À ce moment, il portait le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du Fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

## 2. Principales conventions comptables

## a. Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des normes comptables pour le secteur public du Canada parce que : les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré.

## b. Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés, à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des rajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers incluent le montant des charges à payer, la durée de vie utile estimative des immobilisations et la provision pour créances douteuses.

## c. Constatation des revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Pour les contrats s'échelonnant sur plusieurs exercices, les revenus sont reconnus selon la méthode linéaire en fonction de la durée du contrat.

## d. Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen d'impression de chaque titre.

## e. Immobilisations

Les immobilisations acquises par le Fonds depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Équipement informatique	2 à 5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement mécanique	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Équipement d'impression	8 ans
Équipement scientifique	10 ans

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## f. Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires.

## g. Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût des indemnités gagnées est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

## h. Services du ministère et du secteur

Les frais généraux ministériels et sectoriels comprennent le coût des services administratifs, de gestion et les autres coûts encourus lors de la livraison de services directs au Fonds. L'allocation est fondée sur des taux préétablis en fonction du nombre d'employés (salaire) ou du nombre d'unités d'affaires (composantes sectorielles ou ministérielles).

## 3. Information incluse dans l'état des flux de trésorerie

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	(137)	32
Tiers	3	216
Stocks	1	(6)
Charges payées d'avance		(1)
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	(211)	(488)
Tiers	38	(96)
Total	<u>(306)</u>	<u>(343)</u>

## 4. Débiteurs provenant des tiers

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs	106	138
Provision pour créances douteuses	(39)	(68)
Total	<u>67</u>	<u>70</u>

## 5. Stocks

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Cartes topographiques	309	307
Cartes géographiques	19	19
Provision pour désuétude des stocks (carte)	(310)	(307)
Total	<u>18</u>	<u>19</u>

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 6. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Équipement informatique . . . . .	1 267	(81)	1 186
Ameublement . . . . .	12	(2)	10
Équipement mécanique . . . . .	398		398
Matériel de bureau . . . . .	5		5
Équipement d'impression . . . . .	988		988
Équipement scientifique . . . . .	281		281
Total . . . . .	2 951	(83)	2 868
	(en milliers de dollars)		
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique . . . . .	1 239	(81)	1 158
Ameublement . . . . .	12	(2)	10
Équipement mécanique . . . . .	398		398
Matériel de bureau . . . . .	4		4
Équipement d'impression . . . . .	988		988
Équipement scientifique . . . . .	281		281
Total . . . . .	2 922	(83)	2 839
Valeur comptable nette . . . . .	29		29



## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 7. Renseignements par secteur d'activité

	2014			
	Produits	Services	Consultation	Total
	(en milliers de dollars)			
Revenus				
Ministères d'État	14	1 926	115	2 055
Tiers	431	134		565
Revenus totaux	445	2 060	115	2 620
Coût des produits vendus	33			33
Résultats avant coûts directs et indirects	412	2 060	115	2 587
Coûts directs	295	1 789	100	2 184
Coûts indirects	104	299	15	418
Coûts totaux	399	2 088	115	2 602
Résultats nets des activités courantes	13	(28)		(15)
Éléments d'actif				
Actifs financiers	65	804		869
Immobilisations (nettes)		29		29
	2013			
	Produits	Services	Consultation	Total
	(en milliers de dollars)			
Revenus				
Ministères d'État	4	1 673		1 677
Tiers	530	144		674
Revenus totaux	534	1 817		2 351
Coût des produits vendus	124			124
Résultats avant coûts directs et indirects	410	1 817		2 227
Coûts directs	436	1 592		2 028
Coûts indirects	127	317		444
Coûts totaux	563	1 909		2 472
Résultats nets des activités courantes	(153)	(92)		(245)
Éléments d'actif				
Actifs financiers	38	698		736
Immobilisations (nettes)	1	28		29
Amortissement des immobilisations		7		7

## 8. Actif (passif) net

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1 443)	(1 762)
Surplus cumulé	162	177
Actif (passif) net	157	(147)

**Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — *Fin*

9. Opérations entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

10. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

---

## **Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et niveaux d'autorités directoriales soient correctement appliqués au sein de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leur rôle consistant à exprimer une opinion concernant la présentation fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2014, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du gouvernement du Canada énoncés à la note 2 des états financiers.

Approuvée par :

Commissaire aux brevets, registraire  
des marques de commerce et président,  
Sylvain Laporte

Dirigeant principal des finances,  
David Enns

le 28 mai 2014

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets .....	(4 358)	7 120	(688)	11 503
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds .....	2 357	1 748	2 724	2 081
Fonds provenant (employés) de l'exploitation .....	(2 001)	8 868	2 036	13 584
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations .....	7 275	1 549	2 000	860
Autres éléments nets d'actifs et de passifs .....	8 328	8 772	10 898	2 270
Autorisation fournie (employée) .....	(17 604)	(1 453)	(10 862)	10 454

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(171 416)	(176 008)
Plus : imputation des crédateurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars .....	11 791	14 013
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars .....	625	1 497
Autres éléments .....	6 891	5 102
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice .....	(167 141)	(168 594)
Limite de l'autorisation (note 1) .....	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée .....	172 141	173 594

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

### Rapports des auditeurs indépendants

Au Sous-Ministre d'Industrie Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, les états des résultats et du passif net, du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les Fonds renouvelables*.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers au 31 mars 2014 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

#### Méthode comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 afférente aux états financiers, qui décrit la méthode comptable appliquée. Les états financiers sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, le Sous-Ministre d'Industrie Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada  
le 28 mai 2014

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
<b>Actif</b>			<b>Passif</b>		
À court terme			À court terme		
Petite caisse .....	3	2	Comptes de dépôts.....	3 173	4 910
Débiteurs			Créditeurs		
Gouvernement du Canada .....	8	16	Gouvernement du Canada .....	4 286	6 411
Tiers .....	617	1 481	Tiers .....	7 505	7 602
Revenus non facturés .....	6 857	7 943	Revenus reportés .....	38 077	40 946
Charges payées d'avance.....	304	401			
	7 789	9 843		53 041	59 869
Immobilisations (note 3) .....	3 955	4 155	Prestations de cessation d'emploi (note 4) .....	5 149	11 762
Revenus non facturés .....	1 121	525	Revenus reportés .....	38 642	38 571
				43 791	50 333
	12 865	14 523	Passif Net (note 5) .....	(83 967)	(95 679)
				12 865	14 523

Obligations contractuelles (note 6).

Éventualités (note 10).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus .....	151 869	149 024
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux .....	102 230	95 499
Services professionnels .....	28 658	28 338
Amortissement des immobilisations .....	1 749	2 081
Logement .....	8 172	8 181
Matériels et fournitures .....	1 167	913
Information .....	236	153
Communications .....	20	13
Voyages .....	422	436
Fret et courrier .....	504	408
Entretien et réparation .....	876	821
Formation .....	626	577
Location .....	90	101
Gain/perte sur disposition d'éléments d'actifs .....	(1)	
	144 749	137 521
Résultat net d'exploitation .....	7 120	11 503
Passif net, au début de l'exercice .....	(95 679)	(99 086)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	4 592	(8 096)
Passif net, à la fin de l'exercice .....	(83 967)	(95 679)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités d'exploitation		
Bénéfice net .....	7 120	11 503
Plus : amortissement des immobilisations .....	1 749	2 081
Moins : gain sur disposition des actifs .....	(1)	
	8 868	13 584
Variation du fonds de roulement (note 7) .....	(4 773)	(4 272)
Variation des autres éléments d'actif et de passif		
Revenus non facturés .....	(596)	603
Prestations de cessation d'emploi .....	(6 613)	388
Revenus reportés .....	71	(1 347)
	(7 138)	(356)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation .....	(3 043)	8 956
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations .....	(1 549)	(860)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(4 592)	8 096
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	176 008	167 912
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	171 416	176 008

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

## 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, le Fonds acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour inciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds a été établi le 1<sup>er</sup> avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

## 2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que :

- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge;
- les passifs liés aux vacances et les prestations de cessation d'emploi sont basés sur des estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles; et
- les passifs éventuels sont divulgués plutôt qu'enregistrés.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

## a. Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaires détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte de la cédule de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil.

## b. Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, commençant au cours du mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Améliorations locatives	5 ans
Logiciels	3 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Équipement	10 ans
Ameublement	10 ans
Systèmes	Durée de vie utile estimative, dans l'exercice au cours duquel le système deviendra opérationnel



## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

c. Prestations de l'indemnité de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont dues au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le Budget de 2012, le Gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans le cas de démission et de retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en oeuvre de cette mesure, les conventions collectives offrent trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluent :

- (1) un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé tel que stipulé dans la convention collective, ou
- (2) un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
- (3) une combinaison des options (1) et (2).

En rapport avec l'option (1) et (3), le Fonds a dû et devra puiser à même le passif de l'indemnité de départ dès que les conventions collectives deviendront en vigueur.

d. Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

e. Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la gestion établisse des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimés comptables. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, la durée de vie utile estimative des immobilisations et les obligations salariales à payer. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 3. Immobilisations

Immobilisations	Solde au	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde au
	1 <sup>er</sup> avril 2013				31 mars 2014
	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives . . . . .	22 434				22 434
Logiciels . . . . .	10 623	53	498		11 174
Matériel informatique <sup>(1)</sup> . . . . .	298	240		24	514
Équipement . . . . .					
Ameublement . . . . .	470	24			494
Systèmes . . . . .	21 651			251	21 400
Actifs en développement					
Systèmes en développement . . . . .	891	1 472	(498)		1 865
Total	56 367	1 789		275	57 881
	(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde au	Amortissement		Aliénations	Solde au
	1 <sup>er</sup> avril 2013				31 mars 2014
	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives . . . . .	22 152	67			22 219
Logiciels . . . . .	9 833	686			10 519
Matériel informatique <sup>(1)</sup> . . . . .	180	258		24	414
Équipement . . . . .	26				26
Ameublement . . . . .	145	47			192
Systèmes . . . . .	19 876	931		251	20 556
Actifs en développement					
Systèmes en développement . . . . .					
Total	52 212	1 989		275	53 926
Total net . . . . .	4 155				3 955

<sup>(1)</sup> Un ajustement de 240 373 \$ a été comptabilisé dans les acquisitions pour l'exercice financier de 2013-2014 pour tenir compte de l'équipement qui a été acheté dans les années antérieures, mais qui n'avait pas été capitalisé. Étant donné que ces acquisitions sont des actifs qui ont atteint leur durée de vie utile, un montant équivalent a été enregistré dans les comptes d'amortissement cumulé. Cette transaction n'a aucune impact sur la situation de trésorerie de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada pour l'exercice 2013-2014, car le décaissement initial a été fait dans les années antérieures. Le coût des acquisitions et de l'amortissement après ajustement est de 1 549 099 \$ et 1 748 966 \$ respectivement.

## 4. Prestations de l'indemnité de départ

Suite à l'élimination de l'indemnité de départ et à la mise en place des trois options liées aux montants accumulées, tel qu'énoncé à la note 2, le Fonds a dû déboursier 6 315 213 \$ au cours de l'année 2013-2014. Le passif de l'indemnité de départ a été ajusté en conséquence.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Prestations de cessation d'emploi, début de l'exercice . . . . .	11 762	11 374
Prestations payées au cours de l'exercice		
Pour retraites et départs de la fonction publique . . . . .	(705)	(589)
Pour employés ayant opté de liquider leurs indemnités de départ tel que convenu dans les nouvelles conventions . . . . .	(6 315)	(343)
Dépense de l'exercice . . . . .	407	1 320
Prestations de cessation d'emploi, fin de l'exercice . . . . .	5 149	11 762

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 5. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »)

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des résultats nets d'exploitation de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice .....	80 329	68 826
Résultats net d'exploitation .....	7 120	11 503
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice .....	87 449	80 329
INASAF, à la fin de l'exercice .....	(171 416)	(176 008)
Passif net .....	(83 967)	(95 679)

## 6. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour :

Services de technologies de l'information avec Services partagés Canada :

	(en milliers de dollars)
2015 .....	5 107

Location des locaux :

	(en milliers de dollars)
2015 .....	7 263
2016 .....	7 195
2017 .....	7 138
2018 .....	7 157
2019 .....	5 438
	34 191

Les montants qui précèdent ne représentent que les contrats de location pour les locaux qui ont été signés et en vigueur au 31 mars 2014.

Services de recherche et accès à des bases de données en ligne :

	(en milliers de dollars)
2015 .....	1 771
2016 .....	299
2017 .....	68
	2 138

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — *Fin*Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — *Fin*

Traduction :

(en milliers de dollars)

2015 ..... 1 096

## 7. Variations du fonds de roulement

Les composantes des variations de l'actif et du passif à court terme comprennent :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs .....	872	(63)
Revenus non facturés (court terme) .....	1 086	(983)
Charges payées d'avance .....	97	181
Comptes de dépôts .....	(1 737)	775
Comptes créditeurs .....	(2 222)	(2 680)
Revenus reportés (court terme) .....	(2 869)	(1 502)
	<u>(4 773)</u>	<u>(4 272)</u>

## 8. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, à la traduction, au contentieux, à la rémunération et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central furent effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

## 9. Assurance

Le Fonds n'assure pas ses biens conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

## 10. Éventualités

## Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

## **Fonds renouvelable de l'Office national du film**

### Déclaration de responsabilité de la direction

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2014 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film (« Office »). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le Rapport ministériel sur le rendement de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fera périodiquement l'objet d'audits des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilisera les résultats de ces audits pour adhérer à la Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor.

Entretiens, l'Office a entrepris une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2014, conformément à la Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor, et on trouve en annexe disponible sur le site Web de l'Office national du film, un résumé des résultats et du plan d'action.

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles internes de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie par intérim  
Claude Joli-Coeur

Directrice générale, Finances, opérations et technologie  
(Dirigeante principale des finances)  
Luisa Frate, CPA, CA

le 9 juillet 2014

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Coût de l'exploitation . . . . .	(69 289)	(62 466)	(70 435)	(66 278)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds . . . . .		(1 959)		629
Fonds employés de l'exploitation . . . . .	(69 289)	(64 425)	(70 435)	(65 649)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations . . . . .		2 162		2 514
Autres éléments nets d'actifs et de passifs . . . . .		279		589
Autorisation employée . . . . .	(69 289)	(66 866)	(70 435)	(68 752)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	2 518	3 972
Plus : imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars . . . . .	6 994	5 261
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice . . . . .	9 512	9 233
Limite de l'autorisation . . . . .	15 000	15 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	5 488	5 767

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

### Rapport de l'auditeur indépendant

À la ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office national du film, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À mon avis, les opérations de l'Office national du film dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la *Loi sur le cinéma* et au règlement administratif de l'Office national du film.

Pour le vérificateur général du Canada,  
René Béliveau, CPA auditeur, CA  
directeur principal

Montréal, Canada  
le 9 juillet 2014

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
<b>Passifs</b>			<b>Actifs financiers</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 4) . . . . .	6 042	6 300	Encaisse . . . . .		3
Salaires à payer . . . . .	530	405	Montant à recevoir du Trésor . . . . .	3 896	2 507
Indemnités de vacances et provision pour révision salariale . . . . .	350	320	Débiteurs (note 7) . . . . .	2 271	2 694
Revenus reportés . . . . .	375	477	Dépôts . . . . .	277	255
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5) . . . . .		65	<b>Total des actifs financiers nets . . . . .</b>	<b>6 444</b>	<b>5 459</b>
Avantages sociaux futurs (note 6) . . . . .	2 655	5 838	Dette nette ministérielle . . . . .	3 508	7 946
			<b>Actifs non financiers</b>		
			Charges payées d'avance . . . . .	342	472
			Stocks . . . . .	99	156
			Immobilisations corporelles (note 8) . . . . .	6 414	6 544
			<b>Total des actifs non financiers . . . . .</b>	<b>6 855</b>	<b>7 172</b>
<b>Total des passifs nets . . . . .</b>	<b>9 952</b>	<b>13 405</b>	<b>Situation financière nette ministérielle . . . . .</b>	<b>3 347</b>	<b>(774)</b>

Obligations contractuelles (note 9).

Passif éventuel (note 10).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Membre

Claude Joli-Coeur

Membre

Mary-Lynn Charlton



## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2014	2013
	Résultats prévus		
Charges (note 11a)			
Programmation anglaise			
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles			
Programme de l'Office	21 132	19 684	21 266
Production commanditée et prévente	100	244	15
	21 232	19 928	21 281
Programmation française			
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles			
Programme de l'Office	15 369	14 057	14 858
Production commanditée et prévente	284	182	282
	15 653	14 239	15 140
Distribution	5 761	4 891	5 445
Marketing, accessibilité et rayonnement	12 791	13 137	14 455
Développement et applications numériques	4 687	5 581	5 934
Services internes	8 881	8 665	9 069
	32 120	32 274	34 903
Total des charges	69 005	66 441	71 324
Revenus (note 11b)			
Institutionnel et éducatif	2 600	1 442	1 636
Télévision	750	755	809
Plans d'archives	500	524	552
Consommateur	700	495	539
Production commanditée et prévente	384	426	297
Salles	100	50	365
Divers	78	283	93
	5 112	3 975	4 291
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement	63 893	62 466	67 033
Financement du gouvernement			
Encaisse nette fournie par le gouvernement	67 630	65 199	67 551
Variations des montants à recevoir du Trésor		1 388	613
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement	(3 737)	(4 121)	(1 131)
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice	322	(774)	(1 905)
Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice	4 059	3 347	(774)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2014	2013
	Résultats prévus		
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement . . . . .	(3 737)	(4 121)	(1 131)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles . . . . .	3 052	2 166	2 132
Amortissement des immobilisations corporelles . . . . .	(2 572)	(2 265)	(2 466)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles . . . . .		(69)	
Gain (perte) sur l'aliénation d'immobilisations corporelles . . . . .		38	(10)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles . . . . .	480	(130)	(344)
Variation due aux stocks . . . . .	(38)	(57)	(85)
Variation due aux charges payées d'avance . . . . .		(130)	6
Diminution nette de la dette nette ministérielle . . . . .	(3 295)	(4 438)	(1 554)
Dette nette ministérielle, début de l'exercice . . . . .	7 032	7 946	9 500
Dette nette ministérielle, fin de l'exercice . . . . .	3 737	3 508	7 946

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement . . . . .	62 466	67 032
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles . . . . .	(2 265)	(2 466)
Gain (perte) sur l'aliénation d'immobilisations corporelles . . . . .	38	(10)
Variations de l'état de la situation financière		
Variation de l'obligation pour indemnités de vacances et provision pour révision salariale . . . . .	(30)	325
Variation nette pour avantages sociaux futurs . . . . .	3 183	85
Autres variations dans l'actif et le passif . . . . .	(355)	71
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement . . . . .	63 037	65 037
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles . . . . .	2 166	2 132
Produit de l'aliénation d'immobilisations corporelles . . . . .	(69)	
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations . . . . .	2 097	2 132
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées . . . . .	65	382
Encaisse utilisée pour les activités de financement . . . . .	65	382
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada . . . . .	65 199	67 551

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## **Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, l'Office national du film (« Office ») est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

### 2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

#### a. Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 000 000 \$.

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. Ces autorisations sont votées annuellement pour renflouer le Fonds renouvelable des charges d'exploitation admissibles et des acquisitions nettes d'immobilisations. La présentation des autorisations consentis à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans les états financiers prospectifs intégrés au Rapport sur les plans et les priorités 2013-2014.

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

## **1. 76 États financiers des fonds renouvelables**

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des dotations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation ».

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

## b. Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

## c. Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

## d. Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

## e. Production de films et autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle comme suit :

## Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions et des coproductions de films ou autres formes de présentations visuelles non commanditées.

## Production commanditée et prévente

La portion des coûts engagés pour des productions et des coproductions de films ou autres formes de présentations visuelles correspondant aux montants commandités. L'excédent du coût sur les montants commandités est imputé au programme de l'Office.

## f. Revenus

Les revenus de production de films et d'autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commanditée et de prévente dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où la production est terminée.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

g. Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

h. Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût des autres copies est imputé aux charges de l'exercice.

i. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

L'Office détient une collection de près de 20 000 oeuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état de la situation financière et à la note 8 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

j. Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- Encaisse
- Débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses)
- Dépôts liés aux productions à l'étranger
- Revenus reportés

Les passifs financiers sont constitués des créanciers et charges à payer et des salaires à payer.

1. 78 États financiers des fonds renouvelables

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## k. Avantages sociaux futurs

## Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

## Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

## Congés rémunérés

Les employés ont droit à des congés rémunérés, prévus par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Il s'agit de jours de congé de maladie qui s'accumulent mais ne s'acquièrent pas, permettant à l'employé d'être rémunéré pendant son absence en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des congés de maladie. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

## l. Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

## m. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 3. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement . . . . .	62 466	67 032
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Ajouter :		
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles . . . . .	38	(10)
Variation de l'obligation pour indemnités de vacances, provision pour révision salariale . . . . .	(30)	325
Variation des charges à payer non imputées aux autorisations . . . . .	1 033	683
Variation nette pour avantages sociaux futurs . . . . .	3 183	85
Amortissement des immobilisations corporelles . . . . .	(2 265)	(2 466)
	1 959	(1 383)
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Ajouter :		
Acquisition d'immobilisations corporelles . . . . .	2 166	2 132
Païement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées . . . . .	65	382
Produit de l'aliénation d'immobilisations corporelles . . . . .	(69)	
	2 162	2 514
Autorisations de l'exercice en cours utilisées . . . . .	66 587	68 163

## b) Autorisations fournies et utilisées :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies		
Crédit 75 - Budget principal des dépenses . . . . .	62 890	66 782
Budget supplémentaire des dépenses . . . . .	6 398	3 595
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs . . . . .	2 701	2 104
Affectation bloquée . . . . .		110
Autorisations de l'exercice en cours utilisées . . . . .	66 587	68 163

## 4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs - autres ministères et organismes . . . . .	1 258	1 086
Crédoiteurs - parties externes . . . . .	4 722	3 876
Total des crédoiteurs . . . . .	5 980	4 962
Charges à payer . . . . .	62	1 338
Total des crédoiteurs et des charges à payer . . . . .	6 042	6 300

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

Dans son Plan d'action économique 2012, le gouvernement du Canada a annoncé des mesures d'économie que les ministères doivent mettre en oeuvre au cours des trois prochains exercices, à compter de 2012-2013. En conséquence, l'Office a comptabilisé au 31 mars 2014 une obligation au titre des prestations de cessation d'emploi d'un montant de 61 562 \$ (2013 — 584 852 \$) dans ses charges à payer, pour les coûts estimatifs du réaménagement des effectifs. En 2013, une provision pour contrat déficitaire de 753 338 \$ avait été comptabilisée dans les charges à payer suivant la fermeture des installations cinématographiques de Montréal.

## 5. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

L'Office avait des ententes pour la location d'équipement technique et informatique en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt implicites de 6 pour cent à 8 pour cent. Les obligations correspondantes ont été remboursées pendant la durée des baux de trois à cinq ans. En 2014, l'Office a exercé en totalité ses options d'achat découlant des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 totalisent 65 114 \$ (2013 — 381 978 \$). Des intérêts de 2 045 \$ (2013 — 20 336 \$) sont imputés aux résultats.

L'obligation liée aux exercices à venir s'établit comme suit :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
2014 .....		45
2015 .....		23
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition .....		68
Moins : intérêts théoriques .....		3
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées .....		65

## 6. Avantages sociaux futurs

## Prestations de retraite

Les employés admissibles de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du *Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec* et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du Régime. En raison de la modification de la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en oeuvre de provisions liées au Plan d'action économique du Canada de 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe un sont les membres existants du régime au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe deux sont les membres qui ont adhéré au régime à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

En 2014, les charges pour les membres du groupe un et du groupe deux s'élèvent à 3 591 936 \$ (2013 — 3 805 736 \$) correspondant à environ 1,7 fois (2013 — 1,9 fois) les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

## Indemnités de départ et congés rémunérés

## Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.



## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2014, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération de 2,7 pour cent (2013 — 3,17 pour cent), un taux d'actualisation de 2,71 pour cent (2013 — 2,13 pour cent) et un horizon de départ à la retraite estimé à un maximum de 15 ans.

En 2013, l'Office avait pris comme hypothèse que les 75 pour cent des indemnités seraient versées au cours du prochain exercice.

## Congés rémunérés (congé de maladie)

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquissent pas.

Pour calculer l'obligation au titre des congés de maladies, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 280 \$ (2013 — 273 \$), un taux d'augmentation des salaires de 2,7 pour cent (2013 — 3,17 pour cent), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,48 pour cent (2013 — 2,13 pour cent), un taux d'actualisation de 2,71 pour cent (2013 — 2,13 pour cent), un taux de départ de 4,9 pour cent (2013 — 5,2 pour cent) et l'âge de 60 ans comme hypothèse de départ à la retraite.

Au 31 mars 2014, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et de congés de maladie sont les suivants :

	Indemnités de départ	Congés de maladie	Total
(en milliers de dollars)			
Solde au 31 mars 2012 .....	4 982	941	5 923
Charge pour l'exercice .....	439	355	794
Indemnités versées au cours de l'exercice .....	(879)		(879)
Solde au 31 mars 2013 .....	4 542	1 296	5 838
Charge pour l'exercice .....	(248)	142	(106)
Indemnités versées au cours de l'exercice .....	(3 077)		(3 077)
Solde au 31 mars 2014 .....	1 217	1 438	2 655

## 7. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2014	2013
(en milliers de dollars)		
Débiteurs - autre ministères et organismes .....	506	160
Débiteurs - parties externes .....	2 008	2 733
Sous-total .....	2 514	2 893
Provision pour créances douteuse sur les débiteurs des parties externes .....	(243)	(199)
Total des débiteurs .....	2 271	2 694

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 8. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

	Coût				Amortissement cumulé				2014	2013
	Début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Début de l'exercice	Amortissement	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Équipement technique.....	28 097	500	2 157	26 440	25 840	967	2 127	24 680	1 760	2 257
Logiciels et équipement informatique.....	14 617	1 378	2 053	13 942	12 063	817	2 052	10 828	3 114	2 554
Mobilier, équipement de bureau et autres.....	762		159	603	749	3	159	593	10	13
Collection.....	1			1					1	1
Améliorations locatives.....	6 413	288		6 701	4 694	478		5 172	1 529	1 719
Total.....	49 890	2 166	4 369	47 687	43 346	2 265	4 338	41 273	6 414	6 544

Aucune acquisition d'immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition ne s'est produite au cours de l'année 2014. En 2013, les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 97 324 \$ moins l'amortissement cumulé de 32 612 \$. L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 31 004 \$ (2013 — 276 696 \$).

Les aliénations et radiations de l'exercice de 4 369 069 \$ sont reliées à la vente d'équipement provenant des installations cinématographiques de Montréal qui ont été fait suite à la mise en oeuvre du Plan d'action économique du Canada ainsi qu'au remplacement d'équipements techniques et informatiques désuets.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles prévues pour 2014 s'élevaient à 3 052 000 \$ et l'amortissement prévu de l'exercice, à 2 571 882 \$.

## 9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	Locaux	Autres biens et services	Total
(en milliers de dollars)			
2015.....	5 542	1 335	6 877
2016.....	1 229	416	1 645
2017.....	940	157	1 097
2018.....	344	3	347
2019 à 2021.....	639	2	641
	8 694	1 913	10 607

Les ententes pour la location de locaux totalisent 8 694 000 \$ et ont été signées avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

## 10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction estime que le règlement final de ces réclamations ne devrait pas avoir d'effet important sur les états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Office national du film — Fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Fin

## 11. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

## a) Charges

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux . . . . .	37 374	39 937
Services professionnels et spécialisés . . . . .	10 758	10 834
Location . . . . .	7 232	8 819
Transport et communication . . . . .	3 131	3 203
Amortissement des immobilisations corporelles . . . . .	2 265	2 466
Matériel et fournitures . . . . .	1 527	1 593
Réparations et entretien . . . . .	1 077	997
Redevances . . . . .	1 058	704
Participation en espèces dans les coproductions . . . . .	877	1 086
Information . . . . .	565	625
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire . . . . .	481	833
Perte (gain) sur l'aliénation des immobilisations corporelles . . . . .	(38)	10
Divers . . . . .	134	217
	66 441	71 324

## b) Revenus

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Redevances . . . . .	2 067	2 100
Copies de films . . . . .	675	1 249
Plans d'archives . . . . .	524	552
Production commanditée et prévente . . . . .	426	297
Divers . . . . .	283	93
	3 975	4 291

Les revenus de redevances comportent des opérations non-monétaires d'une valeur de 129 949 \$ concluent avec des parties externes.

## 12. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2014, l'Office a loué des locaux de TPSGC pour un montant de 6 777 346 \$ (2013 — 6 759 685 \$).

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par TPSGC ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

## 13. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a fait l'acquisition d'une participation permanente de 14 pour cent, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'état des résultats au montant de 177 546 \$.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada conformément à la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds.

La Direction des opérations financières du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes au regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection minutieuse, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

La Direction a présenté les états financiers aux auditeurs indépendants, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

La directrice générale  
et adjointe au dirigeant principal des finances,  
Opérations financières  
Citoyenneté et Immigration Canada  
Anick Ouellette

Le sous-ministre adjoint  
et dirigeant principal des finances  
Citoyenneté et Immigration Canada  
Tony Matson

le 28 mai 2014

## Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014			2013		
	Chiffres réels			Prévisions	Chiffres réels	
	Prévisions	Pour la période terminée le 1 juillet 2013*	Pour la période terminée le 31 mars 2014*			Pour l'exercice terminé le 31 mars 2014
Résultats nets	(56 085)	(21 396)	208 235	186 839	(61 268)	(8 687)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	(288)	5 607	(34 392)	(28 785)	9 504	9 779
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(56 373)	(15 789)	173 843	158 054	(51 764)	1 092
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds						
Acquisitions nettes d'immobilisations	14 000	463	6 080	6 543	15 890	14 334
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		(2 674)	(38 569)	(41 243)		9 898
Autorisation fournie (employée)	(70 373)	(13 578)	206 332	192 754	(67 654)	(23 140)

\* En vertu du décret C.P. 2013-0540 entré en vigueur le 2 juillet 2013, et conformément au crédit 7b de Citoyenneté et Immigration Canada de la *Loi de crédits no. 4 pour 2013-2014*, ayant une date d'entrée en vigueur rétroactive au 2 juillet 2013, l'autorisation d'engager des dépenses sur le Trésor au titre du fonctionnement du bureau central et des bureaux régionaux des passeports au Canada et des services de passeport dans les missions à l'étranger et l'autorisation de dépenser les revenus perçus au même titre ont été transférées des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada à Citoyenneté et Immigration Canada.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(80 427)	(4 646)
Plus : imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars	36 492	30 815
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars	49 649	8 602
montants affectés au crédit pour des dépenses payées pour le compte d'autres ministères	81 886	
autres éléments	1 761	2 044
Autorisation nette employée (fournie), à la fin de l'exercice	(177 231)	15 523
Limite de l'autorisation (note 1)		131 204
Autorisation non employée reportée	177 231	115 681

## Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite

### Rapport des auditeurs indépendants

Au Sous-ministre adjoint et Dirigeant principal des Finances, Citoyenneté et Immigration Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, les états des résultats et de la variation de l'actif net, et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers au 31 mars 2014 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

#### Méthode comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 afférente aux états financiers, qui décrit la méthode comptable appliquée. Les états financiers sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable, Sous-ministre adjoint et Dirigeant principal des finances de Citoyenneté et Immigration Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables professionnel agréés,  
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada  
le 26 mai 2014

## Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
<b>Actif</b>			<b>Passif</b>		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada .....	49 584	8 340	Gouvernement du Canada .....	24 759	13 045
Tiers .....	67	293	Tiers		
Charges payées d'avance .....	875	945	Créditeurs .....	10 050	16 416
Stocks .....	13 449	16 962	Charges à payer .....	1 796	4 691
	<u>63 975</u>	<u>26 540</u>	Retenues sur paiements aux entrepreneurs .....	1 684	1 354
			Indemnités de cessation d'emploi .....	240	2 661
À long terme				<u>38 529</u>	<u>38 167</u>
Immobilisations (note 3)			À long terme		
Au coût .....	81 178	197 802	Indemnités de cessation d'emploi .....	2 318	4 205
Moins : amortissement cumulé .....	(58 680)	(149 708)		<u>40 847</u>	<u>42 372</u>
	<u>22 498</u>	<u>48 094</u>	Actif net (note 4) .....	<u>45 626</u>	<u>32 262</u>
	<u>86 473</u>	<u>74 634</u>		<u>86 473</u>	<u>74 634</u>

Obligations contractuelles (note 5).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus		
Droits gagnés .....	533 417	312 006
Revenus divers .....	378	391
	<u>533 795</u>	<u>312 397</u>
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux (note 6) .....	148 342	35 040
Traitements et avantages sociaux .....	93 350	183 646
Matériel de passport .....	32 050	26 758
Fret, messageries et camionnage .....	31 942	32 160
Amortissement .....	7 251	11 579
Entretien et réparations .....	6 615	4 897
Locaux .....	6 380	16 339
Services de passeports dans les missions à l'étranger (note 6) .....	4 342	4 327
Information .....	3 408	2 975
Imprimerie, papeterie et fournitures .....	1 578	2 168
Voyages et déménagements .....	649	1 565
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	557	(1 406)
Divers .....	220	128
Location .....	166	428
Services publics .....	111	59
Services postaux et affranchissements .....	38	66
Télécommunications .....	14	26
	<u>337 013</u>	<u>320 755</u>
Résultats nets avant la disposition d'éléments d'actifs .....	196 782	(8 358)
Perte sur disposition d'éléments d'actifs .....	2 924	329
Perte sur disposition d'inventaire désuet .....	7 019	
	<u>9 943</u>	<u>329</u>
Résultats nets .....	186 839	(8 687)
Actif net, au début de l'exercice (note 4) .....	32 262	29 082
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(75 781)	11 887
Éléments transférés entre ministères (note 4) .....	(97 694)	(20)
Actif net, à la fin de l'exercice (note 4) .....	<u>45 626</u>	<u>32 262</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités d'exploitation		
Résultats nets	186 839	(8 687)
Plus : Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(1 887)	(2 875)
Amortissement	7 251	11 579
Perte sur disposition d'éléments d'actifs	2 924	329
Perte sur disposition d'inventaire désuet	7 019	
	202 146	346
Variation d'actif et passif à court terme (note 7)	(44 092)	2 121
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	158 054	2 467
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(6 543)	(14 334)
Éléments transférés d'immobilisations	21 964	
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'investissement	15 421	(14 334)
Activités de financement		
Éléments transférés entre ministères (note 4)	(97 694)	(20)
Ressources financières nettes employées par les activités de financement	(97 694)	(20)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	75 781	(11 887)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	4 646	16 533
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	80 427	4 646

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le « Fonds ») a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

À compter du 2 juillet 2013, la responsabilité du programme de passeport et du Fonds est passée du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD) à Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Le Fonds a aussi transféré ses activités de prestations de services et de traitement des demandes de passeports à Emploi et Développement Social Canada (EDSC) à compter du 2 juillet 2013.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à même le Trésor aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés.

L'autorisation de prélèvement a diminué de 131 204 000 \$ à 1 \$ par le biais du *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014*.

### 2. Principales conventions comptables

#### a. Méthode de comptabilisation

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables prescrites par le Receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des principes comptables généralement reconnus du Canada pour les raisons suivantes :

- les revenus tirés des droits de demande de services de passeports sont comptabilisés au moment de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande tel qu'il est indiqué dans les règlements prescrivant les droits exigibles pour les services de passeports; et,
- le financement reçu du Conseil du Trésor au titre d'immobilisations est comptabilisé comme un apport en capital et non pas comme une réduction du coût de ces immobilisations.

#### b. Constatation des revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

#### c. Stocks

Les stocks de matières et fournitures sont constatés au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur nette réalisable.

#### d. Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Mobilier	10 ans
Véhicules	5 ans
Matériel de traitement électronique des données (TED)	3-5 ans
Autre matériel et outillage	5 ans

Les projets d'immobilisations correspondent aux actifs en construction qui ne sont pas amortis; ces immobilisations commencent à être amorties une fois qu'elles sont en service. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle du bail ou la durée de vie utile estimative de l'amélioration, selon la période la moins longue.

**Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

e. Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. Le coût des prestations est comptabilisé à mesure que les prestations sont acquises par les employés. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble fournit par le Conseil du Trésor du Canada. À compter du 2 juillet 2013, le passif pour les indemnités de cessation d'emploi relié à près de 1 900 postes a été transféré à EDSC.

f. Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations de l'employé compte tenu des services rendus au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de retraite totales du Fonds et sont imputées aux activités sur une base continue. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des cotisations pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais imputés au Trésor au titre de l'indexation des paiements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

g. Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la direction et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada fassent des estimations et posent des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et passifs, ainsi que sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date du bilan et sur les montants constatés des revenus et dépenses de la période. Les estimations comptables sont utilisées principalement aux fins de l'établissement des indemnités de cessation d'emploi et des charges à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des corrections s'avèrent nécessaires, elles sont comptabilisées dans les états financiers de la période où elles deviennent connues.

h. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des indemnités de cessation d'emploi. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indication contraire, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit important au titre de ces instruments financiers.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 3. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie.....	33 877		(30 971)	2 906
Projets d'immobilisations.....	18 207	935	(18 385)	757
Améliorations locatives.....	107 413	211	(71 328)	36 296
Mobilier.....	105		(8)	97
Matériel de TED.....	36 045	4 845	(1 992)	38 898
Véhicules.....	41	21	(41)	21
Autre matériel et outillage.....	2 114	531	(442)	2 203
<b>Total.....</b>	<b>197 802</b>	<b>6 543</b>	<b>(123 167)</b>	<b>81 178</b>
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
Plan de perfectionnement de la technologie.....	33 877		(30 971)	2 906
Projets d'immobilisations.....				
Améliorations locatives.....	81 791	2 273	(51 870)	32 194
Mobilier.....	83	2	(6)	79
Matériel de TED.....	32 094	4 874	(15 206)	21 762
Véhicules.....	37	1	(38)	
Autre matériel et outillage.....	1 826	100	(187)	1 739
<b>Total.....</b>	<b>149 708</b>	<b>7 250</b>	<b>(98 278)</b>	<b>58 680</b>
Valeur comptable nette.....	48 094			22 498

Les projets d'immobilisations incluent les actifs en construction qui ne sont pas encore amortis.

À compter du 2 juillet 2013, le Fonds a transféré à EDSC des immobilisations dont la valeur comptable nette s'établit à 21 964 066 \$. Ce transfert est inclus dans la colonne cessions, transferts et ajustements.

## 4. Actif net

	2014	2013
(en milliers de dollars)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(80 427)	(4 646)
Surplus accumulé (déficit).....	45 579	(43 566)
Apport en capital.....	80 474	80 474
	<b>45 626</b>	<b>32 262</b>

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie détenue par le gouvernement pour le Fonds.

Surplus accumulé :

Le surplus accumulé est une accumulation du surplus de chaque exercice y compris la prise en charge de l'actif net d'ouverture de 746 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds. D'autres ajustements à la situation financière nette ministérielle du Fonds ont été effectués au montant de 419 771 \$ en 2012, de 19 936 \$ en 2013 et de 220 842 \$ en 2014, découlant du transfert par le Fonds de son service lié aux technologies de l'information à Services partagés Canada (SPC) le 15 novembre 2011. Des ajustements additionnels à la situation financière nette ministérielle du Fonds ont été effectués au montant de 97 472 888 \$ en 2014 découlant du transfert par le Fonds de ses activités de prestation de services et de traitement des demandes de passeports à EDSC le 2 juillet 2013.

**Fonds renouvelable de Passeport Canada — Suite**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

Apport en capital :

Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu d'apport en capital du Conseil du Trésor pour financer les projets d'immobilisations du Fonds.

**5. Obligations contractuelles**

De par la nature de ses activités, le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services.

Les versements futurs maximums prévus au contrat avec son fournisseur de passeports vierges se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2015.....	43 872
2016.....	37 040
	<u>80 912</u>

Les versements futurs minimums prévus pour la location de locaux de travail et des autres fournisseurs se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2015.....	4 715
2016.....	436
2017.....	611
	<u>5 762</u>

**6. Opérations entre apparentés**

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, au logement et aux services juridiques ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Une partie intégrante des activités d'opération du Fonds, est de percevoir les frais consulaires pour le compte de la division des affaires consulaires du MAECD. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et variation de l'actif net. Pour l'exercice 2014, le Fonds a perçu et remis au MAECD des frais consulaires de 97 671 047 \$ (101 680 188 \$ en 2013).

À compter du 15 novembre 2011, le Fonds a transféré son service lié aux technologies de l'information à SPC. Le coût de ces services fournis par SPC est présenté à la rubrique Services professionnels et spéciaux de l'état des résultats et variation de l'actif net. En 2014, SPC a facturé le Fonds un total de 11 771 132 \$ (11 423 170 \$ en 2013) pour les services de technologies de l'information.

En mai 2013, EDSC et le Fonds ont signé un protocole d'entente visant les coûts liés au traitement des demandes de passeports pour trois ans. Ainsi, pour toutes les demandes traitées par EDSC du 1 avril 2013 au 31 mars 2014, EDSC facturera au Fonds un montant de 13,70 \$ par demande. Ces coûts sont présentés à la rubrique Services professionnels et spéciaux de l'état des résultats et variation de l'actif net. En 2014, un montant de 8 802 250 \$ (7 644 989 \$ en 2013) a été facturé au Fonds par EDSC pour le traitement de demandes de passeports.

À compter du 2 juillet 2013, le Fonds a transféré ses activités de prestation de services et de traitement des demandes de passeports à EDSC. Le coût de ces services fournis par EDSC est présenté à la rubrique Services Professionnels et spéciaux de l'état des résultats et variation de l'actif net. En 2014, EDSC a facturé le Fonds un total de 109 078 645 \$ pour ces services.

Conformément à une présentation au Conseil du Trésor, le Fonds a été facturé pour le coût des activités liées à l'Initiative de modernisation du Programme de passeport pour les coûts liés à la transition et la rationalisation des services internes. Le coût de ces services fournis par CIC et EDSC est présenté à la rubrique Services Professionnels et spéciaux de l'état des résultats et variation de l'actif net. En 2014, EDSC et CIC ont respectivement facturé le Fonds un total de 3 253 827 \$ et 2 063 404 \$.

Fonds renouvelable de Passeport Canada — *Fin*Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — *Fin*

## 7. Variation des actifs et passifs à court terme

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Actifs		
Débiteurs — Gouvernement du Canada .....	(41 244)	(2 404)
Débiteurs — Tiers .....	226	87
Charges payées d'avance .....	70	(420)
Stocks (2014 — net de la perte sur la disposition d'inventaire désuet de 7 019 000 \$; 2013 — néant) .....	(3 506)	(8 572)
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada .....	11 714	9 372
Tiers — Créditeurs .....	(6 366)	3 431
Tiers — Charges à payer .....	(2 895)	186
Tiers — Retenues sur paiements aux entrepreneurs .....	330	777
Indemnités de cessation d'emploi .....	(2 421)	(336)
	<u>(44 092)</u>	<u>2 121</u>

## 8. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, le Fonds fait l'objet de différentes réclamations. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'une ou plusieurs situations futures se produisent ou ne se produisent pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers du Fonds. Selon son évaluation juridique d'un élément de passif possible au 31 mars 2014, le Fonds a une réclamation en suspens contenant un passif éventuel de 175 597 \$.

## 9. Transferts à destination d'autres ministères

À compter du 2 juillet 2013, le Fonds a transféré ses activités de prestation de services et de traitement des demandes de passeports à EDSC conformément au décret C.P. 2013-0540, y compris la responsabilité de la gérance des éléments d'actif et de passif liés à ces activités. Par conséquent, le Fonds a transféré à EDSC les éléments d'actif et de passif suivants ainsi que les dépenses associées:

	(en milliers de dollars)
Actif	
Immobilisations (valeur comptable nette) (note 3) .....	<u>21 964</u>
Passif	
Indemnités de cessation d'emploi .....	(5 903)
Autres .....	<u>(256)</u>
Passif total .....	<u>(6 159)</u>
Dépenses payées pour le compte de ESDC .....	<u>81 668</u>
Ajustement à la situation financière nette du Fonds .....	<u>97 473</u>

À compter du 15 novembre 2011, le Fonds a transféré son service lié aux technologies de l'information à SPC, y compris la responsabilité de la gérance des éléments d'actif et de passif liés aux activités du service. Par conséquent, le Fonds a transféré à SPC les éléments d'actif ainsi que les dépenses associées en 2014 :

	(en milliers de dollars)
Actif	
Frais payés d'avance .....	<u>3</u>
Dépenses payés pour le compte de SPC .....	<u>218</u>
Ajustements à la situation financière nette du Fonds .....	<u>221</u>

## Fonds renouvelable de la production de défense

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2014.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Alex Lakroni

Sous-ministre adjoint délégué,  
Direction générale des approvisionnements  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Pablo Sobrino

le 27 mai 2014

### Fonds renouvelable de la production de la défense

#### Rapprochement de l'autorité non employée (non audité) au 31 mars (en milliers de dollars)

	2014	2013
Limite conjointe d'autorisation (note 1) . . . . .	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds . . . . .	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	100 000	100 000

### Compte de prêts de la production de défense

#### Rapprochement de l'autorité non employée (non audité) au 31 mars (en milliers de dollars)

	2014	2013
Limite conjointe d'autorisation (note 1) . . . . .	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense . . . . .	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée . . . . .		

## Fonds renouvelable de la production de défense — *Fin*

Notes afférentes aux états financiers (non audités) pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (« Le Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 000 000 \$ en aucun temps.

---



## **Fonds renouvelable des Services immobiliers**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représente un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie (employée) et du rapprochement de l'autorisation non employée, la direction a présenté les états financiers aux auditeurs externes qui les ont audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie (employée) et celui du rapprochement de l'autorisation non employée n'ont pas été audités puisque ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Alex Lakroni

Sous-ministre adjoint,  
Direction générale des biens immobiliers  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Pierre-Marc Mongeau

le 27 mai 2014

## Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets .....		12 628		6 981
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds .....		(9 128)		3 259
Fonds provenant de l'exploitation .....		3 500		10 240
Allocation d'indemnités de départ aux employés .....	(6 147)			
Autres éléments nets d'actifs et de passifs .....	(10 000)	837	(13 240)	(5 575)
Autorisation fournie (employée) .....	(16 147)	4 337	(13 240)	4 665

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds <sup>(1)</sup> .....	182 006	182 400
Imputation des crédateurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars .....	(278 004)	(297 297)
Montants affectés au crédit après le 31 mars .....	142 181	153 503
Autorisation fournie, à la fin de l'exercice .....	46 183	38 606
Allocation du Conseil du Trésor pour les indemnités de départ versées (note 1) .....	6 147	3 240
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice .....	52 330	41 846
Limite de l'autorisation (note 1) .....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée .....	202 330	191 846

<sup>(1)</sup> Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

## **Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite**

### Rapport des auditeurs indépendants

Au Sous-ministre  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds renouvelable des Services immobiliers pour se conformer à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds renouvelable des Services immobiliers au 31 mars 2014 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds renouvelable des Services immobiliers de se conformer aux dispositions de l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un autre usage. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds renouvelable des Services immobiliers et au Conseil du Trésor du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable des Services immobiliers et le Conseil du Trésor du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés,  
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada  
le 29 mai 2014

## Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
Actif			Passif et passif net		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit . . . . .	4	3	Créditeurs et charges à payer (note 5) . . . . .	280 364	293 196
Débiteurs (note 3) . . . . .	148 923	162 986	Indemnités de vacances et congés compensatoires . . . . .	11 065	11 302
Autres actifs (note 4) . . . . .	20 505	16 333	Passif éventuel (note 6) . . . . .		500
			Autres passifs (note 7) . . . . .	421	2 273
				291 850	307 271
			À long terme		
			Indemnités de départ (note 8) . . . . .	20 861	28 352
				312 711	335 623
			Passif net (note 9) . . . . .	(143 279)	(156 301)
	169 432	179 322		169 432	179 322

Obligations contractuelles (note 10).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenu brut		
Débours recouvrables .....	1 101 109	1 134 898
Recouvrement de salaires .....	224 208	246 766
Main d'oeuvre .....	87 446	83 407
Revenus de projets .....	66 307	69 554
Autres revenus .....	978	198
	1 480 048	1 534 823
Coût des ventes .....	(1 102 424)	(1 135 640)
Revenus net .....	377 624	399 183
Charges de fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux .....	223 378	229 100
Activités indirectes des biens immobiliers .....	77 930	88 757
Services ministériels et administratifs .....	46 604	53 200
Coûts d'occupation .....	14 186	16 090
Indemnités de départ .....	2 480	3 259
Autres charges .....	323	1 682
Services professionnels et spéciaux .....	95	114
	364 996	392 202
Résultats nets .....	12 628	6 981
Passif net, au début de l'exercice .....	(156 301)	(158 541)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	394	(4 741)
Passif net, à la fin de l'exercice .....	(143 279)	(156 301)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Résultats nets .....	12 628	6 981
Éléments n'utilisant pas l'encaisse :		
Provision pour indemnités de départ .....	2 480	3 259
	15 108	10 240
Variations de l'état de la situation financière :		
(Augmentation) diminution des fonds en transit .....	(1)	1
Diminution des débiteurs .....	14 063	16 903
(Augmentation) des autres actifs .....	(4 172)	(321)
(Diminution) des créditeurs et charges à payer .....	(12 832)	(17 143)
(Diminution) augmentation des indemnités de vacances et congés compensatoires .....	(237)	1 786
(Diminution) augmentation du passif éventuel .....	(500)	87
(Diminution) augmentation des autres passifs .....	(1 852)	351
	(5 531)	1 664
Paiements de la provision pour indemnités de départ .....	(9 971)	(7 163)
	(15 502)	(5 499)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de fonctionnement et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(394)	4 741
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	182 400	177 659
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	182 006	182 400

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## **Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds ») fournit, selon le principe de la rémunération des services, des services immobiliers optionnels aux autres ministères du Gouvernement du Canada qui en ont la garde ainsi qu'aux autres ministères et organismes qui demandent d'autres services, en plus de ceux qui sont prévus dans la gamme des services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux. Plus spécifiquement, le Fonds comprend les activités de génie et d'architecture, de gestion immobilière, de logement et de dessaisissement, et des services de soutien.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, le montant total ne devant excéder 150 000 000 \$ en aucun temps.

Pour l'exercice financier 2014, le Fonds a reçu la permission du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice (exercice financier 2013 : 10 000 000 \$). Le Fonds n'a effectué aucun prélèvement sur cette autorisation au cours de l'année.

Le Conseil du Trésor a convenu, conformément aux politiques et règlements en vigueur, de couvrir une partie des indemnités de départ payées par le Fonds pour l'exercice financier 2014. Le Fonds a reçu un montant non remboursable de 6 147 078 \$ (exercice financier 2013 : 3 240 205 \$).

### 2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Les états financiers ne sont pas présentés selon le référentiel des normes comptables canadiennes pour le secteur public tel que :

- le passif pour les indemnités de vacances et pour les indemnités de départ est basé sur une estimation provenant de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- l'état de la situation financière ne présente pas de façon distincte les actifs non financiers; et
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### a. Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

#### b. Revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques et les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de tiers de l'extérieur, sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds.

#### c. Charges

Les activités indirectes des biens immobiliers, les services ministériels et administratifs et les coûts d'occupation sont basés sur les dépenses budgétées du personnel telles qu'établies dans le cadre du budget du programme des services professionnels et techniques et de l'activité de programme Locaux fédéraux (LF) et avoirs fédéraux (AF) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Dans le cas de la livraison de services à l'activité de programme LF et AF, le calcul des coûts est ajusté en fin d'exercice afin de refléter le volume réel atteint pendant l'exercice.

#### d. Avantages sociaux futurs

##### i. Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

## **1. 104 États financiers des fonds renouvelables**

## Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## ii. Indemnités de départ

Les employés ayant droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi accumulent la valeur de ces indemnités à mesure que les services sont rendus. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des estimations du passif par la direction. Le coût des prestations gagnées est comptabilisé au fur et à mesure que les prestations sont acquises par les employés.

## iii. Indemnités de vacances et congés compensatoires

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

## e. Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, débiteurs, autres actifs, créditeurs et charges à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, le taux de change ou le crédit.

## f. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes et la provision pour passif éventuel. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 3. Débiteurs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes .....	142 181	153 503
Parties externes .....	6 773	9 549
Moins : provision pour créances douteuses des parties externes .....	(31)	(66)
	148 923	162 986

## 4. Autres actifs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services .....	19 122	16 305
Charges payées d'avance .....	1 376	21
Autres avances .....	7	7
	20 505	16 333

## 5. Crédeurs et charges à payer

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Parties externes et charges à payer .....	277 115	288 679
Autres ministères et organismes .....	3 249	4 517
	280 364	293 196



**Fonds renouvelable des Services immobiliers — Suite**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 6. Passif éventuel

Des réclamations ont été faites auprès du Fonds dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. Le Fonds n'a pas enregistré une provision pour les réclamations et les litiges au cours de l'exercice financier (exercice financier 2013 : 500 000 \$) pour lesquels un paiement futur est probable et une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à environ 337 000 \$ au 31 mars 2014 (exercice financier 2013 : 450 000 \$).

## 7. Autres passifs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Dépôts de garantie détenus en fiducie.....	419	1 126
Fonds de responsabilité professionnelle.....	2	4
Provision pour conventions collectives non signées.....		1 143
	421	2 273

## 8. Indemnités de départ

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues. Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice.....	28 352	32 256
Prestations versées au cours de l'exercice :		
Retraites et départs de la fonction publique.....	(2 641)	(3 318)
Pour employés ayant opté de percevoir leurs prestations accumulées tel que convenu dans les nouvelles conventions collectives.....	(7 330)	(3 845)
	(9 971)	(7 163)
Dépense de l'exercice.....	2 480	3 259
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice.....	20 861	28 352

**Fonds renouvelable des Services immobiliers — Fin**Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — *Fin*

## 9. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé		
Solde d'ouverture .....	26 099	19 118
Résultats nets .....	12 628	6 981
Solde de fermeture .....	38 727	26 099
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture .....	(182 400)	(177 659)
Variation au cours de l'exercice .....	394	(4 741)
Solde de fermeture .....	(182 006)	(182 400)
Passif net, à la fin de l'exercice .....	(143 279)	(156 301)

## 10. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2015 .....	302 531
2016 .....	28 571
2017 .....	10 603
2018 .....	6 963
2019 et exercices suivants .....	10 520
	359 188

## 11. Information comparative

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

## 12. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

## **Fonds renouvelable des Services optionnels**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie (employée) et du rapprochement de l'autorisation non employée, la direction a présenté les états financiers aux auditeurs, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie (employée) et le rapprochement de l'autorisation non employée n'ont pas été audités étant donné que ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Alex Lakroni

Sous-ministre adjoint délégué,  
Direction générale des approvisionnements  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Pablo Sobrino

le 27 mai 2014

## Fonds renouvelable des Services optionnels — Suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014		2013	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets . . . . .	619	(3 190)		375
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds . . . . .		(294)		83
Fonds provenant (employés) de l'exploitation . . . . .	619	(3 484)		458
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs . . . . .	10 000	1 875	6 500	(3 724)
Autorisation fournie (employée) . . . . .	10 619	(1 609)	6 500	(3 266)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds <sup>(1)</sup> . . . . .	14 939	17 390
Imputation des crédateurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars . . . . .	(16 792)	(17 543)
Montants affectés au crédit après le 31 mars . . . . .	863	772
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice . . . . .	(990)	619
Limite de l'autorisation (note 1) . . . . .	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	34 010	35 619

<sup>(1)</sup> Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

## Fonds renouvelable des Services optionnels — Suite

### Rapport des auditeurs indépendants

Au Sous-ministre  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds renouvelable des Services optionnels pour se conformer à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds renouvelable des Services optionnels au 31 mars 2014 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

#### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds renouvelable des Services optionnels de se conformer aux dispositions de l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un autre usage. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds renouvelable des Services optionnels et au Conseil du Trésor du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable des Services optionnels et le Conseil du Trésor du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés,  
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada  
le 27 mai 2014

## Fonds renouvelable des Services optionnels — Suite

État de la situation financière au 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013		2014	2013
Actif			Passif et passif net		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	29	138	Créditeurs et charges à payer (note 5) .....	15 379	16 139
Débiteurs (note 3).....	6 458	8 253	Indemnités de vacances et congés compensatoires ...	73	102
Autres actifs (note 4) .....	131	50		15 452	16 241
			À long terme		
			Indemnités de départ (note 6).....	144	439
				15 596	16 680
	6 618	8 441	Passif net (note 7).....	(8 978)	(8 239)
				6 618	8 441

Obligations contractuelles (note 8).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services optionnels — Suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus		
Vaccins et médicaments	124 979	120 002
Services liés aux voyages et aux réinstallations	12 713	11 528
Services d'approvisionnement en communication	2 966	2 254
	140 658	133 784
Coûts des ventes	(135 801)	(128 912)
Bénéfice brut	4 857	4 872
Charges de fonctionnement		
Services professionnels et spéciaux	4 546	1 101
Salaires et avantages sociaux	1 905	2 411
Location	696	
Services généraux et administratifs	628	565
Coûts d'occupation	250	317
Autres charges	21	20
Indemnités de départ	1	83
	8 047	4 497
Résultats nets	(3 190)	375
Passif net, au début de l'exercice	(8 239)	(6 425)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	2 451	(2 189)
Passif net, à la fin de l'exercice	(8 978)	(8 239)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Résultats nets	(3 190)	375
Élément n'utilisant pas l'encaisse :		
Provision pour indemnités de départ	1	83
	(3 189)	458
Variations de l'état de la situation financière :		
Diminution (augmentation) des fonds en transit	109	(138)
Diminution (augmentation) des débiteurs	1 795	(3 812)
(Augmentation) des autres actifs	(81)	(14)
(Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer	(760)	5 779
(Diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(29)	(7)
	1 034	1 808
Paiements de la provision pour indemnités de départ	(296)	(77)
	738	1 731
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de fonctionnement et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 451)	2 189
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	17 390	15 201
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	14 939	17 390

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

### 1. 112 États financiers des fonds renouvelables

## Fonds renouvelable des Services optionnels — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services optionnels (le « Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères et organismes, aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et déménagements, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992* qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps, tel que stipulé à l'article 5.5(3) de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Pour l'exercice 2014, le Fonds a utilisé 1 609 215 \$ (exercice financier 2013 : 3 265 799 \$) de ses autorisations et disposait d'une autorisation nette fournie de 619 485 \$ pour couvrir le déficit prévu. Le Fonds demande l'autorisation du Conseil du Trésor d'avoir accès à son montant de prélèvement autorisé pour un total de 989 730 \$ pour couvrir le montant restant nécessaire sur un montant total autorisé de 10 000 000 \$.

### 2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux politiques comptables du Conseil du Trésor et selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Les états financiers ne sont pas présentés selon le référentiel des normes comptables canadiennes pour le secteur public tel que :

- le passif pour les indemnités de vacances et pour les indemnités de départ est basé sur une estimation provenant de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- l'état de la situation financière ne présente pas de façon distincte les actifs non financiers; et
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### a. Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

#### b. Revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés selon un taux pondéré établi par contrat à prix fixe sur la base proportionnelle des biens livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont identifiées.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et frais, et ils sont constatés sur une base d'utilisation.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

#### c. Avantages sociaux futurs

##### i. Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages sociaux multiples administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.



## Fonds renouvelable des Services optionnels — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## ii. Indemnités de départ

Les employés ayant droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi accumulent la valeur de ces indemnités à mesure que les services sont rendus. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des estimations du passif par la direction. Le coût des prestations gagnées est comptabilisé au fur et à mesure que les prestations sont acquises par les employés.

## iii. Indemnités de vacances et congés compensatoires

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

## d. Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, débiteurs, autres actifs, créditeurs et charges à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, le taux de change ou le crédit.

## e. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 3. Débiteurs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes .....	863	772
Parties externes .....	5 595	7 481
	6 458	8 253

## 4. Autres actifs

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services .....	131	49
Autres avances .....		1
	131	50

## 5. Crédeurs et charges à payer

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes .....		34
Parties externes et charges à payer .....	15 379	16 105
	15 379	16 139

## 1. 114 États financiers des fonds renouvelables

## Fonds renouvelable des Services optionnels — Suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Suite

## 6. Indemnités de départ

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues. Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice .....	439	433
Prestations versées au cours de l'exercice :		
Pour retraites et départs de la fonction publique .....	(65)	(77)
Pour employés ayant opté de percevoir leurs prestations accumulées tel que convenu dans les nouvelles conventions .....	(231)	(77)
	(296)	(77)
Charge pour l'exercice .....	1	83
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice .....	144	439

## 7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé		
Solde d'ouverture .....	9 151	8 776
Résultats nets .....	(3 190)	375
Solde de fermeture .....	5 961	9 151
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture .....	(17 390)	(15 201)
Variation au cours de l'exercice .....	2 451	(2 189)
Solde de fermeture .....	(14 939)	(17 390)
Passif net, à la fin de l'exercice .....	(8 978)	(8 239)

**Fonds renouvelable des Services optionnels — Fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 — Fin

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2015.....	699
2016.....	671
2017.....	621
2018.....	660
2019 et exercices subséquents .....	1 094
	<hr/>
	3 745
	<hr/>

9. Information comparative

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

---

# Section 2

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## **Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques***

### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes . . . . .	2.2
Créances — radiations ou renoncations . . . . .	2.8
Avances à justifier. . . . .	2.13
Pertes de fonds et de biens publics. . . . .	2.17

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

### Sommaire des remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Description	Montant*
	\$
<b>Loi sur la gestion des finances publiques (Article 23) —</b>	
Agence du revenu du Canada .....	2 117 918 816
Citoyenneté et Immigration —	
Ministère .....	38 958
Emploi et Développement social —	
Ministère .....	2 200
Pêches et Océans —	
Ministère .....	43 400
Santé —	
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	492 654
Justice —	
Ministère .....	4 591 648
Ressources naturelles —	
Administration du pipe-line du Nord .....	663 639
Sécurité publique et Protection civile —	
Agence des services frontaliers du Canada .....	492 420 945
<b>Tarif des douanes (Article 115) —</b>	
Sécurité publique et Protection civile —	
Agence des services frontaliers du Canada .....	78 187 165
<b>Total .....</b>	<b>2 694 359 425</b>

\* Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.) ou par numéro de décret provincial (D.C.))	Montant
	\$
<b>En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques</b>	
<b>Agence du revenu du Canada</b>	
C.P. 1976-1026, 6 mai 1976, fait remise d'impôt payable en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances au projet Syncrude . . . . .	2 895 268
C.P. 1985-0343, 5 février 1985, fait remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités, payables par la compagnie de pétrole et de gaz de la Baie d'Hudson pour chaque année d'imposition se terminant après 1983 et avant 1991, relativement à l'acquisition d'actions du capital-actions par Dome Energy . . . . .	51 928
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin . . . . .	1 760 985 507
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu et de la TPS/Taxe de vente harmonisée (TVH) payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves . . . . .	3 867 147
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada . . . . .	4 691 260
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada . . . . .	31 697
C.P. 1994-0585, 14 avril 1994, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités . . . . .	165 680
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba) . . . . .	1 734 540
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le Décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par le C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du Décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996 . . . . .	13 043
C.P. 2000-1767, 13 décembre 2000, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba) fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités . . . . .	196 340
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College . . . . .	275 997
C.P. 2003-0989, 18 juin 2003, Décret de remise visant l'établissement indien de Camp Ipperwash, fait remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou payables par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash . . . . .	222 272
C.P. 2003-0990, 18 juin 2003, Décret de remise visant les établissements innus du Labrador (2003) qui accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la composante fédérale de la TVH aux Premières nations innues de Sheshatshiu et de Mushuau, leurs membres et d'autres personnes, vivant à deux établissements innus au Labrador précisés . . . . .	(43 963)
C.P. 2007-0207, 22 février 2007, Décret de remise visant l'accord de règlement des Premières Nations de Rainy River, fait remise d'un montant égal à la TPS payable sur des terres si elles sont achetées par ou pour le compte des Premières Nations de Rainy River en Ontario, en vue de leur mise de côté à titre de réserve en conformité avec l'accord de règlement tripartite . . . . .	188 500

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — *Suite*

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.) ou par numéro de décret provincial (D.C.))	Montant
	\$
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, Décret modifiant le Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada . . . . .	36 578
C.P. 2013-0040, 31 janvier 2013, fait remise à Keith Phillips des sommes payées ou payables par lui à titre de remboursements injustifiés pour les années d'imposition 1995 et 1996, respectivement, aux termes de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> et, fait remise des sommes payées ou payables par lui à titre d'impôt sur le revenu pour les années d'imposition 1995, 1996 et 1997 respectivement, et des sommes payées ou payables par lui à titre de pénalités pour les années d'imposition 1995, 1996 et 1997, respectivement, aux termes de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , ainsi que des intérêts afférents. . . . .	8 047
C.P. 2013-0387, 18 avril 2013, fait remise à Amina Daher du montant payé ou payable par elle, à titre de remboursement de la prestation fiscale canadienne pour enfants pour les années de base 2004, 2005 et 2006 aux termes de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> et du montant payé ou payable par elle, à titre de remboursement des prestations reçues en 2007 et 2008 aux termes de la <i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i> . . . . .	6 458
C.P. 2013-0347, 25 avril 2013, fait remise d'une somme payée par Schukra Gerätebau AG au cours de l'année 2003 au titre de l'impôt exigible en vertu de la partie XIII de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> . . . . .	1 121 005
C.P. 2013-0440, 25 avril 2013, fait remise d'une somme, payée ou payable par Sonia Vallée pour l'année d'imposition 2008 au titre de l'impôt exigible en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , ainsi que des intérêts afférents. . . . .	659
C.P. 2013-0655, 6 juin 2013, fait remise de l'impôt sur le revenu, pour les années d'imposition 1992, 1993, 1998, 1999 et 2000 ainsi que des pénalités s'y rapportant, d'une partie des contributions au Régime de pensions du Canada pour les années d'imposition 1992 et 1993 ainsi que des pénalités s'y rapportant, et de tous les intérêts afférents payés ou payables par Réginald Porter . . . . .	15 943
C.P. 2013-0936, 27 septembre 2013, fait remise d'une partie de l'impôt fédéral, de pénalités pour la production tardive, de remboursement des prestations d'assurance-emploi et de l'intérêt payés ou payables à l'égard des années d'imposition 1998, 1999, 2000, 2001 ou 2002, selon le cas, par les pêcheurs qui ont reçu des paiements dans le cadre du Programme de retrait des permis de pêche du poisson de fond de l'Atlantique. . . . .	1 817 633
C.P. 2013-1404, 12 décembre 2013, fait remise à BlackBerry Limited d'impôts payés pour les années d'imposition 2009 à 2012. De fait, il permet à la compagnie d'avoir effectué une opération en vue d'obtenir par anticipation une partie d'un remboursement qu'elle aurait reçu par ailleurs après son année d'imposition se terminant le 1er mars 2014, sans réduire le montant total de ce remboursement . . . . .	339 577 244
C.P. 2014-0182, 28 février 2014, fait remise d'une somme, payée ou payable par Christian Legault pour l'année d'imposition 2008 au titre de l'impôt exigible en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , ainsi que des intérêts afférents. . . . .	46 779
D.C. 2003-0155, 2 juillet 2003, fait remise de certains montants payés à titre d'intérêts et pénalités au nom de la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour l'année d'imposition 2006 . . . . .	1 597
DC 2006-0518, 23 mars 2006, fait remise des intérêts et pénalités au nom de la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour les années d'imposition 2008 à 2010. . . . .	(14)
D.C. 2013-0320, 20 mars 2013, fait remise de certains montants payés à titre d'intérêts et pénalités au nom de la province de l'Ontario pour les années d'imposition 1993, 1994 et 1995 . . . . .	2 875
D.C. 2013-0723, 23 juillet 2013, fait remise de certains montants payés à titre d'intérêts et pénalités au nom de la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour les années d'imposition 1992, 1998, 1999 et 2000 . . . . .	418
D.C. 2013-0936, 27 novembre 2013, fait remise de certains montants payés à titre d'intérêts et pénalités au nom de la province du Nouveau-Brunswick pour les années d'imposition 1998, 1999 et 2000 . . . . .	1 424
D.C. 2013-1001, 1 <sup>er</sup> octobre 2013, fait remise de certains montants payés à titre d'intérêts et pénalités au nom de la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'année d'imposition 1999 . . . . .	6 950
D.C. 2013-1216, 19 décembre 2013, fait remise de certains montants payés à titre d'intérêts et pénalités au nom de la province de l'Ontario pour les années d'imposition 1993, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004. . . . .	4
Total . . . . .	<u>2 117 918 816</u>

**2. 4 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques**

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.) ou par numéro de décret provincial (D.C.))	Montant
	\$
<b>Citoyenneté et Immigration</b>	
Ministère	
C.P. 2006-0366, 11 mai 2006, a accordé une remise du frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit le remboursement de 485 \$ aux personnes qui ont acquitté des frais de 975 \$ pour l'acquisition du statut permanent, le ou après le 3 mai 2006. ....	3 954
C.P. 2012-0358, 29 mars 2012, a accordé une remise visant les frais de droit de résidence permanente afin de faciliter l'obtention de la résidence permanente par certains employés recrutés sur place pour avoir appuyer directement la mission canadienne à Kandahar. ....	7 840
C.P. 2012-1092, 20 septembre 2012, a accordé une remise des frais payés ou à payer en application du paragraphe 303(1) du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés pour l'acquisition du statut de résident permanent au Canada en vertu de la Politique d'intérêt public temporaire concernant les victimes de violence sexuelle en Haïti. ....	9 800
C.P. 2014-0253, 6 mars 2014, a accordé une remise visant les droits pour la délivrance du passeport, du certificat d'identité et du titre de voyage pour réfugié (Alberta) afin d'accorder la remise des frais relatifs au remplacement de documents d'immigration ou de titres de voyage ayant été endommagés ou perdus à la suite des inondations massives survenues en Alberta en juin 2013. ....	16 530
C.P. 2014-0254, 6 mars 2014, a accordé une remise visant les frais pour le remplacement de la carte de résident permanent (Alberta) afin d'accorder la remise des frais relatifs au remplacement de documents d'immigration ou de titres de voyage ayant été endommagés ou perdus à la suite des inondations massives survenues en Alberta en juin 2013. ....	150
C.P. 2014-0256, 6 mars 2014, a accordé une remise visant les frais pour le remplacement de la carte de résident permanent et les droits pour la délivrance du passeport, du certificat d'identité et du titre de voyage pour réfugié (Lac-Mégantic, Québec) afin d'accorder la remise des frais relatifs au remplacement de documents d'immigration ou de titres de voyage ayant été endommagés ou perdus et de remettre les frais exigés pour la délivrance de titres de voyage aux personnes ayant récemment présenté une demande, mais qui sont décédées à la suite du déraillement de train et de l'explosion survenus à Lac-Mégantic, au Québec, le 6 juillet 2013. ....	684
Total. ....	38 958
<b>Emploi et Développement social</b>	
Ministère	
C.P. 2013-0387, 18 avril 2013, fait remise à Amina Daher du montant payé ou payable par elle, à titre de remboursement de la prestation fiscale canadienne pour enfants pour les années de base 2004, 2005 et 2006 aux termes de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> et du montant payé ou payable par elle, à titre de remboursement des prestations reçues en 2007 et 2008 aux termes de la <i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i> . ....	2 200
<b>Pêches et Océans</b>	
Ministère	
C.P. 2009-0967, 11 juin 2009, remise à Bluewater Ferry Inc. et à Walpole-Algonac Ferry Line Ltd., exploitants des traversiers sur la rivière St. Clair en Ontario, des droits à payer pour les services de déglacage fournis par la Garde côtière canadienne du 1 <sup>er</sup> avril 2001 au 15 mai 2009, de même que d'une partie des droits à payer pour ces mêmes services au cours des années suivantes. ....	43 400
<b>Santé</b>	
Agence canadienne d'inspection des aliments	
C.P. 2011-0944, 22 septembre 2011, est accordée une remise correspondant à la partie excédant 75 \$ des frais payés ou à payer, en application de l'alinéa 21(4)a ou (6)a, du sous-alinéa 21(6)b(i), du paragraphe 22(3) ou (5), 23(2) ou (5), 24(4) ou (5), 25(3), (4) ou (7) ou 26(3) ou de l'article 29 du tableau de la partie 11 de l'Avis sur les prix de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, pour un certificat d'exportation délivré pendant la période commençant le 1 <sup>er</sup> octobre 2011 et se terminant le 30 septembre 2013. La remise est accordée à la condition que l'inspection préalable à la délivrance du certificat d'exportation soit effectuée par un vétérinaire accrédité, au sens de l'article 2 du Règlement sur la santé des animaux. ....	492 654



**Comptes publics du Canada 2013-2014**

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — *Suite*

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.) ou par numéro de décret provincial (D.C.))	Montant
	\$
<b>Justice</b>	
Ministère	
C.P. 1994-0269, 16 février 1994, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires faites par le C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref. . . . .	4 591 648
<b>Ressources naturelles</b>	
Administration du pipe-line du Nord	
C.P. 2013-1258, 21 novembre 2013, est accordée une remise à Foothills Pipe Lines Ltd. une somme, soit la portion de la somme versée par elle en application du paragraphe 29(1) de la <i>Loi sur le pipe-line du Nord</i> qui excède les frais supportés par l'Administration du pipe-line du Nord . . . . .	663 639
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence. . . . .	19 482
C.P. 1974-2522, 19 novembre 1974, remise de la TPS et des taxes d'accise sur certains genres de matériel publicitaire. . . . .	306 360
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada . . . . .	275 329
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable . . . . .	251 673
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale . . . . .	378 929
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties . . . . .	7 008
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger . . . . .	442 459 987
C.P. 1983-2525, 10 août 1983, remise des droits de douane et de la TPS sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt . . . . .	138 541
C.P. 1984-0867, 15 mars 1984, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers . . . . .	68 802
C.P. 1985-0277, 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la TPS sur les supports de transmission de données . . . . .	2
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messageries . . . . .	14 496 787
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité. . . . .	153 212
C.P. 1988-1203, 17 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des pâtes . . . . .	17
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la TPS sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis . . . . .	22 358
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de Pâques d'une catégorie non disponible au Canada. . . . .	74 716
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin. . . . .	33 766 294

**2. 6 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques**

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — *Fin*

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.) ou par numéro de décret provincial (D.C.))	Montant
	\$
C.P. 1992-2397, 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers. . . . .	58
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section iii de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas . . . . .	1 390
Total . . . . .	492 420 945
<b>En vertu de l'article 115 sur le Tarif des douanes</b>	
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1991-1129, 13 juin 1991, remise des droits sur les marchandises acquises aux États-Unis et importées au Canada par des résidents d'Akwesasne, par les propriétaires ou les exploitants de magasins communautaires dûment autorisés et par le Conseil mohawk d'Akwesasne ou un organisme autorisé par celui-ci. . . . .	187 972
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratives . . . . .	58 533
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers. . . . .	33 364
C.P. 1997-0830, 17 juin 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant, à l'égard de chemises à col façonné. . . . .	38 451
C.P. 1997-0952, 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt. . . . .	69 499
C.P. 1997-2057, 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de blouses et chemisiers ou coordonnés pour femmes sur des blouses, chemisiers ou coordonnés . . . . .	14 453
C.P. 1998-1456, 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis . . . . .	23 327
C.P. 2001-2283, 13 décembre 2001, remise des droits de douane et de la TPS pour certains couturiers canadiens qui confectionnent des vêtements pour hommes et pour femmes . . . . .	23 781
C.P. 2008-0815, 1 <sup>er</sup> mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du Tarif des douanes en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire et qui sont ensuite expédiés directement au Canada. . . . .	1 024 591
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du Décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge . . . . .	76 713 194
Total . . . . .	78 187 165

## Créances — radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

- i) Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement telle que décrite à i) a), b) et c) —
  - a) L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
  - b) L'article 155.1(4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
  - c) Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.
- ii) Une approbation du Conseil du Trésor — L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute dette, obligation ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- iii) Une autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire —
  - a) L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
  - b) L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
  - c) L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

### Code

A	Radiations
B	Renonciations
C	Remises
D	Dispenses

## Créances — radiations ou renonciations

Description	Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$		\$			\$	
<b>Loi sur la gestion des finances publiques —</b>										
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>										
Ministère .....	A	555	12 013 825						555	12 013 825
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>										
Ministère .....	A/D	125	24 873 895						125	24 873 895
<b>Agence du revenu du Canada .....</b>	A	143 249	2 834 718 515						143 249	2 834 718 515
<b>Patrimoine canadien</b>										
Ministère .....	A	5	68 225						5	68 225
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	A	8	69 450						8	69 450
Bibliothèque et Archives du Canada .....	A	1 095	64 036						1 095	64 036
<b>Citoyenneté et Immigration</b>										
Ministère .....	A/C	139	43 008			*	235	38 958	374	81 966
Prêts aux immigrants .....	A					9c	1 925	798 855	1 925	798 855
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ...</b>	A	29	1 645 656						29	1 645 656
<b>Emploi et Développement social</b>										
Ministère .....	A/C/D	5 670	42 428 244			*	1	2 200	5 671	42 430 444
<b>Environnement</b>										
Ministère .....	A/D	843	12 558						843	12 558
Agence Parcs Canada .....	A	16	145 893						16	145 893
<b>Pêches et Océans</b>										
Ministère .....	A/C/D	3	17 067			*	1	43 400	4	60 467
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>										
Ministère .....	A/B	26	1 087 979			16c/(S)	2	98 237 901	28	99 325 880
<b>Santé</b>										
Ministère .....	A	55	2 116 919						55	2 116 919
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	A/C	111	116 292			*	7 492	492 654	7 603	608 946
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>										
Ministère .....	A	88	3 131 556						88	3 131 556
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens .....	A	1	62						1	62
<b>Industrie</b>										
Ministère .....	A/D	72	32 969 112						72	32 969 112
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario ...	A	1	1 694 927						1	1 694 927
Conseil national de recherches du Canada .....	A	10	242 815						10	242 815
<b>Justice</b>										
Ministère .....	C					*	59 785	4 591 648	59 785	4 591 648
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	A	10	2 590						10	2 590
Cour suprême du Canada .....	A	3	63						3	63
<b>Défense nationale</b>										
Ministère .....	A	329	663 919						329	663 919

Comptes publics du Canada 2013-2014

Créances — radiations ou renonciations — Suite

Description	Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			\$		\$			\$		\$
<b>Ressources naturelles</b>										
Ministère .....	A/D	39	553 519						39	553 519
Fonds renouvelable de Géomatique										
Canada .....	A	1	6 195						1	6 195
Office national de l'énergie .....	A	2	173 102						2	173 102
Administration du pipe-line du Nord .....	C					*	1	663 639	1	663 639
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>										
Agence des services frontaliers du Canada .....	A	23	47 062 046						23	47 062 046
Service canadien du renseignement de sécurité .....	D	25	147						25	147
Service correctionnel du Canada .....	A	429	41 329						429	41 329
Fonds renouvelable CORCAN .....	A	4	114 821						4	114 821
Gendarmerie royale du Canada .....	A/D	579	380 865						579	380 865
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>										
Ministère .....	A/D	44	123 516						44	123 516
Pension de retraite .....	A	7	13 518						7	13 518
Fonds renouvelable des services immobiliers .....	A/D	16	31 188						16	31 188
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction .....	D	1	13						1	13
<b>Transports</b>										
Ministère .....	A	291	624 258						291	624 258
Tribunal d'appel des transports du Canada .....	A	1	130						1	130
<b>Conseil du Trésor</b>										
École de la fonction publique du Canada ..	A	1	900						1	900
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère .....	A	389	5 702 678						389	5 702 678
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien .....</b>										
	A	3	3 544 934						3	3 544 934
		154 298	3 016 499 765					69 442 104 869 255	223 740	3 121 369 020
<b>Loi sur la faillite et l'insolvabilité —</b>										
<b>Agence de promotion économique du Canada Atlantique</b>										
Ministère .....	A	1	424 936						1	424 936
<b>Agence du revenu du Canada .....</b>	A	36 560	579 075 667						36 560	579 075 667
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ...</b>										
	A	47	9 356 169						47	9 356 169
<b>Transports</b>										
Ministère .....	A	9	30 875						9	30 875
		36 617	588 887 647						36 617	588 887 647
<b>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada —</b>										
<b>Industrie</b>										
Ministère .....	A	899	52 443 407						899	52 443 407

2. 10 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Créances — radiations ou renonciations — Suite

Description	Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			\$		\$			\$		\$
<b>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants —</b>										
<b>Emploi et Développement social</b>										
Ministère .....	B	242 345	176 994 740						242 345	176 994 740
<b>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants —</b>										
<b>Emploi et Développement social</b>										
Ministère .....	B	155	53 875						155	53 875
<b>Loi sur l'agence canadienne d'inspection des aliments —</b>										
<b>Santé</b>										
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	C	10 883	754 576						10 883	754 576
<b>Loi sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes —</b>										
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère .....	B	16	382 779						16	382 779
<b>Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes —</b>										
<b>Défense nationale</b>										
Ministère .....	A	26	146 661						26	146 661
<b>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies —</b>										
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ...</b>										
...	A	1	579 391						1	579 391
<b>Loi sur les douanes —</b>										
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>										
Agence des services frontaliers du Canada .....	B	315	4 606 029						315	4 606 029
<b>Loi sur le ministère des Anciens Combattants —</b>										
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère .....	B	10	116 809						10	116 809
<b>Loi sur l'assurance-emploi —</b>										
<b>Emploi et Développement social</b>										
Ministère .....	A/B	114 110	69 625 112						114 110	69 625 112
<b>Loi sur la taxe d'accise —</b>										
<b>Agence du revenu du Canada <sup>(2)</sup> .....</b>										
...	B	9 841	32 914 291						9 841	32 914 291
<b>Loi sur le développement des exportations —</b>										
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>										
Exportation et développement Canada (Compte du Canada) .....	B					23(6)	2 117 322 728		2	117 322 728

Comptes publics du Canada 2013-2014

Créances — radiations ou renonciations — Fin

Description	Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			\$		\$		\$		\$	
<b>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés —</b>										
<b>Citoyenneté et Immigration</b>										
Ministère .....	D	10	8 200					10	8 200	
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>										
Agence des services frontaliers du Canada .....	B	1	6 000					1	6 000	
<b>Loi de l'impôt sur le revenu —</b>										
Agence du revenu du Canada <sup>(2)</sup> .....	B/D	372 917	381 246 424					372 917	381 246 424	
<b>Loi sur la sécurité de la vieillesse —</b>										
<b>Emploi et Développement social</b>										
Ministère .....	C	4 509	4 779 206					4 509	4 779 206	
<b>Loi sur les pensions —</b>										
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère .....	B	32	422 762					32	422 762	
<b>Loi sur les prêts aux petites entreprises —</b>										
<b>Industrie</b>										
Ministère .....	A	1	99					1	99	
		946 986	4 330 467 773			69 444	222 191 983	1 016 430	4 552 659 756	
<b>Sommaire —</b>										
Radiations .....	A	304 679	3 727 176 068			1 925	798 855	306 604	3 727 974 923	
Renonciations .....	B	339 444	363 970 407			4 215 560 629	339 448	579 531 036		
Remises .....	C	15 392	5 533 782			67 515	5 832 499	82 907	11 366 281	
Dispenses .....	D	287 471	233 787 516					287 471	233 787 516	
		946 986	4 330 467 773			69 444	222 191 983	1 016 430	4 552 659 756	

\* Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.

(1) Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.

(2) Renonciation afférente au dossier Équité provenant des lois déterminées.

## Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

## Avances à justifier

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2014		Avances réglées en avril 2014		Avances en circulation au 30 avril 2014	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>						
Ministère .....	56	42 449	50	33 950	6	8 499
Commission canadienne du lait .....	1	400			1	400
Commission canadienne des grains .....	17	4 125	17	4 125		
	74	46 974	67	38 075	7	8 899
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>						
Ministère .....	12	2 909	1	759	11	2 150
<b>Agence du revenu du Canada</b> .....	344	299 594	223	156 483	121	143 111
<b>Patrimoine canadien</b>						
Ministère .....	19	10 510			19	10 510
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	9	3 100			9	3 100
Bibliothèque et Archives du Canada .....	14	5 450			14	5 450
Office national du film .....	64	59 952	8	10 435	56	49 517
Commission des relations de travail dans la fonction publique .....	2	1 000			2	1 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique .....	1	500			1	500
Greffier du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles .....	1	300			1	300
	110	80 812	8	10 435	102	70 377
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord</b> .....	1	250			1	250
<b>Citoyenneté et Immigration</b>						
Ministère .....	80	97 313	13	45 619	67	51 694
Commission de l'immigration et du statut de réfugié .....	6	2 900			6	2 900
	86	100 213	13	45 619	73	54 594
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b> .....	22	6 500		50 <sup>(1)</sup>	22	6 450
<b>Emploi et Développement social</b>						
Ministère .....	71	29 800	71	29 800		
Conseil canadien des relations industrielles .....	4	1 400	1	200	3	1 200
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme .....	4	1 400			4	1 400
	79	32 600	72	30 000	7	2 600
<b>Environnement</b>						
Ministère .....	111	79 687	3	841	108	78 846
Agence canadienne d'évaluation environnementale .....	7	2 990	1	390	6	2 600
Agence Parcs Canada .....	206	197 312	2	743	204	196 569
	324	279 989	6	1 974	318	278 015



Comptes publics du Canada 2013-2014

Avances à justifier — Suite

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2014		Avances réglées en avril 2014		Avances en circulation au 30 avril 2014	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
<b>Finances</b>						
Ministère .....	3	345	1	27	2	318
Tribunal canadien du commerce extérieur .....	1	500	1	500		
Agence de la consommation en matière financière du Canada .....	1	200			1	200
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	5	4 750			5	4 750
Bureau du vérificateur général .....	6	1 800	6	1 800		
Bureau du surintendant des institutions financières .....	1	5 700			1	5 700
	17	13 295	8	2 327	9	10 968
<b>Pêches et Océans</b>						
Ministère .....	250	178 270	223	151 770	27	26 500
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>						
Ministère .....	1 835	19 464 984	37	58 684	1 798	19 406 300
Commission mixte internationale (section canadienne) .....	5	7 417	4	2 791	1	4 626
	1 840	19 472 401	41	61 475	1 799	19 410 926
<b>Gouverneur général</b> .....	4	2 700			4	2 700
<b>Santé</b>						
Ministère .....	172	88 622	124	49 686	48	38 936
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	52	12 327	39	10 827	13	1 500
Instituts de recherche en santé du Canada .....	1	1 300	1	1 300		
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés .....	1	500	1	500		
Agence de la santé publique du Canada .....	29	9 550	29	9 550		
	255	112 299	194	71 863	61	40 436
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>						
Ministère .....	6	3 750			6	3 750
Commission canadienne des affaires polaires .....	1	600			1	600
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens .....	1	500	1	500		
Greffé du Tribunal des revendications particulières .....	1	500			1	500
	9	5 350	1	500	8	4 850
<b>Industrie</b>						
Ministère .....	78	36 525	76	34 200	2	2 325
Agence spatiale canadienne .....	4	8 248			4	8 248
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario .....	4	3 500			4	3 500
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	8	2 450			8	2 450
Greffé du Tribunal de la concurrence .....	1	500			1	500
Conseil de recherches en sciences humaines .....	1	350			1	350
Statistique Canada .....	45	73 384	16	44 034	29	29 350
	141	124 957	92	78 234	49	46 723
<b>Justice</b>						
Ministère .....	58	8 023 750			58	8 023 750
Commission canadienne des droits de la personne .....	3	2 500	3	2 500		
Tribunal canadien des droits de la personne .....	1	500			1	500
Commissaire à la magistrature fédérale .....	27	530 125	6	87 748	21	442 377
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	39	7 295	39	7 295		
Bureau du directeur des poursuites pénales .....	14	3 450			14	3 450
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	5	2 500			5	2 500
Cour suprême du Canada .....	3	1 650			3	1 650
	150	8 571 770	48	97 543	102	8 474 227

2. 14 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Avances à justifier — Suite

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2014		Avances réglées en avril 2014		Avances en circulation au 30 avril 2014	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$		\$
<b>Défense nationale</b>						
Ministère .....	9 876	40 875 099	3 357	6 911 374	6 519	33 963 725
Centre de la sécurité des télécommunications .....	107	555 446	57	360 170	50	195 276
Comité externe d'examen des griefs militaires .....	1	500	1	500		
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire .....	1	500	1	500		
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications .....	1	300			1	300
	<i>9 986</i>	<i>41 431 845</i>	<i>3 416</i>	<i>7 272 544</i>	<i>6 570</i>	<i>34 159 301</i>
<b>Ressources naturelles</b>						
Ministère .....	64	91 167	1	2 620	63	88 547
Commission canadienne de sûreté nucléaire .....	6	1 150			6	1 150
Office national de l'énergie .....	1	1 500			1	1 500
Administration du pipe-line du Nord .....	1	400	1	400		
	<i>72</i>	<i>94 217</i>	<i>2</i>	<i>3 020</i>	<i>70</i>	<i>91 197</i>
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b> .....	<i>1</i>	<i>600</i>			<i>1</i>	<i>600</i>
<b>Parlement</b>						
Sénat .....	15	5 150			15	5 150
Chambre des communes .....	588	1 509 489	31	73 828	557	1 435 661
Bibliothèque du Parlement .....	7	3 542	1	1 442	6	2 100
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique .....	1	500			1	500
Conseiller sénatorial en éthique .....	1	250			1	250
	<i>612</i>	<i>1 518 931</i>	<i>32</i>	<i>75 270</i>	<i>580</i>	<i>1 443 661</i>
<b>Bureau du Conseil privé</b>						
Ministère .....	21	32 300			21	32 300
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes .....	6	2 595	2	670	4	1 925
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	14	8 700			14	8 700
Bureau du directeur général des élections .....	11	2 000			11	2 000
Commissariat aux langues officielles .....	6	1 600	6	1 600		
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité .....	1	300			1	300
	<i>59</i>	<i>47 495</i>	<i>8</i>	<i>2 270</i>	<i>51</i>	<i>45 225</i>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>						
Ministère .....	24	15 695			24	15 695
Agence des services frontaliers du Canada .....	645	992 442	17	35 848	628	956 594
Service canadien du renseignement de sécurité .....	134	8 187 467	1	6 501 495	133	1 685 972
Service correctionnel du Canada .....	207	291 586	15	19 537	192	272 049
Commission des libérations conditionnelles du Canada .....	9	3 925			9	3 925
Gendarmerie royale du Canada .....	2 236	15 139 611	1 286	11 929 935	950	3 209 676
	<i>3 255</i>	<i>24 630 726</i>	<i>1 319</i>	<i>18 486 815</i>	<i>1 936</i>	<i>6 143 911</i>
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>						
Ministère .....	144	86 778	126	67 272	18	19 506
Services partagés Canada .....	35	23 477			35	23 477
	<i>179</i>	<i>110 255</i>	<i>126</i>	<i>67 272</i>	<i>53</i>	<i>42 983</i>
<b>Transports</b>						
Ministère .....	1 085	458 918	5	4 675	1 080	454 243
Office des transports du Canada .....	1	300			1	300
Tribunal d'appel des transports du Canada .....	1	200			1	200
	<i>1 087</i>	<i>459 418</i>	<i>5</i>	<i>4 675</i>	<i>1 082</i>	<i>454 743</i>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Avances à justifier — *Fin*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2014		Avances réglées en avril 2014		Avances en circulation au 30 avril 2014	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$		\$
<b>Conseil du Trésor</b>						
Secrétariat .....	9	10 975			9	10 975
École de la fonction publique du Canada .....	19	15 963			19	15 963
Commissariat au lobbying .....	1	200	1	200		
Commissariat à l'intégrité du secteur public .....	1	1 000	1	1 000		
	30	28 138	2	1 200	28	26 938
<b>Anciens Combattants</b>						
Ministère .....	73	40 760	70	39 410	3	1 350
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) .....	1	300	1	300		
	74	41 060	71	39 710	3	1 350
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien .....</b>	<b>6</b>	<b>2 400</b>			<b>6</b>	<b>2 400</b>
<b>Total .....</b>	<b>19 079</b>	<b>97 695 968</b>	<b>5 978</b>	<b>26 699 883</b>	<b>13 101</b>	<b>70 996 085</b>

<sup>(1)</sup> Règlement partiel.

## Pertes de fonds et de biens publics

Les informations sur les pertes de fonds et de biens publics sont exigées en vertu de la directive du Conseil du Trésor sur les pertes de fonds et de biens.

### Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle — découvertes ou détectées en 2013-2014

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte \$	Montant recouvré en 2013-2014 \$	Montant du recouvrement non prévu \$	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs \$
<b>Agence du revenu du Canada</b>					
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	43	18 502 691	684 322	14 421 756	3 396 613
Impôt sur le revenu .....	50	8 814 118	1 532 762	1 484 245	5 797 111
Autres pertes administrées .....	2	30 089	2 353		27 736
	95	27 346 898	2 219 437	15 906 001	9 221 460
Causes devant les tribunaux (estimation par l'ARC du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement)					
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	119	15 313 343		(1)	(1)
Impôt sur le revenu .....	319	169 886 303		(1)	(1)
Autres pertes administrées .....	20	7 123 265		(1)	(1)
	458	192 322 911			
	553	219 669 809	2 219 437	15 906 001	9 221 460
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes —					
Fausse déclaration — Valeur .....	2	2 614			2 614
Non déclaration/Contrebande.....	39	5 163 486			5 163 486
Autres infractions.....	2	27 266	3 623		23 643
	43	5 193 366	3 623		5 189 743
	596	224 863 175	2 223 060	15 906 001	14 411 203

<sup>(1)</sup> Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident —  
survenues ou découvertes en 2013-2014**

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2013-2014	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
Commission canadienne des grains					
Emploi frauduleux de carte de voyage (2 cas) .....		144	144		
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas) .....		2 747	2 747		
<b>Agence du revenu du Canada</b>					
Demande de congé de maladie et autres congés falsifiée (5 cas) ....	1	6 020	2 838		3 182
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (6 cas) ..	1	77 379	7 209		70 170
Perte de la petite caisse (1 cas) .....	1	600		600	
Déficit net de caisse (déficit brut 1 203 \$; surplus brut 280 \$) .....	1	923		923	
Emploi non autorisé de cartes d'achat et de voyage (2 cas) .....	1	702	702		
Emploi non autorisé de billet de taxi (1 cas) .....	1	131	131		
<b>Citoyenneté et Immigration</b>					
Ministère					
Déficit de caisse (4 cas) .....	1	115	18	97	
Emploi frauduleux de carte de voyage (1 cas) .....		4 905	4 333	572	
Perte de la petite caisse (2 cas) .....	1	703		703	
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>					
Demande de contribution falsifiée (1 cas) .....	5	406 277		406 277	
<b>Emploi et Développement social</b>					
Ministère					
Déficit de caisse (22 cas) .....	1	6 419		6 419	
Réclamation frauduleuse du régime de pensions du Canada (35 cas)	(S)	963 674	10 637	8 881	944 156
Réclamation frauduleuse de prêts canadiens aux étudiants (75 cas) .	(S)	696 810	159 423	43 864	493 523
Réclamation frauduleuse de prestations d'assurance-emploi (87 613 cas) .....	(S)	127 571 441	24 796 936	90 047	102 684 458
Réclamation frauduleuse de la sécurité de la vieillesse (16 cas) ....	(S)	585 093	74 940	169 901	340 252
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires (1 cas) .....	1	8 147			8 147
Emploi frauduleux de carte d'achat (2 cas) .....	1	220			220
Perte de dépôt (2 cas) .....	1	920		920	
<b>Environnement</b>					
Ministère					
Emploi frauduleux de carte de voyage (2 cas) .....	1	4 790	4 790		
Perte de chèque de voyage American Express .....	1	850			850
Perte de la petite caisse (5 cas) .....	1	7 894			7 894
Agence Parcs Canada					
Emploi frauduleux de carte d'achat (1 cas) .....	25	5 423	5 423		
Perte de dépôt (1 cas) .....	25	6 732		6 732	
Perte de la petite caisse (1 cas) .....	25	100		100	
Déficit net de caisse (déficit brut 378 748 \$; surplus brut 312 949 \$) .....	25	65 799		65 799	
Vol de fonds de caisse (1 cas) .....	25	350		350	
Vol des recettes (2 cas) .....	25	400		400	
Vol de chèque (1 cas) .....	25	725		725	
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas) .....	25	2 364			2 364

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Suite

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2013-2014	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
<b>Pêches et Océans</b>					
Ministère					
Emploi frauduleux de carte d'achat dû à un vol d'identité (6 cas) . . . . .	1	11 613	11 613		
Emploi non autorisé de carte de voyage (9 cas) . . . . .	1	22 100	1 556		20 544
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>					
Ministère					
Demande de paiement falsifiée par un fournisseur (2 cas) . . . . .		230 289			230 289
Réclamation frauduleuse pour des paiements de réinstallation . . . . .		2 604			2 604
Perte de revenus consulaires (7 cas) . . . . .	1	8 233	1 960	6 273	
Perte de contenu d'un courrier officiel . . . . .	1	70 367		70 367	
Perte d'argent causée par une erreur bancaire (2 cas) . . . . .	1	2 837		2 837	
Perte de fonds de la petite caisse . . . . .	1	781		781	
Vol de recettes d'une vente de biens . . . . .		2 756	1 060		1 696
Vol de fonds de contribution . . . . .		15 000	15 000		
Vol de fonds en mission . . . . .		2 500	2 500		
<b>Santé</b>					
Ministère					
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement et salaire non gagné (1 cas) . . . . .	1	141 423	14 500		126 923
Trop-payé - Fournisseur de services de santé non assurés (2 cas) . . . . .	1	1 097 566		318 979	778 587
Trop-payé de contributions (1 cas) . . . . .	10	26 467			26 467
Vol des services sans fil (1 cas) . . . . .	1	7 924			7 924
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Perte de la petite caisse (1 cas) . . . . .	11	38		38	
Emploi non autorisé de carte d'achat (9 cas) . . . . .	11	2 214	2 214		
Emploi non autorisé de carte de voyage (4 cas) . . . . .	11	10 384	8 188		2 196
Instituts de recherche en santé du Canada					
Demande de subvention falsifiée (1 cas) . . . . .		88 750			88 750
Agence de la santé publique du Canada					
Emploi non autorisé de service interurbain (1 cas) . . . . .	1	1 800			1 800
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>					
Ministère					
Perte des recettes (Programme de paiements de traité) (2 cas) . . . . .	(S)	5		5	
<b>Industrie</b>					
Agence spatiale canadienne					
Fausse déclaration des rapports de présence d'un étudiant (1 cas) . . . . .	25	665	665		
<b>Justice</b>					
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Perte des recettes (1 cas) . . . . .	30	12		12	
Cour suprême du Canada					
Perte des recettes (1 cas) . . . . .	50	45		45	

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Fin**

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2013-2014	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
<b>Défense nationale</b>					
Ministère					
Différence dans le compte du capital d'exploitation (BFC Wainwright) .....		2 612			2 612
Différence dans le compte du capital d'exploitation (NCSM Protecteur) .....		5 500			5 500
Différence dans le compte du capital d'exploitation (NCSM Regina)		1 100			1 100
Différence dans le compte du capital d'exploitation (EM 5 GSS) ...		100			100
Perte d'avances à justifier (3 cas) .....		1 933			1 933
Perte de revenus de repas (BFC Esquimalt) .....	1	736		736	
Trop-payé d'avantages en matière d'emploi (BFC Esquimalt) .....		20 278			20 278
<b>Parlement</b>					
Chambre des communes					
Vol de la petite caisse (1 cas) .....		120		120	
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de dépôt bancaire (7 cas) .....	10	4 430		4 430	
Perte de fonds de caisse (4 cas) .....	10	790		790	
Service correctionnel du Canada					
Perte de la petite caisse (1 cas) .....	25	100			100
Gendarmerie royale du Canada					
Paiement d'heures supplémentaires falsifiées (1 cas) .....		3 232			3 232
Emploi frauduleux de carte d'achat (1 cas) .....		685			685
Perte de fonds saisis (1 cas) .....		20		20	
Vol de pièce à conviction (1 cas) .....		116 231			116 231
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>					
Ministère					
Fraude - Caisse de retraite de la fonction publique .....		140 275	140 275		
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique .....		497 792	59 662		438 130
Vol de la petite caisse (1 cas) .....	1	171			171
Emploi non autorisé d'une carte de voyage (2 cas) .....	1	4 744	1 094		3 650
Receveur général — Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance- emploi et les chèques de la Banque du Canada —					
Endossements frauduleux (2 961 cas) .....		2 065 002	2 053 437	11 565	
Endossements irréguliers (99 cas) .....		96 873	96 873		
Paiements électroniques mal dirigés (7 174 cas) .....		3 420 463	1 752 917	984 765	682 781
Non endossés (1 327 cas) .....		889 599	889 599		
Autres (1 267 cas) .....		2 829 319	2 765 359	63 960	
<b>Transports</b>					
Ministère					
Emploi non autorisé de carte de voyage (2 cas) .....	1	918		337	581
<b>Conseil du Trésor</b>					
Secrétariat					
Demande de prestation falsifiée (régimes de soins de santé et de soins dentaires) (5 cas) .....	20	189 739	8 777		180 962
		142 467 932	32 897 520	2 269 370	107 301 042

(S) Autorisation législative

**2 . 20 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques**

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal —  
survenues ou découvertes en 2013-2014

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>				
Ministère				
Dompage à un véhicule de l'État (3 cas) .....	4 583	248	4 335	
Vol de foin en balles (1 cas) .....	2 700		2 700	
Vol d'un système de reliure (1 cas) .....	1 099		1 099	
Vol de BlackBerry (4 cas) .....	740		740	
Vol de GPS (1 cas) .....	672		672	
Vol d'un chargeur et d'un adaptateur pour iPad (1 cas) .....	40		40	
Vol d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 200		1 200	
Vol de panneaux (1 cas) .....	99		99	
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas) .....	1 141		1 141	
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>				
Ministère				
Vol de tablette électronique (1 cas) .....	1 200		1 200	
Vol de quatre ordinateurs portatifs (1 cas) .....	4 800		4 800	
Vandalisme à des portes (1 cas) .....	301		301	
<b>Agence du revenu du Canada</b>				
Dompage à de l'équipement et des pièces informatiques (1 cas) .....	212		212	
Dompage à de l'équipement de bureau (2 cas) .....	1 965		1 965	
Vol d'équipement et de pièces informatiques et de télécommunications (7 cas) .....	8 770		8 770	
Vandalisme à un véhicule de l'État (7 cas) .....	10 297		10 297	
<b>Patrimoine Canadien</b>				
Ministère				
Vol d'ordinateur portable (2 cas) .....	3 000		3 000	
Bibliothèque et Archives du Canada				
Vol d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 200		1 200	
Office national du film				
Vol de téléphone cellulaire (4 cas) .....	400		400	
Vol d'ordinateur portable (2 cas) .....	3 607		3 607	
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
Vol d'équipement informatique (1 cas) .....	2 000		2 000	
<b>Citoyenneté et Immigration</b>				
Ministère				
Vol de BlackBerry (1 cas) .....	300		300	
Vol d'ordinateur portable (3 cas) .....	2 700		2 700	
Vandalisme à un édifice (1 cas) .....	400		400	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
Vol d'un projecteur (1 cas) .....	1 200		1 200	
Vol de tablette électronique (2 cas) .....	2 000		2 000	
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>				
Vol d'ordinateur portable (1 cas) .....	935		935	



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Emploi et Développement social</b>				
Ministère				
Vol d'ordinateur et écran (1 cas) .....	736		736	
Vol d'appareil photo numérique (1 cas) .....	150		150	
Vol d'ordinateur portable (3 cas) .....	4 300		4 300	
Vol de matériel et de fournitures (7 cas) .....	938		938	
Vol d'équipement de télécommunication (2 cas) .....	500		500	
Vandalisme à un véhicule de l'État (3 cas) .....	1 217		1 217	
Vandalisme à des édifices ou autres biens immobiliers (3 cas) .....	3 578		3 578	
Vandalisme à un équipement de télécommunication (1 cas) .....	105		105	
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
Vol de BlackBerry (1 cas) .....	100		100	
Vol d'appareil photo numérique (1 cas) .....	120		120	
Vol d'ordinateur portable et accessoires (1 cas) .....	11 700		11 700	
Vol de radio (1 cas) .....	90		90	
<b>Environnement</b>				
Ministère				
Vol de fils de cuivre (1 cas) .....	19 635		19 635	
Vol d'un défibrillateur (1 cas) .....	2 500		2 500	
Vol d'ordinateur portable et accessoires (6 cas) .....	6 937		6 937	
Vol d'équipement photographique (1 cas) .....	750		750	
Vol d'accessoires d'uniforme (2 cas) .....	2 000		2 000	
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas) .....	390		390	
Vandalisme à des composantes de clôture (2 cas) .....	125		125	
Agence Parcs Canada				
Dommage à des édifices (4 cas) .....	3 000		3 000	
Dommage à d'autres biens immobiliers (5 cas) .....	6 800		6 800	
Vol de véhicules de l'État et autres équipements de transport (3 cas) .....	13 500	6 000	7 500	
Vol d'équipement électronique (2 cas) .....	475		475	
Vol d'équipement (1 cas) .....	90		90	
Vol d'équipement informatique (1 cas) .....	2 040		2 040	
Vol de machinerie (2 cas) .....	700		700	
Vol de matériel et de fournitures (10 cas) .....	10 870		10 870	
Vandalisme à des édifices (1 cas) .....	12 382		12 382	
Vandalisme à de l'équipement (2 cas) .....	348		348	
Vandalisme à du matériel et des fournitures (4 cas) .....	1 610		1 610	
Vandalisme à d'autres biens immobiliers (20 cas) .....	12 970	100	12 610	260
<b>Finances</b>				
Tribunal canadien du commerce extérieur				
Vol d'équipement informatique (1 cas) .....	1 250		1 250	
Bureau du vérificateur général				
Vol d'équipement informatique (1 cas) .....	1 600		1 600	
Bureau du surintendant des institutions financières				
Vol de BlackBerry (3 cas) .....	405		405	
Vol d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 100		1 100	

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Pêches et Océans</b>				
Ministère				
Vol d'un véhicule de l'État (2 cas) . . . . .	8 363	7 000	1 363	
Vol d'équipement électronique (4 cas) . . . . .	1 875		1 875	
Vol d'équipement informatique (3 cas) . . . . .	2 138		700	1 438
Vol de machinerie et d'équipement (6 cas) . . . . .	17 211		17 211	
Vol de matériel et de fournitures (7 cas) . . . . .	46 968		46 968	
Vol d'équipement de télécommunications (5 cas) . . . . .	1 594		1 594	
Vandalisme à un édifice (5 cas) . . . . .	19 100		19 100	
Vandalisme à un monument (2 cas) . . . . .	2 166		2 166	
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas) . . . . .	1 490		1 490	
Vandalisme à de l'équipement électronique (1 cas) . . . . .	25 000		25 000	
Vandalisme à de la machinerie et de l'équipement (2 cas) . . . . .	1 120		1 120	
Vandalisme à un bien immobilier (2 cas) . . . . .	391		391	
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>				
Ministère				
Vol de BlackBerry (1 cas) . . . . .	440		440	
Vol de tapis (1 cas) . . . . .	2 123		2 123	
Vol d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	1 000		1 000	
Vol de prix de reconnaissance (1 cas) . . . . .	100		100	
Vol de téléviseur (1 cas) . . . . .	2 000		2 000	
Agence canadienne de développement international				
Vol d'appareil photo numérique (2 cas) . . . . .	350		350	
<b>Santé</b>				
Ministère				
Vol d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	1 050		1 050	
Vandalisme à des édifices (2 cas) . . . . .	5 147		5 147	
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Vol de BlackBerry (1 cas) . . . . .	99		99	
Vol de moteur de bateau (1 cas) . . . . .	3 000		3 000	
Vol de plaque de porte aimanté sur un véhicule de l'État (1 cas) . . . . .	500		500	
Vol d'ordinateur portable (3 cas) . . . . .	1 050		1 050	
Vol de plaques d'immatriculation (4 cas) . . . . .	262		262	
Vol d'équipement de sécurité (1 cas) . . . . .	100		100	
Vol de pneus (3 cas) . . . . .	2 698		2 698	
Vol de clé USB (1 cas) . . . . .	40		40	
Vandalisme à des édifices (2 cas) . . . . .	575		575	
Vandalisme à un véhicule de l'État (53 cas) . . . . .	28 611		28 611	
Agence de la santé publique du Canada				
Vol d'ordinateur portable, de disque dur portable et de clés USB (1 cas) . . . . .	1 500		1 500	
Vol d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	1 000		1 000	
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>				
Ministère				
Vol de peaux de castors (2 cas) . . . . .	800		800	
Vol de BlackBerry (3 cas) . . . . .	1 050		1 050	
Vol de téléphone cellulaire (1 cas) . . . . .	52		52	
Vol d'ordinateur portable (2 cas) . . . . .	1 990		1 990	
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas) . . . . .	1 070		1 070	

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Suite**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Industrie</b>				
Ministère				
Vol d'un système de navigation (1 cas) . . . . .	200		200	
Vol d'équipement de protection (1 cas) . . . . .	1 200		1 200	
Vol d'une trousse de poids (1 cas) . . . . .	1 200		1 200	
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas) . . . . .	1 600		1 600	
Conseil national de recherches du Canada				
Vol d'équipement de laboratoire (1 cas) . . . . .	5 000		5 000	
Vol d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	1 500		1 500	
Vol de plaques métalliques (1 cas) . . . . .	1 040		1 040	
Vol d'un téléviseur plasma (1 cas) . . . . .	361		361	
Statistique Canada				
Vol d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	1 100		1 100	
<b>Justice</b>				
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Vol d'équipement audio (1 cas) . . . . .	1 000	1 000		
Vol d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	2 950		2 950	
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Vol de BlackBerry (2 cas) . . . . .	400		400	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
Vol de disque dur Lacie (1 cas) . . . . .	300		300	
Cour suprême du Canada				
Vol de BlackBerry (1 cas) . . . . .	700		700	
<b>Défense nationale</b>				
Ministère				
Vol de tenues de combat (268 articles) . . . . .	23 232	5 026	18 206	
Vol d'ordinateur (1 article) . . . . .	1 930		1 930	
Vol d'équipement électrique (3 articles) . . . . .	11 683		11 683	
Vol d'équipement spécifique aux militaires (36 articles) . . . . .	2 521	605	1 916	
Vol d'équipement non spécifique aux militaires (30 articles) . . . . .	3 220	1 287	1 933	
Vol d'outils (4 articles) . . . . .	500	58	442	
Vol d'armes et accessoires (3 815 articles) . . . . .	1 482		1 482	
<b>Ressources naturelles</b>				
Ministère				
Vol de véhicule tout-terrain (5 cas) . . . . .	2 323		2 323	
Vol de BlackBerry (4 cas) . . . . .	1 200		1 200	
Vol d'un iPad (1 cas) . . . . .	850		850	
Vol d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	850		850	
Vol de petits outils (1 cas) . . . . .	20		20	
Vol d'une clé USB (1 cas) . . . . .	20		20	
Vandalisme à un véhicule tout-terrain (1 cas) . . . . .	465		465	
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas) . . . . .	8 167	3 649	4 518	
<b>Parlement</b>				
Chambre des communes				
Vol d'un caméscope (1 cas) . . . . .	550		550	
Vol d'appareil photographique (1 cas) . . . . .	402		402	
Vol d'ordinateur portable (3 cas) . . . . .	4 894		4 894	
Vol de tablette (2 cas) . . . . .	1 679		1 679	

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Bureau du Conseil privé</b>				
Ministère				
Vol d'un ordinateur portatif (1 cas) . . . . .	349		349	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Vol de téléphone cellulaire (1 cas) . . . . .	105		105	
Vandalisme à deux véhicules de l'État (1 cas) . . . . .	9 452		9 452	
Bureau du directeur général des élections				
Vol d'un ordinateur portatif (1 cas) . . . . .	1 340		1 340	
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>				
Agence des services frontaliers du Canada				
Vol de téléphone cellulaire (1 cas) . . . . .	150		150	
Vol d'équipement informatique (5 cas) . . . . .	6 450		6 450	
Vol d'article d'uniforme (5 cas) . . . . .	184		184	
Service correctionnel du Canada				
Dommege à la suite d'une perturbation de détenus (123 cas) . . . . .	55 975	261	54 501	1 213
Dommege à la suite d'un incendie intentionnel (26 cas) . . . . .	5 726	50	5 676	
Dommege causé par un tuyau d'eau percé (5 cas) . . . . .	4 462		4 462	
Dommege à la vitrine (13 cas) . . . . .	7 963	143	7 820	
Vol de matériel (7 cas) . . . . .	9 077	5	9 072	
Vandalisme à un véhicule motorisé (5 cas) . . . . .	2 667		2 667	
Vandalisme à des biens et de l'équipement (106 cas) . . . . .	37 415	86	37 329	
Gendarmerie royale du Canada				
Dommege à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (47 cas) . . . . .	461 151	16 498	192 076	252 577
Dommege à de l'équipement informatique, électronique ou de télécommunication (11 cas) . . . . .	80		80	
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>				
Ministère				
Vol de BlackBerry (5 cas) . . . . .	755		755	
Vol d'équipement électronique (6 cas) . . . . .	1 345		1 345	
Vol d'équipement informatique (2 cas) . . . . .	1 742		1 742	
Vol d'un iPad (1 cas) . . . . .	1 012		1 012	
Vol d'articles du présentoir de reconnaissance (1 cas) . . . . .	3 319		3 319	
Vol d'un ordinateur portatif (9 cas) . . . . .	11 794		11 794	
Vol d'une batterie de véhicule (1 cas) . . . . .	257		257	
Vandalisme à un immeuble (7 cas) . . . . .	23 803		23 803	
Vandalisme à la propriété (3 cas) . . . . .	500		500	
Services partagés Canada				
Vol de calculatrice (1 cas) . . . . .	18		18	
Vol de téléphone cellulaire (2 cas) . . . . .	900		900	
Vol d'ordinateur portatif (2 cas) . . . . .	1 900		1 900	
Vol d'équipement technique (1 cas) . . . . .	5 000		5 000	
<b>Transports</b>				
Ministère				
Vol d'appareil photographique (1 cas) . . . . .	1		1	
Vol d'ordinateur portatif (4 cas) . . . . .	5 600		5 600	
Vol d'appareil vidéo (1 cas) . . . . .	1		1	
Vandalisme à un édifice (1 cas) . . . . .	150		150	
Vandalisme à un véhicule de l'État (3 cas) . . . . .	1 135		1 135	

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>				
Vol de BlackBerry (3 cas) .....	200		200	
Vol d'équipement informatique (3 cas) .....	167		167	
Vol de projecteur (1 cas) .....	99		99	
	1 113 378	42 016	815 874	255 488

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel —  
survenues ou découvertes en 2013-2014

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>				
Ministère				
Dommage à la suite d'un incendie accidentel (1 cas) . . . . .	999 313		999 313	
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (16 cas) . . . . .	20 038		20 038	
Dommage à une clôture (1 cas) . . . . .	1 474			1 474
Dommage à un véhicule hors route (2 cas) . . . . .	1 078		1 078	
Perte de BlackBerry (7 cas) . . . . .	1 568		1 568	
Perte de téléphone cellulaire (1 cas) . . . . .	230		230	
Perte d'appareil photo numérique (1 cas) . . . . .	500		500	
Perte d'un jeton de sécurité (1 cas) . . . . .	20		20	
Perte d'une caméra de vidéoconférence (1 cas) . . . . .	330		330	
Commission canadienne des grains				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas) . . . . .	4 612		4 612	
Dommage à des fournitures de bureau (1 cas) . . . . .	400		400	
Perte de BlackBerry (1 cas) . . . . .	63		63	
<b>Agence du revenu du Canada</b>				
Dommage à un véhicule de l'État (11 cas) . . . . .	42 359	4 524	36 901	934
Dommage à de l'équipement et des pièces informatiques (2 cas) . . . . .	1 390		1 390	
Dommage aux systèmes de panneaux, mobilier et accessoires électriques (1 cas) . . . . .	55 605		55 605	
Perte d'équipement et des pièces informatiques (19 cas) . . . . .	5 364		5 364	
Perte d'équipement de bureau (18 cas) . . . . .	3 580		3 580	
<b>Citoyenneté et Immigration</b>				
Ministère				
Dommage à un édifice suite à une inondation (1 cas) . . . . .	43 204		43 204	
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (1 cas) . . . . .	3 000		3 000	
Perte de BlackBerry (6 cas) . . . . .	1 800		1 800	
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (1 cas) . . . . .	280		280	
<b>Emploi et Développement social</b>				
Ministère				
Dommage à de l'équipement informatique (14 cas) . . . . .	2 314		2 314	
Dommage à un véhicule de l'État (19 cas) . . . . .	16 390		16 390	
Dommage à des biens immobiliers (1 cas) . . . . .	320 000		320 000	
Perte de BlackBerry (2 cas) . . . . .	100		100	
Perte de téléphone cellulaire (1 cas) . . . . .	80		80	
Perte d'équipement informatique (3 cas) . . . . .	290		290	
Perte d'ordinateur portable (8 cas) . . . . .	12 800		12 800	
Perte de matériel et de fournitures (776 cas) . . . . .	9 554		9 554	

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Environnement</b>				
Ministère				
Dommage à de l'équipement audio (5 cas) .....	1 045		1 045	
Dommage à des jumelles (2 cas) .....	477		477	
Dommage à un appareil photographique (4 cas) .....	2 221		2 221	
Dommage à un véhicule de l'État (20 cas) .....	43 214		37 795	5 419
Dommage à un GPS (3 cas) .....	1 104		1 104	
Dommage à un moniteur (1 cas) .....	300		300	
Dommage à de l'équipement scientifique (12 cas) .....	225 903		225 903	
Perte d'un bateau lors d'un feu (1 cas) .....	2 195		2 195	
Perte de fluoromètre (1 cas) .....	17 000		17 000	
Perte d'un véhicule hors route (1 cas) .....	5 993		5 993	
Agence Parcs Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (51 cas) .....	217 650	40 349	85 972	91 329
Dommage à de l'équipement (5 cas) .....	44 951	10 599	6 867	27 485
Dommage à de la machinerie (1 cas) .....	8 028		8 028	
Dommage à du matériel et des fournitures (1 cas) .....	50		50	
Dommage à d'autres biens immobiliers (15 cas) .....	140 127	7 898	43 307	88 922
Dommage à de l'équipement de télécommunication (3 cas) .....	995		995	
Dommages à des infrastructures et diverses propriétés causés par l'inondation en Alberta (1 cas) .....	31 867 700		31 867 700	
Perte d'équipement électronique (1 cas) .....	500		500	
Perte de matériel et de fournitures (2 cas) .....	180		180	
Perte d'équipement de télécommunication (7 cas) .....	4 080	50	4 030	
<b>Finances</b>				
Ministère				
Perte de BlackBerry (6 cas) .....	3 300		3 300	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Perte d'un ordinateur (1 cas) .....	800		800	
Bureau du vérificateur général				
Perte d'équipement informatique (3 cas) .....	284		284	
Bureau du surintendant des institutions financières				
Perte de BlackBerry (1 cas) .....	135		135	
<b>Pêches et Océans</b>				
Ministère				
Dommage à un édifice (1 cas) .....	24 000			24 000
Dommage à un véhicule de l'État (52 cas) .....	70 232	5 850	64 382	
Dommage à de l'équipement électronique (1 cas) .....	250		250	
Dommage à de la machinerie et de l'équipement (3 cas) .....	10 451		10 451	
Dommage à de l'équipement de télécommunications (1 cas) .....	5 000		5 000	
Perte d'équipement électronique (3 cas) .....	5 250		5 250	
Perte d'équipement informatique (1 cas) .....	1 400		1 400	
Perte de machinerie et d'équipement (1 cas) .....	5 619		5 619	
Perte d'équipement de télécommunications (23 cas) .....	7 820		7 820	
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>				
Ministère				
Incendie à la résidence officielle à Abuja (1 cas) .....	11 340		11 340	
Incendie à la Chancellerie du Caire (1 cas) .....	11 762		11 762	
Incendie dans un logement du personnel à Yaoundé (1 cas) .....	4 350		4 350	
Perte de BlackBerry (8 cas) .....	3 520		3 520	
Perte d'ordinateur portatif (1 cas) .....	1 200		1 200	

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Agence canadienne de développement international				
Perte de BlackBerry (4 cas) . . . . .	1 760		1 760	
<b>Santé</b>				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État (3 cas) . . . . .	43 377	7 291	34 197	1 889
Perte d'une perceuse et d'un jeu de mèches (1 cas) . . . . .	200		200	
Perte de iPad (1 cas) . . . . .	800		800	
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (102 cas) . . . . .	190 761	8 937	173 743	8 081
Instituts de recherche en santé du Canada				
Perte de BlackBerry (2 cas) . . . . .	270		270	
Perte d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	1 400		1 400	
Perte d'une tablette (1 cas) . . . . .	1 000		1 000	
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État (3 cas) . . . . .	5 886		5 886	
Perte de BlackBerry (10 cas) . . . . .	4 000		4 000	
Perte d'un ordinateur portable (1 cas) . . . . .	300		300	
<b>Industrie</b>				
Ministère				
Dommage à un BlackBerry (1 cas) . . . . .	65		65	
Dommage à un véhicule de l'État (5 cas) . . . . .	6 320		6 320	
Dommage à de l'équipement de protection (1 cas) . . . . .	1 500		1 500	
Perte de BlackBerry (9 cas) . . . . .	338		338	
Perte d'ordinateur (27 cas) . . . . .	11 263		11 263	
Perte de système de son pour conférence (1 cas) . . . . .	1 857		1 857	
Perte de caméra numérique (1 cas) . . . . .	123		123	
Perte de lecteur DVD (2 cas) . . . . .	145		145	
Perte de télécopieur (3 cas) . . . . .	6 633		6 633	
Perte d'écouteurs (1 cas) . . . . .	60		60	
Perte d'ordinateur portable (23 cas) . . . . .	11 284		11 284	
Perte de système de microphone (1 cas) . . . . .	956		956	
Perte de moniteur (33 cas) . . . . .	2 573		2 573	
Perte d'imprimante (4 cas) . . . . .	1 506		1 506	
Perte de projecteur (3 cas) . . . . .	3 018		3 018	
Perte de réfrigérateur (1 cas) . . . . .	56		56	
Perte de routeur (2 cas) . . . . .	835		835	
Perte de scanner (1 cas) . . . . .	51		51	
Perte d'équipement de laboratoire scientifique (39 cas) . . . . .	63 605		63 605	
Perte de serveur (5 cas) . . . . .	4 069		4 069	
Perte de commutateur (1 cas) . . . . .	1 400		1 400	
Perte de tablette (6 cas) . . . . .	1 783		1 783	
Perte d'un enregistreur magnétique (1 cas) . . . . .	30		30	
Perte de système de téléconférence (1 cas) . . . . .	1 500		1 500	
Perte de clé USB (2 cas) . . . . .	350		350	
Agence spatiale canadienne				
Dommage à un caméscope (1 cas) . . . . .	580		580	
Dommage à un panneau de porte relevable (1 cas) . . . . .	9 000		9 000	
Perte d'un ordinateur portable (1 cas) . . . . .	250		250	
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
Perte d'équipement informatique (63 cas) . . . . .	7 852			7 852
Perte d'une déchiqueteuse (1 cas) . . . . .	2 000			2 000



**Comptes publics du Canada 2013-2014**

**Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Suite**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Statistique Canada</b>				
Dommage à un édifice et du mobilier (2 cas).....	116 000		116 000	
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	905		905	
<b>Justice</b>				
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>				
Dommage à un BlackBerry (2 cas).....	270		270	
<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b>				
Dommage à de la matière imprimée (2 cas) .....	5 760		5 760	
Perte de matériel et de fournitures (1 cas) .....	25		25	
Perte de matière imprimée (1 cas) .....	579		579	
<b>Bureau du directeur des poursuites pénales</b>				
Perte de BlackBerry (5 cas).....	1 000		1 000	
Perte de carte de contrôle d'accès (10 cas).....	70		70	
Perte de clé sécurisée (1 cas) .....	28		28	
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>				
Dommage à un BlackBerry (2 cas).....	100		100	
Dommage à un iPad (1 cas).....	1 000		1 000	
Perte de BlackBerry (2 cas).....	100		100	
Perte de iPhone (2 cas).....	800		800	
<b>Cour suprême du Canada</b>				
Perte de BlackBerry (2 cas).....	596		596	
<b>Défense nationale</b>				
<b>Ministère</b>				
Dommage à un avion (2 articles) .....	12 557 941		12 557 941	
Dommage à une tenue de combat (96 articles).....	6 395	772	5 623	
Dommage à un ordinateur (21 articles).....	50 630		50 630	
Dommage à de l'équipement électrique (1 article) .....	478		478	
Dommage à de l'équipement spécifique aux militaires (24 articles) .....	2 785	265	2 520	
Dommage à de l'équipement non spécifique aux militaires (25 articles) ..	7 762	258	7 504	
Dommage à de l'équipement technique (4 articles) .....	9 408	200	9 208	
Dommage à de l'équipement de télécommunication (1 article).....	266		266	
Dommage à des outils (6 articles) .....	311		311	
Dommage à de l'équipement de transport (2 articles) .....	74 778		74 778	
Dommage à des armes et accessoires (8 articles) .....	143		143	
Perte de tenues de combat (6 193 articles).....	575 655	108 008	467 647	
Perte d'ordinateur (353 articles).....	508 431	2 166	506 265	
Perte d'équipement de technologie de construction (4 articles).....	3 491		3 491	
Perte d'équipement électrique (67 articles) .....	134 182	3 567	130 615	
Perte d'ordinateur portable (22 articles) .....	46 624		46 624	
Perte de machinerie (22 articles) .....	33 383		33 383	
Perte d'équipement spécifique aux militaires (3 352 articles) .....	2 244 596	72 424	2 172 172	
Perte d'équipement non spécifique aux militaires (1 514 articles).....	439 128	12 750	426 378	
Perte d'équipement technique (537 articles) .....	2 200 607	7 372	2 193 235	
Perte d'équipement de télécommunication (216 articles).....	357 918	230	357 688	
Perte d'outils (713 articles).....	97 206	17 583	79 623	
Perte d'équipement de transport (76 articles) .....	723 094	659 506	63 588	
Perte d'armes et accessoires (7 425 articles) .....	49 978	10 426	39 552	

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Ressources naturelles</b>				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État (6 cas) .....	46 188		23 761	22 427
Perte de BlackBerry (6 cas) .....	2 000		2 000	
Perte d'un iPad (1 cas) .....	1 000		1 000	
Perte d'un ordinateur portable (1 cas) .....	2 000		2 000	
Perte de système de téléconférence Polycom (1 cas) .....	540		540	
Perte d'une clé USB (1 cas) .....	20		20	
Commission canadienne de la sûreté nucléaire				
Dommage à un ordinateur (3 cas) .....	2 140	100	2 040	
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b>				
Perte de BlackBerry (2 cas) .....	55		55	
<b>Parlement</b>				
Chambre des communes				
Perte d'appareil photographique (3 cas) .....	1 745		1 745	
Perte d'équipement informatique (1 cas) .....	119		119	
Perte d'ameublement et d'équipement suite à une inondation (2 cas) .....	7 811		7 811	
Perte d'un lutrin portable (1 cas) .....	2 967		2 967	
Perte d'un système de son (1 cas) .....	3 732		3 732	
Perte de tablette (2 cas) .....	1 362		1 362	
<b>Bureau du Conseil privé</b>				
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Dommage à un édifice suite à une inondation (1 cas) .....	6 622			6 622
Dommage à un téléphone cellulaire (2 cas) .....	395		395	
Bureau du directeur général des élections				
Perte d'un BlackBerry (4 cas) .....	1 200		1 200	
Perte d'un ordinateur (1 cas) .....	2 555		2 555	
Perte d'un ordinateur portable (5 cas) .....	9 328		9 328	
Perte d'un moniteur (1 cas) .....	473		473	
Perte d'une imprimante (1 cas) .....	2 500		2 500	
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>				
Agence des services frontaliers du Canada				
Dommage à de l'équipement (5 cas) .....	10 693		10 693	
Dommage à la propriété (1 cas) .....	150		150	
Perte de BlackBerry (13 cas) .....	3 038		3 038	
Perte d'équipement informatique (52 cas) .....	2 450		2 450	
Perte d'équipement (72 cas) .....	1 979		1 979	
Perte de clés (186 cas) .....	9 833		9 833	
Perte d'article d'uniforme (78 cas) .....	5 832		5 832	
Service correctionnel du Canada				
Dommage à la suite d'un incendie accidentel (8 cas) .....	119 195		119 195	
Dommage causé par un bris d'une conduite d'eau (7 cas) .....	552 854	65 000	487 854	
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (111 cas) .....	222 240	4 114	216 867	1 259
Dommage à une vitrine (3 cas) .....	1 835		1 835	
Dommage à des biens et de l'équipement (15 cas) .....	28 299		18 134	10 165
Perte d'inventaire (compte d'actif) (130 cas) .....	83 383		83 383	
Commission des libérations conditionnelles du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État suite à un accident (4 cas) .....	3 669		3 669	

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>				
Dommage à des édifices ou autres biens immobiliers (6 cas) . . . . .	25 116		25 116	
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (917 cas) . . . . .	2 368 257	279 905	1 788 691	299 661
Dommage à la machinerie, équipement, meubles et accessoires (3 cas) . . . . .	1 600		1 600	
Perte d'équipement informatique, électronique ou de télécommunication (89 cas) . . . . .	11 680		11 680	
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>				
<b>Ministère</b>				
Dommage à un BlackBerry (2 cas) . . . . .	270		270	
Dommage à un immeuble (10 cas) . . . . .	282 597		262 696	19 901
Dommage à un véhicule de l'État (3 cas) . . . . .	3 758	585	3 173	
Dommage à la propriété (4 cas) . . . . .	3 814		3 814	
Perte d'un BlackBerry (22 cas) . . . . .	2 979		2 979	
Perte d'un téléphone cellulaire (2 cas) . . . . .	300		300	
Perte d'équipement informatique (5 cas) . . . . .	182		182	
Perte d'un ordinateur portable (2 cas) . . . . .	2 752		2 752	
<b>Services partagés Canada</b>				
Dommage à un téléphone cellulaire (58 cas) . . . . .	26 607		26 607	
Perte de téléphone cellulaire (22 cas) . . . . .	8 793		8 793	
Perte d'ordinateur de bureau (13 cas) . . . . .	3 571		3 571	
Perte d'ordinateur portable (26 cas) . . . . .	10 372		10 372	
Perte de moniteur (26 cas) . . . . .	4 150		4 150	
Perte d'équipement de réseau (1 cas) . . . . .	6 000		6 000	
Perte de pagette (5 cas) . . . . .	200		200	
Perte d'imprimante (1 cas) . . . . .	111		111	
Perte de routeur (2 cas) . . . . .	49 585		49 585	
<b>Transports</b>				
<b>Ministère</b>				
Dommage à un bateau de l'État (1 cas) . . . . .	1 830	1 428		402
Dommage à un véhicule de l'État (27 cas) . . . . .	36 719	5 000	31 719	
Perte de carte de contrôle d'accès (6 cas) . . . . .	150		150	
Perte de pièce d'identification d'inspecteur (3 cas) . . . . .	1 950		1 950	
Perte d'étampe d'inspecteur (1 cas) . . . . .	50		50	
Perte de iPad (1 cas) . . . . .	900		900	
<b>Conseil du Trésor</b>				
<b>Secrétariat</b>				
Perte de BlackBerry (3 cas) . . . . .	1 650		1 650	
<b>Commissariat au lobbying</b>				
Perte d'ordinateur portable (3 cas) . . . . .	110		110	
<b>Anciens Combattants</b>				
<b>Ministère</b>				
Perte de BlackBerry (8 cas) . . . . .	1 000		1 000	
Perte de iPad (2 cas) . . . . .	1 300		1 300	
Perte d'ordinateur portable (1 cas) . . . . .	1 755		1 755	
<b>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</b>				
Perte de BlackBerry (1 cas) . . . . .	125		125	

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel —  
survenues ou découvertes en 2013-2014 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>				
Domage à des armoires et des micro-ondes (1 cas) . . . . .	2 900		2 900	
Perte de téléphone cellulaire (2 cas) . . . . .	300		300	
Perte d'équipement informatique (8 cas) . . . . .	285		285	
Perte d'équipement de télécommunication (3 cas) . . . . .	47		47	
Perte de clé USB (1 cas) . . . . .	100		100	
Perte d'oeuvre d'art (1 cas) . . . . .	100		100	
	<u>58 945 508</u>	<u>1 337 157</u>	<u>56 988 529</u>	<u>619 822</u>

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>								
Ministère								
Utilisation frauduleuse de feuille de temps .....	2004-2005	16 556	40 359	56 915	26 607	2 800	26 915	593
Commission canadienne des grains								
Utilisation inappropriée d'une carte de voyage désignée (1 cas) .....	2012-2013	1 162		1 162				1 162
Usage inapproprié d'une carte de voyage d'employés (4 cas) .....	2009-2010	13 472		13 472	12 588			884
Mauvais usage d'une carte de voyage du gouvernement (2 cas) .....	2011-2012	12 274		12 274	9 960	357		1 957
<b>Agence du revenu du Canada</b>								
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement par la Cour)								
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2001-2002	9 442 892		9 442 892	1 770 103		7 669 691	3 098
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2002-2003	13 042 536		13 042 536	1 148 573		11 794 827	99 136
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2003-2004	6 800 491		6 800 491	2 746 124	5 975	3 861 111	187 281
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2004-2005	4 581 548		4 581 548	1 276 828	7 585	3 051 345 <sup>(1)</sup>	245 790
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2005-2006	5 924 283		5 924 283	1 548 861	3 448	4 280 206	91 768
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2006-2007	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 861 501		5 542 147 <sup>(1)</sup>	271 031
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2007-2008	17 198 434		17 198 434	3 368 554	3 047	13 041 814 <sup>(1)</sup>	785 019
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2008-2009	13 735 115		13 735 115	5 325 019	27 351	6 910 297 <sup>(1)</sup>	1 472 448
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2009-2010	7 265 375		7 265 375	1 934 944	32 293	3 712 155 <sup>(1)</sup>	1 585 983
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2010-2011	4 445 660		4 445 660	1 775 290	25 190	1 429 991 <sup>(1)</sup>	1 215 189
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2011-2012	13 871 865		13 871 865	8 118 554	79 620	4 160 668 <sup>(1)</sup>	1 513 023
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2012-2013	21 919 300		21 919 300	878 133	486 670	18 464 395 <sup>(1)</sup>	2 090 102
Impôt sur le revenu .....	2001-2002	11 371 419		11 371 419	5 347 337		5 924 083	99 999
Impôt sur le revenu .....	2002-2003	8 768 905		8 768 905	4 756 128		4 007 542 <sup>(1)</sup>	5 235
Impôt sur le revenu .....	2003-2004	12 026 416		12 026 416	8 622 886		3 369 886 <sup>(1)</sup>	33 644
Impôt sur le revenu .....	2004-2005	7 922 895		7 922 895	5 583 123	3 684	2 237 098 <sup>(1)</sup>	98 990
Impôt sur le revenu .....	2005-2006	9 648 565		9 648 565	6 161 117		2 911 074 <sup>(1)</sup>	576 374
Impôt sur le revenu .....	2006-2007	5 865 180		5 865 180	2 697 412	20 575	2 452 291 <sup>(1)</sup>	694 902
Impôt sur le revenu .....	2007-2008	13 004 212		13 004 212	3 866 392	89 697	7 596 771 <sup>(1)</sup>	1 451 352
Impôt sur le revenu .....	2008-2009	15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 166 412	103 622	5 489 138 <sup>(1)</sup>	1 302 593
Impôt sur le revenu .....	2009-2010	7 428 731		7 428 731	3 056 055	142 521	2 930 281 <sup>(1)</sup>	1 299 874
Impôt sur le revenu .....	2010-2011	22 442 722		22 442 722	8 473 162	196 482	10 622 589 <sup>(1)</sup>	3 150 489
Impôt sur le revenu .....	2011-2012	4 611 681		4 611 681	1 724 004	188 807	888 095 <sup>(1)</sup>	1 810 775
Impôt sur le revenu .....	2012-2013	11 841 323		11 841 323	1 887 099	2 398 618	2 793 880 <sup>(1)</sup>	4 761 726

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Autres pertes administrées . . . . .	2006-2007	72 003		72 003	67 777	355	508	3 363
Autres pertes administrées . . . . .	2008-2009	96 645		96 645	7 444		83 072	6 129
Autres pertes administrées . . . . .	2009-2010	111 065		111 065	55 618	814	30 700	23 933
Autres pertes administrées . . . . .	2010-2011	161 040		161 040	130 698	3 762	3 087 <sup>(1)</sup>	23 493
Autres pertes administrées . . . . .	2011-2012	431 140		431 140	129 211	8 373	60 593 <sup>(1)</sup>	232 963
Autres pertes administrées . . . . .	2012-2013	47 923		47 923	216	683		47 024
Déclaration frauduleuse sur une déclaration d'impôt . . . . .	2009-2010	16 720		16 720	950	15 770		
Demande de congé de maladie et autres congés falsifiée (8 cas) . . . . .	2012-2013	34 939		34 939	1 474	28 438		5 027
Demande de frais de voyage falsifiée (1 cas) . . . . .	2012-2013	20 993	(13 434) <sup>(1)</sup>	7 559		4 375		3 184
Réclamations frauduleuses d'heures supplémentaires (2 cas) . . . . .	1997-1998	133 792		133 792	87 808	984	45 000	
Achats personnels par un employé avec une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada . . . . .	2007-2008	4 064		4 064	3 304	760		
Achats personnels par un employé avec une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada . . . . .	2008-2009	3 219		3 219				3 219
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada et réclamations frauduleuses de paiement . . . . .	2005-2006	7 752		7 752	2 755			4 997
Emploi non autorisé de carte de voyage de l'Agence du revenu du Canada (2 cas) . . . . .	2012-2013	7 142		7 142	2 771		4 371 <sup>(1)</sup>	
<b>Citoyenneté et Immigration</b>								
Ministère								
Détournement de fonds . . . . .	2002-2003	178 540	(316)	178 224	87 739			90 485
Commission de l'immigration et du statut de réfugié								
Emploi non autorisé de carte d'achat (1 cas) . . . . .	2012-2013	3 691		3 691	1 045	2 646		
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>								
Demandes de contribution faussées ou falsifiées qui ont été payées (2 cas) . . . . .	2011-2012	975 185		975 185	443	24 094	950 648 <sup>(1)</sup>	
Demande de paiement de transfert frauduleuse (1 cas) . . . . .	2012-2013	490 000	(10 000) <sup>(1)</sup>	480 000			480 000 <sup>(1)</sup>	
<b>Emploi et Développement social</b>								
Ministère								
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (19 cas) . . . . .	2009-2010	137 572	5 711	143 283	7 326		38 248	97 709
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (2 cas) . . . . .	2010-2011	6 720	31	6 751			450	6 301
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (2 cas) . . . . .	2012-2013	11 003		11 003				11 003
Réclamations frauduleuses pour prestations :								
Régime de pensions du Canada . . . . .	1986-1987	3 034	6 807	9 841	3 034			6 807
Régime de pensions du Canada . . . . .	1989-1990	204 857	(183 862)	20 995	11 946			9 049

Comptes publics du Canada 2013-2014

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Régime de pensions du Canada	1990-1991	1 237 299	(1 026 311)	210 988	176 323	2 332	6 070	26 263
Régime de pensions du Canada	1991-1992	400 740	146 771 <sup>(1)</sup>	547 511	395 931	5 463	25 764	120 353
Régime de pensions du Canada	1992-1993	305 029	86 403 <sup>(1)</sup>	391 432	309 658	5 430	17 741	58 603
Régime de pensions du Canada	1993-1994	244 571	(39 300)	205 271	166 378	600	8 562	29 731
Régime de pensions du Canada	1994-1995	554 947	(182 831)	372 116	310 340	637	10 479	50 660
Régime de pensions du Canada	1995-1996	724 248	443 362 <sup>(1)</sup>	1 167 610	872 533	12 213		282 864
Régime de pensions du Canada	1996-1997	287 024	503 087	790 111	546 787	583	91 501	151 240
Régime de pensions du Canada	1997-1998	1 862 075	(1 005 627)	856 448	565 205	10 051	32 559	248 633
Régime de pensions du Canada	1998-1999	922 012	344 655 <sup>(1)</sup>	1 266 667	692 567	12 474	149 405	412 221
Régime de pensions du Canada	1999-2000	1 166 820	338 664 <sup>(1)</sup>	1 505 484	894 275	18 165	38 181	554 863
Régime de pensions du Canada	2000-2001	1 426 831	(345 666)	1 081 165	565 658	18 035	98 214	399 258
Régime de pensions du Canada	2001-2002	1 675 005	(716 864)	958 141	656 641	8 969	91 751	200 780
Régime de pensions du Canada	2002-2003	540 077	120 518 <sup>(1)</sup>	660 595	424 516	10 421	31 643	194 015
Régime de pensions du Canada	2003-2004	331 076	605 991 <sup>(1)</sup>	937 067	398 799	18 435	32 643	487 190
Régime de pensions du Canada	2004-2005	709 351	(57 022)	652 329	296 760	12 074	18 812	324 683
Régime de pensions du Canada	2005-2006	392 020	218 712 <sup>(1)</sup>	610 732	293 825	3 032	11 198	302 677
Régime de pensions du Canada	2006-2007	27 486	1 167 374 <sup>(1)</sup>	1 194 860	455 388	20 879	11 616	706 977
Régime de pensions du Canada	2007-2008	852 364	261 344 <sup>(1)</sup>	1 113 708	439 085	21 571	68 257	584 795
Régime de pensions du Canada	2008-2009	724 860	(304 830)	420 030	171 429	5 115	3 953	239 533
Régime de pensions du Canada (292 cas)	2009-2010	606 033	518 802 <sup>(1)</sup>	1 124 835	492 919	14 543	22 976	594 397
Régime de pensions du Canada (336 cas)	2010-2011	983 060	(494 643)	488 417	140 665	17 016		330 736
Régime de pensions du Canada (36 cas)	2011-2012	319 457	(40 629)	278 828	79 752 <sup>(1)</sup>	9 907	24 066 <sup>(1)</sup>	165 103
Prestations d'assurance-emploi	2006-2007	152 555 845	(17 494 125)	135 061 720	105 216 587 <sup>(1)</sup>	1 007 204	28 837 929 <sup>(1)</sup>	
Prestations d'assurance-emploi	2007-2008	146 870 081	(9 163 287)	137 706 794	102 492 574 <sup>(1)</sup>	3 602 657	6 327 280 <sup>(1)</sup>	25 284 283
Prestations d'assurance-emploi	2008-2009	116 135 633	(6 895 035)	109 240 598	76 159 170	5 139 525	1 314 021 <sup>(1)</sup>	26 627 882
Prestations d'assurance-emploi (112 561 cas)	2009-2010	119 124 773	(13 215 218)	105 909 555	67 335 158 <sup>(1)</sup>	6 609 058	794 062 <sup>(1)</sup>	31 171 277
Prestations d'assurance-emploi (115 812 cas)	2010-2011	136 713 797	(9 649 064)	127 064 733	68 881 982 <sup>(1)</sup>	10 901 594	645 467 <sup>(1)</sup>	46 635 690
Prestations d'assurance-emploi (104 909 cas)	2011-2012	128 656 145	(6 284 601)	122 371 544	50 963 131 <sup>(1)</sup>	15 555 337	408 326 <sup>(1)</sup>	55 444 750
Prestations d'assurance-emploi (112 693 cas)	2012-2013	158 787 153	(8 271 746)	150 515 407	29 247 787 <sup>(1)</sup>	31 406 645	156 196 <sup>(1)</sup>	89 704 779
Allocations familiales	1988-1989	144 968	(21 875)	123 093	60 664		61 849	580
Allocations familiales	1991-1992	79 520	(5 817)	73 703	25 689		42 967	5 047
Allocations familiales	1993-1994	113 772	42 974	156 746	44 191		111 252	1 303
Sécurité de la vieillesse	1985-1986	168 923	430 684	599 607	194 350	7 121	184 955	213 181
Sécurité de la vieillesse	1986-1987	173 459	68 877	242 336	97 864		143 876	596
Sécurité de la vieillesse	1987-1988	348 198	(103 471)	244 727	141 229	3 094	82 923	17 481
Sécurité de la vieillesse	1988-1989	1 149 776	(478 928)	670 848	231 249		276 880	162 719
Sécurité de la vieillesse	1989-1990	745 061	16 679	761 740	174 634	11 851	216 743	358 512
Sécurité de la vieillesse	1990-1991	450 788	34 157	484 945	120 607		192 431	171 907
Sécurité de la vieillesse	1991-1992	563 001	147 469	710 470	157 503	2 013	461 358	89 596
Sécurité de la vieillesse	1992-1993	541 650	565 793	1 107 443	167 904	8 003	821 811	109 725
Sécurité de la vieillesse	1993-1994	256 140	168 824	424 964	90 260		171 205	163 499
Sécurité de la vieillesse	1994-1995	1 076 882	138 857	1 215 739	208 071	1 060	775 160	231 448
Sécurité de la vieillesse	1995-1996	585 177	446 246	1 004 423	495 289	3 640	443 435	62 059
Sécurité de la vieillesse	1996-1997	556 744	1 014	557 758	48 113	275	419 849	89 521
Sécurité de la vieillesse	1997-1998	808 271	402 230	1 210 501	198 775	5 100	673 710	332 916
Sécurité de la vieillesse	1998-1999	955 473	203 073	1 158 546	292 448	6 452	422 651	436 995
Sécurité de la vieillesse	1999-2000	517 463	(63 522)	453 941	221 689	4 404	105 433	122 415
Sécurité de la vieillesse	2000-2001	985 419	(273 128)	712 291	229 008	3 553	121 558	358 172
Sécurité de la vieillesse	2001-2002	3 658 263	(3 147 092)	511 171	91 607	9 385	69 331	340 848
Sécurité de la vieillesse	2002-2003	843 538	(248 553)	594 985	138 387	8 123	190 300	258 175

2. 36 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans
								les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Sécurité de la vieillesse	2003-2004	2 330 524	(1 016 831)	1 313 693	117 452	25 960	89 517	1 080 764
Sécurité de la vieillesse	2004-2005	1 013 070	(694 547)	318 523	115 698	8 635		194 190
Sécurité de la vieillesse	2005-2006	718 362	(253 155)	465 207	63 405	2 400	160 743	238 659
Sécurité de la vieillesse	2008-2009	134 360	(18 514)	115 846	44 677	13 329		57 840
Sécurité de la vieillesse (15 cas)	2009-2010	606 989	(16 326)	590 663	97 987	13 677		478 999
Sécurité de la vieillesse (2 cas)	2010-2011	95 829		95 829	16 459	1 096		78 274
Sécurité de la vieillesse	2011-2012	14 995		14 995	4 548	945		9 502
Sécurité de la vieillesse (15 cas)	2012-2013	659 405	(8 707) <sup>(1)</sup>	650 698	35 230	4 264		611 204
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (1 cas)	2010-2011	5 400	(600)	4 800	1 300			3 500
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (2 cas)	2011-2012	14 000	300	14 300	10 700	1 100		2 500
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (1 cas)	2012-2013	8 500		8 500				8 500
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (2 cas)	2011-2012	468 767	17 273	486 040		262		485 778
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (3 cas)	2012-2013	620 814		620 814		22 563		598 251
Opération frauduleuse par un employé (Sécurité de la vieillesse) (3 cas)	2008-2009	115 669	(49 798) <sup>(1)</sup>	65 871	24 043		673 <sup>(1)</sup>	41 155
Emploi frauduleux de carte d'achat (1 cas)	2012-2013	605		605				605
Perte de deniers publics :								
Fraude par un employé (2 cas)	2006-2007	11 767	(769)	10 998	1 450			9 548
Accès frauduleux aux fonds publics (Subventions et contributions) (4 cas)	2008-2009	95 794		95 794			95 794 <sup>(1)</sup>	
Accès frauduleux aux fonds publics (Subventions et contributions) (1 cas)	2009-2010	80 000		80 000	10 000			70 000
<b>Environnement</b>								
<b>Ministère</b>								
Dommages à une résidence de l'État de Yellowknife par un ancien employé	2010-2011	13 986		13 986	4 096	3 706		6 184
Emploi non autorisé d'une carte de voyage désignée (7 cas)	2012-2013	15 855		15 855	5 249	3 812		6 794
<b>Agence Parcs Canada</b>								
Dommage à un véhicule de l'État (37 cas)	2012-2013	77 571		77 571	4 510	5 954	67 107 <sup>(1)</sup>	
Dommage à de l'équipement (2 cas)	2012-2013	102 599		102 599			2 599 <sup>(1)</sup>	100 000
Dommage à de l'équipement (5 cas)	2012-2013	85 923		85 923			85 923	
Dommage à des meubles et aménagement (2 cas)	2012-2013	6 300		6 300		6 000	300	
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (57 cas)	2010-2011	116 051		116 051	8 513		107 538 <sup>(1)</sup>	
Dommage à d'autres biens immobiliers (5 cas)	2012-2013	6 377		6 377		2 200	4 177 <sup>(1)</sup>	
Dommage à des véhicules (35 cas)	2011-2012	233 730		233 730	2 021		231 709 <sup>(1)</sup>	
Vol d'équipement électronique (3 cas)	2012-2013	6 853		6 853		3 953	2 900 <sup>(1)</sup>	
Vandalisme sur bâtiment (10 cas)	2010-2011	46 450		46 450			16 450 <sup>(1)</sup>	30 000



**Comptes publics du Canada 2013-2014**

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Pêches et Océans</b>								
Ministère								
Dommmage à des édifices et d'autres biens immobiliers (6 cas) . . . . .	2011-2012	164 022		164 022	14 000 <sup>(1)</sup>		150 022	
Païement frauduleux à des fournisseurs et des entrepreneurs (1 cas) . . . . .	2012-2013	316 595		316 595				316 595
Endossement frauduleux de chèques . . . . .	2009-2010	61 039		61 039	39 420			21 619
Emploi frauduleux de carte d'acquisition dû à un vol d'identité (6 cas) . . . . .	2012-2013	17 555		17 555	15 195 <sup>(1)</sup>	2 360		
Emploi frauduleux de carte de voyage dû à un vol d'identité (1 cas) . . . . .	2012-2013	1 923	(1 923) <sup>(1)</sup>					
Perte d'un navire suite à un incendie . . . . .	2010-2011	50 000		50 000			15 000	35 000
Païement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs (1 cas) . . . . .	2012-2013	228 850		228 850				228 850
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée (258 cas) . . . . .	2011-2012	63 046	196 <sup>(1)</sup>	63 242	58 027	392	3 633	1 190
Emploi non autorisé de carte d'achat et de bien public désigné (1 cas) . . . . .	2011-2012	22 614	511 <sup>(1)</sup>	23 125	1 421	8 298	13 406 <sup>(1)</sup>	
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (5 cas) . . . . .	2012-2013	9 582		9 582	5 202	1 119		3 261
Vandalisme à des véhicules de l'État et autres équipements de transport (6 cas) . . . . .	2011-2012	26 295		26 295		457	25 838	
Vandalisme à des édifices ou autres biens immobiliers (7 cas) . . . . .	2011-2012	14 750		14 750		4 198	10 552	
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>								
Ministère								
Fraude concernant les revenus d'immigration . . . . .	2003-2004	2 000 000	200 000	2 200 000	450 000		1 750 000 <sup>(1)</sup>	
Demandes de subvention et de contribution falsifiée (2 cas) <sup>(2)</sup> . . . . .	2012-2013	24 452		24 452	7 117	13 973	3 362	
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires (3 cas) . . . . .	2003-2004	42 559	(410)	42 149			1 149	41 000
Utilisation inappropriée de fonds pour achats personnels <sup>(2)</sup> . . . . .	2010-2011	11 220		11 220	4 400	1 524		5 296
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires . . . . .	1994-1995	176 857		176 857				176 857
Vol de fonds de mission (3 cas) . . . . .	2000-2001	935 794		935 794				935 794
Agence canadienne de développement international								
Demandes de subventions et de contributions faussées ou falsifiées (2 cas) . . . . .	2010-2011	65 000	(12 000)	53 000			53 000 <sup>(1)</sup>	
Réclamations de paiement frauduleuses . . . . .	2010-2011	12 379		12 379			12 379 <sup>(1)</sup>	

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Santé</b>								
Ministère								
Fausse réclamation d'heures supplémentaires et usage inapproprié de coupons de taxi (1 cas) .....	2009-2010	30 000	(21 462)	8 538				8 538
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (3 cas) .....	2009-2010	8 399 000	(97 107)	8 301 893	631 981	88 815	4 518 071	3 063 026
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (1 cas) .....	2010-2011	260 827		260 827	74 000	24 000		162 827
Demandes de prestations frauduleuses (2 cas) .....	2007-2008	149 674	(438)	149 236				149 236
Demandes de prestations frauduleuses (2 cas) .....	2009-2010	251 000	43 466 <sup>(1)</sup>	294 466	69 376			225 090
Demande de contribution falsifiée (2 cas) .....	2012-2013	115 926	(15 596)	100 330	31 909			68 421
Réclamations de déplacement falsifiées et absences non déclarées (1 cas) .....	2010-2011	63 714	(25 969)	37 745				37 745
Emploi frauduleux de carte de voyage (1 cas) .....	2011-2012	4 804		4 804				4 804
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État (1 cas) .....	2009-2010	19 222		19 222	5 443			13 779
Trop-payés - Fournisseur de services de santé aux non assurés (5 cas) .....	2009-2010	10 683 689	(6 772 053)	3 911 636		1 870 000	8 309 <sup>(1)</sup>	2 033 327
Agence canadienne d'inspection des aliments								
Domage à un véhicule de l'État lors d'un accident (110 cas) .....	2012-2013	238 957		238 957	37 466	13 822	187 669 <sup>(1)</sup>	
Emploi frauduleux de carte d'acquisition désignée (3 cas) .....	2012-2013	508		508	456	52		39 <sup>(1)</sup>
Perte de la petite caisse (2 cas) .....	2012-2013	59		59	20			
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (12 cas) .....	2012-2013	44 290		44 290	24 017	12 652	4 350	3 271
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>								
Ministère								
Erreur administrative - fonds en fiducie (7 cas) .....	2011-2012	25 345		25 345	5 000		322	20 023
Réclamations frauduleuses dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec (1 cas) .....	2005-2006	60 000		60 000			9 000	51 000
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat .....	2010-2011	29 972		29 972				29 972
<b>Industrie</b>								
Ministère								
Vol de tiges de laiton (1 cas) .....	2012-2013	3 575	5 812 <sup>(1)</sup>	9 387			9 387	
Conseil national de recherches du Canada								
Perte identifiée suite à une enquête d'irrégularités concernant les transactions de petite caisse, la carte de voyage, la carte d'achat et de temps supplémentaire d'un ancien employé .....	2012-2013	72 700		72 700	3 300	69 400		

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Défense nationale</b>								
Ministère								
Déficit de caisse - Ottawa (1 cas).....	2012-2013	190		190				190
Fausse monnaie américaine - Kaboul (1 cas).....	2012-2013	1 333		1 333			1 333 <sup>(1)</sup>	
Écart dans une avance permanente - BFC Halifax.....	2002-2003	3 000		3 000				3 000
Différence de l'avance de compte du capital d'exploitation - NCSM Ottawa (1 cas) ..	2012-2013	11 949		11 949		11 949		
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçu de paye - USFC Ottawa.....	1999-2000	28 305	63 047	91 352	24 391			66 961
Réclamations frauduleuses - BFC Halifax (1 cas).....	2010-2011	68 374	<sup>(1)</sup>	68 374				68 374
Réclamations frauduleuses pour frais de scolarité - USFC Bruxelles.....	2002-2003	92 000		92 000	27 000			65 000
Paievements frauduleux déposés dans un compte bancaire personnel - Ottawa ....	2007-2008	33 948	2 281	36 229	10 400	1 000		24 829
Emploi frauduleux d'une carte d'achat désignée (1 cas).....	2011-2012	2 891		2 891	400			2 491
Perte d'avance à justifier - 8 Wing Trenton.....	2010-2011	662		662			662 <sup>(1)</sup>	
Perte d'avance à justifier - Afghanistan (18 cas).....	2010-2011	8 485		8 485	5 364	3 121		
Perte d'avance à justifier - Borden (2 cas).....	2011-2012	344		344				344
Perte d'avance à justifier - BFC Edmonton (16 cas).....	2010-2011	10 528		10 528	4 859	730	969 <sup>(1)</sup>	3 970
Perte d'avance à justifier - Libye (1 cas).....	2011-2012	13 039	(12 849)	190				190
Perte d'avance à justifier - Ottawa (1 cas).....	2012-2013	12 966		12 966				12 966
Perte d'avance permanente - 8 Wing Trenton - vol.....	2009-2010	3 870	2 688	6 558		2 688		3 870
Perte de fonds publics - FOI Afghanistan (5 cas).....	2009-2010	587		587	481	106		
Perte de fonds publics - BFC Borden - vol suspecté.....	2009-2010	4 200		4 200		4 200		
Perte d'avance permanente - FOI Afghanistan (5 cas).....	2009-2010	19 803	591	20 394	862	8 396	162 <sup>(1)</sup>	10 974
Perte d'avance permanente - USFC(E) (1 cas).....	2012-2013	6 735		6 735				6 735
Perte d'avance permanente - Ottawa (1 cas).....	2012-2013	42 975		42 975		42 975		
Perte d'avance temporaire - Esquimalt (1 cas).....	2012-2013	1 500		1 500		342		1 158
Perte ou dommage d'ordinateurs (265 articles).....	2010-2011	1 065 462		1 065 462	5 360		1 060 102 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'effets militaires (9 897 articles).....	2010-2011	568 934		568 934	57 545		511 389 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'effets militaires (8 743 articles).....	2011-2012	537 762		537 762	44 728		493 034 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'équipement spécifi- que aux militaires (3 192 articles).....	2010-2011	692 268		692 268	27 035		665 233 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'équipement spécifique aux militaires (3 804 articles).....	2011-2012	679 562		679 562	58 388		621 174 <sup>(1)</sup>	

**2. 40 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques**

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Perte d'effets militaires (9 219 articles) ...	2012-2013	683 550		683 550	29 179		654 371 <sup>(1)</sup>	
Perte d'équipement spécifique aux militaires (4 028 articles) .....	2012-2013	782 047		782 047	20 229		761 818 <sup>(1)</sup>	
Perte d'équipement non spécifique aux militaires (1 693 articles) .....	2012-2013	226 468		226 468	1 075		225 393 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'équipement non spécifique aux militaires (6 064 articles)	2010-2011	846 302		846 302	43 707		802 595 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'équipement non spécifique aux militaires (2 101 articles)	2011-2012	241 682		241 682	3 541		238 141 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'équipement technique (239 articles) .....	2011-2012	287 800		287 800	524		287 276 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'équipement de télécommunications (443 articles) .....	2010-2011	430 605		430 605	4 241		426 364 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'équipement de télécommunications (273 articles) .....	2011-2012	297 847		297 847	11 404		286 443 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'outils (336 articles) ..	2011-2012	28 496		28 496	237		28 259 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'armes et accessoires (4 749 articles) .....	2010-2011	320 481		320 481	9 903		310 578 <sup>(1)</sup>	
Perte ou dommage d'armes et accessoires (2 673 articles) .....	2011-2012	123 093		123 093	9 691		113 402 <sup>(1)</sup>	
Vol d'effets militaires (1 229 articles) .....	2012-2013	97 317		97 317	2 206		95 111 <sup>(1)</sup>	
<b>Ressources naturelles</b>								
Ministère								
Encaissement frauduleux des chèques de voyage (2 cas) .....	2007-2008	12 895		12 895	8 664			4 231
Vol et utilisation non-autorisée de coupons de taxi .....	2010-2011	769		769				769
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée .....	2011-2012	1 068		1 068			1 068 <sup>(1)</sup>	
<b>Parlement</b>								
Sénat								
Perte due à des réclamations de frais de subsistance dans la région de la capitale nationale et/ou des dépenses de voyage (4 cas) .....	2012-2013	314 758	141 408 <sup>(1)</sup>	456 166	109 157 <sup>(1)</sup>	301 069		45 940
<b>Bureau du Conseil privé</b>								
Ministère								
Vol de coupons de taxi (2 cas) .....	2009-2010	5 509		5 509	945		50	4 514
Commissariat aux langues officielles								
Perte d'ordinateur portable (28 cas) .....	2012-2013	16 202		16 202			16 202 <sup>(1)</sup>	

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>								
Agence des services frontaliers du Canada								
Utilisation frauduleuse d'une carte de paiement (1 cas) . . . . .	2006-2007	265 000	(55 110)	209 890	13 912		180 000	15 978
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i> —								
Fausse déclaration — Valeur . . . . .	2011-2012	282 760		282 760	16 247	8 371	255 427 <sup>(1)</sup>	2 715
Fausse déclaration — Valeur . . . . .	2012-2013	6 749		6 749	1 996		4 753 <sup>(1)</sup>	
Non déclaration/Contrebande . . . . .	2010-2011	641 093	(543 013)	98 080	13 941		84 139 <sup>(1)</sup>	
Non déclaration/Contrebande . . . . .	2011-2012	290 396		290 396	26 174		134 <sup>(1)</sup>	264 088
Non déclaration/Contrebande . . . . .	2012-2013	407 560		407 560	2 310		3 542 <sup>(1)</sup>	401 708
Autres infractions . . . . .	2011-2012	7 377		7 377	3 122	2 715	1 540 <sup>(1)</sup>	
Autres infractions . . . . .	2012-2013	2 089		2 089			2 089 <sup>(1)</sup>	
Service correctionnel du Canada								
Dommmage suite à une perturbation de détenus (166 cas) . . . . .	2010-2011	54 815		54 815	6 732	775	46 966 <sup>(1)</sup>	342
Dommmage suite à une perturbation de détenus (357 cas) . . . . .	2011-2012	61 619		61 619	169		61 450 <sup>(1)</sup>	
Dommmage suite à une perturbation de détenus (96 cas) . . . . .	2012-2013	36 226		36 226	749		35 320 <sup>(1)</sup>	157
Dommmage suite à un incendie volontaire (17 cas) . . . . .	2012-2013	9 069		9 069			8 669	400
Dommmage suite à un accident de véhicule motorisé (70 cas) . . . . .	2012-2013	148 995		148 995		3 000	145 995	
Perte de fonds publics suite à une fraude . . . . .	2012-2013	113 660		113 660		113 660		
Perte provenant d'un mandat frauduleux d'un détenu . . . . .	2012-2013	10 391		10 391	5 617			4 774
Vol de recettes . . . . .	2010-2011	75		75		75		
Vandalisme sur la propriété et sur l'équipement (1 505 cas) . . . . .	2009-2010	99 662		99 662	7 786	226	91 650 <sup>(1)</sup>	
Gendarmerie royale du Canada								
Dommmage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (27 cas) . . . . .	2012-2013	39 797		39 797	10 271	27	28 624 <sup>(1)</sup>	875
Dommmage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (616 cas) . . . . .	2012-2013	1 687 182		1 687 182	129 184	139 357	1 360 677 <sup>(1)</sup>	57 964
Dommmage au matériel (2 cas) . . . . .	2005-2006	6 386		6 386			6 386 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État . . . . .	2004-2005	68 176		68 176	42 264		25 912 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État . . . . .	2004-2005	1 043 979		1 043 979	130 214		913 765 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État (427 cas) . . . . .	2005-2006	1 080 980		1 080 980	121 151		959 829 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État (32 cas) . . . . .	2006-2007	100 940		100 940	26 085		74 855 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État (629 cas) . . . . .	2006-2007	1 453 806		1 453 806	148 698		1 305 108 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État lors d'un accident (2 cas) . . . . .	2007-2008	942 960		942 960	145 084		797 876 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État (44 cas) . . . . .	2008-2009	86 617		86 617	31 325		55 292 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État (741 cas) . . . . .	2008-2009	2 145 330		2 145 330	577 961		1 567 369 <sup>(1)</sup>	
Dommmage à un véhicule de l'État (49 cas) . . . . .	2009-2010	257 706		257 706	15 886		157 998	83 822
Dommmage à un véhicule de l'État (1 367 cas) . . . . .	2009-2010	4 178 225	(72)	4 178 153	733 350		3 444 803 <sup>(1)</sup>	

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dommege aux biens de l'État (11 cas) .....	2005-2006	53 700		53 700	6 335		47 365 <sup>(1)</sup>	
Dommege aux biens de l'État (5 cas) .....	2005-2006	21 371		21 371			21 371	
Dommege à un véhicule policier (15 cas) .....	2002-2003	111 540		111 540	57 312		54 228 <sup>(1)</sup>	
Dommege à un véhicule (1 068 cas) .....	2010-2011	2 864 071	1 311	2 865 382	583 843	13 768	2 241 957 <sup>(1)</sup>	25 814
Dommege à un véhicule (41 cas) .....	2011-2012	67 094	3 151	70 245	19 777	9 089	37 820 <sup>(1)</sup>	3 559
Dommege à un véhicule (688 cas) .....	2011-2012	2 517 580	(18 587)	2 498 993	621 171	30 920	1 830 976 <sup>(1)</sup>	15 926
Détournement des recettes de prise d'empreintes digitales par un employé ..	2008-2009	4 500		4 500	425		4 075 <sup>(1)</sup>	
Déficit du compte pour éventualités (2 cas) .....	2005-2006	572		572			572 <sup>(1)</sup>	
Vol des recettes (1 cas) .....	2006-2007	31 899		31 899			31 899 <sup>(1)</sup>	
Vandalisme à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (7 cas) .....	2012-2013	2 861		2 861	55		914	1 892
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>								
<b>Ministère</b>								
Dommege à la propriété (5 cas) .....	2012-2013	12 206	(330)	11 876	4 208	1 120	6 548 <sup>(1)</sup>	
Fraude — Employé de la paye .....	2006-2007	250 000		250 000	51 356	7 959		190 685
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2006-2007	1 185 000	(912 069)	272 931	65 421	2 800	117 897	86 813
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2007-2008	87 464	(49 031)	38 433	1 870			36 563
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2008-2009	58 187	74 834	133 021	6 053		109 830	17 138
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2011-2012	71 131		71 131	11 355			59 776
Emploi frauduleux d'une carte d'achat ..	2009-2010	4 087		4 087	2 099			1 988
Utilisation frauduleuse d'une AirCard ..	2012-2013	5 050		5 050		5 050		
Utilisation frauduleuse de coupons de taxi (2 cas) .....	2009-2010	21 156		21 156	110		1 156	19 890
Perte de fonds attribuable à un acte illégal.	2004-2005	3 452 066		3 452 066	400 724	32 823	3 005 207	13 312
Malfaisance par un employé .....	2007-2008	2 775 542		2 775 542	912 425	13 969	1 449 999	399 149
Trop-payés — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2007-2008	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977		98 160	17 882
Trop-payés — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2009-2010	211 459		211 459	95 291	3 956	52 245	59 967
Trop-payés — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2010-2011	145 480		145 480	75 685	3 571	14 623	51 601
Trop-payés — Caisse de retraite de la fonction publique .....	2012-2013	174 014		174 014	39 718	12 459		121 837
Programme des commandites (2 cas) .....	2007-2008	2 568 561		2 568 561	1 248 512			1 320 049
Programme des commandites .....	2008-2009	2 140 000		2 140 000	77 808	15 000	1 987 192 <sup>(1)</sup>	60 000
Vol de la petite caisse (3 cas) .....	2007-2008	838		838	383		455 <sup>(1)</sup>	
Vol de la petite caisse (3 cas) .....	2012-2013	817		817			817 <sup>(1)</sup>	
Emploi non autorisé de carte d'achat (6 cas) .....	2012-2013	8 500		8 500	7 667			833
Emploi non autorisé de BlackBerry .....	2012-2013	1 208		1 208		388	820 <sup>(1)</sup>	
Emploi non autorisé de carte de voyage (5 cas) .....	2012-2013	10 357		10 357	1 775	8 344		238

**Comptes publics du Canada 2013-2014**

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Receveur général — Direction du contrôle du remboursement des chèques</b>								
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada —								
Paievements électroniques mal dirigés (6 783 cas) .....	2011-2012	2 869 554		2 869 554	2 144 630 <sup>(1)</sup>		724 924	
Paievements électroniques mal dirigés (7 483 cas) .....	2012-2013	3 060 323		3 060 323	2 055 783	473 629	530 911	
<b>Transports</b>								
Ministère								
Dommage à des édifices et autres biens immobiliers (1 cas) .....								
	2012-2013	78 798		78 798			53 798	25 000
Réclamation de déplacement falsifiée (7 cas) .....								
	2009-2010	7 939	310 <sup>(1)</sup>	8 249	2 572			5 677
Réclamation de déplacement falsifiée (1 cas) .....								
	2010-2011	1 000	(730) <sup>(1)</sup>	270		270		
Vol de reçus (2 cas) .....								
	2010-2011	7 800	335 <sup>(1)</sup>	8 135			2 770	5 365
<b>Anciens Combattants</b>								
Ministère								
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (2 cas) .....								
	1992-1993	97 219	(5 634)	91 585	19 600	4 400	18 584 <sup>(1)</sup>	49 001
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants .....								
	1995-1996	61 330		61 330	920		60 410 <sup>(1)</sup>	
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants .....								
	1998-1999	74 145	(9 971)	64 174			64 174 <sup>(1)</sup>	
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas) .....								
	1999-2000	107 828		107 828	14 274		79 289 <sup>(1)</sup>	14 265
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants, et des prestations selon la <i>Loi sur le ministère des Anciens Combattants</i> .....								
	2004-2005	10 618		10 618	7 760	2 400		458
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants .....								
	2005-2006	9 221		9 221	5 400	1 200		2 621
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants (3 cas) .....								
	2010-2011	37 683	(2 160)	35 523	8 220		27 303 <sup>(1)</sup>	
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas) .....								
	1995-1996	71 625	(19 185)	52 440	19 289		5 947 <sup>(1)</sup>	27 204
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....								
	1996-1997	41 555	(38 896)	2 659	200		2 459 <sup>(1)</sup>	
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas) .....								
	1999-2000	18 518	48 402	66 920			66 920 <sup>(1)</sup>	

Pertes de fonds ou de biens publics — mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs — *Fin*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2013-2014	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2003-2004	27 888		27 888				27 888
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2004-2005	30 108	(18 908)	11 200	131			11 069
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2005-2006	9 846		9 846	2 610			7 236
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2006-2007	2 328		2 328	120			2 208
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (5 cas) .....	2008-2009	378 004	(1)	378 003	43 369		221 791 <sup>(1)</sup>	112 843
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (7 cas) .....	2010-2011	743 112		743 112	15 292	125 726	394 421 <sup>(1)</sup>	207 673
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2011-2012	49 698		49 698				49 698
Usage personnel de carte d'achat de l'État par un employé .....	2003-2004	13 704		13 704	1 352			12 352
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (3 cas) ..	2007-2008	51 893	(10 464)	41 429	7 696	4 357		29 376
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (6 cas) ..	2008-2009	83 556	(14 175)	69 381	10 240	3 365	39 985 <sup>(1)</sup>	15 791
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>								
Perte d'un enregistreur de poche (1 cas) <sup>(3)</sup> ..	2012-2013	130		130		130		
		1 335 903 195	(84 535 932)	1 251 367 263	620 571 324	82 085 828	222 405 343	326 304 768

<sup>(1)</sup> Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.<sup>(2)</sup> Cette perte a été transférée au ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement de l'Agence canadienne de développement international.<sup>(3)</sup> La perte initiale qui était incorrectement indiquée comme un montant ne devant pas être récupéré en 2012-2013, fut récupéré au cours de l'année.



Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 3

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## Services professionnels et spéciaux

### Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux .....	3.2

## Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

### Services professionnels et spéciaux

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>						
Ministère.....	12 702 443	15 544 366	31 562	30 960 974	4 123 829	4 408 793
Commission canadienne des grains.....	374 426		9 381	270 193	296 935	412 784
	<b>13 076 869</b>	<b>15 544 366</b>	<b>40 943</b>	<b>31 231 167</b>	<b>4 420 764</b>	<b>4 821 577</b>
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>						
Ministère.....	<b>640 083</b>	<b>45 237</b>	<b>14 480</b>	<b>519 679</b>	<b>364 016</b>	<b>817 137</b>
<b>Agence du revenu du Canada.....</b>	<b>171 271 490</b>	<b>215 238</b>	<b>2 655 660</b>	<b>65 906 057</b>	<b>4 075 311</b>	<b>66 908 993</b>
<b>Patrimoine canadien</b>						
Ministère.....	2 670 102	12 203	27 804	3 832 542	1 580 193	2 035 258
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	79 035			1 644 746	1 203 378	89 058
Bibliothèque et Archives du Canada.....	742 382	32 160	8 583	3 268 148	633 910	444 184
Office national du film.....	195 937	7 780 770		574 086	210 230	11 858
Commission de la fonction publique.....	284 948		73 232	714 854	419 859	1 377 043
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	3 070		7 762	493 308	464 104	66 852
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	55 257		9 567	471 380	148 559	
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles.....				19 265	25 398	
Commission des champs de bataille nationaux.....	4 432	8 746			27 475	52 585
	<b>4 035 163</b>	<b>7 833 879</b>	<b>126 948</b>	<b>11 018 329</b>	<b>4 713 106</b>	<b>4 076 838</b>
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord.....</b>						
	<b>597 285</b>			<b>143 600</b>	<b>152 303</b>	<b>166 373</b>

### 3. 2 Services professionnels et spéciaux

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2014/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 236 493	3 099 618	10 964 526	809 168	467 871	4 549 329	24 920 229	115 819 201
106 549	80 564	74 030	120 843	27 836	436 598	16 462	2 226 601
<b>3 343 042</b>	<b>3 180 182</b>	<b>11 038 556</b>	<b>930 011</b>	<b>495 707</b>	<b>4 985 927</b>	<b>24 936 691</b>	<b>118 045 802</b>
<b>1 231 560</b>			<b>128 350</b>	<b>146 594</b>	<b>796 661</b>	<b>4 059 730</b>	<b>8 763 527</b>
<b>746 540</b>	<b>8 929 790</b>	<b>733 737</b>	<b>6 267 205</b>	<b>467 204</b>	<b>14 667 106</b>	<b>4 528 376</b>	<b>347 372 707</b>
1 015 297	785 547	1 002 372	247 115	261 680	1 590 191	1 504 664	16 564 968
873 257	138 327	54 090	267 631	2 559	656 972	87 940	5 096 993
185 006	1 337 640		188 363	842 491	748 923	2 195 823	10 627 613
557 625	112 598	176 720	186 901		370 537	1 391 357	11 568 619
1 328 883	375 725	3 982	61 395	130 301	809 660	1 991 926	7 571 808
177 091	43 241		66 178	31 505	119 680	382 243	1 855 034
4 110	10 178		31 096		16 313	12 682	759 142
95 368			11 696	8 353	8 608	2 661	171 349
	338 427		18 068		13 557	83 087	546 377
<b>4 236 637</b>	<b>3 141 683</b>	<b>1 237 164</b>	<b>1 078 443</b>	<b>1 276 889</b>	<b>4 334 441</b>	<b>7 652 383</b>	<b>54 761 903</b>
			<b>95 172</b>	<b>20 259</b>	<b>83 447</b>	<b>971 686</b>	<b>2 230 125</b>

Comptes publics du Canada 2013-2014

Services professionnels et spéciaux — Suite

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Citoyenneté et Immigration</b>						
Ministère.....	133 401 489	2 116	30 172 526	44 721 520	4 353 211	11 154 104
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	1 419 346		22 455	5 293 054	7 197 847	76 549
	<b>134 820 835</b>	<b>2 116</b>	<b>30 194 981</b>	<b>50 014 574</b>	<b>11 551 058</b>	<b>11 230 653</b>
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....</b>						
	<b>106 525</b>			<b>422 597</b>	<b>273 115</b>	<b>972 709</b>
<b>Emploi et Développement social</b>						
Ministère.....	368 136 967		7 823 151	173 239 184	8 577 874	13 527 655
Conseil canadien des relations industrielles .	160 085		6 300	106 951	224 543	62 442
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	516 512				113 426	
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	322 512			72 520	128 416	
	<b>369 136 076</b>		<b>7 829 451</b>	<b>173 418 655</b>	<b>9 044 259</b>	<b>13 590 097</b>
<b>Environnement</b>						
Ministère.....	24 800 648	10 314 324	183 938	15 849 091	7 495 916	8 471 376
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	37 002	68 733	9 881	535 685	822 234	2 259 170
Agence Parcs Canada.....	4 121 634	54 470 647	17 512	2 973 585	4 591 828	2 949 833
	<b>28 959 284</b>	<b>64 853 704</b>	<b>211 331</b>	<b>19 358 361</b>	<b>12 909 978</b>	<b>13 680 379</b>
<b>Finances</b>						
Ministère.....	2 289 156		9 588	2 760 625	808 915	7 111 395
Tribunal canadien du commerce extérieur. . .	778	1 733	5 327	173 901	122 010	
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	863 361			1 042 543	185 247	223 982
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	24 864		1 980	648 301	365 392	992 727
Bureau du vérificateur général.....	1 910 190		10 232	670 554	912 697	81 109
Bureau du surintendant des institutions financières.....	293			7 710 041	314 387	811 103
	<b>5 088 642</b>	<b>1 733</b>	<b>27 127</b>	<b>13 005 965</b>	<b>2 708 648</b>	<b>9 220 316</b>
<b>Pêches et Océans</b>						
Ministère.....	<b>76 701 532</b>	<b>60 010 840</b>	<b>505 130</b>	<b>12 806 585</b>	<b>4 058 156</b>	<b>14 930 776</b>

3 . 4 Services professionnels et spéciaux

Comptes publics du Canada 2013-2014

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 974 400	3 820 209	3 125 565	587 837	6 083 349	4 021 467	1 232 362	247 650 155
1 358 149	1 006 600		209 359	18 260	833 271	232 025	17 666 915
<b>6 332 549</b>	<b>4 826 809</b>	<b>3 125 565</b>	<b>797 196</b>	<b>6 101 609</b>	<b>4 854 738</b>	<b>1 464 387</b>	<b>265 317 070</b>
<b>75 299</b>	<b>106 394</b>		<b>47 734</b>	<b>75 155</b>	<b>358 997</b>	<b>2 157 680</b>	<b>4 596 205</b>
19 111 133	6 893 739	3 073 706	2 135 878	12 406 777	13 344 125	<del>4 765 133</del>	<del>633 035 322</del>
23 717	34 693		28 757	197	105 384	93 623	846 692
	4 961		80 735		34 850	325 034	1 075 518
	96 406		40 892	7 898	59 242	441 266	1 169 152
<b>19 134 850</b>	<b>7 029 799</b>	<b>3 073 706</b>	<b>2 286 262</b>	<b>12 414 872</b>	<b>13 543 601</b>	<b>5 625 056</b>	<b>636 126 684</b>
19 011 296	3 225 872	24 504 270	1 209 987	4 115 536	8 439 310	5 470 407	133 091 971
1 740 164		102 370	40 864	24 358	246 151	103 082	5 989 694
339 485	1 951 685	2 732 539	652 892	798 290	2 290 216	26 233 016	104 123 162
<b>21 090 945</b>	<b>5 177 557</b>	<b>27 339 179</b>	<b>1 903 743</b>	<b>4 938 184</b>	<b>10 975 677</b>	<b>31 806 505</b>	<b>243 204 827</b>
328 287	562 756	124 182	857 498	178 705	744 637	613 545	16 389 289
26 060	4 840		60 566	3 512	111 016	146 081	655 824
			65 320	4 072	110 631	1 150 229	3 645 385
115 942	223 977		132 090	6 718	658 879	381 913	3 552 783
394 973	135 820		952 476	181 342	797 041	78 405	6 124 839
	223 557		671 227	66 503	1 169 101	4 388 497	15 354 709
<b>865 262</b>	<b>1 150 950</b>	<b>124 182</b>	<b>2 739 177</b>	<b>440 852</b>	<b>3 591 305</b>	<b>6 758 670</b>	<b>45 722 829</b>
<b>13 459 616</b>	<b>5 847 148</b>	<b>22 084 994</b>	<b>1 083 062</b>	<b>2 971 241</b>	<b>8 566 641</b>	<b>21 151 448</b>	<b>244 177 169</b>

Comptes publics du Canada 2013-2014

Services professionnels et spéciaux — Suite

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>						
Ministère.....	44 156 182	17 357 176	688 965	39 007 629	6 661 018	12 793 145
Agence canadienne de développement international.....	80 797		1 150	202 928	276 567	327 898
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	5 505 307					
Commission mixte internationale (section canadienne).....	28 806		1 013	3 848	115 796	600
	<b>49 771 092</b>	<b>17 357 176</b>	<b>691 128</b>	<b>39 214 405</b>	<b>7 053 381</b>	<b>13 121 643</b>
<b>Gouverneur général.....</b>	<b>195 051</b>		<b>26 458</b>	<b>125 603</b>	<b>422 336</b>	<b>9 193</b>
<b>Santé</b>						
Ministère.....	9 408 379	577 498	334 718 800	30 523 308	6 156 556	17 050 772
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	9 176 613	808 895	642 314	16 539 727	3 773 285	7 079 755
Instituts de recherche en santé du Canada.....	88 318		1 513	1 010 292	163 219	14 171
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	464		7 482	246 553	24 742	39 658
Agence de la santé publique du Canada.....	5 242 597	11 205 560	1 739 399	18 872 875	3 456 474	2 239 423
	<b>23 916 371</b>	<b>12 591 953</b>	<b>337 109 508</b>	<b>67 192 755</b>	<b>13 574 276</b>	<b>26 423 779</b>
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>						
Ministère.....	7 120 172	34 818 360	70 617	28 624 149	4 889 608	105 788 715
Commission canadienne des affaires polaires	36 146			45 189	4 090	
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens.....	306 300		1 500	58 275	41 728	80 953
Greffe du Tribunal des revendications particulières.....	87 623			73 731	40 243	74 593
	<b>7 550 241</b>	<b>34 818 360</b>	<b>72 117</b>	<b>28 801 344</b>	<b>4 975 669</b>	<b>105 944 261</b>
<b>Industrie</b>						
Ministère.....	12 777 059	1 418 523	356 977	27 692 488	5 235 365	12 373 117
Agence spatiale canadienne.....	3 763 669	49 836 887	183 254	994 354	651 894	483 646
Commission du droit d'auteur.....	71 127		3 609	98 555	46 464	23 276
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	1 050 390		2 314	1 756 528	255 343	63 750
Conseil national de recherches du Canada.....	4 760 377	4 110 639	288 345	3 050 398	589 581	2 894 711
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	220 730		5 441	2 020 280	208 114	131 690
Greffe du Tribunal de la concurrence.....	19 746			12 982	53 515	
Conseil de recherches en sciences humaines.....	73 101		3 061	1 309 701	115 040	27 594
Statistique Canada.....	7 449 694		128 317	5 154 930	1 441 820	478 339
	<b>30 185 893</b>	<b>55 366 049</b>	<b>971 318</b>	<b>42 090 216</b>	<b>8 597 136</b>	<b>16 476 123</b>

3 . 6 Services professionnels et spéciaux

Comptes publics du Canada 2013-2014

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
13 522 239	62 615 927	285 528	15 204 418	21 411 433	15 587 006	6 709 113	255 999 779
20 646			41 714	162 511	155 132	268 410	1 537 753
							5 505 307
15 496		494 251	42 849	2 809	43 450	103 064	851 982
<b>13 558 381</b>	<b>62 615 927</b>	<b>779 779</b>	<b>15 288 981</b>	<b>21 576 753</b>	<b>15 785 588</b>	<b>7 080 587</b>	<b>263 894 821</b>
	<b>176</b>		<b>14 510</b>	<b>225 700</b>	<b>82 704</b>	<b>358 885</b>	<b>1 460 616</b>
16 988 785	3 416 477	17 446 858	1 587 390	16 453 686	8 899 129	16 146 295	479 373 933
240 780	1 151 752	15 724 112	1 741 411	1 508 263	3 664 224	26 956 667	89 007 798
421 308	306 020	75 712	546 525	131 142	662 574	593 751	4 014 545
14 478		185 268	9 254	55 650	107 902	66 973	758 424
4 248 979	49 770	27 094 515	677 954	6 141 035	2 933 748	46 007 337	129 909 666
<b>21 914 330</b>	<b>4 924 019</b>	<b>60 526 465</b>	<b>4 562 534</b>	<b>24 289 776</b>	<b>16 267 577</b>	<b>89 771 023</b>	<b>703 064 366</b>
84 065 493	2 947 110	18 777 416 11 429	1 010 385 49 625	2 490 549	5 072 706 1 410	27 622 001	323 297 281 147 889
		57 718	22 376		12 157	595 250	1 176 257
	5 203		5 993		18 818	19 774	325 978
<b>84 065 493</b>	<b>2 952 313</b>	<b>18 846 563</b>	<b>1 088 379</b>	<b>2 490 549</b>	<b>5 105 091</b>	<b>28 237 025</b>	<b>324 947 405</b>
10 412 635	2 629 624	2 568 830	853 022	2 999 570	5 694 436	3 633 356	88 645 002
1 237 415	1 362 364	24 614 272	196 912	878 535	1 309 464	1 971 435	87 484 101
45 321			18 837	145 260	6 568	76 477	535 494
923 651	21 383	330 530	62 980	23 305	516 888	33 574	5 040 636
2 383 723	3 696 010	8 437 514	1 095 543	1 084 110	3 425 061	5 751	35 821 763
571 999	681		591 380	246 372	242 430	706 052	4 945 169
25 386			6 102	261	8 300	8 137	134 429
467 367	383		367 404	180 727	133 364	278 141	2 955 883
175	2 020 671	72 879	358 152	273 143	3 842 678	6 041 915	27 262 713
<b>16 067 672</b>	<b>9 731 116</b>	<b>36 024 025</b>	<b>3 550 332</b>	<b>5 831 283</b>	<b>15 179 189</b>	<b>12 754 838</b>	<b>252 825 190</b>



Comptes publics du Canada 2013-2014

Services professionnels et spéciaux — Suite

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Justice</b>						
Ministère.....	2 272 038		358 056	8 796 576	3 157 274	1 712 945
Commission canadienne des droits de la personne.....	28 379		18 217	109 264	359 945	114 537
Tribunal canadien des droits de la personne..	230 428			452 775	112 244	55 257
Commissaire à la magistrature fédérale.....	419 482			233 371	235 798	2 846 590
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	1 698 855		3 205	631 435	2 988 544	160 734
Bureau du directeur des poursuites pénales..	1 505 644		107 373	185 314	686 681	45 399 969
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	162 538	61 063		461 660	592 209	360 713
Cour suprême du Canada.....	291 381	2 656		136 046	399 425	18 623
	<b>6 608 745</b>	<b>63 719</b>	<b>486 851</b>	<b>11 006 441</b>	<b>8 532 120</b>	<b>50 669 368</b>
<b>Défense nationale</b>						
Ministère.....	300 981 461	1 760 015 442	185 955 414	74 540 025	22 129 616	13 320 287
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	113 800		2 332	201 054	131 621	39 165
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	56 609		840	59 958	57 130	1 207 654
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	102 853			52 134	10 571	977
	<b>301 254 723</b>	<b>1 760 015 442</b>	<b>185 958 586</b>	<b>74 853 171</b>	<b>22 328 938</b>	<b>14 568 083</b>
<b>Ressources naturelles</b>						
Ministère.....	32 199 379	193 919 198	176 509	6 151 220	3 214 392	8 734 838
Commission canadienne de sûreté nucléaire..	524 805	790 716	70 476	9 615 555	1 336 002	231 037
Office national de l'énergie.....	666 123	54 869		1 282 621	364 308	467 368
Administration du pipe-line du Nord.....	106 422			14 428	6 855	35 447
	<b>33 496 729</b>	<b>194 764 783</b>	<b>246 985</b>	<b>17 063 824</b>	<b>4 921 557</b>	<b>9 468 690</b>
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada.....</b>	<b>1 076 386</b>	<b>3 879 272</b>	<b>25 766</b>	<b>5 281 928</b>	<b>337 683</b>	<b>1 128 691</b>
<b>Parlement</b>						
Sénat.....	659 018		100 829	167 838	840	229 821
Chambre des communes.....	858 516		382 735	6 226 076	345 598	569 870
Bibliothèque du Parlement.....	41 281		2 440	990 517	4 565	97 363
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	261 865			394 596		
Conseiller sénatorial en éthique.....	37 331					
	<b>1 858 011</b>		<b>486 004</b>	<b>7 779 027</b>	<b>351 003</b>	<b>897 054</b>

3. 8 Services professionnels et spéciaux

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 272 785	2 292 625	792 142	5 129 935	1 050 110	3 646 778	5 586 872	36 068 136
166 239	47 786	10 875	73 313	29 187	188 873	529 393	1 676 008
351 083	14 194		10 554	10 121	8 104	695 234	1 588 911
	1 264		68 372	187 978	628 663	238 246	5 210 847
182 018	2 026 271		86 589	194 831	135 543	397 051	8 505 076
4 912	591 312		1 120 485	232 147	458 047	620 909	50 912 793
276 440	123 116		124 314	838 696	366 129	2 445 862	5 812 740
22 706	2 594	15 072	233 509	12 671	135 254	211 016	1 480 953
<b>2 276 183</b>	<b>5 099 162</b>	<b>818 089</b>	<b>6 847 071</b>	<b>2 555 741</b>	<b>5 567 391</b>	<b>10 724 583</b>	<b>111 255 464</b>
33 121 642	78 288 961	15 504 057	5 214 840	25 673 036	107 931 343	398 546 741	3 021 222 865
	7 469		10 357	31 627	105 217	28 035	670 677
61 703	515		17 957	237 791	55 938	523 898	2 279 993
123 383	1 366		6 817	12 386	7 455	33 540	351 482
<b>33 306 728</b>	<b>78 298 311</b>	<b>15 504 057</b>	<b>5 249 971</b>	<b>25 954 840</b>	<b>108 099 953</b>	<b>399 132 214</b>	<b>3 024 525 017</b>
2 112 860	2 619 792	10 105 659	1 241 368	2 883 932	4 842 694	27 068 623	295 270 464
432 488	420 745	1 675 484	192 489	836 372	1 636 891	1 157 985	18 921 045
129 725	86 710		304 469	88 924	635 164	9 002 636	13 082 917
					12 495	12 371	188 018
<b>2 675 073</b>	<b>3 127 247</b>	<b>11 781 143</b>	<b>1 738 326</b>	<b>3 809 228</b>	<b>7 127 244</b>	<b>37 241 615</b>	<b>327 462 444</b>
<b>2 785 049</b>	<b>122 997</b>	<b>70 594</b>	<b>58 495</b>	<b>314 680</b>	<b>571 466</b>	<b>78 681</b>	<b>15 731 688</b>
280 045		452 167	321 277	17 607	424 876	180 527	2 834 845
889 485	683 005	1 948 824	2 623 235	213 609	1 374 097	190 935	16 305 985
443 430	44 773		226 653	169 038	284 869	28 129	2 333 058
	48 526		22 865	14 210	31 406	61 983	835 451
			2 770		772	900	41 773
<b>1 612 960</b>	<b>776 304</b>	<b>2 400 991</b>	<b>3 196 800</b>	<b>414 464</b>	<b>2 116 020</b>	<b>462 474</b>	<b>22 351 112</b>

Comptes publics du Canada 2013-2014

Services professionnels et spéciaux — Suite

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Bureau du Conseil privé</b>						
Ministère. . . . .	411 446			3 644 231	1 738 450	1 125 799
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes . . . . .	58 634			97 346	748 909	934
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	402 002	40 020	99 547	576 766	299 241	151 734
Bureau du Directeur général des élections . . .	1 905 376		45 965	15 316 222	764 031	837 322
Commissariat aux langues officielles . . . . .	174 191			193 721	332 933	56 617
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité . . . . .	110 015			26 204	18 315	50 129
	<b>3 061 664</b>	<b>40 020</b>	<b>145 512</b>	<b>19 854 490</b>	<b>3 901 879</b>	<b>2 222 535</b>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>						
Ministère. . . . .	1 284 935			981 181	2 998 048	3 802 005
Agence des services frontaliers du Canada . . .	19 804 243	565 277	37 559 485	132 734 447	7 177 600	17 718 598
Service correctionnel du Canada . . . . .	19 007 380	1 878 457	147 821 675	10 310 668	6 997 581	11 697 575
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada . . . . .	9 034			9 043	74 049	
Commission des libérations conditionnelles du Canada . . . . .	502 303		43 309	387 575	670 940	645 156
Gendarmerie royale du Canada . . . . .	129 643 002	25 979 393	68 017 592	38 183 602		19 229 223
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada . . . . .	78 871			204	193 326	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada . . . . .	208 327			437 585	68 122	24 547
	<b>170 538 095</b>	<b>28 423 127</b>	<b>253 442 061</b>	<b>183 044 305</b>	<b>18 179 666</b>	<b>53 117 104</b>
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>						
Ministère. . . . .	304 140 398	282 007 528	449 432	172 376 484	32 092 505	15 323 137
Services partagés Canada . . . . .	12 035 870	5 527 093	138 448	119 319 109	2 216 356	1 503 382
	<b>316 176 268</b>	<b>287 534 621</b>	<b>587 880</b>	<b>291 695 593</b>	<b>34 308 861</b>	<b>16 826 519</b>
<b>Transports</b>						
Ministère. . . . .	15 983 804	21 801 056	1 092 492	14 091 040	4 084 844	15 409 075
Office des transports du Canada . . . . .	45 874		3 883	436 698	224 844	267 229
Tribunal d'appel des transports du Canada . . .				55 209	45 329	36 503
	<b>16 029 678</b>	<b>21 801 056</b>	<b>1 096 375</b>	<b>14 582 947</b>	<b>4 355 017</b>	<b>15 712 807</b>

3 . 10 Services professionnels et spéciaux

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
790 242	1 066 178	215 736	207 109	1 087 379	1 397 111	633 312	12 316 993
	26 770		131		43 812	405 809	1 382 345
153 757	68 281	34 195	23 308	245 643	339 853	47 542	2 481 889
2 922 989	308 793	141 311	175 676	681 916	909 116	2 587 009	26 595 726
1 846 831	4 067	140	101 582	194 932	270 400	193 201	3 368 615
2 100	14 505		13 221		21 051	31 800	287 340
<b>5 715 919</b>	<b>1 488 594</b>	<b>391 382</b>	<b>521 027</b>	<b>2 209 870</b>	<b>2 981 343</b>	<b>3 898 673</b>	<b>46 432 908</b>
3 342 164	2 063 695	473 356	427 651	274 735	1 777 385	665 106	18 090 261
5 823 277	12 295 868	95 694	268 448	705 660	6 731 903	12 784 671	254 265 171
727 271	18 101 391	7 850	1 114 878	2 275 456	33 940 753	70 148 238	324 029 173
292 554	3 706		22 112		24 127	8 480	443 105
97 503	176 015		9 835	67 187	397 906	122 428	3 120 157
3 977 138	120 680 181	2 125 839	2 426 897	6 743 423	14 637 526	2 534 517	434 178 333
4 500			13 939	10 448	7 762		309 050
330 236	45 040		24 104		123 143	3 900	1 265 004
<b>14 594 643</b>	<b>153 365 896</b>	<b>2 702 739</b>	<b>4 307 864</b>	<b>10 076 909</b>	<b>57 640 505</b>	<b>86 267 340</b>	<b>1 035 700 254</b>
188 958 543	35 330 855	9 956 156	1 118 311	12 345 021	10 870 400	469 565 575	1 534 534 345
29 583 645	6 076 402	208 286	149 707	7 751 521	5 841 656	20 403 511	210 754 986
<b>218 542 188</b>	<b>41 407 257</b>	<b>10 164 442</b>	<b>1 268 018</b>	<b>20 096 542</b>	<b>16 712 056</b>	<b>489 969 086</b>	<b>1 745 289 331</b>
23 067 319	4 498 927	12 747 612	1 010 693	2 476 130	7 577 555	8 875 256	132 715 803
176 377		12 148	66 682	147 261	323 282	246 701	1 950 979
			4 452	65 589	7 990	191 494	406 566
<b>23 243 696</b>	<b>4 498 927</b>	<b>12 759 760</b>	<b>1 081 827</b>	<b>2 688 980</b>	<b>7 908 827</b>	<b>9 313 451</b>	<b>135 073 348</b>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Services professionnels et spéciaux — *Fin*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Conseil du Trésor</b>						
Secrétariat . . . . .	1 401 000		137 406	10 779 391	3 170 628	5 226 640
École de la fonction publique du Canada . . .	155 136		24 141	7 254 679	851 560	397 418
Commissariat au lobbying . . . . .	135 485		4 317	185 492	73 894	
Commissariat à l'intégrité du secteur public . . . . .	341 158		2 666	244 417	86 864	101 933
	<b>2 032 779</b>		<b>168 530</b>	<b>18 463 979</b>	<b>4 182 946</b>	<b>5 725 991</b>
<b>Anciens Combattants</b>						
Ministère . . . . .	16 561 034		332 923 364	2 449 764	1 870 585	794 637
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) . . . . .	71 582		3 492		133 535	25 734
	<b>16 632 616</b>		<b>332 926 856</b>	<b>2 449 764</b>	<b>2 004 120</b>	<b>820 371</b>
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien . . . . .</b>	<b>228 559</b>			<b>120 283</b>	<b>176 821</b>	<b>73 978</b>
<b>Total . . . . .</b>	<b>1 785 046 685</b>	<b>2 565 162 691</b>	<b>1 156 047 986</b>	<b>1 201 465 644</b>	<b>192 474 123</b>	<b>473 622 038</b>

## Comptes publics du Canada 2013-2014

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
9 665 122	938 621	3 134 634	489 455	852 035	5 154 474	52 951 107	93 900 513
290 815	319 636		83 272	653 860	4 116 271	944 010	15 090 798
134 017	8 410		7 137	17 078	44 230	407 647	1 017 707
77 402	4 977		10 511		43 712	326 117	1 239 757
<b>10 167 356</b>	<b>1 271 644</b>	<b>3 134 634</b>	<b>590 375</b>	<b>1 522 973</b>	<b>9 358 687</b>	<b>54 628 881</b>	<b>111 248 775</b>
405 783	1 968 130		558 908	973 220	1 156 333	5 728 525	365 390 283
	75 733		15 555		37 131	4 288	367 050
<b>405 783</b>	<b>2 043 863</b>		<b>574 463</b>	<b>973 220</b>	<b>1 193 464</b>	<b>5 732 813</b>	<b>365 757 333</b>
<b>591 938</b>	<b>108 087</b>		<b>77 906</b>	<b>106 873</b>	<b>422 175</b>	<b>2 485 588</b>	<b>4 392 208</b>
<b>522 039 692</b>	<b>411 222 152</b>	<b>244 661 746</b>	<b>67 373 234</b>	<b>154 486 947</b>	<b>338 877 821</b>	<b>1 349 250 369</b>	<b>10 461 731 128</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 4

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

### Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux . . . . .	4.2



**Acquisition de terrains, bâtiments et travaux**

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2014/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- du détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

**Acquisition de terrains, bâtiments et travaux**

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
Ministère .....		<b>808 600</b>	<b>4 014 085</b>		<b>4 822 685</b>
<b>Patrimoine canadien</b>					
Bibliothèque et Archives du Canada .....			893 820		893 820
Commission des champs de bataille nationaux .....		513 258	305 443		818 701
		<b>513 258</b>	<b>1 199 263</b>		<b>1 712 521</b>
<b>Environnement</b>					
Ministère .....		351 156	842 962		1 194 118
Agence Parcs Canada .....		8 129 534	4 356 348	327	12 486 209
		<b>8 480 690</b>	<b>5 199 310</b>	<b>327</b>	<b>13 680 327</b>
<b>Finances</b>					
Ministère .....			8 517 563		8 517 563
Agence de la consommation en matière financière du Canada .....			6 124		6 124
Bureau du surintendant des institutions financières ..			1 782 324		1 782 324
			<b>10 306 011</b>		<b>10 306 011</b>
<b>Pêches et Océans</b>					
Ministère .....	<b>117 899</b>	<b>13 351 489</b>	<b>131 231</b>	<b>284 000</b>	<b>13 884 619</b>

**4 . 2 Acquisition de terrains, bâtiments et travaux**

## Acquisition de terrains, bâtiments et travaux — Suite

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>					
Ministère .....		690 514	59 257 052	5 127 038	65 074 604
<b>Santé</b>					
Ministère .....			3 433 129		3 433 129
Agence canadienne d'inspection des aliments .....			19 750		19 750
Agence de la santé publique du Canada .....			1 788 583		1 788 583
			5 241 462		5 241 462
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>					
Ministère .....	95 001	284 483	214 407		593 891
<b>Industrie</b>					
Conseil national de recherches du Canada .....		249 351	18 888 510		19 137 861
<b>Justice</b>					
Service administratif des tribunaux judiciaires .....			221 179		221 179
<b>Défense nationale</b>					
Ministère .....	1 995 803	68 874 568	438 263 450	39 238 205	548 372 026
<b>Ressources naturelles</b>					
Ministère .....		749 245	901 816	83 465	1 734 526
<b>Bureau du Conseil privé</b>					
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....			165 427		165 427
Bureau du directeur général des élections .....			6 442 195		6 442 195
Commissariat aux langues officielles .....			1 641 774		1 641 774
			8 249 396		8 249 396
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Ministère .....			1 784 576		1 784 576
Agence des services frontaliers du Canada .....			37 628 061		37 628 061
Service correctionnel du Canada .....		9 793 505	307 312 584		317 106 089
Gendarmerie royale du Canada .....	1 433 883	7 200 865	38 317 026	2 832 334	49 784 108
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada .....			27 630		27 630
	1 433 883	16 994 370	385 069 877	2 832 334	406 330 464

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux — *Fin*

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>					
Ministère .....	3 498 064	45 370 843	353 920 402	620 732	403 410 041
<b>Transports</b>					
Ministère .....	42 597	36 350 921	7 114 234		43 507 752
<b>Conseil du Trésor</b>					
École de la fonction publique du Canada .....			19 809		19 809
Commissariat à l'intégrité du secteur public .....			51 850		51 850
			71 659		71 659
<b>Anciens Combattants</b>					
Ministère .....			469 904		469 904
<b>Total .....</b>	<b>7 183 247</b>	<b>192 718 332</b>	<b>1 298 733 248</b>	<b>48 186 101</b>	<b>1 546 820 928</b>

# Section 5

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## Acquisition de matériel et d'outillage

### Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de matériel et d'outillage .....	5.2

## Acquisition de matériel et d'outillage

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de matériel et d'outillage, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

### Acquisition de matériel et d'outillage

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>			
Ministère .....	5 467 041		571 528
Commission canadienne des grains.....	123 501		99 180
	<b>5 590 542</b>		<b>670 708</b>
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>			
Ministère .....	<b>116 880</b>		<b>26 177</b>
<b>Agence du revenu du Canada .....</b>	<b>256 966</b>		<b>243 974</b>
<b>Patrimoine canadien</b>			
Ministère .....	25 311		126 743
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	409		16 473
Bibliothèque et Archives du Canada.....	32 316		680 109
Office national du film .....			117 718
Commission de la fonction publique.....			45 554
Commission des relations de travail dans la fonction publique .....			22 313
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....			3 279
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles.....			
Commission des champs de bataille nationaux .....	45 648		
	<b>103 684</b>		<b>1 012 189</b>
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord.</b>			
<b>Citoyenneté et Immigration</b>			
Ministère .....	52 649		2 596 091
Commission de l'immigration et du statut de réfugié .....			202 246
	<b>52 649</b>		<b>2 798 337</b>

### 5. 2 Acquisition de matériel et d'outillage

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 363 374	25 508 398	958 897	90 763	100 109	9 136 143	46 196 253
633 246	1 979 935	40 388		10 801	294 485	3 181 536
<b>4 996 620</b>	<b>27 488 333</b>	<b>999 285</b>	<b>90 763</b>	<b>110 910</b>	<b>9 430 628</b>	<b>49 377 789</b>
<b>318 585</b>		<b>277 845</b>		<b>83 159</b>		<b>822 646</b>
<b>8 804 713</b>		<b>6 590 441</b>		<b>669 648</b>	<b>2 069 564</b>	<b>18 635 306</b>
1 480 763	424 291	433 972		78 602	76 427	2 646 109
811 331	813	43 363		31 138		903 527
1 385 782	46 358	375 805		60 554	2 005 167	4 586 091
1 728 480		38 118			505 412	2 389 728
403 753	1 998	46 536		19 965	17 307	535 113
54 847		25 881		11 550	1 922	116 513
628		2 613		11 208	68	17 796
20 596		757		3 937	1 613	26 903
210 904	2 636		66 775	16 441	19 115	361 519
<b>6 097 084</b>	<b>476 096</b>	<b>967 045</b>	<b>66 775</b>	<b>233 395</b>	<b>2 627 031</b>	<b>11 583 299</b>
<b>4 493</b>		<b>23 237</b>		<b>1 814</b>		<b>29 544</b>
9 605 283	636 602	1 773 067		2 267 174	177 757	17 108 623
885 619	470	410 641		16 408	8 624	1 524 008
<b>10 490 902</b>	<b>637 072</b>	<b>2 183 708</b>		<b>2 283 582</b>	<b>186 381</b>	<b>18 632 631</b>

## Acquisition de matériel et d'outillage — Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b> .....	<b>97 986</b>		<b>2 209</b>
<b>Emploi et Développement social</b>			
Ministère .....	225 202		1 848 160
Conseil canadien des relations industrielles .....			51 773
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme .....			291 580
	<b>225 202</b>		<b>2 191 513</b>
<b>Environnement</b>			
Ministère .....	4 479 255	41 561	1 143 962
Agence canadienne d'évaluation environnementale .....			12 430
Agence Parcs Canada .....	10 115 364		966 645
	<b>14 594 619</b>	<b>41 561</b>	<b>2 123 037</b>
<b>Finances</b>			
Ministère .....	223		1 690
Tribunal canadien du commerce extérieur .....			100 258
Agence de la consommation en matière financière du Canada.			1 058
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....			100 227
Bureau du Vérificateur général .....			29 188
Bureau du surintendant des institutions financières .....			237 711
	<b>223</b>		<b>470 132</b>
<b>Pêches et Océans</b>			
Ministère .....	<b>51 068 786</b>	<b>71 233</b>	<b>18 095 373</b>
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>			
Ministère .....	10 585 563		2 705 906
Agence canadienne de développement international .....			503
Commission mixte internationale (section canadienne) .....			9 900
	<b>10 585 563</b>		<b>2 716 309</b>
<b>Gouverneur général</b> .....	<b>22 930</b>		<b>71 515</b>

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>213 729</b>		<b>9 419</b>			<b>1 737</b>	<b>325 080</b>
9 428 930	185 220	11 431 246		581 884	211 062	23 911 704
147 932		15 433		1 070	1 693	217 901
163 247	25 959	233 684		24 931	11 921	751 322
<b>9 740 109</b>	<b>211 179</b>	<b>11 680 363</b>		<b>607 885</b>	<b>224 676</b>	<b>24 880 927</b>
7 392 000	26 225 313	1 438 974		395 792	3 954 833	45 071 690
167 799				45 165	74	225 468
3 341 896	2 973 227	904 476	463 002	201 028	5 545 049	24 510 687
<b>10 901 695</b>	<b>29 198 540</b>	<b>2 343 450</b>	<b>463 002</b>	<b>641 985</b>	<b>9 499 956</b>	<b>69 807 845</b>
4 139 205		66 541		100 169	2 129	4 309 957
189 653		44 070		21 593	8 258	363 832
416 793		51 023				468 874
156 724		319 767		57 522		634 240
1 787 879		85 161		7 213		1 909 441
6 900 282		893 326			39 459	8 070 778
<b>13 590 536</b>		<b>1 459 888</b>		<b>186 497</b>	<b>49 846</b>	<b>15 757 122</b>
<b>11 736 417</b>	<b>10 244 240</b>	<b>1 785 122</b>	<b>474 693</b>	<b>275 520</b>	<b>15 116 356</b>	<b>108 867 740</b>
12 983 661	5 235 113	10 859 487		902 747	6 100 457	49 372 934
11 856		2 438				14 797
32 218				4 149		46 267
<b>13 027 735</b>	<b>5 235 113</b>	<b>10 861 925</b>		<b>906 896</b>	<b>6 100 457</b>	<b>49 433 998</b>
<b>157 600</b>	<b>2 382</b>	<b>48 030</b>		<b>5 041</b>	<b>1 830</b>	<b>309 328</b>



## Acquisition de matériel et d'outillage — Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>Santé</b>			
Ministère .....	2 315 887		573 483
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	2 742 488		110 553
Instituts de recherche en santé du Canada .....			143 755
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés .....			13 656
Agence de la santé publique du Canada .....	44 413		453 220
	<b>5 102 788</b>		<b>1 294 667</b>
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>			
Ministère .....	199 563		1 246 540
Commission canadienne des affaires polaires .....			
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens .....			1 359
Greffe du Tribunal des revendications particulières .....			4 415
	<b>199 563</b>		<b>1 252 314</b>
<b>Industrie</b>			
Ministère .....	602 434		1 616 660
Agence spatiale canadienne .....	72 241		619 876
Commission du droit d'auteur .....			2 267
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario .....	78 227		9 781
Conseil national de recherches du Canada .....	1 234 545		199 980
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....			6 325
Greffe du Tribunal de la concurrence .....			
Conseil de recherches en sciences humaines .....			1 644
Statistique Canada .....	897 256		48 709
	<b>2 884 703</b>		<b>2 505 242</b>
<b>Justice</b>			
Ministère .....	2 988		111 120
Commission canadienne des droits de la personne .....			12 863
Tribunal canadien des droits de la personne .....			
Commissaire à la magistrature fédérale .....			4 581
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	55 343		148 158
Bureau du directeur des poursuites pénales .....			55 314
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....			298 413
Cour suprême du Canada .....	26 477		10 950
	<b>84 808</b>		<b>641 399</b>

## 5. 6 Acquisition de matériel et d'outillage

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
11 257 473	32 809 163	4 015 711	10 851	1 579 069	2 177 890	54 739 527
6 843 176	8 606 544	620 337		420 939	755 013	20 099 050
603 767		31 466		39 394	7 484	825 866
55 707		2 747		4 975	69	77 154
2 939 436	5 409 850	346 843	450 886	67 024	2 069 541	11 781 213
<b>21 699 559</b>	<b>46 825 557</b>	<b>5 017 104</b>	<b>461 737</b>	<b>2 111 401</b>	<b>5 009 997</b>	<b>87 522 810</b>
10 128 776	149 003	4 394 943		129 738	976 940	17 225 503
22 104						22 104
5 588		4 000				10 947
34 270				61		38 746
<b>10 190 738</b>	<b>149 003</b>	<b>4 398 943</b>		<b>129 799</b>	<b>976 940</b>	<b>17 297 300</b>
10 325 922	3 110 947	1 644 088	187 832	118 211	1 589 117	19 195 211
720 012	189 671 074	117 549	24 615	29 150	603 842	191 858 359
10 230		6 638		381		19 516
211 142		109 205		840	9 547	418 742
5 761 153	32 369 531	1 017 521	14 347 629	62 861	4 086 490	59 079 710
530 187		6 032		1 948	2 477	546 969
8 182		190		399	3 225	11 996
118 517		3 416		3 903	1 527	129 007
4 331 812	1 023 713	3 115 150		273 804	58 733	9 749 177
<b>22 017 157</b>	<b>226 175 265</b>	<b>6 019 789</b>	<b>14 560 076</b>	<b>491 497</b>	<b>6 354 958</b>	<b>281 008 687</b>
4 328 508	6 997	2 032 908		138 353	117 613	6 738 487
301 227		27 798		22 568		364 456
42 971		2 135		3 725		48 831
230 391		16 755		2 641	20 497	274 865
529 088	630 111	71 411		5 490	27 527	1 467 128
447 697	11 632	285 136		36 894	15 624	852 297
642 753		1 241 635		219 885	60 204	2 462 890
349 408	24 489	111 915		1 600	26 927	551 766
<b>6 872 043</b>	<b>673 229</b>	<b>3 789 693</b>		<b>431 156</b>	<b>268 392</b>	<b>12 760 720</b>

## Acquisition de matériel et d'outillage — Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>Défense nationale</b>			
Ministère .....	738 595 905	359 615 576	112 877 680
Comité externe d'examen des griefs militaires .....			383
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire .....			40
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications .....			13 594
	<b>738 595 905</b>	<b>359 615 576</b>	<b>112 891 697</b>
<b>Ressources naturelles</b>			
Ministère .....	332 346		69 667
Commission canadienne de sûreté nucléaire .....	46 216	5 324	100 028
Office national de l'énergie .....	188		23 322
	<b>378 750</b>	<b>5 324</b>	<b>193 017</b>
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada .....</b>			<b>54 175</b>
<b>Parlement</b>			
Sénat .....	136 344		123 194
Chambre des communes .....	135 820	125 649	2 599 309
Bibliothèque du Parlement .....			19 963
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique .....			4 287
Conseiller sénatorial en éthique .....			171
	<b>272 164</b>	<b>125 649</b>	<b>2 746 924</b>
<b>Bureau du Conseil privé</b>			
Ministère .....	35 010		759 557
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes .....			5 566
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	24 103		15 560
Bureau du Directeur général des élections .....	38 157		80 428
Commissariat aux langues officielles .....	1 075		174 464
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité .....			4 088
	<b>98 345</b>		<b>1 039 663</b>

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
153 131 060	232 079 042	27 661 804	7 941 120	2 447 938	339 562 509	1 973 912 634
75 989		3 599		1 120		81 091
101 061	386	1 444		220		103 151
36 084		4 532		173	1 019	55 402
<b>153 344 194</b>	<b>232 079 428</b>	<b>27 671 379</b>	<b>7 941 120</b>	<b>2 449 451</b>	<b>339 563 528</b>	<b>1 974 152 278</b>
5 707 126	20 106 939	1 114 388	12 207	173 549	6 202 892	33 719 114
1 002 486	370 485	389 800			41 782	1 956 121
592 128		881 417			1 058 597	2 555 652
<b>7 301 740</b>	<b>20 477 424</b>	<b>2 385 605</b>	<b>12 207</b>	<b>173 549</b>	<b>7 303 271</b>	<b>38 230 887</b>
<b>228 675</b>	<b>125</b>	<b>29 007</b>			<b>1 509</b>	<b>313 491</b>
248 937	28 668	207 645		89 434	102 597	936 819
6 495 017		952 082		1 292 426	841 315	12 441 618
535 494	514	61 478		29 533	4 047	651 029
33 593		964				38 844
45						216
<b>7 313 086</b>	<b>29 182</b>	<b>1 222 169</b>		<b>1 411 393</b>	<b>947 959</b>	<b>14 068 526</b>
2 332 620	283 155	203 776		79 110	66 780	3 760 008
281 486		5 752		4 440		297 244
213 586	22 745	8 552		49 851	33 369	367 766
2 224 875		1 029 133		10 592	219 959	3 603 144
128 570	18 463	472 638		10 554		805 764
12 791		8 098		4 699		29 676
<b>5 193 928</b>	<b>324 363</b>	<b>1 727 949</b>		<b>159 246</b>	<b>320 108</b>	<b>8 863 602</b>

## Acquisition de matériel et d'outillage — Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>			
Ministère .....	30 737		710 549
Agence des services frontaliers du Canada .....	2 663 439	1 985 761	5 668 328
Service correctionnel du Canada .....	5 898 388	391 723	88 093
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada .....			4 491
Commission des libérations conditionnelles du Canada .....	7 817		10 448
Gendarmerie royale du Canada .....	82 744 915	7 296 064	33 275 713
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada .....			165
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada .....			28 898
	<b>91 345 296</b>	<b>9 673 548</b>	<b>39 786 685</b>
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>			
Ministère .....	766 461		424 957
Services partagés Canada .....	137 186		46 561 164
	<b>903 647</b>		<b>46 986 121</b>
<b>Transports</b>			
Ministère .....	17 104 178	37 518	683 715
Office des transports du Canada .....	24 285		14 989
Tribunal d'appel des transports du Canada .....			
	<b>17 128 463</b>	<b>37 518</b>	<b>698 704</b>
<b>Conseil du Trésor</b>			
Secrétariat .....	25 070		35 388
École de la fonction publique du Canada .....	25 534		32 181
Commissariat au lobbying .....			6 579
Commissariat à l'intégrité du secteur public .....			20 758
	<b>50 604</b>		<b>94 906</b>
<b>Anciens Combattants</b>			
Ministère .....	3 581		3 565
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) .....			64 189
	<b>3 581</b>		<b>67 754</b>

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2 222 450		345 403		136 953		3 446 092
15 368 785	17 755 772	2 876 869		346 804	2 321 892	48 987 650
6 179 054	5 146 801	9 699 630		23 477	12 046 977	39 474 143
27 043		6 136		180		37 850
237 995		445 786		26 464	2 719	731 229
45 487 273	19 891 435	5 975 452	248 540	3 210 773	12 960 317	211 090 482
5 098		5 847				11 110
614 064		34 076		7 579		684 617
<b>70 141 762</b>	<b>42 794 008</b>	<b>19 389 199</b>	<b>248 540</b>	<b>3 752 230</b>	<b>27 331 905</b>	<b>304 463 173</b>
19 075 288	743 899	22 867 066	6 098 535	346 547	4 673 541	54 996 294
267 206 342	24 573	2 790 219	304 938	65 680	118 976	317 209 078
<b>286 281 630</b>	<b>768 472</b>	<b>25 657 285</b>	<b>6 403 473</b>	<b>412 227</b>	<b>4 792 517</b>	<b>372 205 372</b>
7 245 596	1 535 735	621 910	506 284	88 795	4 489 765	32 313 496
237 009		45 772		16 090	2 205	340 350
9 340		15 599		76		25 015
<b>7 491 945</b>	<b>1 535 735</b>	<b>683 281</b>	<b>506 284</b>	<b>104 961</b>	<b>4 491 970</b>	<b>32 678 861</b>
2 460 321		175 916		65 656	185 558	2 947 909
635 182		190 878		26 626	16 329	926 730
69 621		11 316		954		88 470
33 853		6 251				60 862
<b>3 198 977</b>		<b>384 361</b>		<b>93 236</b>	<b>201 887</b>	<b>4 023 971</b>
1 352 685	1 401	455 630		472 869	79 519	2 369 250
101 501		3 380		9 885		178 955
<b>1 454 186</b>	<b>1 401</b>	<b>459 010</b>		<b>482 754</b>	<b>79 519</b>	<b>2 548 205</b>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Acquisition de matériel et d'outillage — *Fin*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien .....</b>	<b>28 011</b>		<b>24 019</b>
<b>Total .....</b>	<b>939 792 658</b>	<b>369 570 409</b>	<b>240 698 760</b>

<sup>(1)</sup> Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 479 722 405 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 152 307 108 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 285 826 741 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 21 936 404 \$.

<sup>(2)</sup> Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.

<sup>(3)</sup> Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>430 540</b>		<b>24 243</b>		<b>2 982</b>		<b>509 795</b>
<b>693 240 378</b>	<b>645 326 147</b>	<b>138 088 775</b>	<b>31 228 670</b>	<b>18 212 214</b>	<b>442 952 922</b>	<b>3 519 110 933</b>



Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 6

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## Paiements de transfert

### Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert.....	6.2

**Paiements de transfert**

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

## Paiements de transfert

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>			
Ministère .....	6 773	574 075 291	933 095 312
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>			
Ministère .....	14 790	101 481 621	907 482
<b>Agence du revenu du Canada .....</b>	<b>235 403 934</b>		<b>42 344 675</b>
<b>Patrimoine canadien</b>			
Ministère .....	28 239 880	113 370 562	265 860 517
Bibliothèque et Archives du Canada .....			
Office national du film .....			
	<b>28 239 880</b>	<b>113 370 562</b>	<b>265 860 517</b>
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord..</b>	<b>135 204</b>	<b>3 136 155</b>	<b>15 608 829</b>
<b>Citoyenneté et Immigration</b>			
Ministère .....	33 616 240		424 101 025
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec .....</b>		<b>88 751 739</b>	
<b>Emploi et Développement social</b>			
Ministère .....	46 705 255 246	22 029 865	1 090 490 201
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme .....			
	<b>46 705 255 246</b>	<b>22 029 865</b>	<b>1 090 490 201</b>
<b>Environnement</b>			
Ministère .....	38 000	152 000	4 760 133
Agence canadienne d'évaluation environnementale .....			245 500
Agence Parcs Canada .....			7 290 737
	<b>38 000</b>	<b>152 000</b>	<b>12 296 370</b>

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2014/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
<b>23 510 939</b>	<b>42 623 249</b>			<b>1 573 311 564</b>
	<b>117 429 515</b>	<b>16 900 053</b>		<b>236 733 461</b>
				<b>277 748 609</b>
14 689 545 36 766	706 448 036 80 000	3 250 731		1 131 859 271 36 766 80 000
<b>14 726 311</b>	<b>706 528 036</b>	<b>3 250 731</b>		<b>1 131 976 037</b>
	<b>14 429 226</b>	<b>3 189 885</b>		<b>36 499 299</b>
<b>6 029 824</b>	<b>492 432 368</b>			<b>956 179 457</b>
	<b>130 158 006</b>	<b>7 025 535</b>		<b>225 935 280</b>
1 849 425	705 343 100 19 033 333	88 789 335		48 613 757 172 19 033 333
<b>1 849 425</b>	<b>724 376 433</b>	<b>88 789 335</b>		<b>48 632 790 505</b>
14 459 922 437 443	58 785 952 2 518 323 5 685 257	1 009 909 159 999		79 205 916 2 763 823 13 573 436
<b>14 897 365</b>	<b>66 989 532</b>	<b>1 169 908</b>		<b>95 543 175</b>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Paiements de transfert — *Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
<b>Finances</b>			
Ministère .....			<b>59 531 144 503</b>
<b>Pêches et Océans</b>			
Ministère .....	<b>60 388 927</b>	<b>55 370</b>	<b>1 567 000</b>
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>			
Ministère .....	1 674 042		
Agence canadienne de développement international.....			
Exportation et développement Canada (Compte du Canada) ..			
	<b>1 674 042</b>		
<b>Gouverneur général.....</b>	<b>545 374</b>		
<b>Santé</b>			
Ministère .....			57 621 792
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	60 417 709		1 200
Instituts de recherche en santé du Canada .....	926 060 201		
Agence de la santé publique du Canada .....			601 796
	<b>986 477 910</b>		<b>58 224 788</b>
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>			
Ministère .....	13 611 923	621 870 613	852 590 392
Commission canadienne des affaires polaires .....			
	<b>13 611 923</b>	<b>621 870 613</b>	<b>852 590 392</b>
<b>Industrie</b>			
Ministère .....		407 911 034	
Agence spatiale canadienne.....		589 271	
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario .....		33 263 012	
Conseil national de recherches du Canada .....		207 228 686	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	1 018 904 138		
Conseil de recherches en sciences humaines .....	670 382 869		
	<b>1 689 287 007</b>	<b>648 992 003</b>	
<b>Justice</b>			
Ministère .....	1 067 206		310 702 255
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....			
	<b>1 067 206</b>		<b>310 702 255</b>

**6. 4 Paiements de transfert**

Comptes publics du Canada 2013-2014

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
<b>635 101 574</b>	<b>19 199 177</b>			<b>60 185 445 254</b>
<b>65 000</b>	<b>23 194 166</b>			<b>85 270 463</b>
2 943 038 182	194 450 666	13 017 225		3 152 180 115
619 300 293				619 300 293
116 862 708				116 862 708
<b>3 679 201 183</b>	<b>194 450 666</b>	<b>13 017 225</b>		<b>3 888 343 116</b>
				<b>545 374</b>
	1 689 383 968			1 747 005 760
	17 895 066			60 418 909
15 719 779	189 311 748			943 955 267
<b>15 719 779</b>	<b>1 896 590 782</b>			<b>2 957 013 259</b>
	5 103 022 783	11 328 881		6 602 424 592
	1 096 000			1 096 000
	<b>5 104 118 783</b>	<b>11 328 881</b>		<b>6 603 520 592</b>
4 808 000	248 432 612			661 151 646
24 620 924	7 471 986			32 682 181
	140 900 506	30 005 826		204 169 344
12 471 212	64 336 905			284 036 803
				1 018 904 138
				670 382 869
<b>41 900 136</b>	<b>461 142 009</b>	<b>30 005 826</b>		<b>2 871 326 981</b>
924 584	32 884 300			345 578 345
	480 999			480 999
<b>924 584</b>	<b>33 365 299</b>			<b>346 059 344</b>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Paiements de transfert — *Fin*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
<b>Défense nationale</b>			
Ministère .....	<b>3 649 295</b>	<b>240 000</b>	<b>9 728 522</b>
<b>Ressources naturelles</b>			
Ministère .....	583 164	327 658 375	799 236 792
Commission canadienne de sûreté nucléaire .....	23 367		
Office national de l'énergie .....			
	<b>606 531</b>	<b>327 658 375</b>	<b>799 236 792</b>
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada.....</b>		<b>7 720 583</b>	<b>2 045 675 846</b>
<b>Parlement</b>			
Sénat .....	46 402		
Chambre des communes.....			
	<b>46 402</b>		
<b>Bureau du Conseil privé</b>			
Bureau du Directeur général des élections.....			
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>			
Ministère .....			1 066 916 057
Service correctionnel du Canada.....			
Gendarmerie royale du Canada .....	147 272 744		14 355 446
	<b>147 272 744</b>		<b>1 081 271 503</b>
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>			
Ministère .....			
<b>Transports</b>			
Ministère .....	<b>426 369</b>	<b>281 720 673</b>	<b>159 698 475</b>
<b>Conseil du Trésor</b>			
Secrétariat .....	332 066		
Commissariat à l'intégrité du secteur public .....	34 533		
	<b>366 599</b>		
<b>Anciens Combattants</b>			
Ministère .....	<b>2 614 433 063</b>		
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien .....</b>		<b>4 180 621</b>	
<b>Total .....</b>	<b>52 522 563 459</b>	<b>2 795 435 471</b>	<b>67 634 544 487</b>

6. 6 Paiements de transfert

Comptes publics du Canada 2013-2014

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
<b>147 982 735</b>	<b>6 674 145</b>			<b>168 274 697</b>
3 638 082	66 165 837			1 197 282 250
674 370	1 025 893			1 723 630
	316 297			316 297
<b>4 312 452</b>	<b>67 508 027</b>			<b>1 199 322 177</b>
	<b>78 834 478</b>	<b>1 330 992 483</b>		<b>3 463 223 390</b>
402 207				448 609
946 920				946 920
<b>1 349 127</b>				<b>1 395 529</b>
	<b>16 453 889</b>			<b>16 453 889</b>
420 000	124 616 591	369 630		1 192 322 278
	345 712			345 712
66 900	771 897			162 466 987
<b>486 900</b>	<b>125 734 200</b>	<b>369 630</b>		<b>1 355 134 977</b>
		<b>535 347 555</b>	<b>(535 348 288)</b>	<b>(733)</b>
<b>435 290</b>	<b>17 587 671</b>	<b>66 579 158</b>		<b>526 447 636</b>
203 600	53 000			588 666
				34 533
<b>203 600</b>	<b>53 000</b>			<b>623 199</b>
<b>9 737 990</b>	<b>11 349 453</b>			<b>2 635 520 506</b>
	<b>131 432 598</b>	<b>7 393 179</b>		<b>143 006 398</b>
<b>4 598 434 214</b>	<b>10 482 654 708</b>	<b>2 115 359 384</b>	<b>(535 348 288)</b>	<b>139 613 643 435</b>



Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 7

*Comptes publics du Canada*  
*2013-2014*

## Frais de la dette publique

### Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	7.2

## Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent :

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l’amortissement de primes et escomptes à l’émission de la dette non échue; et,
- les frais de service et coûts d’émission de nouveaux emprunts.

L’état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l’exercice en cours.

## Frais de la dette publique

Description	Taux d’intérêt %	Montant de capital \$	Montant des frais pour 2013-2014 \$
<b>Dette non échue —</b>			
<b>Intérêt sur les obligations négociables <sup>(1)</sup> —</b>			
À payer en monnaie canadienne —			
A23 — 1988/89-2013/14 .....	10,25		69 375 511
A34 — 1990/91-2015/16 .....	11,25	381 505 000	49 479 758
A39 — 1990/91-2020/21 .....	10,50	567 361 000	59 572 905
A43 — 1991/92-2021/22 .....	9,75	286 188 000	27 903 330
A49 — 1991/92-2022/23 .....	9,25	206 022 000	19 057 035
A55 — 1992/93-2023/24 .....	8,00	2 358 552 000	177 684 160
A76 — 1994/95-2025/26 .....	9,00	2 303 156 000	206 934 636
L25 — 1991/92-2021/22 .....	4,25	7 667 281 506	327 464 731
VS05 — 1995/96-2026/27 .....	4,25	7 357 837 186	314 248 382
WV25 — 1998/99-2031/32 .....	4,00	7 812 275 414	314 030 379
XQ21 — 2003/04-2036/37 .....	3,00	6 991 439 449	210 777 238
YK42 — 2007/08-2041/42 .....	2,00	7 248 979 059	145 693 477
ZH04 — 2010/11-2044/45 .....	1,50	8 198 708 219	118 407 854
VW17 — 1996/97-2027/28 .....	8,00	4 430 175 000	354 414 000
WL43 — 1997/98-2029/30 .....	5,75	11 451 658 000	666 903 823
XG49 — 2001/02-2033/34 .....	5,75	12 795 905 000	746 982 236
XM17 — 2002/03-2013/14 .....	5,25		69 663 919
XS86 — 2003/04-2014/15 .....	5,00	7 129 665 000	398 671 865
XW98 — 2004/05-2037/38 .....	5,00	13 684 173 000	695 986 858
XX71 — 2004/05-2015/16 .....	4,50	9 918 528 000	455 354 333
YB43 — 2005/06-2016/17 .....	4,00	10 157 400 000	406 296 000
YF56 — 2006/07-2017/18 .....	4,00	10 342 526 000	413 701 040
YL25 — 2007/08-2018/19 .....	4,25	10 622 764 000	451 467 470
YN80 — 2007/08-2013/14 .....	3,50		31 355 464
YQ12 — 2008/09-2041/42 .....	4,00	15 800 000 000	632 000 000
YR94 — 2008/09-2019/20 .....	3,75	17 650 000 000	661 875 000
YS77 — 2008/09-2014/15 .....	3,00	6 777 436 000	280 271 095
YU24 — 2009/10-2014/15 .....	2,00	9 065 992 000	269 976 102
YZ11 — 2009/10-2020/21 .....	3,50	13 100 000 000	458 500 000
ZC17 — 2009/10-2015/16 .....	2,50	8 358 586 000	222 223 289
ZF48 — 2010/11-2015/16 .....	3,00	11 341 729 000	340 251 870
ZG21 — 2010/11-2013/14 .....	2,50		79 193 128
ZJ69 — 2010/11-2021/22 .....	3,25	11 500 000 000	373 750 000
ZL16 — 2010/11-2016/17 .....	2,00	9 900 000 000	198 000 000
ZN71 — 2010/11-2013/14 .....	2,00		146 259 826
ZP20 — 2011/12-2013/14 .....	2,00		52 247 172
ZQ03 — 2011/12-2016/17 .....	2,75	10 500 000 000	288 750 000
ZR85 — 2011/12-2014/15 .....	2,25	10 037 109 000	281 185 929
ZS68 — 2011/12-2045/46 .....	3,50	16 400 000 000	473 957 534
ZT42 — 2011/12-2013/14 .....	1,50		75 585 071
ZU15 — 2011/12-2022/23 .....	2,75	12 700 000 000	349 250 000
ZV97 — 2011/12-2016/17 .....	1,50	10 500 000 000	157 500 000
ZW70 — 2011/12-2013/14 .....	1,00		79 134 647
ZX53 — 2011/12-2014/15 .....	1,00	14 014 986 000	154 109 653
ZY37 — 2011/12-2014/15 .....	0,75	7 973 659 000	62 166 028
A388 — 2012/13-2015/16 .....	1,50	15 300 000 000	216 073 973
A461 — 2012/13-2017/18 .....	1,50	10 200 000 000	153 000 000
A537 — 2012/13-2014/15 .....	1,00	7 913 174 000	91 635 862

## 7. 2 Frais de la dette publique

## Frais de la dette publique — Suite

Description	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2013-2014
	%	\$	\$
A610 — 2012/13-2023/24 .....	1,50	14 200 000 000	208 709 589
A792 — 2012/13-2015/16 .....	1,25	14 700 000 000	134 250 000
A875 — 2012/13-2017/18 .....	1,25	10 200 000 000	127 500 000
A958 — 2012/13-2015/16 .....	1,00	7 575 000 000	97 419 700
B295 — 2013/14-2016/17 .....	1,00	8 100 000 000	66 316 438
B378 — 2013/14-2018/19 .....	1,25	10 200 000 000	92 859 589
B451 — 2013/14-2024/25 .....	2,50	11 100 000 000	138 506 849
B527 — 2013/14-2015/16 .....	1,00	9 900 000 000	59 942 466
B600 — 2013/14-2016/17 .....	1,50	8 100 000 000	39 057 534
B865 — 2013/14-2018/19 .....	1,75	10 200 000 000	40 264 384
C699 — 2013/14-2016/17 .....	1,00	6 600 000 000	6 419 178
B949 — 2014/14-2047/48 .....	1,25	1 098 186 866	3 309 832
		472 917 956 699	13 842 878 142
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation ...		(401 056 000)	
		473 319 012 699	13 842 878 142
À payer en devises étrangères —			
2009/10-2014/15 .....	2,38	3 316 500 000	77 038 667
2011/12-2016/17 .....	0,88	3 316 500 000	28 298 448
2013/14-2018/19 .....	1,63	3 316 500 000	4 940 203
2009/10-2019/20 .....	3,50	3 046 000 000	106 729 403
2001-2003/19 .....	8,25-9,70	58 396 932	3 225 752
		13 053 896 932	220 232 473
Moins : titres détenus par le gouvernement .....		59 701 933	3 276 479
		12 994 194 999	216 955 994
		486 313 207 698	14 059 834 136
<b>Titres au détail —</b>			
Obligations d'épargne du Canada <sup>(1)</sup> —			
S46 — 1991/92-2013/14 .....	0,50		467 737
S47 — 1992/93-2014/15 .....	0,50	153 330 828	1 181 450
S48 — 1993/94-2015/16 .....	0,50	121 896 294	923 100
S49 — 1994/95-2016/17 .....	0,50	180 413 677	1 393 177
S50 — 1995/96-2017/18 .....	0,50	143 255 728	1 072 814
S51 — 1996/97-2018/19 .....	0,50	222 701 060	1 902 960
S52 — 1997/98-2017/18 .....	0,50	249 760 502	1 785 726
S54 — 1998/99-2018/19 .....	0,50	114 708 693	761 505
S55 — 1998/99-2018/19 .....	0,50	8 641 524	56 714
S56 — 1998/99-2018/19 .....	0,50	1 774 568	11 713
S57 — 1998/99-2018/19 .....	0,50	1 094 072	7 005
S58 — 1998/99-2018/19 .....	0,50	2 529 403	16 944
S59 — 1999/00-2019/20 .....	0,50	1 461 134	7 786
S60 — 1999/00-2019/20 .....	0,50	61 574 313	411 441
S61 — 1999/00-2019/20 .....	0,50	6 123 259	40 029
S62 — 1999/00-2019/20 .....	0,50	2 289 742	14 671
S63 — 1999/00-2019/20 .....	0,50	1 399 931	8 878
S64 — 1999/00-2019/20 .....	0,50	2 351 366	15 945
S65 — 2000/01-2020/21 .....	0,50	2 509 858	13 724
S84 — 2003/04-2013/14 .....	0,50		345 705
S85 — 2003/04-2013/14 .....	0,50		23 526
S86 — 2003/04-2013/14 .....	0,50		7 200
S87 — 2003/04-2013/14 .....	0,50		5 071
S88 — 2003/04-2013/14 .....	0,50		12 765
S89 — 2004/05-2014/15 .....	0,50	1 341 289	7 190
S90 — 2004/05-2014/15 .....	0,50	102 311 680	624 612
S91 — 2004/05-2014/15 .....	0,50	6 636 230	38 704
S92 — 2004/05-2014/15 .....	0,50	3 191 540	18 602
S93 — 2004/05-2014/15 .....	0,50	1 341 975	7 654
S94 — 2004/05-2014/15 .....	0,50	2 604 755	15 944
S95 — 2005/06-2015/16 .....	0,50	2 083 600	10 726
S96 — 2005/06-2015/16 .....	0,50	121 761 674	730 066
S97 — 2005/06-2015/16 .....	0,50	7 616 100	43 964

Comptes publics du Canada 2013-2014

Frais de la dette publique — Suite

Description	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2013-2014
	%	\$	\$
S98 — 2005/06-2015/16 .....	0,50	2 167 300	12 490
S99 — 2005/06-2015/16 .....	0,50	1 468 159	8 219
S100 — 2005/06-2015/16 .....	0,50	3 159 903	18 379
S101 — 2006/07-2016/17 .....	0,50	2 214 066	11 427
S102 — 2006/07-2016/17 .....	0,50	149 497 919	875 447
S103 — 2006/07-2016/17 .....	0,50	8 519 064	49 216
S104 — 2006/07-2016/17 .....	0,50	2 525 000	14 494
S105 — 2006/07-2016/17 .....	0,50	1 870 515	10 377
S106 — 2006/07-2016/17 .....	0,50	3 700 710	20 955
S107 — 2007/08-2017/18 .....	0,50	3 040 619	16 371
S108 — 2007/08-2017/18 .....	0,50	185 608 499	1 067 368
S109 — 2007/08-2017/18 .....	0,50	13 347 129	74 352
S110 — 2007/08-2017/18 .....	0,50	4 325 726	23 939
S111 — 2007/08-2017/18 .....	0,50	4 584 362	25 668
S112 — 2007/08-2017/18 .....	0,50	4 988 483	27 297
S113 — 2008/09-2018/19 .....	0,50	7 402 799	39 359
S114 — 2008/09-2018/19 .....	0,50	249 390 534	1 416 868
S115 — 2008/09-2018/19 .....	0,50	26 071 355	143 561
S116 — 2008/09-2018/19 .....	0,50	11 498 589	62 427
S117 — 2008/09-2018/19 .....	0,50	6 345 830	39 397
S118 — 2008/09-2018/19 .....	0,50	7 575 206	43 709
S119 — 2009/10-2019/20 .....	0,50	6 315 746	35 111
S120 — 2009/10-2019/20 .....	0,50	215 818 961	1 244 790
S121 — 2009/10-2019/20 .....	0,50	11 501 677	62 630
S122 — 2009/10-2019/20 .....	0,50	4 246 756	22 311
S123 — 2009/10-2019/20 .....	0,50	2 452 307	14 143
S124 — 2009/10-2019/20 .....	0,50	3 073 553	16 958
S125 — 2010/11-2020/21 .....	0,50	1 974 764	10 806
S126 — 2010/11-2020/21 .....	0,50	316 138 981	1 850 668
S127 — 2010/11-2020/21 .....	0,50	19 423 128	103 710
S128 — 2011/12-2021/22 .....	0,50	420 863 153	2 623 706
S129 — 2011/12-2021/22 .....	0,50	14 208 098	76 592
S130 — 2012/13-2015/16 .....	0,50	593 889 045	3 738 753
S131 — 2013/14-2016/17 .....	0,50	517 929 306	717 624
S908 — 2012/13-2013/14 .....	0,50		76
S909 — 2012/13-2013/14 .....	0,50		338
S910 — 2012/13-2013/14 .....	0,50		2 400
S911 — 2012/13-2013/14 .....	0,50		355
S912 — 2013/14-2014/15 .....	0,50	19 086	27
S913 — 2013/14-2014/15 .....	0,50	17 034	15
S914 — 2013/14-2014/15 .....	0,50	693 803	289
		4 354 571 960	26 507 670
Obligations à prime du Canada <sup>(1)</sup> —			
P3 — 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	199 012 508	3 603 372
P4 — 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	21 887 094	408 740
P5 — 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	5 128 354	98 242
P6 — 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	3 647 693	63 916
P7 — 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	17 833 969	351 831
P8 — 1999/00-2019/20 .....	1,20	12 168 206	220 024
P9 — 1999/00-2019/20 .....	1,00-1,20	70 504 464	1 125 798
P10 — 1999/00-2019/20 .....	1,00-1,20	21 711 196	344 353
P11 — 1999/00-2019/20 .....	1,00-1,20	8 072 553	131 276
P12 — 1999/00-2019/20 .....	1,00-1,20	5 861 305	93 888
P13 — 1999/00-2019/20 .....	1,00-1,20	14 282 694	226 016
P14 — 2000/01-2020/21 .....	1,00	17 820 355	262 252
P34 — 2003/04-2013/14 .....	1,20		3 234 707
P35 — 2003/04-2013/14 .....	1,20		856 373
P36 — 2003/04-2013/14 .....	1,20		313 067
P37 — 2003/04-2013/14 .....	1,20		233 653
P38 — 2003/04-2013/14 .....	1,20		362 725
P39 — 2004/05-2014/15 .....	1,20	14 830 364	210 500
P40 — 2004/05-2014/15 .....	1,70-1,00	109 717 447	1 871 748
P41 — 2004/05-2014/15 .....	1,70-1,00	26 669 742	482 170
P42 — 2004/05-2014/15 .....	1,70-1,00	9 405 001	175 083

7. 4 Frais de la dette publique

## Frais de la dette publique — Suite

Description	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2013-2014
	%	\$	\$
P43 — 2004/05-2014/15 .....	1,70-1,00	4 439 134	87 453
P44 — 2004/05-2014/15 .....	1,70-1,00	5 511 822	112 298
P45 — 2005/06-2015/16 .....	1,70	5 148 470	101 962
P46 — 2005/06-2015/16 .....	1,20-1,40	65 306 471	966 695
P47 — 2005/06-2015/16 .....	1,20-1,40	26 641 623	399 306
P48 — 2005/06-2015/16 .....	1,20-1,40	8 280 362	123 970
P49 — 2005/06-2015/16 .....	1,20-1,40	8 656 578	127 058
P50 — 2005/06-2015/16 .....	1,20-1,40	8 112 432	119 066
P51 — 2006/07-2016/17 .....	1,20	9 672 521	131 489
P52 — 2006/07-2016/17 .....	1,00-1,20	61 169 231	759 405
P53 — 2006/07-2016/17 .....	1,00-1,20	15 958 070	200 561
P54 — 2006/07-2016/17 .....	1,00-1,20	4 564 699	56 870
P55 — 2006/07-2016/17 .....	1,00-1,20	3 671 412	44 211
P56 — 2006/07-2016/17 .....	1,00-1,20	22 459 663	277 319
P57 — 2007/08-2017/18 .....	1,00	15 417 199	183 790
P58 — 2007/08-2017/18 .....	1,70-1,00	59 211 195	948 742
P59 — 2007/08-2017/18 .....	1,70-1,00	14 288 454	242 130
P60 — 2007/08-2017/18 .....	1,70-1,00	3 750 078	68 598
P61 — 2007/08-2017/18 .....	1,70-1,00	3 575 827	67 296
P62 — 2007/08-2017/18 .....	1,70-1,00	8 517 865	166 107
P63 — 2008/09-2018/19 .....	1,70	10 502 551	202 567
P64 — 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	110 850 273	1 582 245
P65 — 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	60 051 928	881 690
P66 — 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	25 339 331	379 976
P67 — 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	13 586 259	185 528
P68 — 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	14 757 498	206 784
P69 — 2009/10-2019/20 .....	1,20	14 479 056	182 927
P70 — 2009/10-2019/20 .....	1,00-1,20	57 990 073	691 282
P71 — 2009/10-2019/20 .....	1,00-1,20	33 337 190	399 832
P72 — 2009/10-2019/20 .....	1,00-1,20	12 256 219	147 590
P73 — 2009/10-2019/20 .....	1,00-1,20	10 865 164	125 343
P74 — 2009/10-2019/20 .....	1,00-1,20	9 263 949	102 672
P75 — 2010/11-2020/21 .....	1,00	7 742 183	80 573
P76 — 2010/11-2020/21 .....	1,70-1,00	81 284 746	1 267 363
P77 — 2010/11-2020/21 .....	1,70-1,00	57 252 852	926 941
P78 — 2011/12-2021/22 .....	1,00-1,20	105 635 027	1 419 545
P79 — 2011/12-2021/22 .....	1,40	48 940 853	653 505
P80 — 2012/13-2015/16 .....	1,20	142 052 281	1 599 361
P81 — 2012/13-2015/16 .....	1,20	67 270 532	741 001
P82 — 2013/14-2016/17 .....	1,00	124 681 263	525 096
P83 — 2013/14-2016/17 .....	1,00	43 317 279	144 863
P958 — 2012/13-2013/14 .....	1,00		10 613
P959 — 2012/13-2013/14 .....	1,00		12 237
P960 — 2012/13-2013/14 .....	1,00		55 745
P961 — 2013/14-2013/14 .....	1,00		6 253
P962 — 2013/14-2014/15 .....	1,00	1 268 886	3 438
P963 — 2013/14-2014/15 .....	1,00	1 480 281	2 532
P964 — 2013/14-2014/15 .....	1,00	5 373 283	4 478
		<i>1 972 485 008</i>	<i>32 396 040</i>
		<b>6 327 056 968</b>	<b>58 903 710</b>
<b>Billets à moyen terme</b>			
À payer en devises étrangères —			
2013/14-2016/17 .....	variable	442 200 000	122 733
2013/14-2019/20 .....	1,85	55 275 000	312 457
2013/14-2019/20 .....	variable	55 275 000	37 358
2013/14-2019/20 .....	variable	138 187 500	10 799
2013/14-2020/21 .....	2,30	55 275 000	353 146
		<b>746 212 500</b>	<b>836 493</b>
Total des intérêts sur la dette non échue .....		493 386 477 166	14 119 574 339

Comptes publics du Canada 2013-2014

Frais de la dette publique — Suite

Description	Taux d'intérêt %	Montant de capital \$	Montant des frais pour 2013-2014 \$
<b>Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor —</b>			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2011-2012 .....			589 189 276
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2012-2013 .....		152 989 702 000	1 226 286 196
		<b>152 989 702 000</b>	<b>1 815 475 472</b>
<b>Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada —</b>			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2012-2013 .....			710 463
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2013-2014 .....		2 289 975 815	1 700 816
		<b>2 289 975 815</b>	<b>2 411 279</b>
		155 279 677 815	1 817 886 751
<b>Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables ...</b>			<b>344 886 096</b>
<b>Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel .....</b>			<b>628 619 663</b>
			973 505 759
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes sur d'autres dettes .....		155 279 677 815	2 791 392 510
<b>Réévaluation des swaps de devises .....</b>	<b>divers</b>	<b>2 326 370 293</b>	<b>(494 559 799)</b>
<b>Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts .....</b>	<b>divers</b>		<b>11 480 201</b>
<b>Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés .....</b>	<b>divers</b>	<b>3 184 071 638</b>	
<b>Obligation découlant de contrats de location-acquisition .....</b>	<b>divers</b>	<b>3 602 669 203</b>	<b>213 798 166</b>
<b>Autre dette non échue .....</b>	<b>divers</b>	<b>1 178 583 231</b>	<b>14 244 457</b>
<b>Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue .....</b>		<b>658 957 849 346</b>	<b>16 655 929 874</b>
<b>Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts) —</b>			
Régimes de retraite du secteur public —			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes .....	divers	263 355 393	
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes .....	divers	46 297 375 844	2 427 304 029
Compte de convention de retraite des parlementaires .....	divers	224 403 100	11 878 044
Compte d'allocations de retraite des parlementaires .....	divers	496 466 754	36 078 042
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique .....	divers	499 943 338	
Compte de pension de retraite de la fonction publique .....	divers	96 423 778 971	5 061 490 938
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve .....	divers	1 609 568	
Compte de convention de retraite —			
CCR n° 1 — Forces canadiennes .....	divers	351 185 693	18 150 993
CCR n° 1 — Fonction publique .....	divers	1 040 164 699	54 134 392
CCR n° 1 — Gendarmerie royale du Canada .....	divers	32 475 115	1 691 539
CCR n° 2 — Fonction publique .....	divers	729 836 159	38 383 183
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada .....	divers	10 962 617	
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada .....	divers	13 184 685 451	688 854 286
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges) .....	divers	196 642 456	3 232 451
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres) .....	divers	651 476	11 664
		<b>159 753 536 634</b>	<b>8 341 209 561</b>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite .....	divers	(6 670 000 000)	358 000 000
		<b>153 083 536 634</b>	<b>8 699 209 561</b>
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants —			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés .....		24 666 000 000	858 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la Gendarmerie royale du Canada .....		4 127 000 000	175 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres .....		3 365 000 000	117 000 000
Régime de congés de maladie .....		1 529 000 000	39 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants .....		36 735 000 000	1 411 000 000
Indemnisation des accidents du travail .....		987 000 000	29 000 000
	<b>2,68</b>	<b>71 409 000 000</b>	<b>2 629 000 000</b>
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs .....</b>		<b>224 492 536 634</b>	<b>11 328 209 561</b>

7. 6 Frais de la dette publique

## Frais de la dette publique — Suite

Description	Taux d'intérêt %	Montant de capital \$	Montant des frais pour 2013-2014 \$
<b>Autres passifs —</b>			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada) .....	divers	140 449 593	3 146 590
Compte des rentes sur l'État .....	divers	166 137 504	11 746 655
<b>Comptes de dépôt —</b>			
Corporation de développement des investissements du Canada —			
Retenues — Privatisation .....	divers	26 379 094	
Société de gestion Canada Hibernia —			
Fonds de réserve pour abandon .....	divers	96 742 462	1 052 237
Code canadien du travail — Appels sur recouvrement de salaire .....	divers	3 794 559	37 850
Dépôts de garantie aux entrepreneurs .....	divers	4 661 970	112 465
Dépôts de garantie générale .....	divers	6 238 784	
Comptes ne portant pas intérêt .....		314 152 429	
		<b>451 969 298</b>	<b>1 202 552</b>
<b>Comptes en fiducie —</b>			
Comptes en fiducie gérés .....	divers	158 187	1 334
Programme de démarrage d'Agri-investissement .....	divers		325 123
Service canadien du renseignement de sécurité —			
Bourses scolaires .....	divers	26 597	231
Service correctionnel du Canada			
Fonds de fiducie des détenus .....	divers	18 248 481	21 255
Fonds de successions .....	divers	286 740	3 321
Fonds des bandes indiennes .....	divers	833 254 211	23 543 109
Comptes de succession des Indiens .....	divers	33 900 457	473 965
Comptes d'épargne des Indiens .....	divers	23 317 701	936 132
Convention de règlement relative aux pensionnats indiens —			
Paiements d'expérience commune .....	divers	319 658 117	
Intérêt - Pensionnats indiens .....	divers		2 724 545
Gendarmerie royale du Canada — Caisse fiduciaire de bienfaisance .....	divers	2 137 076	18 479
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être — Anciens Combattants .....	divers	1 515 699	13 024
Comptes ne portant pas intérêt .....		760 679	
		<b>1 233 263 945</b>	<b>28 060 518</b>
<b>Total comptes de dépôt et en fiducie .....</b>		<b>1 685 233 243</b>	<b>29 263 070</b>
<b>Autres comptes à fins déterminées —</b>			
<b>Comptes d'assurance et de prestations de décès —</b>			
Compte de prestations de décès de la fonction publique .....	divers	3 310 011 661	170 131 983
Compte de prestations de décès de la Force régulière .....	divers	189 251 651	10 027 096
Comptes ne portant pas intérêt .....		6 577 315	
		<b>3 505 840 627</b>	<b>180 159 079</b>
<b>Comptes de pension —</b>			
Compte de pension pour les agents des rentes .....	divers	352	19
Compte de régimes contributif - Employés recrutés sur place .....	divers	120 232	
Gendarmerie royale du Canada —			
Caisse de pension des personnes à charge .....	divers	20 758 261	1 148 931
		<b>20 878 845</b>	<b>1 148 950</b>
<b>Autres comptes —</b>			
Programme Agri-investissement .....	divers	25 664 358	
Programme Agri-stabilité (antérieurement Programme canadien de stabilisation du revenu agricole) .....			
Fonds des écoles publiques — Ontario et Québec .....	5,00	2 677 771	133 889 <sup>(2)</sup>
Service administratif des tribunaux judiciaires —			
Compte spécial .....	divers	7 112 553	58 964
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens .....	divers	46 999 785	1 119 703
Dépôt Divers - Échange de garantie .....	divers		58 303
Comptes ne portant pas intérêt .....		258 591 011	
		<b>395 559 846</b>	<b>1 370 859</b>



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Frais de la dette publique — *Fin*

Description	Taux d'intérêt %	Montant de capital \$	Montant des frais pour 2013-2014 \$
Revenus reportés — Comptes à fins déterminées .....	divers	(3)	62 935
<b>Autres comptes à fins déterminées .....</b>		<b>3 922 279 318</b>	<b>182 741 823</b>
Allocations de droits de tirage spéciaux .....	divers	(4)	8 881 618
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs .....</b>		<b>5 914 099 658</b>	<b>235 779 756</b>
<b>Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts) —</b>			
Commission des champs de bataille nationaux — Fonds de fiducie .....	divers	987 855	6 377
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires .....	divers	405 895 803	6 826 268
Compte de fiducie de Mackenzie King .....	divers	225 000	5 355
Dons pour la recherche sur la santé .....	divers	140 267	48 453
Conseil de recherches en sciences humaines — Fonds pour les boursiers de la Reine .....	divers	250 000	3 151
Comptes ne portant pas intérêt .....		(2 128 044 617)	
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés .....</b>		<b>(1 720 545 692)</b>	<b>6 889 604</b>
<b>Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation .....</b>		<b>887 643 939 946</b>	<b>28 226 808 795</b>
<b>Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement) .....</b>		<b>1 720 545 692</b>	<b>(6 889 604)</b>
<b>Total des frais de la dette publique .....</b>		<b>889 364 485 638</b>	<b>28 219 919 191</b>
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives avant provision et redressements de consolidation .....			25 011 766 172
Total de la provision des frais de la dette publique .....			3 215 042 623
Redressements de consolidation .....			(6 889 604)
<b>Total des frais de la dette publique .....</b>			<b>28 219 919 191</b>

(1) Les années pour chaque série d'obligation correspondent à l'année d'émission et à l'année d'échéance.

(2) Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.

(3) Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.

(4) Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de change à la section 8 du volume I.

# Section 8

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## **Paievements de réclamations contre l'État, Paievements à titre gracieux et Montants adjudés par une cour**

### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Paievements de réclamations contre l'État.....	8.2
Paievements à titre gracieux .....	8.26
Montants adjudés par une cour .....	8.29

## Paiements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les réclamations inférieures à 1 000 \$ sont présentées en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces réclamations. Lorsque la situation justifie la non-divulgation, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

### Paiements de réclamations contre l'État

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	
Ministère	
Accident impliquant un véhicule de l'État —	
Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada pour	
Bradford Construction Ltd .....	1 134
Saskatchewan Government Insurance pour	
Johnson B .....	3 565
State Farm Insurance Company pour	
Dickie P. ....	6 350
Règlement d'une réclamation pour dommages à un bien —	
Nom retenu .....	50 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief —	
Noms retenus (2) .....	4 050
Règlement d'une réclamation liée à un accident de véhicule motorisé —	
Nom retenu .....	1 582
Règlement d'une réclamation liée à un abonnement —	
Blacklock's Reporter .....	12 470
Violation du code canadien du travail —	
Cour provinciale de Saskatchewan .....	150 000
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (4) .....	1 252
	<u>230 403</u>
Commission canadienne des grains	
Règlement à l'amiable d'une réclamation liée à la santé et à la sécurité —	
Nom retenu .....	5 000
	<u>235 403</u>
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>	
Ministère	
Règlement lié à un litige contractuel —	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Nom retenu .....	240 960
<b>Agence du revenu du Canada</b>	
Règlement de réclamation liée à une plainte devant le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada —	
Nom retenu .....	10 000
Règlement de réclamation liée à la vérification des impôts —	
Al-Hamwi S .....	24 999
Règlement de réclamation liée à la collection des revenus —	
Nom retenu .....	428 000
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> —	
Noms retenus (2) .....	11 500
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> et devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique —	
Nom retenu .....	25 560
Règlement de réclamation liée à des griefs —	
Noms retenus (2) .....	25 000

### 8. 2 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (95) . . . . .	4 219
	<u>529 278</u>
<b>Patrimoine canadien</b>	
Ministère	
Règlement hors cour en matière d'emploi — Nom retenu . . . . .	19 930
Commission de la fonction publique	
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1) . . . . .	228
	<u>20 158</u>
<b>Citoyenneté et Immigration</b>	
Ministère	
Indemnisation des frais associés au remplacement d'un passeport — Kaur T. . . . .	2 150
Règlement à l'amiable d'une réclamation des frais judiciaires pour abandonner la poursuite judiciaire — Embarkation Law Group en fiducie pour Nom retenu . . . . .	1 500
Mamann Sandaluk & Kingwell LLP en fiducie pour Nom retenu . . . . .	9 000
Me Jared Will en fiducie pour Ullah Q . . . . .	2 000
Remboursement des frais de déplacement liés à une défectuosité lors de l'émission d'un passeport — Themens MC. . . . .	1 927
Règlement d'une réclamation liée à un grief — Noms retenus (2) . . . . .	10 000
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (14). . . . .	3 956
	<u>30 533</u>
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Règlement hors cour pour des dommages aux biens personnels — Nom retenu . . . . .	1 000
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2). . . . .	175
	<u>1 175</u>
	<u>31 708</u>
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2). . . . .	143
<b>Emploi et Développement social</b>	
Ministère	
Remboursement des frais relatifs à un dessaisissement des actifs contrôlés — Glover W. . . . .	3 070
Remboursement des frais de réinstallation dû à une erreur administrative — Noms retenus (2) . . . . .	16 661

Comptes publics du Canada 2013-2014

Paievements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Remboursement de dépenses de voyage dû à une erreur administrative — Uhunmwangho C .....	1 576
Règlement d'une réclamation pour défaut d'accommodement — Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck en fiducie pour Nom retenu .....	80 560
Règlement d'une réclamation pour un accident impliquant un véhicule de l'État — Société d'assurance publique de Manitoba .....	1 234
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux — Noms retenus (4) .....	124 451
Règlement d'une réclamation pour dommages et intérêts — Nom retenu .....	71 498
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux dû à une erreur administrative — Nom retenu .....	45 000
Wint K. ....	1 067
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux pour souffrances et douleurs — Lerners LLP en fiducie pour Dittrich C. ....	8 575
Michael D.R. O'Brien en fiducie pour Nom retenu .....	257 800
Noms retenus (7) .....	96 250
O'Dea Earle en fiducie pour Nom retenu .....	80 000
Welchner Law Office en fiducie pour Noms retenus (10) .....	136 500
Règlement d'une réclamation pour le paiement d'intérêts dû à une erreur administrative — Noms retenus (4) .....	36 109
Règlement d'une réclamation pour dommages moraux — Nom retenu .....	7 000
Provençal et Breton, avocats en fiducie pour Noms retenus (2) .....	30 000
Règlement d'une réclamation pour souffrances et douleurs pour défaut d'accommodement — Nom retenu .....	5 000
Règlement d'une réclamation pour le paiement d'une pension d'invalidité et pour dommages généraux dû à une erreur administrative — Nom retenu .....	154 568
Règlement d'une réclamation pour abus possible de pouvoir — Nom retenu .....	5 000
Règlement d'une réclamation pour honoraires professionnels encourus — Picard Sirard Poitras en fiducie pour Nom retenu .....	5 500
Règlement d'une réclamation pour le remboursement de dépenses juridiques — Cavaluzzo Shilton McIntyre Cornish LLP en fiducie pour Kittmer J. ....	1 000
Règlement d'une réclamation pour perte salariale — Nom retenu .....	13 269
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi — Nom retenu .....	10 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> pour indemnisation pour majoration aux fins de l'impôt aux évaluateurs médicaux dû à une pratique discriminatoire — Noms retenus (726) .....	14 077 325
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (1 952) .....	53 669
	<b>15 322 682</b>

Environnement

Ministère

Accident impliquant un véhicule de l'État — Services Financiers ARI Inc pour Jensen E. ....	1 515
Intact compagnie d'assurance pour Abramchuk B. ....	1 540

8. 4 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Gray G. ....	1 285
Nelligan O'Brien Payne s r l en fiducie pour	
Stark R. ....	30 014
Indemnisation pour perte de salaire —	
Pickett K. ....	114 207
Réparations pour dommages fait à un véhicule personnel d'une employée —	
Rachid A. ....	1 520
Règlement suite à une révision administrative de la CSST —	
Carle R. ....	2 000
Règlement des dépenses non remboursables incluant des frais juridiques et d'évaluation médicale —	
Thompson D. ....	25 000
Règlement d'une réclamation pour des frais juridiques —	
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada pour	
Pickett K. ....	2 500
Steven Welchner en fiducie pour	
Pickett K. ....	1 300
Règlement d'une réclamation liée à un grief —	
Johnson S. ....	7 000
Wilson E. ....	9 000
Règlement d'une réclamation pour une espèce en voie de disparition —	
Ecojustice. ....	3 120
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (4). ....	836
	200 837
<b>Agence Parcs Canada</b>	
Indemnisation pour dommage à la propriété —	
Lascano C. ....	5 669
Noms retenus (3) ....	64 645
Sunwapta Falls Rocky Mountain Lodge Ltd. ....	4 732
Indemnisation pour dommages causés à un véhicule —	
Binzer T J. ....	1 107
Brassard C. ....	3 138
Budget Rent a Car System Inc. ....	23 000
Chalifoux M. ....	2 346
Emerson J. ....	1 478
Ethier M. ....	10 957
Hostal G. ....	1 128
Hungerford Tomy Lawrenson & Nichols en fiducie pour	
Noms retenus (2) ....	69 000
Insurance Corporation of British Columbia. ....	3 021
Kent S. ....	1 649
Location Sauvageau. ....	4 438
McCuaig Desrochers LLP en fiducie pour	
Nom retenu. ....	30 000
Mountain Express Taxi Inc. ....	7 594
TD Assurance pour	
MacPherson A. ....	1 406
Règlement pour mettre fin à une licence de tourisme et de pourvoirie —	
Borden Ladner Gervais LLP en fiducie pour	
South Nahanni Outfitters Ltd. ....	3 500 000
McLennan Ross LLP en fiducie pour	
Nahanni Butte Outfitters Ltd. ....	4 700 000
Ram Head Outfitters Ltd. ....	2 700 000
Swift Dato Law Corporation en fiducie pour	
79743 Alberta Ltd, Mikkelson E, Mikkelson L, NWT Outfitters Ltd. ....	148 750
Règlement pour des blessures corporelles —	
Barakatt Harvey S E N C R L en fiducie pour	
Nom retenu. ....	7 500
Cox & Palmer pour	
Bennett S L. ....	6 214

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Paiements de réclamations contre l'État — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Cox & Palmer en fiducie pour Mansfield A .....	23 581
Stephen MK Hope en fiducie pour Retzlaff L .....	3 942
Young J .....	1 414
Règlement d'une réclamation pour des frais juridiques et auxiliaires — Brake S .....	3 250
Règlement d'une réclamation liée à un grief — Nom retenu .....	4 500
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (18) .....	6 837
	<u>11 341 296</u>
	<u>11 542 133</u>
<b>Finances</b>	
Bureau du vérificateur général	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) .....	<u>537</u>
<b>Pêches et Océans</b>	
Ministère	
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État —	
Craggs D .....	1 169
Island Sand Holdings (Subway) .....	2 747
Novex compagnie d'assurance pour Parsons P .....	1 929
Pinet N .....	2 585
Randell R .....	3 099
Unifund compagnie d'assurance pour King E, MacDougall R .....	2 114
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour Scott J D .....	12 407
Indemnisation suite à un accident impliquant un navire de l'État —	
Cuff G .....	8 172
O'Dea T .....	1 958
Ville de Shelburne .....	31 165
Indemnisation pour dommage à des effets personnels —	
Larocque M .....	3 035
Nom retenu .....	5 861
Rowsell B .....	2 000
Indemnisation pour perte financière personnelle —	
Bertrand S .....	2 396
Règlement pour dommage à des effets personnels —	
Bull, Housser & Tupper S E N C R L en fiducie pour Nom retenu .....	550 000
Goetzinger J .....	7 330
Whitelaw Twining S E N C R L en fiducie pour Nom retenu .....	21 000
Règlement d'une réclamation liée à des blessures personnelles —	
Cox & Palmer en fiducie pour Way I R .....	1 250 000
Hugh R McLeod, Barrister & Solicitor Incorporated en fiducie pour King E .....	10 069
Règlement d'un examen ministériel de classification —	
Nom retenu .....	79 051
Règlement d'un grief ministériel —	
Noms retenus (2) .....	10 296
Règlement d'un grief en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> —	
Nom retenu .....	10 000

**8. 6 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

*Comptes publics du Canada 2013-2014*Paiements de réclamations contre l'État — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (11) . . . . .	5 408
	<u>2 023 791</u>
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>	
Ministère	
Indemnisation pour passeport et visa perdus — Andersen R . . . . .	1 308
Indemnisation pour dommages sur un véhicule — Kujundzic M . . . . .	1 465
Indemnisation pour dommages sur effets personnels — Roy S . . . . .	5 611
Règlement d'une réclamation pour blessures — Kyowa-sogo Partners Legal Profession Corporation pour Ikeda M . . . . .	5 465
McNally Gervan Barristers and Solicitors LLP en fiducie pour Nom retenu . . . . .	55 000
Règlement de plainte pour passeport non valide — O'Dell K . . . . .	1 342
Resendes L . . . . .	1 031
Indemnisation pour perte d'effets personnels — Harrilall A . . . . .	1 260
Règlement de réclamation pour des frais de service de médiation Tierney Stauffer LLP . . . . .	1 701
Règlement de réclamation pour une dette fiscale — Desjardins D . . . . .	27 274
Indemnisation pour licenciement à Berlin — Neumann N . . . . .	12 605
Indemnisation pour licenciement à Madrid — Barrantes H . . . . .	28 135
Gagnon M . . . . .	103 641
Indemnisation pour licenciement à Paris — Estriplet H . . . . .	45 450
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (643) . . . . .	17 921
	<u>309 209</u>
<b>Santé</b>	
Ministère	
Règlement d'une réclamation liée à un grief — Noms retenus (7) . . . . .	217 673
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1) . . . . .	52
	<u>217 725</u>
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État — Driving Force . . . . .	4 125
Entreprise location d'autos pour Walsh J . . . . .	2 505
Insurance Corporation of British Columbia pour Huang IT . . . . .	1 195
Société d'assurance publique du Manitoba pour Alexander S & T . . . . .	1 760
Le Heiget R . . . . .	3 400
Société d'assurance générale Northbridge pour Équipement national énergie Inc . . . . .	9 934



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Paiements de réclamations contre l'État — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Ville de Farnham .....	1 725
Compagnie d'assurance Unifund pour Castagne C .....	1 706
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour Condrotte TL .....	6 289
Règlement d'une réclamation liée à un dossier de la Commission des lésions professionnelles — Nom retenu .....	2 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief — Noms retenus (5) .....	39 979
Règlement d'une réclamation liée à une quarantaine suite à une détection de parasites — Cleall Barristers Solicitors pour Manderley Turf Products.....	250 000
Règlement d'une réclamation liée à un permis d'importation — Kaledin D .....	5 312
Règlement d'une réclamation liée à des bénéfices — Noms retenus (3) .....	149 192
Règlement d'une réclamation liée à un bien d'entreprise endommagée — Prairie Pride Enterprises .....	4 264
Règlement d'une réclamation liée à un vol des effets personnels — Smirnova T .....	1 313
Réclamations inférieures à 1 000\$ (14) .....	3 990
	<u>488 689</u>
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>	
Règlement de réclamation liée à l'emploi — Emploi et Développement social Canada pour Nom retenu .....	8 653
Nelligan O'Brien Payne s r l pour Nom retenu .....	24 779
	<u>33 432</u>
<b>Agence de la santé publique du Canada</b>	
Règlement d'une réclamation liée à un grief — Noms retenus (2) .....	<u>53 711</u>
	<u>793 557</u>
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	
<b>Ministère</b>	
Règlement concernant un grief d'employé — Morin-Dawson C .....	175 000
Règlement concernant un ajustement d'intérêts — Première nation Alexander .....	528 632
Première nation Paul Band .....	1 027 817
Première nation Sawridge .....	662 185
Règlement concernant les intérêts sur les fonds pour la formation au sujet des égouts et de l'eau — Booth Dennehy LLP en fiducie pour Première nation Cross Lake .....	1 270 654
Nisichawayasihk Cree Nation.....	137 965
Robert F Roddick Professional Corporation pour Norway House Cree Nation .....	211 120
Tataskweyak Cree Nation .....	112 950
Première nation York Factory .....	52 467
Règlement concernant des pertes économiques dues à l'invalidité d'une augmentation du loyer — Devlin Gailus en fiducie pour Burrows TTM, George E et George VE.....	726 055

**8. 8 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

Paiements de réclamations contre l'État — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Règlement de réclamation pour l'administration d'une propriété d'une succession —	
Nix K. ....	9 132
Règlement de frais d'avocat —	
Première nation Cross Lake .....	99 048
Ross Scullion en fiducie pour	
Premières nations Mishkeegogamang Ojibway et Slate Falls .....	57 221 778
Western Industrial Contractors Ltd. ....	175 000
Règlement concernant l'inclusion de deux autres écoles à l'entente de la convention des pensionnats indiens —	
Rochon Genova LLP en fiducie pour	
Fontaine LP et al .....	55 000
Règlements de réclamations d'abus —	
Firmes d'avocats variées pour	
Noms retenus (4 232) .....	454 688 472
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1) .....	1
	<u>517 153 276</u>
<b>Industrie</b>	
<b>Ministère</b>	
Accident impliquant un véhicule de l'État - Réparation de dommage fait à une clôture —	
Landtran Logistics Inc. ....	1 050
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) .....	1 478
	2 528
<b>Agence spatiale canadienne</b>	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi —	
Suen K. ....	28 000
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1) .....	600
	28 600
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>	
Indemnisation pour rupture de contrat —	
The University of Winnipeg .....	19 309
Règlement d'une réclamation liée aux services de collecte de produits chimiques —	
P.R.E.P. Services International Ltd. ....	15 000
	34 309
<b>Statistique Canada</b>	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (9) .....	2 113
	<u>67 550</u>
<b>Justice</b>	
<b>Ministère</b>	
Règlement des débours, frais judiciaires et frais de dépôt —	
Nom retenu .....	1 000
Règlement d'un litige —	
Nom retenu .....	1 776
Règlement de plainte —	
Noms retenus (2) .....	88 000
	90 776

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

**Paiements de réclamations contre l'État — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Tribunal canadien des droits de la personne	
Règlement hors cour de réclamations liées à la discrimination d'emploi	
Noms retenus (3) .....	60 000
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Règlement hors cour d'une réclamation liée à l'emploi —	
Nom retenu .....	28 005
	178 781
<b>Défense nationale</b>	
Ministère	
Indemnisation pour des dommages environnementaux —	
Bima .....	1 263 556
Boyne Clark en fiducie pour	
Pêches et Océans Canada .....	27 500
Newfoundland Exchequer Account .....	579 483
Indemnisation pour perte de prestations de retraite —	
Association des universités et collèges du Canada .....	10 000 000
Financière Manuvie (assureur) payé à McInnis Cooper pour	
Noms retenus (7 670) paiements de 9 \$ à 950 414 \$ .....	400 921 309
Indemnisation pour perte de prestations de retraite - Dépenses administratives et recours —	
Financière Manuvie (assureur) .....	48 378 691
Règlements ministériels en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> —	
Noms retenus (4) paiements de 5 000 \$ à 20 000 \$ .....	56 939
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, en Allemagne —	
Bafu .....	106 090
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule d'État —	
Alberta Motor Association Insurance Company .....	2 075
Compagnie d'assurance Allstate .....	1 530
Assurance Aviva .....	15 429
B & R Eckels Transport Ltd .....	1 220
Bima pour	
Milanko D. ....	1 031
Bolton Bishop en fiducie pour	
Walter K. ....	4 113
Brioux Law Office en fiducie pour	
Staite M. ....	10 000
Brown R .....	3 677
Bruce Collision .....	2 347
CARSTAR Automotive Canada Inc .....	5 756
Comté de Grey .....	1 037
Comté de Renfrew .....	2 491
Daimler Trucks North America .....	10 298
Dance J .....	2 514
Dave's Collision Works Ltd .....	1 471
Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada .....	1 845
Assurance Economical .....	14 488
Gannons Narrows Marina .....	22 089
Hughie's Collision Centre .....	1 938
Compagnie d'assurance Intact .....	3 867
Maaco Auto Painting & Bodyworks Centre .....	1 446
MacGillvray en fiducie pour	
Laushway P. ....	40 000
Richards S. ....	60 000
Société d'assurance publique du Manitoba .....	9 081
Mattock S .....	11 600
Nickerson Roberts Holinski and Mercer en fiducie pour	
Middleton H .....	197 500

**8. 10 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Nova Scotia Power .....	16 147
Ministère des Transports de l'Ontario .....	23 878
Compagnie d'assurance Pembridge .....	1 395
Saskatchewan Government Insurance .....	10 879
State Farm Assurance .....	3 540
TD Assurance .....	3 925
Co-operators .....	1 274
La Personnelle, assurances générales inc. ....	2 155
Compagnie d'assurance Unifund .....	1 624
Ministère du Trésor des États-Unis pour	
Granville B .....	10 052
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa .....	7 648
Wildeman K .....	1 262
Wolf Collision .....	1 628
Wood Motors Ford .....	1 482
Règlement d'une réclamation suite à des blessures corporelles —	
Bell Baker LLP en fiducie pour	
Hunter D .....	40 204
Collins Wentzell en fiducie pour	
Bonnell R .....	20 000
Donald D McKnight Law Corporation en fiducie pour	
Dragseth D .....	163 495
Gervais N .....	15 000
Ingram B .....	9 000
Kerr Lawyers en fiducie pour	
King M .....	85 000
Legate and Associates LLP en fiducie pour	
Obeda J .....	300 000
Mahar M .....	12 349
McLellan J .....	3 500
Michael A Leitold Barrister and Solicitor en fiducie pour	
Valen V .....	5 000
Rochon Genova LLP en fiducie pour	
Hancox B .....	145 000
Stewart McKelvey Avocats .....	31 873
Tassé Bertrand Avocats Inc en fiducie pour	
Peirola R .....	30 000
Tierney Stauffer en fiducie pour	
Mongeon P .....	525 000
Tremblay S .....	12 000
Wallbridge Wallbridge en fiducie pour	
Thompson N .....	35 000
Travail sécuritaire Nouveau-Brunswick pour	
Seely F .....	18 048
Wyne Q .....	13 620
Règlement d'une réclamation dû à une rupture de contrat —	
Construction de Défense Canada pour	
Amor Construction .....	310 000
Giant Auctions 7069405 Canada Inc .....	5 107
Stikeman Elliot LLP en fiducie pour	
Smith Consulting Group .....	552 000
Règlement de réclamation pour dommages en cours de location —	
Banville Yamaha .....	21 126
Discount Car & Truck Rentals Ltd .....	9 813
Enterprise Rent-A-Car Canada Ltd .....	26 707
F-X Truck Accessories & Auto Glass .....	3 327
Goose Bay Motors .....	1 000
Greg Stewart Ltd .....	8 299
K-Sports Marine .....	2 958
KeyMac Motorsports .....	9 852
O'Town Auto Ltd .....	1 108

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
R & D Trailer Rentals Ltd . . . . .	1 092
Rent World . . . . .	1 019
Ryder Truck Rental Canada Ltd . . . . .	6 256
Sutherland Excavating Ltd . . . . .	2 352
Thermo-Trans Refrigeration Inc . . . . .	1 718
Semi-remorques Wizards Itée . . . . .	1 467
Western Materials Handling . . . . .	4 601
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/biens personnels —	
Aubin D. . . . .	1 160
Bergeron B . . . . .	1 000
Bouche P L . . . . .	4 352
Boudreault D. . . . .	5 401
Cinq-Mars R . . . . .	32 136
Cull S. . . . .	1 345
Cyr P . . . . .	4 296
Elkorazati I . . . . .	1 120
Gagne J-F . . . . .	1 807
Gunther C . . . . .	20 953
Hains M-A . . . . .	1 737
Henneberry P . . . . .	2 045
Hinanik R . . . . .	1 281
Insurance Corporation of British Columbia . . . . .	14 516
Compagnie d'assurance Intact . . . . .	11 023
James C . . . . .	6 686
Joly S. . . . .	1 187
Kelly Greenway Bruce en fiducie pour	
Sampson C . . . . .	2 500
Korman M. . . . .	2 493
Leblanc N . . . . .	1 695
Lewis R . . . . .	4 202
Lush S . . . . .	2 462
Société d'assurance publique du Manitoba . . . . .	8 498
Ongahak K . . . . .	1 289
Pedersen H . . . . .	1 143
Phinney T pour	
Grennan D. . . . .	1 000
Potvin R . . . . .	3 373
Racine P . . . . .	2 334
Royer P . . . . .	1 142
Schnare S . . . . .	2 655
Simpson D. . . . .	1 643
Taylor D . . . . .	2 096
La Personnelle, assurances générales inc. . . . .	16 141
Ukuqtunnuaq P . . . . .	1 729
Utilities Kingston . . . . .	2 100
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa . . . . .	1 999
Wright D . . . . .	8 623
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens —	
Alpine Helicopters . . . . .	6 036
Clinique d'optométrie l'Emerillon Inc . . . . .	2 500
Delta Winnipeg . . . . .	7 858
Compagnie d'assurance Intact . . . . .	8 056
Ministère des ressources naturelles de Terre-Neuve-et-Labrador . . . . .	161 476
Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse . . . . .	18 309
Règlement d'une réclamation pour perte d'opportunités financières —	
Gowling Lafleur Henderson S E N C R L, s r l en fiducie pour	
Envoy Relocation Services . . . . .	28 000 000
Rugged Edge . . . . .	5 857

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Règlement d'une réclamation pour perte d'opportunités financières, de paie, de bénéfices sociaux et de pension —	
Camp Fiorante Matthews Mogerman en fiducie pour	
Meggeson L . . . . .	30 000
Agence du revenu du Canada pour	
Reedie P . . . . .	2 435
Demeria A . . . . .	22 134
Normore S . . . . .	40 000
Snieder A . . . . .	35 000
Règlement d'une réclamation concernant le logement militaire —	
Jomphe J . . . . .	1 215
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (137) . . . . .	59 116
	<u>492 864 345</u>
<b>Ressources naturelles</b>	
Ministère	
Accident impliquant un véhicule de l'État —	
Insurance Corporation of British Columbia . . . . .	2 105
Règlement d'une réclamation liée à un grief —	
Lapointe M-È . . . . .	13 826
Nom retenu . . . . .	48 196
Règlement d'une réclamation pour erreur administrative —	
Robinson Y . . . . .	2 300
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) . . . . .	672
	<u>67 099</u>
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Réclamation liée à la plainte contre la Commission canadienne de sûreté nucléaire —	
Alexandre Martel en fiducie pour	
Nom retenu . . . . .	6 000
Règlement d'une réclamation pour remboursement de dépenses engagés dans un processus de demande de propositions ayant trait à VITA —	
Exocortex . . . . .	10 600
	<u>16 600</u>
	<u>83 699</u>
<b>Parlement</b>	
Sénat	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3) . . . . .	556
<b>Bureau du Conseil privé</b>	
Ministère	
Règlement lié aux langues officielles	
Nom retenu . . . . .	30 000
Bureau du directeur général des élections	
Règlement d'une réclamation pour des licences	
Actuate Corporation . . . . .	749 826
	<u>779 826</u>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Ministère	
Règlement hors cour pour réclamation liée à des poursuites en diffamation —	
Cavanagh s r l en fiducie pour	
Gabriel J, Isaac T . . . . .	80 000

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour dommages à un bien —	
Levitan B. ....	1 288
Malke K. ....	2 337
Indemnisation pour dommages à un véhicule —	
Bhilocha S. ....	2 428
Christian Poirier Crisco Transit .....	1 105
Dubé R. ....	1 176
Gomes G. ....	1 035
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Kornleson J. ....	1 949
Malinskaya O. ....	1 120
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Emerald Limousine Service .....	3 113
Wuttunee N. ....	1 369
Merpaw K. ....	1 500
Park 2 Go Inc. ....	9 192
Paul Leblanc Transport Inc. ....	4 600
Yilmaz B. ....	1 089
Indemnisation pour frais d'inspection —	
Staudinger SJ. ....	4 115
Indemnisation pour perte de biens personnels —	
Hiwell J. ....	1 000
Indemnisation pour dommages personnels —	
Wang J. ....	4 500
Indemnisation pour des frais d'entrepôt	
Amity Welding and Fabricating Inc. ....	5 335
Rapid Nail Canada Inc. ....	1 400
Règlement hors cour lié à un contrat —	
Nom retenu .....	4 500 000
Règlement de réclamation pour dommages généraux —	
Greg Monforton and Partners en fiducie pour	
Bolyantu D. ....	45 805
Bolyantu D. ....	81 610
Bolyantu S. ....	45 805
Dupuis T. ....	31 538
Smith D. ....	45 901
Règlement de réclamation lié à l'emploi —	
Cadieux P. ....	3 500
Faggion G. ....	12 613
Green J. ....	3 000
Khanna A. ....	5 000
McGill B. ....	7 695
Perzul M. ....	3 000
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> —	
Bender S. ....	18 830
Brisebois A. ....	15 000
Brown W. ....	10 000
Campbell C. ....	2 000
Prefontaine TE. ....	5 000
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
Turner L. ....	10 147
Yaffa M. ....	4 000
Règlement pour des frais de cour et dommages généraux —	
Webber JG. ....	24 000
Règlement de la plainte de pratique déloyale de travail —	
Customs and Immigration Union National Office. ....	82 235
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (101) .....	27 820
	5 034 150

## 8. 14 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Service correctionnel du Canada	
Règlements de la Commission canadienne des droits de la personne —	
Noms retenus (8) .....	62 535
Indemnisation pour perte et/ou dommages aux biens personnels —	
Hughes A .....	3 287
Délinquants (7) .....	10 552
Indemnisation pour cas liés au travail —	
Air Canada .....	6 968
Albl M. ....	1 000
Connolly T .....	2 381
Demers M .....	5 743
Goldthrop H .....	3 206
Holsworth D .....	2 571
James K .....	2 276
Jawed N .....	5 020
Lemieux P .....	2 003
Mainville L .....	2 557
Noms retenus (10) .....	95 664
Reynolds P .....	3 047
Ritchot K .....	19 000
Vanmourik B .....	2 000
Wong T .....	91 328
Règlement hors cour pour erreurs et/ou omissions du Service correctionnel du Canada —	
Noms retenus (35) .....	990 156
Délinquants (2) .....	6 250
Shuh Cline & Grossman en fiducie pour	
Weber P .....	1 500
Stephen L. Zap en fiducie pour	
Donnelly D .....	1 000
Règlements d'accidents de véhicules motorisés —	
Bird P A .....	1 720
Gouvernement de l'Alberta .....	1 803
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Gemakas C, Gemakas L .....	6 775
Gilroy J .....	3 469
Horne N, Horne T .....	2 580
Kobes E .....	11 928
Compagnie d'assurance Intact pour	
Hay K .....	4 270
Jewett F .....	1 100
MacIntosh B .....	1 205
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Albl M .....	7 000
Muise J .....	2 191
Wheeler H .....	1 747
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (964) .....	131 794
	1 497 626
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Règlement hors cour d'une réclamation liée à un grief —	
Murdock M .....	5 000
Gendarmerie royale du Canada	
Rupture de contrat —	
Nom retenu .....	76 000
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G .....	14 782
Domage ou perte de lunettes —	
Fergusson B .....	1 209
Lavallée R .....	1 180



## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Dommage aux biens personnels, immeubles, terrain et animaux et dommage par des animaux —	
Accurate Contracting Ltd pour	
Stanbridge J . . . . .	1 163
Advanced Hearing Solutions Inc pour	
Ohman G . . . . .	1 000
Bamfield Marine Sciences Centre pour	
Anholt B . . . . .	2 625
Base Services . . . . .	2 607
Boyd D . . . . .	1 225
Caouette R . . . . .	2 572
Capital Junk . . . . .	9 701
Central Island Veterinary Emergency pour	
Marshall R . . . . .	1 992
Chanin B . . . . .	2 276
Coast Claims Service Ltd pour	
Churchill N . . . . .	3 894
Conroy & Company pour	
Samy M . . . . .	6 550
Cross M . . . . .	2 750
Cruz R . . . . .	1 001
Ecclesiastical Insurance Office PLC pour	
Christ Church - Parish of Campbellton . . . . .	33 288
Enmax Power Corporation pour	
Kernaghan Adjusters . . . . .	4 825
Griemann J . . . . .	2 879
Hark C . . . . .	1 500
Helfenstein R en fiducie pour	
Marshall L . . . . .	1 437
Henderson B . . . . .	1 000
Hilderman Construction Ltd pour	
Isnana C . . . . .	3 677
Ironside R . . . . .	2 640
Jackett C . . . . .	10 000
Kelowna Home Hardware Centre pour	
Ross K . . . . .	2 165
Kor Design Services Ltd pour	
Cooney C . . . . .	2 835
Lreit Holdings 21 Corporation pour	
Ryden D . . . . .	1 570
Macnaughton P . . . . .	3 250
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Morgan R . . . . .	2 793
McCartney B . . . . .	14 871
McKenzie D . . . . .	2 500
Mike Goebel Construction & Renovations pour	
Sellenger B . . . . .	1 100
Ministère des finances du Manitoba pour	
Infrastructure et Transports du Manitoba . . . . .	6 587
Moore B . . . . .	1 584
Moore R . . . . .	1 600
MR Glass Ltd pour	
Province de Saskatchewan . . . . .	4 553
Nelson A . . . . .	6 572
Old Sun Community College . . . . .	1 352
Parent A . . . . .	1 794
Partridge T . . . . .	3 750
PJL Door Services Inc pour	
Robertson B . . . . .	1 071
Rolly's pour	
McLean B . . . . .	1 217
Royal Lepage Northern Lights . . . . .	1 339

## 8. 16 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
South Hill Window & Awning Ltd pour	
Johnston W .....	1 596
St Paul Glass and Mirror Ltd pour	
Kyasnycia S .....	2 558
Stratford Motel .....	1 953
Sulma A .....	2 330
Thompson C .....	1 016
Trend Home Improvements pour	
Gibbard M .....	1 299
Tri Mark Foods Limited .....	3 867
Watson I .....	2 102
YKDFN Housing Division .....	1 078
Réclamation officielle contre l'État pour dommages ou perte de biens d'une tierce partie —	
Nom retenu .....	3 214
Réclamation officielle contre l'État provenant d'un accident de la route pour lésions corporelles —	
Actus Law en fiducie pour	
Gaudet M .....	5 500
Ahlstrom Wright Oliver & Cooper LLP en fiducie pour	
O'Keefe D .....	155 600
Boyne Clarke Lawyers LLP en fiducie pour	
Dobson A .....	32 000
Burke Thompson en fiducie pour	
Dexter T .....	22 500
Durland Gillis en fiducie pour	
O'Neil A .....	300 000
Kelly & Kelly en fiducie pour	
Chan D .....	7 000
Larry Landry C P Inc en fiducie pour	
Dicaire J .....	30 000
Learmonth Dunne & Boulos en fiducie pour	
Brinston E & Wiseman K & L .....	100 000
Noms retenus (24) .....	1 513 903
William Finn Law en fiducie pour	
Finn P & S .....	98 000
Règlement pour lésions corporelles provenant d'un accident de la route —	
Amaya J .....	2 153
Bronson Jones & Company en fiducie pour	
Camacam T .....	8 575
Jarmiel J .....	6 498
Martensen W .....	13 648
Cotton A .....	4 500
Csori E .....	1 300
Gill M .....	1 312
Gouvernement de l'Alberta .....	1 600
Guraya R .....	1 400
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Choi S .....	18 550
Jarvis McGee Rice LLP en fiducie pour	
Amezcuca T .....	50 000
Klein Lyons en fiducie pour	
Sison A .....	13 750
Noms retenus (7) .....	175 250
Pearson M .....	7 500
Roebathan McKay & Marshall en fiducie pour	
Keough T .....	45 000
Simpson Thomas & Associates en fiducie pour	
Ranu R .....	20 000
Thalhofer P .....	9 065
Tu K .....	2 381

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Règlement pour perte de biens personnels —	
Bauer A .....	3 225
David J .....	3 500
Gilbertson H .....	3 498
Grant R .....	2 623
Harris R .....	3 500
Klaas O .....	3 383
Laniel J-P .....	3 100
Nom retenu .....	5 625
Neufeld L .....	3 309
Nielsen K .....	3 200
Papineau D .....	3 500
Purcell G .....	3 382
Quigley R .....	3 073
Rose S .....	3 500
Scott S .....	2 785
Taylor R .....	3 500
Tucker C .....	2 790
Wilson K .....	3 133
Yuan R .....	2 900
Règlement pour violation de la <i>Charte des droits et libertés</i> —	
Nom retenu .....	10 000
Règlement provenant de dommages subis par les accidents de véhicules causés par des tiers —	
Abashi M .....	6 363
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Malzahn M .....	19 147
Alfa Insurance pour	
Marahatta K .....	2 834
Compagnie d'assurance Allstate pour	
Scigliang J .....	2 152
Avis Car Rental .....	10 263
Aviva Canada Inc pour	
Bowes C .....	7 615
Giraud J .....	1 761
Huisman A .....	1 233
Rybak J .....	1 749
Salib M .....	2 174
Betts L .....	1 500
Blackjack's Collision & Auto Sales pour	
Yaskow C .....	2 131
Blandford C .....	1 000
Blyth J .....	3 000
Bodyworks St John's (2012) Ltd pour	
Kerr T .....	1 973
Bresatz J .....	8 383
Ministère des finances de la Colombie-Britannique pour	
BC Emergency Health Services .....	4 052
Budgetcar Inc pour	
Dickers D .....	2 150
Canadian Direct Insurance Inc pour	
Davis R .....	6 867
Carstar Sackville pour	
Boutilier B .....	2 327
Centennial Petroleum Co Ltd pour	
Andersen T .....	2 244
CR Signs pour	
Olsen K .....	1 287
Dehod M .....	7 107
Dereniuk M .....	1 730
Devon Chrysler pour	
Bellegard M .....	3 815

## 8. 18 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Discount Car and Truck Rentals Ltd .....	31 237
DJC Débosselage pour	
Savoie A .....	1 056
Assurance Economical pour	
Bent B .....	2 323
Ferguson Knowles Funeral Home .....	17 996
Gardner E .....	2 548
Enterprise Rent-A-Car .....	1 416
Ethier A .....	1 612
Family Insurance Solutions Inc pour	
Francis K .....	1 625
Funk B .....	2 010
Kikuko K .....	2 147
Mahaffy K .....	3 598
Fix Auto Red Deer pour	
Bernier B .....	1 067
Forbes Roth Basque pour	
Ferguson I, Forbes J .....	2 026
Foster C .....	1 831
Gavrie D .....	2 000
Golden Cabs BC Ltd .....	2 900
Granite Claims Solutions pour	
Hillier S .....	1 412
Lucas A .....	4 124
Grizzly Trail Motors pour	
Wilson N .....	1 828
Hak's Auto Body Ltd pour	
Zoe W .....	2 799
Harper B .....	1 225
Hayden A .....	1 050
Ilcisin M .....	1 021
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Aronson A .....	4 804
Ashley A .....	1 156
Badior S .....	4 813
Boparai L .....	2 039
Braun J .....	1 108
Caldarella P .....	3 292
Chu P .....	6 195
Contini M L .....	1 244
Currie J .....	1 662
Daigneault T .....	5 428
Daly T .....	15 594
Dehury N, Praardian D .....	1 074
Dhesi J .....	9 716
Dong X .....	4 561
Flodell C .....	1 948
Forrest C .....	1 371
Furber V .....	2 234
Gilroy B .....	1 737
Gloude J .....	9 742
Gray H .....	8 598
Henderson L M .....	5 098
Heydari S .....	1 927
Huston P .....	8 784
Josan S .....	2 527
Joura V .....	1 947
Kalra H .....	3 328
King F .....	1 565
Knott F .....	1 474
Koh Y .....	6 629

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Korda S . . . . .	2 361
Korpatt N . . . . .	1 426
Kruger K . . . . .	1 474
Louise S . . . . .	3 727
Mander E. . . . .	1 500
Mann D. . . . .	1 549
Mattu R. . . . .	2 833
McAlpine I . . . . .	1 151
McInnis F . . . . .	1 829
McInnis S . . . . .	2 833
Miller J . . . . .	2 099
Musseau M . . . . .	9 806
Nand S. . . . .	4 365
Parhar T. . . . .	1 479
Parmar D. . . . .	5 828
Prakash A . . . . .	1 399
Prokopowicz S . . . . .	4 063
Quinn C. . . . .	1 607
Rafael E. . . . .	1 318
Rake R. . . . .	2 264
Raynand T. . . . .	1 622
Redmond C. . . . .	2 309
Reid D. . . . .	1 725
Ross C. . . . .	3 254
Samarukava I . . . . .	1 488
Shearer K . . . . .	5 693
Simpson V . . . . .	1 387
Smith L . . . . .	2 091
Spetch L . . . . .	2 257
Stochmanski J. . . . .	2 712
Thiara S. . . . .	1 272
Tieu D . . . . .	1 591
Tsamantanis K . . . . .	1 580
Verbeeck J. . . . .	3 456
Virk R . . . . .	7 784
Vleeming C. . . . .	1 388
Whitetail Oilfields Rentals . . . . .	16 167
Wing D . . . . .	3 051
Wu W. . . . .	3 901
Compagnie d'assurance Intact pour	
Baker R. . . . .	3 318
Fox J . . . . .	7 015
Gordon B. . . . .	2 595
Morin-Lafferty S . . . . .	2 199
Pennoyer J. . . . .	1 516
Rest C . . . . .	17 834
Simm D. . . . .	3 064
Song Y. . . . .	1 694
Swantje J. . . . .	4 934
Watt K & R. . . . .	2 903
Jack's Auto Body pour	
Ponto D. . . . .	1 393
Janes Auto Body Clinic pour	
Seaboard Transport . . . . .	2 752
Kemp L . . . . .	5 020
Khabra I. . . . .	1 091
Lavailee M . . . . .	1 130
Lawless A . . . . .	1 125
Lirette C . . . . .	3 450
MacDonald Buick GMC Cadillac Ltd . . . . .	2 390

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Anderson T . . . . .	1 180
Chartrand L . . . . .	4 232
Daniel B Inc . . . . .	13 145
Duliak L . . . . .	2 547
Fhook J . . . . .	1 447
Gering T . . . . .	11 842
Hamelin S . . . . .	7 990
Joven C . . . . .	3 743
Lim C . . . . .	1 868
Mansbridge E . . . . .	1 116
Morrison D . . . . .	2 942
Sherring R . . . . .	3 797
Twoheart M . . . . .	3 203
McEwen C . . . . .	5 300
Merkley L . . . . .	1 236
Noort C . . . . .	1 662
North Coast Collision pour	
Leblanc M . . . . .	1 205
Novex Insurance Company pour	
Hewitt J . . . . .	2 979
Off Road Towing Ltd pour	
Kruger S . . . . .	2 186
Os T . . . . .	1 468
Peace Hills General Insurance Company pour	
Smith J . . . . .	12 217
Pichota-Onyszchuk C . . . . .	1 148
Portage Mutual Insurance pour	
Barretto D . . . . .	20 479
Portage P Chrysler pour	
Butler B . . . . .	1 340
Premium Insurance Company pour	
Harrison R . . . . .	1 553
Reflections On 66 Collision Center pour	
Dueck A . . . . .	3 117
Roscoe Construction Limited pour	
Logie D . . . . .	1 385
Rose R . . . . .	5 048
Royal & Sun Alliance Insurance Company pour	
Burkholder G . . . . .	3 690
Royles Auto Body Ltd pour	
Simpson D . . . . .	1 465
Sadiq L . . . . .	1 324
Saskatchewan Government Insurance pour	
Blondsky R . . . . .	3 746
Brown J . . . . .	1 124
Estrada M . . . . .	6 685
Fuchs W . . . . .	3 450
Gloade S & B . . . . .	5 899
Gotto G . . . . .	8 415
Joanette L . . . . .	5 209
Kennedy R . . . . .	9 079
Kwasnica A . . . . .	1 654
Lebedoff S . . . . .	5 573
Mahon R . . . . .	8 435
Martin K . . . . .	2 464
Onrait J . . . . .	2 033
Stefanick D . . . . .	1 363
Tipewan E . . . . .	1 200
Wheatland Cabri Colony Equipment . . . . .	64 014

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Sayazie J . . . . .	6 778
Security National Insurance Company pour	
Conrad C . . . . .	1 904
Crane G . . . . .	6 702
Davidson M . . . . .	2 583
Sill P . . . . .	4 910
Stanley D . . . . .	3 376
State Farm Mutual Automobile Insurance Company pour	
Allen G . . . . .	1 151
Hayward A . . . . .	5 252
Nguyen T . . . . .	14 014
Stroud T . . . . .	2 500
Tartan Auto Body Ltd pour	
Roche J . . . . .	1 874
TD Assurance pour	
Keirstead J . . . . .	8 030
Telus Communications Company . . . . .	20 026
The Coachworks Ltd pour	
Gauthier E, Mackay K . . . . .	2 270
The Co-operators pour	
Berwick D . . . . .	4 802
Corkery S . . . . .	10 041
Dickers D . . . . .	6 463
Petten K . . . . .	15 586
Thistle D . . . . .	1 123
The Dominion pour	
Gomes C . . . . .	1 029
La Personnelle assurances générales Inc pour	
Bauder L . . . . .	1 301
Hirst D . . . . .	7 655
Thibault J . . . . .	2 099
Thompson K . . . . .	5 000
Unifund Assurance Company pour	
Ferguson J . . . . .	1 298
Kieran H . . . . .	1 528
Landry A . . . . .	1 629
Wellsman T . . . . .	4 280
Yakub L . . . . .	1 246
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Ariss K . . . . .	5 415
Guignard R . . . . .	12 113
McGill W . . . . .	1 714
Powell J . . . . .	10 111
Robert R . . . . .	1 709
Wheeler A . . . . .	3 180
Williams D . . . . .	8 865
Yelland J . . . . .	10 887
Wheatland Cabri Colony Equipment . . . . .	14 073
Règlement pour dommages provenant d'une détention illégale —	
Carnell L . . . . .	2 819
Règlement pour dommages causés par blessures personnelles, assaut, fausse arrestation, force excessive, perte de revenu et négligence —	
Auld Allen Lawyers en fiducie pour	
Clarke B . . . . .	248 000
Bell Baker LLP en fiducie pour	
Hunter D . . . . .	10 051
Dentons Canada S E N C R L en fiducie pour	
AW Land Systems . . . . .	3 000
Durand E . . . . .	5 000
Giene S . . . . .	6 000
Noms retenus (18) . . . . .	864 336

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
O'Dea Earle en fiducie pour	
Clowe R .....	20 000
Starcheski A .....	8 900
Règlement pour dépenses encourues —	
Air Canada .....	1 650
Nom retenu .....	2 706
Règlement pour dommages d'ordre général, douleur et souffrance —	
Gouvernement de l'Alberta pour	
Fekete J. ....	1 500
McCaffrey S .....	5 168
McCarthy Tétrault S E N C R L payé à la province de la Colombie-Britannique en fiducie pour	
Bateman K .....	25 000
Boen J .....	25 000
Boen T .....	25 000
Cote C .....	25 000
Cote D .....	25 000
Frey B .....	25 000
Tuteur ad litem de S L .....	25 000
Jean de Vries S .....	25 000
Marin M .....	25 000
Mongovius T .....	25 000
Murdock R .....	25 000
Murdock S .....	25 000
Provision aux réclamations futures .....	1 707 800
Wolfe A .....	25 000
Noms retenus (4) .....	37 500
Règlement pour plainte sur les droits de la personne —	
Nom retenu .....	10 000
Règlement pour perte de revenu —	
Trenchie A .....	5 231
Règlements provenant d'une poursuite malveillante —	
Noms retenus (2) .....	155 000
Règlement pour blessures physiques, tension nerveuse et/ou douleur et souffrance —	
Cherly L Hostyn Professional Corp en fiducie pour	
Bruno C .....	22 000
Noms retenus (33) .....	3 960 946
Règlement d'une réclamation pour perte d'opportunités financières —	
Gowling Lafleur Henderson S E N C R L, s r l en fiducie pour	
Envoy Relocation Services .....	4 200 000
Règlement d'une réclamation en matière d'emploi —	
C E Forgues Barristers & Solicitors en fiducie pour	
LaPointe M .....	7 000
Noms retenus (37) .....	4 037 602
Skane K .....	2 248
Règlement pour couvrir les frais légaux —	
Cherepak J .....	2 128
Engel Law Office en fiducie pour	
McConnell L .....	1 244
Règlement pour couvrir les frais d'entreposage —	
Dyken W .....	1 886
Endless Exteriors Ltd. ....	1 134
Règlement pour reporter les frais judiciaires conformément à l'entente de règlement —	
Nom retenu .....	14 177
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (316) .....	132 484
	<u>19 775 389</u>
	<u>26 392 165</u>



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Paiements de réclamations contre l'État — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>	
Ministère	
Indemnité pour perte financière suite à une erreur administrative - Pension de retraite de la fonction publique —	
Noms retenus (4) paiements de 3 120 \$ à 294 150 \$ .....	417 164
Frais juridiques résultant d'un règlement d'une réclamation en raison d'une rupture de contrat —	
Stikeman Elliott S E N C R L, s r l en fiducie pour	
Nom retenu .....	2 000
Règlement d'une réclamation en raison d'une rupture de contrat —	
Lamarche Pearson en fiducie pour	
18001 Yukon Inc .....	40 000
Noms retenus (2) paiements de 78 043 \$ à 78 915 \$ .....	156 958
Stikeman Elliott S E N C R L, s r l en fiducie pour	
Nom retenu .....	814 155
Règlement de réclamation liée au processus d'attribution d'un contrat —	
Simner Corporation .....	3 000
Règlement de réclamation liée à un grief —	
Noms retenus (5) paiements de 2 000 \$ à 8 000 \$ .....	20 957
Règlement de différend de contrat lié au processus d'appel d'offres —	
Nom retenu .....	135 000
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3).....	1 070
	<u>1 590 304</u>
<b>Transports</b>	
Ministère	
Compensation liée à un remplacement d'un bateau —	
Ligue navale du Canada .....	2 593
Règlement d'une réclamation liée à un accident de bateau —	
Stewart McKelvey Avocats en fiducie pour	
Nom retenu .....	500 000
Règlement d'une réclamation liée à une rupture de contrat —	
Nauticor juridique en fiducie pour	
Nom retenu .....	700 000
Règlement d'une réclamation liée à un octroi de contrat —	
Team Eagle Ltd. ....	14 000
Règlement d'une réclamation liée à un accident d'avion —	
Cabinet d'avocats Delaney en fiducie pour	
Nom retenu .....	100 000
Harper Grey LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	84 583
Règlement d'un grief relatif à l'Association des pilotes fédéraux du Canada —	
Nom retenu .....	4 541
Règlement d'un grief relatif à la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> —	
Code Hunter LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	58 032
Règlement d'un grief relatif à la Commission des accidents du travail —	
Nom retenu .....	162 500
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (5).....	2 240
	<u>1 628 489</u>
Office des transports du Canada	
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1) .....	90
	<u>1 628 579</u>

Paievements de réclamaions contre l'État — *Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Conseil du Trésor</b>	
Secrétariat	
Règlement d'une réclamation pour perte d'opportunités financières — Gowling Lafleur Henderson S E N C R L, s r l en fiducie pour Envoy Relocation Services .....	2 800 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Richard S. ....	7 000
Règlement pour une indemnité en dommage-intérêts pour déclaration erronée par négligence — Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour Koul A. ....	270 000
Règlement pour plainte déposée en vertu de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> — Association des chefs d'équipe des chantiers maritimes du gouvernement fédéral. ....	7 500
Réclamaions inférieures à 1 000 \$ (2). ....	866
	<u>3 085 366</u>
École de la fonction publique du Canada	
Accident impliquant un véhicule d'employé — Myers Orléans pour Richard Rock .....	1 542
Règlement de réclamation liée à l'emploi — Noms retenus (7) .....	271 617
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1) .....	511
	<u>273 670</u>
	<u>3 359 036</u>
<b>Anciens Combattants</b>	
Ministère	
Réclamation pour dommages aux effets personnels d'un fonctionnaire — Bien-Aimé M .....	1 061
Règlement hors cour concernant le coût du transport pour un vétéran — Hofman R .....	2 280
Règlement d'une réclamation concernant une invalidité liée au service — Nom retenu .....	10 743
Règlement d'une réclamation concernant un accident de véhicule — Jones Emery Hargraves Swan s r l en fiducie pour Hamedifar R .....	2 754
Réclamaions inférieures à 1 000 \$ (2). ....	383
	<u>17 221</u>
Total. ....	<u><u>1 075 164 897</u></u>

## Paiements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire, consenti à titre de don dans l'intérêt public sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulgateion, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

### Paiements à titre gracieux

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Agence du revenu du Canada</b>	
Allocations pour frais de chauffage —	
Glen J . . . . .	125
Juhasz G . . . . .	125
Taylor M M . . . . .	250
Thorsteinsson A K . . . . .	250
Wong P K . . . . .	250
	<u>1 000</u>
<b>Patrimoine canadien</b>	
Ministère	
Païement résultant de la fermeture du bureau de Kelowna —	
Perrier S . . . . .	450
C.P. 2013-1153, 7 novembre 2013, Son Excellence le Gouverneur général en conseil autorise à verser un païement unique au nom de Son Altesse Royale le Prince George de Cambridge —	
Centre canadien de protection de l'enfance . . . . .	100 000
	<u>100 450</u>
<b>Citoyenneté et Immigration</b>	
Ministère	
Remboursement des frais non admissibles au Programme fédéral de santé intérimaire en raison d'un manque de communication suite à la mise en œuvre d'un nouveau Décret en conseil —	
Organisation internationale pour les migrations . . . . .	31 551
Remboursement pour des raisons humanitaires de frais de déplacement liés à l'accident d'un employé —	
Smith L-M . . . . .	759
Taylor R . . . . .	983
Remboursement pour des raisons humanitaires de frais de déplacement liés au décès d'un employé —	
Desloges M & Raizenne Desloges M . . . . .	9 230
	<u>42 523</u>
<b>Emploi et Développement social</b>	
Ministère	
Remboursement des coûts pour le remplacement d'un document endommagé —	
Stevenant C . . . . .	130
Païements inférieurs à 100 \$ (12) . . . . .	545
	<u>675</u>
<b>Environnement</b>	
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule —	
Fortier B . . . . .	1 736
Indemnisation pour lunettes perdues —	
Boilard R . . . . .	530
	<u>2 266</u>

## Paiements à titre gracieux — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>	
Ministère	
Indemnisation pour un différend contractuel —	
Nom retenu .....	83 305
Indemnisation pour des dépenses engagées dû à un changement de fiduciaire —	
Les Oeuvres de bienfaisance du Prince au Canada .....	42 844
Indemnisation pour réinstallation —	
Bouare O .....	1 000
	<u>127 149</u>
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	
Ministère	
Paiements inférieurs à 100 \$ (3) .....	56
<b>Justice</b>	
Commissaire à la magistrature fédérale	
Remboursement des cotisations syndicales —	
LeBel A .....	497
Sewdat H .....	338
	<u>835</u>
<b>Défense nationale</b>	
Ministère	
Indemnisation pour des frais juridiques —	
Langlois Kronstrom Desjardins .....	727
Indemnisation pour perte d'effets personnels —	
Hébert J .....	249
Indemnisation pour perte d'opportunités financières, de paie, de bénéfices sociaux et de pension —	
Succession de Robillard R A .....	79 000
Indemnisation pour dommages corporels —	
Thomson R .....	39 722
Paiements relatifs à des dommages et des pertes en Afghanistan —	
Noms retenus (15) paiements de 85 \$ à 9 750 \$ .....	21 422
Paiements inférieurs à 100 \$ (2) .....	75
	<u>141 195</u>
<b>Bureau du Conseil privé</b>	
Bureau du directeur général des élections	
Règlement d'une réclamation avec un agent réviseur —	
Nom retenu .....	312
Paiement inférieur à 100 \$ (1) .....	40
	<u>352</u>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour perte de passeport —	
Travis D .....	117
Indemnisation pour des frais de transport —	
Kloss I .....	233
C.P. 2012-0539, 26 avril 2012, son Excellence le Gouverneur général en conseil autorise l'Organisation internationale pour les migrations d'effectuer des paiements pour les demandeurs d'asile rejetés —	
Organisation internationale pour les migrations .....	8 724 748
Paiements inférieurs à 100 \$ (3) .....	149
	<u>8 725 247</u>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

**Paielements à titre gracieux — Fin**

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Gendarmerie royale du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule personnel —	
Choi J .....	169
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels —	
Elliott M .....	2 520
Hobah Apartments .....	1 195
Mahboubi F. ....	399
Storozuk T. ....	162
	<u>4 445</u>
	<u>8 729 692</u>
<b>Transports</b>	
Ministère	
Remboursement des frais funéraires liés à un accident d'hélicoptère —	
Nom retenu .....	<u>19 866</u>
<b>Conseil du Trésor</b>	
École de la fonction publique du Canada	
Paieement inférieur à 100 \$ (1) .....	<u>50</u>
<b>Anciens Combattants</b>	
Ministère	
Paieements d'avantages spéciaux aux anciens combattants de la marine marchande —	
Noms retenus (4) paieements de 10 000 \$ à 20 000 \$ .....	<u>50 000</u>
Total .....	<u><u>9 216 109</u></u>

## Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgateion, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

### Montants adjugés par une cour

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Agence du revenu du Canada</b>	
<i>Autorisation — Cour fédérale</i>	
<i>T-56-08</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Miller Thomson S E N C R L en fiducie pour NRT Technology Corporation .....	3 308
<i>T-473-06</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Gordon A J. ....	500
<i>T-474-06</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Magrath O'Connor LLP en fiducie pour Deacur J et al .....	5 000
<i>T-987-12</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Radonjic P. ....	1 550
<i>T-1241-13</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Saunders J. ....	68
<i>T-1581-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Emmett D C .....	497
<i>T-1879-12</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Legacy Tax & Trust Lawyers en fiducie pour Johnson P M .....	1 545
<i>T-1892-11</i>	
Adjugé relié à la dotation — Welchner Law Office Professional Corporation en fiducie pour Plato K .....	2 500
<i>T-1933-11</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Baker and McKenzie LLP en fiducie pour Ficek A .....	13 254
<i>T-1949-10</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Blake Cassels & Graydon S E N C R L en fiducie pour Signalgene R & D Inc .....	23 282
<i>T-1983-10</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Blake Cassels & Graydon S E N C R L en fiducie pour Theratechnologies Inc .....	23 202
<i>T-2268-12</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Wildeboer Dellelce LLP en fiducie pour Nikolic S et al. ....	1 180

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Montants adjugés par une cour — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Autorisation — Cour d'appel fédérale</b>	
<i>A-89-12</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour Ollenberger R J. ....	5 418
<i>A-141-12</i>	
Adjugé relatif aux impôts — De Man Pilote Avocats et Procureurs en fiducie pour PricewaterhouseCoopers s r l / S E N C R L .....	1 646
<i>A-207-09</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Nahwegahbow Corbiere en fiducie pour Kelly F. ....	10 387
<i>A-408-12</i>	
Adjugé relatif aux impôts — McKay & Associates en fiducie pour Chadwick H .....	4 478
<i>A-445-11</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Global Equity Fund Ltd. ....	9 315
<i>A-447-11</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L en fiducie pour BMO Société d'assurance-vie, Industrial Alliance Pacific Insurance and Financial Services Inc, Industrielle Alliance Assurance et Services Financiers Inc, Compagnie d'assurance vie RBC .....	85 636
<i>A-463-11</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Thompson Dorfman Sweatman LLP en fiducie pour St-Arnaud J. ....	55 547
<i>A-463-12</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Legacy Tax & Trust Lawyers en fiducie pour O'Dwyer T .....	3 470
<i>A-464-11</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Thompson Dorfman Sweatman LLP en fiducie pour St-Arnaud J. ....	55 547
<i>A-465-11</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Thompson Dorfman Sweatman LLP en fiducie pour St-Arnaud J. ....	55 547
<b>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</b>	
<i>07-CV-37333</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Champ & Associates en fiducie pour Gardner S J .....	13 000
<i>12-SC-124963</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Kidney C et al. ....	75
<b>Autorisation — Cour supérieure de la Colombie-Britannique</b>	
<i>11-0285</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Dwyer Tax Lawyers en fiducie pour McPeake B .....	9 093

**8. 30 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

## Montants adjugés par une cour — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<i>Autorisation — Cour suprême du Canada</i>	
33874	
Adjugé relatif aux impôts — Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L en fiducie pour Glaxosmithkline Inc. ....	10 842
34534	
Adjugé relatif aux impôts — Wilson & Partners LLP en fiducie pour Daishowa-Marubeni International Ltd. ....	13 511
<i>Autorisation — Cour canadienne de l'impôt</i>	
2006-3620 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Van Dyke Law en fiducie pour Pascoal A et al. ....	5 567
2006-3765 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Osborne G Barnwell en fiducie pour 1480364 Ontario Inc. ....	12 500
2007-4121 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Wilson & Partners LLP en fiducie pour Daishowa-Marubeni International Ltd. ....	74 190
2007-4998 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Global Equity Fund Ltd. ....	25 722
2009-1448 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Emilio Binavince en fiducie pour Riopel G et al. ....	33 800
2009-2957 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Berger M. .... Courtney Aarbo en fiducie pour Berger M. ....	13 991 10 582
2009-3734 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — De Man Pilotte Avocats et Procureurs en fiducie pour PricewaterhouseCoopers s r l/S E N C R L. ....	8 246
2009-3877 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour Ollenberger R J. ....	6 103
2010-898 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — MacPherson Leslie & Tyerman LLP en fiducie pour Elliot B et al. ....	18 631
2010-1475 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts — Fournie Mickleborough LLP en fiducie pour Greehalgh S et al. ....	33 237
2010-2625 (IT) I	
Adjugé relatif aux impôts — Wiens J. ....	683



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Montants adjugés par une cour — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<i>2010-2688 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Bennett Jones en fiducie pour	
Gwartz S et al . . . . .	25 000
<i>2010-3246 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Payne Law Professional Corporation en fiducie pour	
Osinski J . . . . .	75 000
<i>2010-3505 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Miller Thomson S E N C R L en fiducie pour	
Twomey M . . . . .	7 844
<i>2011-5 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Davies Ward Phillips & Vineberg S E N C R L en fiducie pour	
Drouin A . . . . .	328 288
<i>2011-67 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Couzin Taylor S E N C R L en fiducie pour	
Blackburn Group Inc . . . . .	25 000
<i>2011-811 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Barrett Tax Law en fiducie pour	
Obridko A . . . . .	4 163
<i>2011-940 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Deloitte S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Myrdan Investments . . . . .	25 682
<i>2011-1396 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Mittal O . . . . .	650
<i>2011-1748 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Laird & Company en fiducie pour	
James C . . . . .	5 281
<i>2011-2155 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Shea Nerland Calnan LLP en fiducie pour	
Dimane Enterprises Ltd. . . . .	300
<i>2011-2956 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Marvin J Huberman en fiducie pour	
Acton G . . . . .	24 573
<i>2012-332 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Legacy Tax & Trust Lawyers en fiducie pour	
Dalstrom A . . . . .	500
<i>2012-469 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Armstrong Wellman en fiducie pour	
Higgins S et al . . . . .	1 318
<i>2012-1486 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts —	
Hrushka D . . . . .	150

**8 . 32 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

## Montants adjugés par une cour — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<i>2012-2239 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Spannier S. ....	400
<i>2012-2738 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Misek P. ....	500
<i>2012-3071 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Foster S. ....	100
<i>2012-3423 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Dentons Canada S E N C R L en fiducie pour Elk Trading Co Ltd. ....	6 000
<i>2012-3522 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts — 2137747 Ontario Inc. ....	500
<i>2012-4663 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Fennimore R. ....	250
<i>2013-77 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Hanson K. ....	539
<i>2013-799 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Robert McMechan en fiducie pour Knapik-Sztramko M. ....	2 135
<i>2013-3608 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts — Stevenson D. ....	100
	<u>1 186 923</u>
<b>Citoyenneté et Immigration</b>	
Ministère	
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
<i>IMM-3275-12</i>	
Adjugé pour dommages généraux et frais judiciaires — Cecil L Rotenberg LL B en fiducie pour Lee J M. ....	5 000
<i>IMM-5636-12</i>	
Adjugé pour dommages généraux et frais judiciaires — Law Office of Matthew Jeffery, Barrister & Solicitor en fiducie pour Armaghan E. ....	1 000
<i>IMM-8192-12</i>	
Adjugé pour dommages généraux et frais judiciaires — Eastman Law Office Professional Corporation. ....	2 000
<i>IMM-9092-12</i>	
Adjugé pour dommages généraux et frais judiciaires — Bjorn Harsanyi LL B en fiducie pour Tefera Y A. ....	5 000
<i>T-1010-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Cabinet Gamliel, Avocats en fiducie pour Murad J I. ....	5 468

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Montants adjugés par une cour — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<i>T-1225-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Laura Best, Embarkation Law Group en fiducie pour	
Stanizai A .....	5 245
<i>T-1335-12</i>	
Adjugé pour dommages généraux et frais judiciaires —	
Gomravi A .....	1 500
<i>T-1389-13</i>	
Adjugé pour dommages généraux et frais judiciaires —	
Stephen Green en fiducie pour	
Faiz J H. ....	500
<i>T-897-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Charles E D Groos, Barrister and Solicitor en fiducie pour	
Kandola N K. ....	4 546
	30 259
<b>Emploi et Développement social</b>	
Ministère	
<i>Autorisation — Cour fédérale et Cour d'appel fédérale</i>	
<i>T-1344-11, A-414-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Philion Leblanc Beaudry, Avocats s.a. en fiducie pour	
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. ....	15 035
<i>Autorisation — Cour fédérale</i>	
<i>T-35-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Collins R. ....	500
<i>T-373-13</i>	
Adjugé pour le remboursement de dépenses —	
Geissah S, Khalaf S .....	50
<i>T-1806-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Baddar H. ....	250
<i>Autorisation — Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-4-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Jewett D. ....	800
<i>A-8-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Baker & McKenzie LLP en fiducie pour	
Roby J. ....	2 500
<i>A-101-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Fillmore Riley LLP en fiducie pour	
Tembec Industries Inc .....	3 350
<i>A-433-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Rochon F. ....	616
	23 101

Montants adjugés par une cour — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Environnement</b>	
Ministère	
<i>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
<i>CV-11-442307</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Zbogar V en fiducie pour Whitty P .....	8 000
<b>Santé</b>	
Agence canadienne d'inspection des aliments	
<i>Autorisation — Cour fédérale</i>	
<i>T-2140-05</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Ritch Durnford avocats en fiducie pour Parrish and Heimbecker ltée .....	10 000
<i>Autorisation — Cour du banc de la Reine de l'Alberta</i>	
<i>1203-14727</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Dolden Wallace Follick S E N C R L en fiducie pour XL Foods Inc .....	2 855
	12 855
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
<i>Autorisation — Cour fédérale</i>	
<i>T-586-12</i>	
Règlement des frais judiciaires et des intérêts — Teva Canada Innovation .....	70 628
	83 483
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	
Ministère	
<i>Autorisation — Tribunal canadien des droits de la personne</i>	
<i>T1703/5811, T1704/5911</i>	
Adjugé sur des dommages et intérêts — Bruce Beatty en fiducie pour Beattie J .....	5 000
Louie J .....	5 000
<i>T1771/0112</i>	
Adjugé sur des dommages et intérêts — Bruce Beatty en fiducie pour Beattie J .....	5 000
<i>Autorisation — Cour d'appel de la Colombie-Britannique</i>	
<i>1201-0143AC, 1201-0144AC</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Chief Dixon D et al .....	1 549
<i>Autorisation — Cour d'appel de l'Ontario</i>	
<i>C54348</i>	
Adjugé des frais judiciaires — First People Law Corporation en fiducie pour Première nation Wabauskang .....	14 400

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Montants adjugés par une cour — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Janes Freedman Kyle Law Corporation pour Première nation Keewatin .....	58 685
<i>C56838</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Janes Freedman Kyle Law Corporation en fiducie pour Conseil Tribal du traité #3. ....	50 041
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
<i>2-256351</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Barrows T, George EJ, George EN .....	5 615
<i>S0811745, S105600</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Mussell A .....	6 786
<i>T-340-99</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Chief Shade C et la Première nation Kainaiwa .....	4 179
<i>T-435-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Cameron R .....	7 020
<i>T-951-10</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Alan Pratt en fiducie pour Les mohawks de la baie de Quinte .....	15 000
<i>T-1045-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Champ & Associates en fiducie pour Beadle M et Pictou Landing Band Council .....	17 783
<i>T-1090-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Bosa F et al .....	15 055
Kornfeld LLP Barristers and Solicitors en fiducie pour Bosa C, Bosa F, Bosa GA, Bosa Yacoub SC, Dikeakos LB, exécuteurs testamentaires de Bosa B .....	87 078
<i>T-1351-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Sanderson B, Sanderson J, Woodhouse G, Woodhouse T .....	26 000
<i>T-2037-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Hensel Barristers Professional Corporation en fiducie pour Première nation Attawapiskat .....	41 549
<b>Autorisation — Cour d'appel fédérale</b>	
<i>A-49-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Congrès des Peuples Autochtones, Daniels G, Daniels H, Gardner L, Joudrey T .....	175 000
<i>CA035618, CA035620</i>	
Adjugé des frais judiciaires — William R .....	36 454
<b>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</b>	
<i>95-CU-93574</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Maurice Law Barristers & Solicitors en fiducie pour Missanabie Cree First Nation .....	68 892

**8. 36 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

## Montants adjugés par une cour — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Autorisation — Cour suprême du Canada</b>	
34986	
Adjugé des frais judiciaires —	
William R . . . . .	43 062
	<u>689 148</u>
<b>Industrie</b>	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
<b>Autorisation — Cour d'appel de l'Alberta</b>	
1301-0260-AC	
Adjugé des frais judiciaires —	
Bennett Jones LLP en fiducie pour	
Kwok D Y . . . . .	17 750
Statistique Canada	
<b>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</b>	
12-SC-122003	
Adjugé pour bris de contrat —	
Pecio-Fiallo M . . . . .	3 493
<b>Autorisation — Cour du Banc de la Reine de Winnipeg</b>	
SC13-01-23774	
Adjugé pour perte de revenu —	
Campbell W N . . . . .	1 141
	<u>4 634</u>
	<u>22 384</u>
<b>Justice</b>	
Ministère	
<b>Autorisation — Cour d'appel fédérale</b>	
A-313-12	
Adjugé des frais judiciaires —	
Doyon & Associés Inc en fiducie pour	
Mahkjoub M Z . . . . .	1 771
Commissaire à la magistrature fédérale	
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
T-429-00	
Prestation de pension —	
Corbett M C . . . . .	62 370
	<u>64 141</u>
<b>Ressources naturelles</b>	
Ministère	
<b>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</b>	
CV-09-12583 CM	
Adjugé des frais judiciaires —	
Bennett Jones LLP en fiducie pour	
Lambton and Attie . . . . .	18 000
Benson, Percival, Brown LLP en fiducie pour	
Enwise . . . . .	10 000

## Montants adjugés par une cour — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
Branch MacMaster LLP en fiducie pour RetroFoam Eastern et I-Gen .....	10 000
Gowling Lafleur Henderson S E N C R L, s r l en fiducie pour Enerliv et Weigel .....	12 000
Lerners LLP en fiducie pour Polymaster Inc.....	3 000
Steiber Berlach LLP en fiducie pour RF Windsor .....	5 000
Sutts, Strosberg LLP en fiducie pour Armstrong C R, Batista J, Calandra S, Cecile M, Cecile R, Cupid S M, Doyle G P, Huntley S, Lawton S, Maclellan B A, Simpson J M .....	55 000
	<i>113 000</i>
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
<i>T-634-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Association canadienne du droit de l'environnement .....	<i>1 000</i>
	<u>114 000</u>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Ministère	
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
<i>T-168-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Yavar Hameed en fiducie pour Meyers S .....	2 500
<i>T-397-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Hameed and Farrokhzad en fiducie pour Woods K .....	2 000
<i>T-1051-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Yavar Hameed en fiducie pour Smith C .....	1 000
<i>T-1742-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Yavar Hameed en fiducie pour Goulet R .....	5 000
<i>T-1866-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Yavar Hameed en fiducie pour Picard A .....	2 500
<i>T-2103-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires — Yavar Hameed en fiducie pour Cohen N .....	1 250
<i>T-2198-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires — John Norris en fiducie pour Milone R .....	2 500

## Montants adjugés par une cour — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<i>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
13-57339	
Adjugé des frais judiciaires — Vincent Dagenais Gibson s r l en fiducie pour Bouchard C D . . . . .	4 250  21 000
Agence des services frontaliers du Canada	
<i>Autorisation — Cour fédérale</i>	
A-136-13	
Adjugé des frais judiciaires — Lapointe Rosenstein en fiducie pour SAF-Holland Canada Ltd . . . . .	1 995
A-336-12	
Adjugé des frais judiciaires — Gottlieb & Associates en fiducie pour Regal Ideas Inc. . . . .	1 024
T-168-12	
Adjugé des frais judiciaires — Lapointe Rosenstein en fiducie pour Gordan Inc . . . . .	2 002
Thorsteinssons LLP en fiducie pour Luking J . . . . .	1 993
T-883-08	
Adjugé des frais judiciaires — Abdelseed E . . . . .	4 768
Bookman Law Professional Corp . . . . .	12 510
T-1800-12	
Adjugé des frais judiciaires — Poulin JM . . . . .	3 658
	27 950
Service canadien du renseignement de sécurité	
<i>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
2013 ONSC 3176	
Remboursement de frais — Stockwoods LLP en fiducie pour Abou-Elmaati A et al . . . . .	5 000
2014 ONSC 264	
Remboursement de frais — Stockwoods LLP en fiducie pour Abou-Elmaati A et al . . . . .	125 137
	130 137
Service correctionnel du Canada	
<i>Autorisation — Cour fédérale</i>	
T-161-12	
Adjugé des frais judiciaires — Groupe Murphy Group en fiducie pour Levesque C . . . . .	1 618
T-241-13	
Adjugé des frais judiciaires — Délinquant . . . . .	500



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Montants adjugés par une cour — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<i>T-1318-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Délinquant.....	3 100
<b>Autorisation — Cour d'appel fédérale</b>	
<i>A-266-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Délinquant.....	2 500
<i>A-442-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Délinquant.....	9 500
<b>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</b>	
<i>CRI3-131</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Délinquant.....	4 043
<b>Autorisation — Cour suprême de la Colombie-Britannique</b>	
<i>41511</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Fulton & Company LLP en fiducie pour	
Diablo N.....	51 032
	72 293
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
<i>T-692-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Me Maxime Hébert Lafontaine en fiducie pour	
Simard R.....	500
Gendarmerie royale du Canada	
<b>Autorisation — Cour Fédérale</b>	
<i>T-40-13</i>	
Adjugé pour remboursement des coûts —	
Christie Law Office Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Russell B.....	2 500
<i>T-575-13</i>	
Adjugé pour remboursement des coûts —	
Goota D.....	400
<b>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</b>	
<i>08-CV-41616</i>	
Adjugé pour des coûts de requête —	
Shulgan Martini Marusic LLP en fiducie pour	
Temelini P.....	16 000
<i>11-30243</i>	
Adjugé pour remboursement des coûts —	
Mackesy Smye LLP en fiducie pour	
Hurley R, Jarvie M.....	500

**8 . 40 Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

Montants adjugés par une cour — *Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<b>Autorisation — Cour suprême de la Nouvelle-Écosse</b>	
258196	
Adjugé pour remboursement des coûts —	
Auld Allen Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Clarke B .....	814
	<u>20 214</u>
	<u>272 094</u>
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>	
Ministère	
<b>Autorisation — Cour d'appel du Québec</b>	
200-09-007515-114	
Adjugé pour perte de profits anticipés et pour mémoire de frais —	
KSA avocats S E N C R L en fiducie pour	
Les Constructions Bé-Con Inc .....	275 574
<b>Autorisation — Cour supérieure de justice de l'Ontario</b>	
13-57339	
Adjugé des frais judiciaires —	
Vincent Dagenais Gibson s r l en fiducie pour	
Bouchard C D .....	4 250
	<u>279 824</u>
<b>Transports</b>	
Ministère	
<b>Autorisation — Tribunal d'appel des transports du Canada</b>	
W-3595-27	
Attribution des coûts punitifs —	
Pitblado LLP en fiducie pour	
Independence Air Ambulance Ltd .....	54 200
Office des transports du Canada	
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
A-279-13	
Adjugé des frais administratifs —	
Gabor Lukaes .....	287
T-324-12	
Adjugé des frais judiciaires —	
Marina District Development Company DBA Borgata Hotel Casino & Spa .....	4 394
	<u>4 681</u>
	<u>58 881</u>
<b>Anciens Combattants</b>	
Ministère	
<b>Autorisation — Cour fédérale</b>	
T-1421-12	
Adjugé des frais judiciaires —	
McAllister B .....	500

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Montants adjugés par une cour — *Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
<i>T-1683-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Quann J. ....	500
<i>T-1961-11</i>	
Adjugé des frais judiciaires —	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Grenier A. ....	8 268
	9 268
Total. ....	2 841 506

# Section 9

## *Comptes publics du Canada*

2013-2014

### **Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

#### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Affaires indiennes et du Nord canadien . . . . .	9.2
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec . . . . .	9.4
Agence de promotion économique du Canada atlantique . . . . .	9.4
Agence du revenu du Canada . . . . .	9.4
Agriculture et Agroalimentaire . . . . .	9.4
Bureau de l'infrastructure du Canada . . . . .	9.8
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien . . . .	9.10
Emploi et Développement social . . . . .	9.10
Environnement . . . . .	9.10
Finances . . . . .	9.12
Industrie . . . . .	9.12
Justice . . . . .	9.14
Patrimoine canadien . . . . .	9.14
Pêches et Océans . . . . .	9.16
Ressources naturelles . . . . .	9.16
Santé . . . . .	9.16
Sécurité publique et Protection civile . . . . .	9.18
Transports . . . . .	9.18
Travaux publics et Services gouvernementaux . . . . .	9.20

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

**Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant de *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

**Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>Affaires indiennes et du Nord Canadien</b>				
Ministère				
Aide à la gestion des urgences.....	...	...	...	...
Association des trappeurs Cris .....	...	...	...	...
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak .....	...	...	...	...
Entente concernant la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik.....	...	...	...	...
Entente sur les inondations du Nord.....	...	...	...	...
Négociations de traité trilatéral.....	...	...	...	...
Partage et développement des rapports Ethno-historiques .....	...	...	...	...
Programme d'aide intérimaire de gestion des ressources .....	...	...	...	...
Projet de recherche Mattawa - Nipissing.....	...	...	...	...
Protection contre les inondations .....	...	...	...	...
Protection des forêts .....	...	...	...	...
Routes des réserves.....	...	...	...	...
Services sociaux.....	...	...	...	...

**9 . 2 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	1 547	...	...	1 547	...	...	...	1 547
...	...	...	<b>216</b>	...	...	<b>216</b>	...	...	...	<b>216</b>
...	5 779	...	5 636	...	...	11 415	...	...	...	11 415
82	...	...	...	...	...	82	...	...	...	82
<b>82</b>	...	...	...	...	...	<b>82</b>	...	...	...	<b>82</b>
2 854	...	...	...	...	...	2 854	...	...	...	2 854
...	...	...	...	...	...	...	...	25	...	25
...	...	...	...	...	...	...	...	<b>97</b>	...	<b>97</b>
...	...	...	...	...	...	...	191	408	...	599
18 934	...	...	...	...	...	18 934	...	...	...	18 934
<b>18 371</b>	...	...	...	...	...	<b>18 371</b>	...	...	...	<b>18 371</b>
162 960	...	...	...	...	...	162 960	...	...	...	162 960
...	...	50	...	...	...	50	...	...	...	50
...	...	<b>150</b>	...	...	...	<b>150</b>	...	...	...	<b>150</b>
...	...	122 971	...	...	...	122 971	...	...	...	122 971
...	...	...	...	...	6 050	6 050	...	...	...	6 050
...	...	...	...	...	<b>6 246</b>	<b>6 246</b>	...	...	...	<b>6 246</b>
...	...	...	...	...	115 386	115 386	...	...	...	115 386
...	...	...	...	...	300	300	...	...	...	300
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	300	300	...	...	...	300 (f)
...	...	...	...	...	...	...	1 655	...	...	1 655
...	...	...	...	...	...	...	<b>1 655</b>	...	...	<b>1 655</b>
...	...	...	...	...	...	...	25 957	...	...	25 957
...	237	...	...	...	...	237	...	...	...	237
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	338	...	...	...	...	338	...	...	...	338 (a)
...	...	...	2 520	...	...	2 520	...	...	...	2 520
...	...	...	<b>2 192</b>	...	...	<b>2 192</b>	...	...	...	<b>2 192</b>
...	...	...	9 069	...	...	9 069	...	...	...	9 069
2 115	...	5 630	1 252	...	...	8 997	...	...	...	8 997
<b>404</b>	...	<b>4 793</b>	<b>1 662</b>	...	...	<b>6 859</b>	...	...	...	<b>6 859</b>
5 804	31 886	50 873	28 991	...	...	117 554	...	...	...	117 554
...	...	6 012	...	...	...	6 012	...	...	...	6 012
...	...	<b>5 591</b>	...	...	...	<b>5 591</b>	...	...	...	<b>5 591</b>
...	...	91 875	...	...	...	91 875	...	...	...	91 875
...	226 681	...	...	...	...	226 681	...	...	...	226 681
...	<b>220 385</b>	...	...	...	...	<b>220 385</b>	...	...	...	<b>220 385</b>
...	3 975 268	...	...	...	...	3 975 268	...	...	...	3 975 268

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Traitement de Requêtes en Retard .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>				
Contributions à la province de Québec aux termes du programme travaux d'infrastructure du Canada .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Contributions en vertu du programme diversification des collectivités .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Contributions en vertu du programme infrastructure de loisir du Canada .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>				
Ministère				
Contributions pour le Programme de développement des entreprises internationales .....	275	165	604	604
	<b>321</b>	<b>193</b>	<b>707</b>	<b>707</b>
	2 045	1 227	4 498	4 498
Total du portefeuille ministériel .....	275	165	604	604
	<b>321</b>	<b>193</b>	<b>707</b>	<b>707</b>
	2 045	1 227	4 498	4 498
<b>Agence du revenu du Canada</b>				
Groupe de travail sur l'économie clandestine .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	2	1	4	4
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	2	1	4	4
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>				
Ministère				
2011 Canada-Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

**9.4 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	45	...	45	...	...	...	45
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	45	...	45	...	...	...	45 (f)
21 131	226 918	11 692	5 319	45	6 350	271 455	1 655	25	...	273 135
<b>18 857</b>	<b>220 385</b>	<b>10 534</b>	<b>4 070</b>	...	<b>6 246</b>	<b>260 092</b>	<b>1 655</b>	<b>97</b>	...	<b>261 844</b>
171 618	4 013 271	265 719	43 696	45	115 686	4 610 035	26 148	408	...	4 636 591
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
506 383	...	...	...	...	...	506 383	...	...	...	506 383
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>19 900</b>	...	...	...	...	...	<b>19 900</b>	...	...	...	<b>19 900</b>
19 900	...	...	...	...	...	19 900	...	...	...	19 900
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
55 541	...	...	...	...	...	55 541	...	...	...	55 541
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
74 356	...	...	...	...	...	74 356	...	...	...	74 356
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>19 900</b>	...	...	...	...	...	<b>19 900</b>	...	...	...	<b>19 900</b>
656 180	...	...	...	...	...	656 180	...	...	...	656 180
...	...	...	...	...	...	1 648	...	...	...	1 648
...	...	...	...	...	...	<b>1 928</b>	...	...	...	<b>1 928</b>
...	...	...	...	...	...	12 268	...	...	...	12 268
...	...	...	...	...	...	1 648	...	...	...	1 648
...	...	...	...	...	...	<b>1 928</b>	...	...	...	<b>1 928</b>
...	...	...	...	...	...	12 268	...	...	...	12 268
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
157	136	11	16	68	56	455	...	...	...	455
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
157	136	11	16	68	56	455	...	...	...	455
...	...	...	...	(24)	...	(24)	...	...	...	(24)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	1 176	...	1 176	...	...	...	1 176 (a)



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et de rétablissement des pâturages.....	...	...	...	...
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine.....	...	...	...	...
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	...	...	...	...
2011 Canada-Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et restauration d'aliments du bétail.....	...	...	...	...
2011 Canada-Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	...	...	...	4 906
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour Alberta, Saskatchewan, Manitoba et Québec.....	...	...	...	4 906
2012 Canada-Ontario d'aide au transport du fourrage et du bétail.....	...	...	...	...
2012 Québec bétail et de fourrage transport.....	...	...	...	...
2013 Canada-Nouvelle-Ecosse aide aux producteurs de fraises.....	...	...	328	...
Agri-flexibilité.....	1 465	126	1 096	1 230
Agri-protection - Contributions.....	245	9 868	1 255	3 268
Agri-stabilité - Contributions.....	...	1 455	...	...
Agri-stabilité - Subventions.....	13	...	2 625	369
CL2-Programmes à coût partagé.....	3 525	2 851	3 809	2 810
Cultivons l'avenir - Programmes à frais partagés.....	...	...	...	...
Cultivons l'avenir - Programmes fédéraux de coût attribué.....	...	...	...	...
Initiatives Agri-Risques-RCA.....	...	...	...	...
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programmes complémentaires de sécurité du revenu.....	...	...	...	...
	10 745	15 015	13 004	5 626

**9 . 6 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	(2)	(2)	...	...	...	(2)
...	...	...	...	...	(99)	(99)	...	...	...	(99)
...	...	...	...	...	793	793	...	...	...	793 (a)
...	...	...	...	...	(34)	(34)	...	...	...	(34)
...	...	...	...	...	18	18	...	...	...	18
...	...	...	...	...	105	105	...	...	...	105 (a)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	(23)	(23)	...	...	...	(23)
...	...	...	...	...	1 399	1 399	...	...	...	1 399 (a)
...	...	(3 360)	...	...	...	(3 360)	...	...	...	(3 360)
...	...	10 470	...	...	...	10 470	...	...	...	10 470
...	...	7 110	...	...	...	7 110	...	...	...	7 110
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	4 906	...	...	...	4 906
...	...	...	...	...	...	4 906	...	...	...	4 906
...	...	660	(2 641)	(2)	...	(1 983)	...	...	...	(1 983)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
52	...	67 428	141 359	22 538	...	231 377	...	...	...	231 377 (a)
...	223	...	...	...	...	223	...	...	...	223
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	223	...	...	...	...	223	...	...	...	223
13	...	...	...	...	...	13	...	...	...	13
100	...	...	...	...	...	100	...	...	...	100
113	...	...	...	...	...	113	...	...	...	113
...	...	...	...	...	...	328	...	...	...	328
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	328	...	...	...	328
9 039	3 585	1 681	...	1 073	2 420	21 715	...	...	...	21 715
14 308	9 530	5 248	519	1 510	2 150	37 710	...	...	...	37 710
33 917	13 115	13 797	3 362	5 351	5 027	87 799	...	...	...	87 799 (f)
32 891	66 895	111 105	274 190	236 240	14 874	750 831	...	...	...	750 831
37 797	62 958	99 459	238 840	208 383	16 093	677 987	...	...	...	677 987
717 844	1 167 152	1 356 859	3 662 070	2 862 963	261 902	10 209 378	...	...	...	10 209 378
23 435	85 831	...	36 983	26 746	(7 940)	166 510	...	...	...	166 510
45 416	25 366	...	239 351	24 247	20 696	354 580	...	...	...	354 580
946 605	1 099 005	587 386	1 599 702	1 186 001	274 874	5 849 752	...	...	124	5 849 876
...	...	23 231	...	...	...	26 238	...	...	12	26 250
...	...	55 214	...	...	...	64 025	...	...	21	64 046
...	...	323 319	(10 022)	...	1 705	364 240	...	...	33	364 273
25 448	35 055	15 575	32 658	34 226	7 060	163 017	481	...	719	164 217
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
25 448	35 055	15 575	32 658	34 226	7 060	163 017	481	...	719	164 217
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
24 289	35 118	10 567	29 764	29 685	7 931	149 117	300	193	585	150 195
83 686	130 987	47 453	114 263	117 615	33 764	575 374	1 606	909	2 068	579 957 (f)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
999	1 740	611	1 323	1 428	410	7 049	21	14	26	7 110
3 902	7 780	2 388	5 168	5 578	1 600	28 514	83	55	100	28 752 (f)
...	...	499	689	932	127	2 247	...	...	...	2 247
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	499	689	932	127	2 247	...	...	...	2 247
...	...	...	...	...	(1 106)	(1 106)	...	...	...	(1 106)
...	...	(9)	...	...	...	(9)	...	...	...	(9)
518 004	248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	...	416	1 149 093 (a)

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Programme Agri-investissement - Contributions .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme Agri-investissement - Subventions .....	124	2 488	1 626	1 646
	<b>158</b>	<b>2 463</b>	<b>1 532</b>	<b>1 830</b>
	743	14 547	9 117	10 411
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	150
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins - Subventions .....	...	(1)	...	...
	...	...	...	(1)
	387	4 509	3 996	3 675
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs - Subventions .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	102	1 069	903	814
Stratégie emploi jeunesse - Programme objectif carrière .....	...	63	42	...
	...	<b>33</b>	<b>53</b>	...
	52	142	378	171
Total du portefeuille ministériel .....	5 372	16 850	10 781	9 323
	<b>5 812</b>	<b>14 815</b>	<b>10 215</b>	<b>19 650</b>
	41 210	212 003	117 097	192 414
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b>				
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada - Recherches et partenariats stratégiques .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique .....	9 046	...	...	5 458
	<b>5 055</b>	...	<b>2 278</b>	<b>10 019</b>
	88 085	30 006	105 500	375 940
Fonds Chantiers Canada - Volet collectivités .....	4 566	758	3 048	3 126
	<b>6 137</b>	<b>1 533</b>	<b>6 300</b>	<b>6 537</b>
	43 390	20 859	30 857	29 782
Fonds Chantiers Canada - Volet grande infrastructure .....	6 208	2 312	30 097	1 754
	<b>14 410</b>	<b>4 206</b>	<b>40 152</b>	<b>7 100</b>
	54 868	13 250	117 185	10 219
Fonds de l'infrastructure verte .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Fonds sur l'infrastructure frontalière .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	30 000
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale .....	36	...	...	21
	<b>523</b>	<b>112</b>	...	<b>2 507</b>
	31 376	21 578	43 335	39 568
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires .....	...	41 000	20 000	12 500
	<b>12 500</b>	...	<b>22 500</b>	<b>25 000</b>
	125 000	175 000	159 800	137 500
Total du portefeuille ministériel .....	19 856	44 070	53 145	22 859
	<b>38 625</b>	<b>5 851</b>	<b>71 230</b>	<b>51 163</b>
	342 719	260 693	456 677	623 009

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
24 876	...	...	...	...	...	24 876	...	...	...	24 876
<b>28 625</b>	...	...	...	...	...	<b>28 625</b>	...	...	...	<b>28 625</b>
153 115	...	...	...	...	...	153 115	...	...	...	153 115
...	42 482	26 280	72 780	54 408	6 694	208 528	...	...	...	208 528
...	<b>37 288</b>	<b>24 321</b>	<b>67 632</b>	<b>50 116</b>	<b>6 873</b>	<b>192 213</b>	...	...	<b>2</b>	<b>192 215</b>
16 812	255 130	175 816	420 931	303 178	40 450	1 247 135	...	...	10	1 247 145
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	150	...	...	...	150
...	...	...	(3)	(6)	...	(10)	...	...	...	(10)
...	(5)	(25)	(6)	(11)	...	(48)	...	...	...	(48)
4 000	95 687	56 249	97 391	248 185	22 849	536 928	...	...	10	536 938(a)
...	...	...	(1)	...	...	(1)	...	...	...	(1)
...	(1)	(1)	(6)	(7)	...	(15)	...	...	...	(15)
...	22 601	14 355	25 803	64 002	5 021	134 670	...	...	7	134 677(a)
165	148	34	44	89	73	658	...	...	...	658
<b>162</b>	<b>236</b>	<b>87</b>	<b>31</b>	<b>59</b>	<b>111</b>	<b>772</b>	...	...	...	<b>772</b>
4 590	918	348	195	437	388	7 619	...	...	...	7 619
115 867	234 219	175 705	414 699	353 682	22 166	1 358 664	481	...	731	1 359 876
<b>151 696</b>	<b>172 230</b>	<b>205 942</b>	<b>577 448</b>	<b>315 410</b>	<b>54 160</b>	<b>1 527 378</b>	<b>321</b>	<b>207</b>	<b>634</b>	<b>1 528 540</b>
2 508 088	3 076 169	2 707 186	6 139 565	5 043 008	719 065	20 755 805	2 510	964	3 487	20 762 766
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	<b>80</b>	...	...	...	...	<b>80</b>	...	...	...	<b>80</b>
...	80	...	...	...	...	80	...	...	...	80
55 576	32 708	5 643	...	35 430	...	143 861	...	4 662	...	148 523
<b>112 538</b>	<b>24 894</b>	<b>2 615</b>	...	<b>38 397</b>	...	<b>195 796</b>	<b>1 306</b>	...	...	<b>197 102</b>
732 607	852 006	330 704	92 700	261 035	735 000	3 603 583	65 000	38 652	36 132	3 743 367(a)
49 355	15 142	3 791	9 436	8 777	22 384	120 383	...	...	...	120 383
<b>46 864</b>	<b>55 180</b>	<b>3 902</b>	<b>10 280</b>	<b>17 701</b>	<b>30 255</b>	<b>184 689</b>	...	...	...	<b>184 689</b>
122 158	293 341	26 845	86 412	82 726	105 558	841 928	...	...	...	841 928(a)
42 737	294 946	5 737	6 426	63 584	103 778	557 579	...	...	...	557 579
<b>429 774</b>	<b>253 734</b>	<b>9 331</b>	<b>11 831</b>	<b>50 200</b>	<b>7 519</b>	<b>828 257</b>	...	...	...	<b>828 257(a)</b>
845 787	981 981	16 988	72 934	353 807	131 775	2 598 794	...	...	...	2 598 794(a)
...	44 931	...	...	...	39 636	84 567	...	...	...	84 567
<b>609</b>	<b>32 654</b>	...	...	...	<b>77 364</b>	<b>110 627</b>	...	...	<b>4 286</b>	<b>114 913</b>
609	79 334	...	...	...	117 000	196 943	...	...	71 000	267 943
21 430	6 767	...	...	...	...	28 197	...	...	...	28 197
<b>3 216</b>	<b>4 234</b>	...	...	...	...	<b>7 450</b>	...	...	...	<b>7 450</b>
91 563	291 827	...	5 000	...	88 000	506 390	...	...	...	506 390
37 354	138	1 317	28	22	53	38 969	...	3 368	...	42 337
<b>14 923</b>	<b>2 042</b>	<b>3 767</b>	<b>683</b>	<b>1 480</b>	<b>4 874</b>	<b>30 911</b>	...	<b>4 386</b>	...	<b>35 297</b>
207 735	321 010	48 791	45 083	104 818	70 221	933 515	18 636	18 999	16 733	987 883(a)
...	65 000	...	...	...	...	138 500	...	26 444	26 487	191 431
...	<b>92 365</b>	...	<b>5 000</b>	<b>12 500</b>	<b>3 050</b>	<b>172 915</b>	<b>11 000</b>	<b>26 428</b>	<b>26 471</b>	<b>236 814</b>
150 000	157 365	165 000	165 000	162 500	171 950	1 569 115	181 953	182 680	182 910	2 116 658
206 452	459 632	16 488	15 890	107 813	165 851	1 112 056	...	34 474	26 487	1 173 017
<b>607 924</b>	<b>465 183</b>	<b>19 615</b>	<b>27 794</b>	<b>120 278</b>	<b>123 062</b>	<b>1 530 725</b>	<b>12 306</b>	<b>30 814</b>	<b>30 757</b>	<b>1 604 602</b>
2 150 459	2 976 944	588 328	467 129	964 886	1 419 504	10 250 348	265 589	240 331	306 775	11 063 043

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>				
Les ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
<b>Emploi et Développement social</b>				
Ministère				
Entente sur le marché du travail .....	7 491	2 066	13 226	10 752
	<b>7 349</b>	<b>3 227</b>	<b>22 112</b>	<b>13 236</b>
	<i>44 881</i>	<i>12 549</i>	<i>82 337</i>	<i>65 886</i>
Ententes sur le développement du marché du travail .....	135 149	28 730	89 126	82 429
	<b>139 140</b>	<b>29 078</b>	<b>89 718</b>	<b>99 064</b>
	<i>728 969</i>	<i>154 220</i>	<i>486 614</i>	<i>509 637</i>
Ententes sur le marché du travail relatif aux personnes handicapées .....	4 578	1 376	8 290	5 951
	<b>4 578</b>	<b>1 376</b>	<b>8 290</b>	<b>5 951</b>
	<i>45 784</i>	<i>13 757</i>	<i>82 903</i>	<i>59 508</i>
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés .....	913	261	775	1 096
	<b>928</b>	<b>281</b>	<b>845</b>	<b>1 024</b>
	<i>10 287</i>	<i>2 752</i>	<i>9 133</i>	<i>8 130</i>
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux (SIGEI) .....	37	37	37	37
	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>43</b>
	<i>1 200</i>	<i>1 200</i>	<i>1 200</i>	<i>1 200</i>
Total du portefeuille ministériel .....	148 168	32 470	111 454	100 265
	<b>152 038</b>	<b>34 005</b>	<b>121 008</b>	<b>119 318</b>
	<i>831 121</i>	<i>184 478</i>	<i>662 187</i>	<i>644 361</i>
<b>Environnement</b>				
Ministère				
Accord Canada/Québec relatif à l'application des lois - protection de l'environnement .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Accord Canada/Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Accord Canada/Terre-Neuve relatif aux stations et programmes climatologiques .....	...	...	...	...
	<b>10</b>	...	...	...
	<i>1 403</i>	...	...	...
Accord concernant les relevés hydrométriques .....	452	77	244	451
	<b>521</b>	<b>50</b>	<b>132</b>	<b>350</b>
	<i>6 141</i>	<i>430</i>	<i>1 721</i>	<i>3 775</i>
Alberta Innovates-Technology Futures .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente Canada/Québec concernant le suivi de la qualité de l'eau au Québec .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
LEP-Loi sur les espèces en péril .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

**9 . 10 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	832	780	830	2 042	4 484	...	...	...	4 484
...	...	<b>3 638</b>	<b>4 189</b>	<b>1 795</b>	<b>5 540</b>	<b>15 162</b>	...	...	...	<b>15 162</b>
...	...	50 123	48 500	49 476	44 267	192 366	...	...	...	192 366
...	...	832	780	830	2 042	4 484	...	...	...	4 484
...	...	<b>3 638</b>	<b>4 189</b>	<b>1 795</b>	<b>5 540</b>	<b>15 162</b>	...	...	...	<b>15 162</b>
...	...	50 123	48 500	49 476	44 267	192 366	...	...	...	192 366
115 980	192 529	17 990	15 762	57 242	65 162	498 200	619	426	522	499 767
<b>115 462</b>	<b>193 603</b>	<b>18 162</b>	<b>15 481</b>	<b>55 529</b>	<b>99 473</b>	<b>543 634</b>	<b>1 910</b>	<b>1 445</b>	<b>1 522</b>	<b>548 511</b>
695 413	1 157 766	108 635	92 426	330 578	395 947	2 986 418	3 809	2 828	3 045	2 996 100 (f)
640 162	622 515	49 585	42 447	118 737	242 514	2 051 394	4 082	2 460	3 799	2 061 735
<b>642 968</b>	<b>616 896</b>	<b>50 164</b>	<b>43 113</b>	<b>118 272</b>	<b>300 548</b>	<b>2 128 961</b>	<b>4 606</b>	<b>3 641</b>	<b>3 878</b>	<b>2 141 086</b>
3 488 001	3 466 309	277 083	235 900	663 095	1 571 831	11 581 659	23 701	17 812	21 130	11 644 302
45 893	76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	...	...	...	218 251
<b>45 893</b>	<b>76 411</b>	<b>8 965</b>	<b>10 853</b>	<b>25 190</b>	<b>30 744</b>	<b>218 251</b>	...	...	...	<b>218 251</b>
458 929	759 139	89 650	108 526	251 903	307 441	2 177 540	...	...	...	2 177 540
7 716	7 483	486	506	1 165	2 581	22 982	301	...	240	23 523
<b>11 907</b>	<b>18 266</b>	<b>843</b>	<b>553</b>	<b>3 759</b>	<b>4 062</b>	<b>42 468</b>	<b>60</b>	<b>1</b>	<b>180</b>	<b>42 709</b>
57 010	50 871	2 516	5 102	6 243	29 253	181 297	1 004	180	2 498	184 979
37	37	37	37	37	37	370	37	37	37	481
<b>43</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>430</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>559</b>
1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	12 000	1 200	1 200	1 200	15 600
809 788	898 975	77 063	69 605	202 371	341 038	2 791 197	5 039	2 923	4 598	2 803 757
<b>816 273</b>	<b>905 219</b>	<b>78 177</b>	<b>70 043</b>	<b>202 793</b>	<b>434 870</b>	<b>2 933 744</b>	<b>6 619</b>	<b>5 130</b>	<b>5 623</b>	<b>2 951 116</b>
4 700 553	5 435 285	479 084	443 154	1 253 019	2 305 672	16 938 914	29 714	22 020	27 873	17 018 521
137	...	...	...	...	...	137	...	...	...	137
<b>142</b>	...	...	...	...	...	<b>142</b>	...	...	...	<b>142</b>
404	...	...	...	...	...	404	...	...	...	404
240	...	...	...	...	...	240	...	...	...	240
<b>240</b>	...	...	...	...	...	<b>240</b>	...	...	...	<b>240</b>
8 444	...	...	...	...	...	8 444	...	...	...	8 444
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	<b>10</b>	...	...	...	<b>10</b>
...	...	...	...	...	...	1 403	...	...	...	1 403
670	3 150	495	1 898	2 397	3 286	13 120	...	...	...	13 120
<b>669</b>	<b>44</b>	<b>1 208</b>	<b>1 717</b>	<b>1 772</b>	<b>337</b>	<b>6 800</b>	...	...	...	<b>6 800</b>
24 608	39 205	12 335	14 381	24 559	6 641	133 796	...	...	...	133 796
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	10	...	10	...	...	...	10
131	...	...	...	...	...	131	...	...	...	131
<b>180</b>	...	...	...	...	...	<b>180</b>	...	...	...	<b>180</b>
311	...	...	...	...	...	311	...	...	...	311
311	...	...	...	...	...	311	...	...	...	311
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1 090	...	...	...	...	502	1 592	35	...	...	1 627

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Lutte intégrée contre les parasites .....	...	...	...	...
Pâtes et papier .....	...	...	...	...
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine .....	...	...	...	...
Programme d'intendance de l'habitat .....	...	...	...	...
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes .....	...	...	...	...
Protection et dépollution du fleuve Saint-Laurent .....	...	...	...	...
Régularisation de la rivière des Outaouais .....	...	...	...	...
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Convention de la Baie James et du Nord québécois .....	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	452	77	244	451
	<b>531</b>	<b>50</b>	<b>132</b>	<b>350</b>
	<i>7 544</i>	<i>430</i>	<i>1 721</i>	<i>3 775</i>
<b>Finances</b>				
Ministère				
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto .....	...	...	...	...
Programme de financement du Harbourfront Centre .....	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
<b>Industrie</b>				
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
Infrastructure Canada/Ontario .....	...	...	...	...
Infrastructure de loisirs du Canada .....	...	...	...	...

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	5	5	...	...	...	5 (f)
50	...	...	...	...	...	50	...	...	...	50
75	...	...	...	...	...	75	...	...	...	75
3 472	...	...	...	...	273	3 745	...	...	...	3 745
...	...	99	130	...	...	229	...	...	...	229
...	364	982	248	...	...	1 594	...	...	...	1 594
...	2 267	9 698	9 946	7 345	41	29 297	...	...	...	29 297
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	5	5
...	...	...	...	...	339	339	...	...	58	397
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1 121	...	...	...	...	...	1 121	...	...	...	1 121
450	...	...	...	...	...	450	...	...	...	450
425	...	...	...	...	...	425	...	...	...	425
30 984	...	...	...	...	...	30 984	...	...	...	30 984
1	83	...	...	...	...	84	...	...	...	84
9	79	...	...	...	...	88	...	...	...	88
(39)	834	...	...	...	...	795	...	...	...	795
246	...	...	...	...	...	246	...	...	...	246
246	...	...	...	...	...	246	...	...	...	246
3 481	...	...	...	...	...	3 481	...	...	...	3 481
2 236	3 233	594	2 028	2 397	3 286	14 998	...	...	...	14 998
1 986	487	2 190	1 965	1 772	337	9 800	...	...	5	9 805
73 876	42 306	22 033	24 327	31 914	7 801	215 727	35	...	58	215 820
...	193	...	...	...	...	193	...	...	...	193
...	10 271	...	...	...	...	10 271	...	...	...	10 271
...	268 765	...	...	...	...	268 765	...	...	...	268 765
...	5 000	...	...	...	...	5 000	...	...	...	5 000
...	5 000	...	...	...	...	5 000	...	...	...	5 000
...	31 200	...	...	...	...	31 200	...	...	...	31 200
...	5 193	...	...	...	...	5 193	...	...	...	5 193
...	15 271	...	...	...	...	15 271	...	...	...	15 271
...	299 965	...	...	...	...	299 965	...	...	...	299 965
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	680 065	...	...	...	...	680 065	...	...	...	680 065 (f)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	181 501	...	...	...	...	181 501	...	...	...	181 501 (f)



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Agence spatiale canadienne				
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
<b>Justice</b>				
Ministère				
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique .....	2 046	445	3 612	2 453
	<b>2 047</b>	<b>445</b>	<b>3 612</b>	<b>2 453</b>
	55 611	9 938	101 688	56 645
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones .....	...	...	111	...
	<b>15</b>	...	<b>126</b>	...
	2 936	102	1 979	...
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes .....	4 091	1 615	4 931	3 854
	<b>5 119</b>	<b>2 021</b>	<b>6 170</b>	<b>4 822</b>
	136 455	53 825	163 678	128 414
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes - Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation .....	382	519	316	492
	<b>214</b>	<b>408</b>	<b>352</b>	<b>422</b>
	2 838	3 176	5 057	3 531
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir aide juridique, assistance parajudiciaire aux Autochtones et services de vulgarisation et d'information juridique) .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	6 519	2 579	8 970	6 799
	<b>7 395</b>	<b>2 874</b>	<b>10 260</b>	<b>7 697</b>
	197 840	67 041	272 402	188 590
<b>Patrimoine canadien</b>				
Ministère				
Fonds du Canada pour la présentation des arts .....	50	...	...	...
	<b>65</b>	...	...	...
	1 139	...	...	...
Fonds du Canada pour les espaces culturels .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	3 100	...	...	...
Programme de soutien au sport .....	323	257	371	332
	<b>277</b>	<b>257</b>	<b>297</b>	<b>289</b>
	2 907	2 359	3 347	2 979
Programme des langues officielles dans l'enseignement .....	4 466	4 695	11 558	26 745
	<b>4 511</b>	<b>6 086</b>	<b>9 858</b>	<b>25 339</b>
	126 275	90 625	262 323	859 895
Total du portefeuille ministériel .....	4 839	4 952	11 929	27 077
	<b>4 853</b>	<b>6 343</b>	<b>10 155</b>	<b>25 628</b>
	133 421	92 984	265 670	862 874

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
57	...	...	...	...	...	57	...	...	...	57
<b>2</b>	...	...	...	...	...	<b>2</b>	...	...	...	<b>2</b>
60	...	...	...	...	...	60	...	...	...	60
57	...	...	...	...	...	57	...	...	...	57
<b>2</b>	...	...	...	...	...	<b>2</b>	...	...	...	<b>2</b>
60	861 566	...	...	...	...	861 626	...	...	...	861 626
26 037	51 136	4 860	4 203	10 914	14 622	120 328	...	...	...	120 328
<b>25 833</b>	<b>51 051</b>	<b>4 828</b>	<b>4 203</b>	<b>10 840</b>	<b>14 516</b>	<b>119 828</b>	...	...	...	<b>119 828</b>
658 643	1 321 858	123 516	101 393	259 134	347 870	3 036 296	24 435	...	7 605	3 068 336
530	1 040	435	620	1 009	994	4 739	...	...	...	4 739
<b>493</b>	<b>1 040</b>	<b>435</b>	<b>620</b>	<b>1 009</b>	<b>994</b>	<b>4 732</b>	<b>14</b>	...	<b>14</b>	<b>4 760</b>
15 072	27 938	11 764	15 196	32 962	31 882	139 831	6 846	65	2 350	149 092
29 315	50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
<b>36 683</b>	<b>63 809</b>	<b>6 433</b>	<b>7 416</b>	<b>16 957</b>	<b>22 134</b>	<b>171 564</b>	<b>3 060</b>	<b>1 577</b>	<b>1 103</b>	<b>177 304</b>
955 901	1 721 734	165 863	197 618	423 594	536 429	4 483 511	103 177	24 070	33 300	4 644 058
1 308	1 578	1 324	856	1 179	1 517	9 471	311	689	300	10 771
<b>605</b>	<b>1 696</b>	<b>1 399</b>	<b>1 407</b>	<b>1 667</b>	<b>1 897</b>	<b>10 067</b>	<b>290</b>	<b>300</b>	<b>215</b>	<b>10 872</b>
4 053	14 330	7 677	7 882	10 423	10 482	69 449	2 852	3 270	2 580	78 151
...	...	...	...	...	...	...	1 972	1 792	1 092	4 856
...	...	...	...	...	...	...	<b>1 972</b>	<b>1 792</b>	<b>1 092</b>	<b>4 856</b>
...	...	...	...	...	...	...	28 118	25 224	15 234	68 576
57 190	104 747	11 760	11 606	26 653	34 822	271 645	4 728	3 741	2 273	282 387
<b>63 614</b>	<b>117 596</b>	<b>13 095</b>	<b>13 646</b>	<b>30 473</b>	<b>39 541</b>	<b>306 191</b>	<b>5 336</b>	<b>3 669</b>	<b>2 424</b>	<b>317 620</b>
1 633 669	3 085 860	308 820	322 089	726 113	926 663	7 729 087	165 428	52 629	61 069	8 008 213
...	...	...	...	...	...	50	...	...	...	50
...	...	...	...	...	...	<b>65</b>	...	...	...	<b>65</b>
...	...	...	...	...	...	1 139	...	...	...	1 139
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>50</b>	<b>50</b>
...	...	...	900	...	...	4 000	...	88	50	4 138
778	1 089	312	303	544	595	4 904	430	252	432	6 018
<b>657</b>	<b>912</b>	<b>312</b>	<b>303</b>	<b>438</b>	<b>477</b>	<b>4 219</b>	<b>252</b>	<b>250</b>	<b>252</b>	<b>4 973</b>
7 151	8 719	3 299	3 481	4 813	5 107	44 162	3 185	2 214	2 728	52 289
65 482	83 382	14 916	8 493	16 256	18 106	254 099	2 828	1 423	2 213	260 563
<b>66 636</b>	<b>86 054</b>	<b>15 961</b>	<b>8 553</b>	<b>16 006</b>	<b>17 879</b>	<b>256 883</b>	<b>2 588</b>	<b>1 423</b>	<b>2 310</b>	<b>263 204</b>
3 012 822	2 899 070	383 724	266 154	403 064	437 992	8 741 944	52 690	25 268	41 305	8 861 207
66 260	84 471	15 228	8 796	16 800	18 701	259 053	3 258	1 675	2 645	266 631
<b>67 293</b>	<b>86 966</b>	<b>16 273</b>	<b>8 856</b>	<b>16 444</b>	<b>18 356</b>	<b>261 167</b>	<b>2 840</b>	<b>1 673</b>	<b>2 612</b>	<b>268 292</b>
3 019 973	2 907 789	387 023	270 535	407 877	443 099	8 791 245	55 875	27 570	44 083	8 918 773

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>Pêches et Océans</b>				
Ministère				
Conservation de la ouananiche et des stocks de reproduction issus des activités d'écloseries et d'élevage .....	...	...	...	2
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent .....	...	...	...	2
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec (1990 à 2005) .....	...	...	...	...
Identification des réserves de truites arc-en-ciel de la rivière Skeena .....	...	...	...	...
Modèle de prévision des ondes de tempête du Pacifique Nord pour une période additionnelle de 5 ans .....	...	...	...	...
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard .....	...	144	...	...
Projet d'amélioration de la pêche .....	10	2 438	...	...
Projet Quinte .....	175	...	...	...
Projets de mise en valeur de la pêche sur le canal Dale, la rivière Deadman et la rivière Nicola .....	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	10 165 175	144 ... 2 438	... ... ...	2 ... 2
<b>Ressources naturelles</b>				
Ministère				
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	...	...	2 925	...
Office Canada/Terre-Neuve-et-Labrador sur les hydrocarbures extracôtiers .....	4 709 3 347 72 239	... ... ...	... ... 36 624	... ... ...
Total du portefeuille ministériel .....	4 709 3 347 72 239	... ... ...	2 925 2 602 36 624	... ... ...
<b>Santé</b>				
Ministère				
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent .....	...	...	...	...

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	2
2 564	...	...	...	...	...	2 564	...	...	...	2 564
<b>2 868</b>	...	...	...	...	...	<b>2 868</b>	...	...	...	<b>2 868</b>
7 804	...	...	...	...	...	7 804	...	...	...	7 804
39	...	...	...	...	...	39	...	...	...	39
<b>61</b>	...	...	...	...	...	<b>61</b>	...	...	...	<b>61</b>
824	...	...	...	...	...	824	...	...	...	824
...	...	...	...	...	115	115	...	...	...	115
...	...	...	...	...	<b>70</b>	<b>70</b>	...	...	...	<b>70</b>
...	...	...	...	...	231	231	...	...	...	231 (f)
...	...	...	...	...	15	15	...	...	...	15
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	20	20	...	...	...	20
...	...	...	...	...	...	144	...	...	...	144
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	2 438	...	...	...	2 438
...	...	...	...	...	...	10	...	...	...	10
...	...	...	...	...	...	<b>165</b>	...	...	...	<b>165</b>
...	...	...	...	...	...	175	...	...	...	175
...	164	...	...	...	...	164	...	...	...	164
...	<b>202</b>	...	...	...	...	<b>202</b>	...	...	...	<b>202</b>
...	3 928	...	...	...	...	3 928	...	...	...	3 928
...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1
2 603	164	...	...	...	131	3 054	...	...	...	3 054
<b>2 929</b>	<b>202</b>	...	...	...	<b>70</b>	<b>3 366</b>	...	...	...	<b>3 366</b>
8 628	3 928	...	...	...	252	15 423	...	...	...	15 423
...	...	...	...	...	...	2 925	...	...	...	2 925
...	...	...	...	...	...	<b>2 602</b>	...	...	...	<b>2 602</b>
...	...	...	...	...	...	36 624	...	...	...	36 624
...	...	...	...	...	...	4 709	...	...	...	4 709
...	...	...	...	...	...	<b>3 347</b>	...	...	...	<b>3 347</b>
...	...	...	...	...	...	72 239	...	...	...	72 239
...	...	...	...	...	...	7 634	...	...	...	7 634
...	...	...	...	...	...	<b>5 949</b>	...	...	...	<b>5 949</b>
...	...	...	...	...	...	108 863	...	...	...	108 863
4	...	...	...	...	...	4	...	...	...	4
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
17	...	...	...	...	...	17	...	...	...	17

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>				
Programme d'indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage .....	...	...	...	...
	...	...	...	5
<b>Agence de la santé publique du Canada</b>				
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>5</b>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>				
<b>Ministère</b>				
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) .....	40 750	1 600	154	10 950
	<b>6 179</b>	<b>2 700</b>	<b>20 550</b>	<b>20 100</b>
	115 643	11 649	56 086	87 994
Contributions pour Lac-Mégantic, Québec .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme conjoint de protection civile (PCPC) .....	...	...	...	...
	<b>97</b>	<b>94</b>	<b>160</b>	<b>143</b>
	6 211	6 356	9 314	9 512
Programme de services de police des Premières nations .....	...	...	327	797
	...	...	<b>327</b>	<b>677</b>
	1 345	1 020	20 772	8 475
Subventions au Système national de repérage .....	29	26	32	31
	<b>28</b>	<b>26</b>	<b>31</b>	<b>30</b>
	201	182	220	211
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>				
Programme canadien du contrôle des armes à feu .....	...	225	1 009	975
	...	<b>225</b>	<b>1 009</b>	<b>975</b>
	2 255	3 952	17 040	18 175
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>40 779</b>	<b>1 851</b>	<b>1 522</b>	<b>12 753</b>
	<b>6 304</b>	<b>3 045</b>	<b>22 077</b>	<b>21 925</b>
	125 655	23 159	103 432	124 367
<b>Transports</b>				
<b>Ministère</b>				
Code canadien de sécurité .....	191	161	225	210
	<b>191</b>	<b>161</b>	<b>225</b>	<b>210</b>
	3 427	2 888	5 301	4 058
Contributions à l'appui des initiatives en matière de transports propres .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Fonds d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers .....	...	5 000	9 000	5 195
	...	<b>2 250</b>	<b>6</b>	<b>93 299</b>
	...	7 250	9 153	110 508

**9 . 18 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
232	2 401	92	18	1	...	2 749	...	...	...	2 749
21	...	...	...	...	...	21	...	...	...	21
<b>24</b>	...	...	...	...	...	<b>24</b>	...	...	...	<b>24</b>
62	...	...	...	...	...	62	...	...	...	62
25	1	...	...	...	...	26	...	...	...	26
<b>24</b>	...	...	...	...	...	<b>24</b>	...	...	...	<b>24</b>
311	2 401	92	18	1	...	2 828	...	...	...	2 828
11 750	...	250 000	134 284	553 200	11 000	1 013 688	...	5 300	...	1 018 988
<b>47 000</b>	...	<b>50 365</b>	<b>7 358</b>	<b>25 097</b>	<b>100 600</b>	<b>279 949</b>	...	...	...	<b>279 949</b>
1 038 364	142 196	721 352	160 030	823 349	384 471	3 541 134	5 615	5 300	5 665	3 557 714
25 000	...	...	...	...	...	25 000	...	...	...	25 000
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
25 000	...	...	...	...	...	25 000	...	...	...	25 000
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>608</b>	<b>1 201</b>	<b>891</b>	<b>248</b>	<b>1 110</b>	<b>1 276</b>	<b>5 828</b>	<b>68</b>	<b>85</b>	<b>66</b>	<b>6 047</b>
29 143	59 023	15 897	8 790	20 018	20 925	185 189	4 666	1 695	4 315	195 865 (f)
31 429	42 033	4 599	1 044	5 677	827	86 733	...	...	...	86 733
<b>28 390</b>	<b>38 064</b>	<b>4 453</b>	<b>1 487</b>	<b>5 081</b>	<b>793</b>	<b>79 272</b>	...	...	...	<b>79 272</b>
382 490	590 972	92 199	83 357	108 413	69 793	1 358 836	6 910	3 784	16 774	1 386 304
84	121	34	33	52	58	500	...	...	...	500
<b>78</b>	<b>111</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>50</b>	<b>55</b>	<b>474</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>501</b>
556	791	233	224	343	384	3 345	43	69	43	3 500
5 871	6 150	...	...	...	...	14 230	...	...	...	14 230
<b>5 871</b>	<b>6 150</b>	...	...	...	...	<b>14 230</b>	...	...	...	<b>14 230</b>
129 448	108 758	2 464	2 190	4 587	27 893	316 762	1 137	...	1 297	319 196
74 134	48 304	254 633	135 361	558 929	11 885	1 140 151	...	5 300	...	1 145 451
<b>81 947</b>	<b>45 526</b>	<b>55 742</b>	<b>9 125</b>	<b>31 338</b>	<b>102 724</b>	<b>379 753</b>	<b>77</b>	<b>94</b>	<b>75</b>	<b>379 999</b>
1 605 001	901 740	832 145	254 591	956 710	503 466	5 430 266	18 371	10 848	28 094	5 487 579
769	1 148	244	229	420	488	4 085	153	...	153	4 391
<b>769</b>	<b>1 148</b>	<b>244</b>	<b>229</b>	<b>420</b>	<b>488</b>	<b>4 085</b>	<b>153</b>	...	<b>153</b>	<b>4 391</b>
13 653	20 674	4 935	5 045	8 889	7 611	76 481	2 370	...	2 572	81 423
...	...	...	...	...	600	600	...	...	...	600
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	600	600	...	...	...	600
1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
<b>2</b>	...	...	...	...	...	<b>2</b>	...	...	...	<b>2</b>
4	...	...	...	...	...	4	...	...	...	4
...	...	16 935	...	16 549	52 270	85 754	...	...	...	85 754
...	...	<b>12 000</b>	...	<b>2 564</b>	<b>101 223</b>	<b>115 787</b>	...	...	...	<b>115 787</b>
...	...	33 565	...	19 113	498 532	551 210	...	...	...	551 210
...	473	877	5 239	...	...	25 784	...	...	74	25 858
...	<b>30 794</b>	<b>3 200</b>	<b>8 170</b>	...	...	<b>137 719</b>	...	...	<b>157</b>	<b>137 876</b>
...	31 267	22 505	22 046	...	...	202 729	...	...	252	202 981

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés — *Fin*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord .....	...	...	...	...
Partenariat pour la sécurité et la prospérité .....	...	...	...	...
Programme stratégique d'infrastructure routière; Systèmes de transport intelligents .....	...	...	...	21
Rénovations des routes en Outaouais .....	...	...	...	...
	949	442	1 253	1 880
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	191	5 161	9 225	5 426
	<b>191</b>	<b>2 427</b>	<b>231</b>	<b>93 663</b>
	4 376	10 580	15 707	116 517
<b>Travaux Publics et Services gouvernementaux</b>				
Ministère				
Assainissement des étangs de goudron et du site des fours à coke de Sydney .....	...	...	57 375	...
	...	...	<b>53 075</b>	...
	...	...	290 081	...
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
Remplacement du tablier du complexe des barrages Témiscamingue .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	57 375	...
	...	...	<b>53 075</b>	...
	...	...	290 081	...
Total global .....	231 170	108 319	268 174	185 559
	<b>219 582</b>	<b>69 603</b>	<b>301 692</b>	<b>340 101</b>
	1 758 347	855 034	2 226 100	2 760 416

(a) Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

Comptes publics du Canada 2013-2014

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	50	...	...	...	50	205	44	406	705
...	...	...	...	...	...	...	...	<b>286</b>	...	<b>286</b>
...	...	50	...	...	...	50	205	330	406	991
...	...	...	...	...	100	100	...	...	...	100
...	...	...	...	...	<b>1 096</b>	<b>1 096</b>	...	...	...	<b>1 096</b>
...	...	264	...	...	2 496	2 831	...	...	...	2 831 (f)
...	...	...	...	...	...	21	...	...	...	21
...	<b>200</b>	...	...	<b>385</b>	<b>251</b>	<b>1 006</b>	...	...	...	<b>1 006</b>
3 982	4 594	986	1 091	4 272	4 835	24 284	357	...	647	25 288 (f)
13 066	...	...	...	...	...	13 066	...	...	...	13 066
<b>21 626</b>	...	...	...	...	...	<b>21 626</b>	...	...	...	<b>21 626</b>
137 184	...	...	...	...	...	137 184	...	...	...	137 184
13 836	1 621	18 106	5 468	16 969	53 458	129 461	358	44	633	130 496
<b>22 397</b>	<b>32 142</b>	<b>15 444</b>	<b>8 399</b>	<b>3 369</b>	<b>103 058</b>	<b>281 321</b>	<b>153</b>	<b>286</b>	<b>310</b>	<b>282 070</b>
154 823	56 535	62 305	28 182	32 274	514 074	995 373	2 932	330	3 877	1 002 512
...	...	...	...	...	...	57 375	...	...	...	57 375
...	...	...	...	...	...	<b>53 075</b>	...	...	...	<b>53 075</b>
...	...	...	...	...	...	290 081	...	...	...	290 081
538	538	...	...	...	...	1 076	...	...	...	1 076
<b>383</b>	<b>383</b>	...	...	...	...	<b>766</b>	...	...	...	<b>766</b>
4 660	9 798	...	...	...	...	14 458	...	...	...	14 458
22	...	...	...	...	...	22	...	...	...	22
<b>21</b>	...	...	...	...	...	<b>21</b>	...	...	...	<b>21</b>
65	...	...	...	...	...	65	...	...	...	65
233	77	...	...	...	...	310	...	...	...	310
<b>209</b>	<b>69</b>	...	...	...	...	<b>278</b>	...	...	...	<b>278 (a)</b>
459	152	...	...	...	...	611	...	...	...	611 (a)
793	615	...	...	...	...	58 783	...	...	...	58 783
<b>613</b>	<b>452</b>	...	...	...	...	<b>54 140</b>	...	...	...	<b>54 140</b>
5 184	9 950	...	...	...	...	305 215	...	...	...	305 215
1 370 372	2 068 093	582 101	669 552	1 286 489	659 730	7 429 559	15 519	48 182	37 367	7 530 627
<b>1 855 455</b>	<b>2 061 659</b>	<b>420 650</b>	<b>725 535</b>	<b>723 672</b>	<b>887 964</b>	<b>7 605 913</b>	<b>29 307</b>	<b>41 970</b>	<b>42 440</b>	<b>7 719 630</b>
16 688 580	23 673 845	5 702 869	8 041 802	9 465 391	6 999 605	78 171 989	566 602	355 100	475 316	79 569 007



Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 10

*Comptes publics du Canada*  
2013-2014

## **Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement**

### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Détail budgétaire par affectation .....	10.2
Commissions .....	10.28
Frais d'étude .....	10.31
Revenus de placements .....	10.33
Dépenses des cabinets des ministres .....	10.36
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires .....	10.46
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres .....	10.50

**Détail budgétaire par affectation**

Cet état présente la répartition des crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), de même que les dépenses connexes de l'exercice en cours.

## Détail budgétaire par affectation

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
<b>Agriculture et Agroalimentaire <sup>(1)</sup></b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	777 691 374	751 649 664
Bloquées.....	9 492 438	
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	56 500 000	48 645 076
	<u>730 683 812</u>	<u>703 004 588</u>
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital.....	34 848 685	30 768 006
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions.....	447 925 111	324 354 015
Montants législatifs.....	1 343 127 777	1 328 771 721
	<u>2 556 585 385</u>	<u>2 386 898 330</u>
Commission canadienne du lait		
Crédit 15 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	4 456 273	4 456 273
Bloquées.....	10 148	
	<u>4 466 421</u>	<u>4 456 273</u>
Commission canadienne des grains		
Crédit 30 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	21 789 074	21 789 074
Fonds pour le réaménagement des effectifs.....	10 802 629	10 024 365
Bloquées.....	1 470 796	
	<u>34 062 499</u>	<u>31 813 439</u>
Montants législatifs.....	38 358 889	(6 459 461)
	<u>72 421 388</u>	<u>25 353 978</u>
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b><u>2 633 473 194</u></b>	<b><u>2 416 708 581</u></b>
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	73 021 187	69 058 793
Bloquées.....	1 704 472	
	<u>74 725 659</u>	<u>69 058 793</u>
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions.....	236 733 470	236 733 461
Montants législatifs.....	8 376 893	8 365 854
	<u>319 836 022</u>	<u>314 158 108</u>
Société d'expansion du Cap-Breton		
Crédit 10 — Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton —		
Paiements à la Société d'État.....	11 290 000	11 290 000
Obligations liées à l'environnement et aux ressources humaines.....	41 558 000	39 554 000
	<u>52 848 000</u>	<u>50 844 000</u>
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b><u>372 684 022</u></b>	<b><u>365 002 108</u></b>

**10.2 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement**

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
<b>Agence du revenu du Canada</b>		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> —		
Budget de fonctionnement .....	3 184 689 895	2 927 941 536
Initiatives publicitaires .....	7 489 421	7 437 699
Entités de placement étrangères et fiducies non résidentes .....	15 039 440	3 749 000
Paievements au Québec pour l'administration de la Taxe sur les produits et services .....	142 772 214	142 772 214
Locaux et services de biens immobiliers .....	347 681 720	346 165 700
Bloquées .....	25 396 643	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	330 565 205	330 565 205
	<b>3 392 504 128</b>	<b>3 097 500 944</b>
Crédit 5 — Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> —		
Budget en capital .....	110 011 806	63 301 048
Montants législatifs .....	902 057 364	902 057 364
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>4 404 573 298</b>	<b>4 062 859 356</b>
<b>Patrimoine canadien</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	189 064 184	181 607 814
Initiatives publicitaires .....	500 000	45 764
Bloquées .....	3 318 044	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	7 209 083	6 879 186
	<b>185 673 145</b>	<b>174 774 392</b>
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	1 133 745 259	1 130 800 471
Montants législatifs .....	26 711 965	25 996 267
	<b>1 346 130 369</b>	<b>1 331 571 130</b>
Conseil des Arts du Canada		
Crédit 10 — Paiements au Conseil des Arts du Canada —		
Paievements à la Société d'État .....	181 974 388	181 974 388
Société Radio-Canada		
Crédit 15 — Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement —		
Paievements à la Société d'État .....	975 617 798	975 617 798
Crédit 20 — Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement —		
Paievements à la Société d'État .....	4 000 000	4 000 000
Crédit 25 — Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital —		
Paievements à la Société d'État .....	103 856 000	103 856 000
	<b>1 083 473 798</b>	<b>1 083 473 798</b>
Musée canadien des droits de la personne		
Crédit 30 — Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paievements à la Société d'État .....	32 016 180	32 016 180
Musée canadien de l'histoire		
Crédit 35 — Paiements au Musée canadien de l'histoire à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paievements à la Société d'État .....	62 850 567	62 850 567
Musée canadien de l'immigration du Quai 21		
Crédit 40 — Paiements au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paievements à la Société d'État .....	18 450 000	18 450 000

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Détail budgétaire par affectation — *Suite*

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Musée canadien de la nature		
Crédit 45 — Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paiements à la Société d'État .....	26 770 876	26 770 876
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Crédit 50 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	54 002 762	50 946 681
Bloquées .....	106 648	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	47 270 272	47 191 677
	6 839 138	3 755 004
Montants législatifs .....	6 624 857	6 624 857
	13 463 995	10 379 861
Bibliothèque et Archives du Canada		
Crédit 55 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	87 995 768	87 453 375
Subventions et contributions .....	37 116	36 766
Bloquées .....	3 787 854	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	550 000	236 309
	91 270 738	87 253 832
Crédit 60 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	2 893 615	2 596 053
Bloquées .....	1 050 000	
	3 943 615	2 596 053
Montants législatifs .....	11 085 923	10 953 807
	106 300 276	100 803 692
Société du Centre national des Arts		
Crédit 65 — Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement —		
Paiements à la Société d'État .....	34 647 720	34 647 720
Office national du film		
Crédit 75 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	77 660 960	70 428 054
Subventions et contributions .....	80 000	80 000
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	8 452 446	3 920 951
	69 288 514	66 587 103
Montants législatifs .....	5 766 725	278 962
	75 055 239	66 866 065
Musée des beaux-arts du Canada		
Crédit 80 — Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paiements à la Société d'État .....	36 193 242	36 193 242
Crédit 85 — Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité —		
Paiements à la Société d'État .....	8 000 000	8 000 000
	44 193 242	44 193 242
Musée national des sciences et de la technologie		
Crédit 90 — Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paiements à la Société d'État .....	27 003 126	27 003 126

*10.4 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement*

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Commission de la fonction publique		
Crédit 95 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	96 147 190	83 243 625
Bloquées.....	218 330	
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	14 252 000	9 263 057
	82 113 520	73 980 568
Montants législatifs.....	11 586 697	11 586 697
	93 700 217	85 567 265
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Crédit 100 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	13 239 275	11 505 659
Bloquées.....	81 299	
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	145 000	106 855
	13 175 574	11 398 804
Montants législatifs.....	1 307 144	1 307 144
	14 482 718	12 705 948
Tribunal de la dotation de la fonction publique		
Crédit 105 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	4 877 954	4 155 684
Coûts associés à la traduction (décision Devinat).....	120 000	80 735
Bloquées.....	125 950	
	5 123 904	4 236 419
Montants législatifs.....	532 271	532 271
	5 656 175	4 768 690
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		
Crédit 110 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	1 745 457	1 111 720
Montants législatifs.....	117 642	117 642
	1 863 099	1 229 362
Téléfilm Canada		
Crédit 115 — Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> —		
Paiements à la Société d'État.....	99 975 111	99 975 111
Commission des champs de bataille nationaux		
Crédit 70 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	7 755 964	7 435 086
Montants législatifs.....	2 719 761	2 719 758
	10 475 725	10 154 844
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>3 278 482 821</b>	<b>3 235 401 865</b>
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord <sup>(2)</sup></b>		
Crédit 3 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	13 865 128	12 849 474
Bloquées.....	355 875	
	14 221 003	12 849 474
Crédit 7 — Contributions —		
Contributions.....	38 664 119	36 499 299
Montants législatifs.....	1 430 786	1 430 705
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>54 315 908</b>	<b>50 779 478</b>

Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement . . . . .	528 827 866	489 733 338
Budget en capital . . . . .	6 566 654	5 414 382
Programme fédéral de santé intérimaire . . . . .	50 608 509	29 274 522
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . . . . .	2 338 511	2 118 717
Initiatives publicitaires . . . . .	4 000 000	1 299 365
Bloquées . . . . .	8 686 275	
Moins : revenus affectés aux dépenses . . . . .	8 040 606	6 095 581
	592 987 209	521 744 743
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions . . . . .	980 062 051	953 093 882
Programme d'aide mondiale aux migrants irréguliers . . . . .	3 085 575	3 085 575
	983 147 626	956 179 457
Crédit 7b — Fonds renouvelable de Passeport Canada — En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , (L.R.C. (1985), ch. R-8), les paragraphes 4(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 4(1) Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration peut engager des dépenses sur le Trésor pour les services de passeports et d'autres documents de voyage au Canada et dans les missions établies à l'étranger. (2) Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration peut dépenser, au titre du poste visé au paragraphe (1), les recettes perçues au même titre. Cette modification est réputée avoir été édictée le 2 juillet 2013 —		
Autre autorisation . . . . .		1
Crédit 8c — Fonds renouvelable de Passeports Canada — En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , (L.R.C. (1985), ch. R-8), le paragraphe 4(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 4(3) La somme des dépenses visées au paragraphe (1) ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 1 \$ la somme des recettes perçues au même titre. Cette modification est réputée avoir été édictée le 2 juillet 2013 —		
Autre autorisation . . . . .		1
Crédit 9c — Citoyenneté et Immigration — En vertu du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 1 925 dettes dues à Sa Majesté en chef du Canada totalisant 806 220 \$ —		
Autre autorisation . . . . .	806 220	798 855
Montants législatifs . . . . .	77 257 659	(100 028 360)
	1 654 198 716	1 378 694 695
Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
Crédit 10 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement . . . . .	107 035 919	102 834 546
Coûts associés à la traduction (décision Devinat) . . . . .	8 645 600	4 104 085
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . . . . .	1 485 950	1 112 489
Bloquées . . . . .	514 633	
	117 682 102	108 051 120
Montants législatifs . . . . .	13 869 200	13 869 200
	131 551 302	121 920 320
<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b>1 785 750 018</b>	<b>1 500 615 015</b>
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement . . . . .	41 781 681	38 574 722
Bloquées . . . . .	385 073	
	42 166 754	38 574 722
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions . . . . .	259 995 889	225 935 280
Bloquées . . . . .	900 000	
	260 895 889	225 935 280
Montants législatifs . . . . .	4 829 053	4 795 815
<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b>307 891 696</b>	<b>269 305 817</b>

10. 6 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
<b>Ministère et organisme</b>		
<b>Emploi et Développement social</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	2 431 593 437	2 339 455 150
Compensation rétroactive .....	74 118 303	14 077 325
Solution de rechange au projet pilote visant le travail pendant une période de prestations de l'assurance-emploi .....	7 757 036	2 525 955
Nouvelle tour à Gatineau —		
<i>Régime de pensions du Canada</i> .....	2 984 380	1 412 245
Assurance-emploi .....	5 649 617	2 628 073
Mise en oeuvre du projet de loi C-51 .....	15 637 551	13 961 511
Initiatives publicitaires .....	11 000 000	10 477 201
Bloquées .....	5 973 231	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	1 872 439 625	1 738 837 501
	682 273 930	645 699 959
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions.....	1 809 208 338	1 697 786 241
Bloquées .....	12 149 854	
	1 821 358 192	1 697 786 241
Montants législatifs .....	47 304 353 987	47 303 426 321
	49 807 986 109	49 646 912 521
Conseil canadien des relations industrielles		
Crédit 10 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	12 577 079	11 752 579
Bloquées .....	14 153	
	12 591 232	11 752 579
Montants législatifs .....	1 504 828	1 504 627
	14 096 060	13 257 206
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Crédit 15 — Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> —		
Autre autorisation .....	2 090 366 000	2 054 849 627
Bloquées .....	10 212 000	
	2 100 578 000	2 054 849 627
Montants législatifs .....	30 000 000	30 000 000
	2 130 578 000	2 084 849 627
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédit 20 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	8 919 460	8 257 337
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	4 300 000	4 127 571
	4 619 460	4 129 766
Montants législatifs .....	1 117 425	1 117 425
	5 736 885	5 247 191
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme		
Crédit 25 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	11 418 596	11 063 460
Bloquées .....	207 373	
	11 625 969	11 063 460



Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 30 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions.....	19 033 333	19 033 333
Montants législatifs .....	1 327 619	1 325 490
	31 986 921	31 422 283
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>51 990 383 975</b>	<b>51 781 688 828</b>
<b>Environnement</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	856 842 754	849 668 049
Bloquées .....	9 179 699	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	98 285 881	94 440 083
	767 736 572	755 227 966
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital.....	61 750 589	50 013 831
Bloquées .....	2 038 029	
	63 788 618	50 013 831
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions.....	118 273 954	67 998 405
Bloquées .....	1 324 708	
	119 598 662	67 998 405
Montants législatifs .....	108 260 325	105 709 346
	1 059 384 177	978 949 548
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
Crédit 15 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	34 809 096	31 674 119
Subventions et contributions.....	3 852 668	2 763 823
Bloquées .....	778 230	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	8 001 000	4 866 022
	31 438 994	29 571 920
Montants législatifs .....	3 056 560	3 056 560
	34 495 554	32 628 480
Agence Parcs Canada		
Crédit 20 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	509 379 439	400 190 898
Budget en capital.....	138 935 394	109 586 460
Subventions et contributions.....	18 921 399	13 573 436
	667 236 232	523 350 794
Crédit 25 — Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques —		
Autre autorisation .....	500 000	500 000
Montants législatifs .....	167 090 562	167 090 562
	834 826 794	690 941 356
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>1 928 706 525</b>	<b>1 702 519 384</b>
<b>Finances</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	103 144 793	101 008 852
Initiatives publicitaires .....	11 500 000	10 907 536
Déménagement à l'édifice 90, rue Elgin .....	12 668 950	10 637 521
Bloquées .....	352 262	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	400 000	81 744
	127 266 005	122 472 165

10. 8 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions.....	9 235 000	9 210 000
Crédit 7 — Pour modifier le paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> —		
Autre autorisation.....	1	
Crédit 10 — Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances en paiements directs à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour les garanties de marché en matière d'agriculture, ne doit pas excéder 10 000 000 \$ pour 2013-2014 et 10 000 000 \$ pour 2014-2015 —		
Autre autorisation.....	1	
Montants législatifs.....	85 515 766 914	85 447 190 014
	85 652 267 921	85 578 872 179
Bureau du vérificateur général		
Crédit 20 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	80 639 362	75 485 504
Bloquées.....	328 272	
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	2 510 000	1 057 558
	78 457 634	74 427 946
Montants législatifs.....	9 848 357	9 837 073
	88 305 991	84 265 019
Tribunal canadien du commerce extérieur		
Crédit 25 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	9 772 208	9 622 575
Bloquées.....	18 789	
	9 790 997	9 622 575
Montants législatifs.....	1 273 550	1 273 550
	11 064 547	10 896 125
Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Montants législatifs.....	14 719 918	14 719 918
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Crédit 30 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	47 478 360	46 181 452
Bloquées.....	287 142	
	47 765 502	46 181 452
Montants législatifs.....	5 522 731	5 522 731
	53 288 233	51 704 183
Bureau du surintendant des institutions financières		
Crédit 35 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	945 058	945 058
Montants législatifs.....	81 860 645	16 092 391
	82 805 703	17 037 449
PPP Canada Inc		
Crédit 40 — Paiements à PPP Canada Inc pour le fonctionnement et l'exécution des programmes —		
Paiements à la Société d'État.....	12 300 000	12 300 000

Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 45 — Paiements à PPP Canada Inc pour les investissements du Fonds PPP Canada — Paiements à la Société d'État	252 900 000	252 900 000
	265 200 000	265 200 000
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>86 167 652 313</b>	<b>86 022 694 873</b>
<b>Pêches et Océans</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement	1 347 581 157	1 315 893 037
Programme d'aquaculture durable Canada	9 558 802	7 490 733
Bloquées	36 404 777	
Moins : revenus affectés aux dépenses	50 714 600	39 968 355
	1 342 830 136	1 283 415 415
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital	328 957 493	294 095 108
Remplacement de véhicules à coussin d'air de la Garde côtière canadienne	8 527 340	5 272 110
Bloquées	71 736 049	
	409 220 882	299 367 218
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions	85 659 862	85 270 463
Bloquées	2 574 309	
	88 234 171	85 270 463
Montants législatifs	140 010 563	138 350 090
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 980 295 752</b>	<b>1 806 403 186</b>
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement	1 500 139 722	1 431 306 828
Sécurité pour la mission	10 993 872	10 993 872
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	289 710	238 626
Frais de litige sur le bois d'œuvre résineux	22 231 000	2 841 736
Participants au règlement des différends	620 000	37 809
Renforcement de la sécurité des missions à l'étranger	42 161 996	38 472 566
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises	600 000	
Coûts de négociations du Partenariat transpacifique	1 000 000	1 000 000
Bloquées	11 330 885	
Moins : revenus affectés aux dépenses	60 325 000	43 619 781
	1 529 042 185	1 441 271 656
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital	75 264 948	69 978 766
Sécurité pour la mission	2 700 000	1 018 661
Renforcement de la sécurité des missions à l'étranger	129 073 286	68 923 624
Bloquées	5 583 539	
	212 621 773	139 921 051
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions	3 047 238 321	3 019 605 340
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises	119 400 000	
Compte de crises	90 000 000	86 250 000
	3 256 638 321	3 105 855 340
Crédit 15 — Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, incluant les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera —		
Autre autorisation	65 380 000	65 364 001

10. 10 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
<b>Ministère et organisme</b>		
Crédit 16c — Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , annuler certaines dettes envers Sa Majesté du chef du Canada pour un montant de 8 306 202 \$ relativement à des prêts consentis au gouvernement de la République de l'Union du Myanmar (Birmanie) —		
Autre autorisation .....	8 306 202	8 306 202
Montants législatifs .....	478 102 206	304 559 560
	5 550 090 687	5 065 277 810
<b>Corporation commerciale canadienne</b>		
Crédit 20 — Versements à la Corporation commerciale canadienne —		
Paievements à la Société d'État .....	15 656 400	15 656 400
<b>Agence canadienne de développement international</b>		
Crédit 25 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	38 221 887	38 221 887
Crédit 30 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	404 044 171	404 044 171
Montants législatifs .....	250 199 846	250 199 846
	692 465 904	692 465 904
<b>Exportation et développement Canada (Compte du Canada)</b>		
Montants législatifs .....	122 395 881	122 395 881
<b>Centre de recherches pour le développement international</b>		
Crédit 45 — Versements au Centre de recherches pour le développement international —		
Paievements à la Société d'État .....	202 416 279	202 416 279
Bloquées .....	24 000 000	
	226 416 279	202 416 279
<b>Commission mixte internationale (section canadienne)</b>		
Crédit 50 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	6 655 709	6 045 036
Bloquées .....	8 041	
	6 663 750	6 045 036
Montants législatifs .....	624 859	624 859
	7 288 609	6 669 895
<b>Commission de la capitale nationale</b>		
Crédit 55 — Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement —		
Paievements à la Société d'État .....	78 189 680	78 189 680
Crédit 60 — Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital —		
Paievements à la Société d'État .....	33 008 494	27 971 494
Bloquées .....	4 000 000	
	37 008 494	27 971 494
	115 198 174	106 161 174
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>6 729 511 934</b>	<b>6 211 043 343</b>
<b>Gouverneur général</b>		
Crédit 1 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	17 715 529	17 271 740
Bloquées .....	40 513	
	17 756 042	17 271 740
Montants législatifs .....	3 039 779	3 034 764
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>20 795 821</b>	<b>20 306 504</b>

Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
<b>Santé</b> <sup>(2)</sup>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement . . . . .	1 347 752 747	1 201 611 909
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens . . . . .	23 774 673	20 109 742
Services de santé non assurés . . . . .	808 653 655	800 912 284
Services de santé non assurés pour la bande Qalipu . . . . .	14 932 318	9 992 949
Services de santé non assurés pour la bande McIvor . . . . .	16 669 107	13 053 600
Initiatives publicitaires . . . . .	5 000 000	4 992 485
Bloquées . . . . .	7 875 682	
Moins : revenus affectés aux dépenses . . . . .	269 040 887	187 607 229
	<i>1 955 617 295</i>	<i>1 863 065 740</i>
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital . . . . .	25 176 593	21 683 176
Bloquées . . . . .	2 400 000	
	<i>27 576 593</i>	<i>21 683 176</i>
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions . . . . .	1 371 192 721	1 361 595 068
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer . . . . .	48 500 000	48 500 000
Conseil canadien de la santé . . . . .	6 500 000	5 951 223
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens . . . . .	42 584 866	41 633 472
Services de santé non assurés . . . . .	188 169 947	180 800 230
Services de santé non assurés pour la bande Qalipu . . . . .	1 700 000	226 668
Services de santé non assurés pour la bande McIvor . . . . .	1 936 000	1 936 000
	<i>1 660 583 534</i>	<i>1 640 642 661</i>
Montants législatifs . . . . .	<i>303 543 688</i>	<i>302 787 920</i>
	<i>3 947 321 110</i>	<i>3 828 179 497</i>
Agence canadienne d'inspection des aliments <sup>(1)</sup>		
Crédit 11 — Dépenses de fonctionnement et contributions —		
Budget de fonctionnement . . . . .	597 163 210	588 129 934
Subventions et contributions . . . . .	2 126 275	2 126 275
Bloquées . . . . .	762 334	
	<i>600 051 819</i>	<i>590 256 209</i>
Crédit 13 — Dépenses en capital —		
Budget en capital . . . . .	23 952 192	21 464 985
Bloquées . . . . .	2 123 430	
	<i>26 075 622</i>	<i>21 464 985</i>
Montants législatifs . . . . .	<i>228 967 028</i>	<i>194 030 459</i>
	<i>855 094 469</i>	<i>805 751 653</i>
Instituts de recherche en santé du Canada		
Crédit 15 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement . . . . .	50 657 097	48 129 248
Bloquées . . . . .	92 484	
	<i>50 749 581</i>	<i>48 129 248</i>
Crédit 20 — Subventions —		
Subventions . . . . .	944 401 906	943 955 266
Montants législatifs . . . . .	<i>5 887 474</i>	<i>5 887 474</i>
	<i>1 001 038 961</i>	<i>997 971 988</i>
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Crédit 40 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement . . . . .	8 031 868	6 746 435
Audience d'intérêt publique . . . . .	2 470 000	60 641
	<i>10 501 868</i>	<i>6 807 076</i>

10. 12 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Montants législatifs .....	3 733 491	3 733 491
	14 235 359	10 540 567
Agence de la santé publique du Canada		
Crédit 45 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	356 540 982	344 607 091
Chaîne de remplissage de vaccins contre la grippe .....	11 134 000	11 134 000
Portion fédérale des achats d'antiviraux provinciaux et territoriaux pour le renouvellement à court terme de la Réserve nationale d'antiviraux .....	5 448 159	5 448 159
Bloquées .....	2 850 572	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	573 700	505 249
	375 400 013	360 684 001
Crédit 50 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	13 849 226	11 357 101
Crédit 55 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	208 048 310	205 633 323
Montants législatifs .....	43 829 577	43 823 211
	641 127 126	621 497 636
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>6 458 817 025</b>	<b>6 263 941 341</b>
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	946 943 242	875 197 223
Affectation des règlements .....	559 800 000	461 152 933
Inscription McIvor .....	1 329 995	1 200 948
Bloquées .....	20 251 179	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	750 000	690 270
	1 527 574 416	1 336 860 834
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	16 505 337	6 632 304
Bloquées .....	2 660 390	
	19 165 727	6 632 304
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	6 932 236 860	6 430 159 722
Financement pour les mesures d'urgence au sein des collectivités des Premières nations .....	57 867 449	57 867 449
Financement pour les réservoirs essentiels de stockage de carburant dans les collectivités des Premières nations .....	21 834 576	21 834 576
	7 011 938 885	6 509 861 747
Montants législatifs .....	219 689 294	186 136 790
	8 778 368 322	8 039 491 675
Commission canadienne des affaires polaires		
Crédit 25 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	1 350 958	1 349 699
Subventions et contributions .....	1 096 000	1 096 000
Bloquées .....	2 668	
	2 449 626	2 445 699
Montants législatifs .....	144 310	144 310
	2 593 936	2 590 009
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens		
Crédit 30 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	10 660 685	6 501 067
Bloquées .....	2 311 776	
	12 972 461	6 501 067

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Montants législatifs .....	360 329	360 329
	13 332 790	6 861 396
Greffé du Tribunal des revendications particulières		
Crédit 35 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	2 791 903	1 981 845
Montants législatifs .....	159 746	159 591
	2 951 649	2 141 436
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>8 797 246 697</b>	<b>8 051 084 516</b>
<b>Industrie</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	444 814 512	437 633 912
Initiatives publicitaires .....	8 000 000	7 933 153
Bloquées .....	4 228 859	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	78 634 000	72 135 353
	378 409 371	373 431 712
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	27 485 740	23 496 933
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	624 742 572	557 545 624
Bloquées .....	81 700 000	
	706 442 572	557 545 624
Montants législatifs .....	333 424 041	161 001 195
	1 445 761 724	1 115 475 464
Agence spatiale canadienne		
Crédit 25 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	170 857 834	165 008 980
Bloquées .....	1 033 994	
	171 891 828	165 008 980
Crédit 30 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	211 416 494	200 820 185
Bloquées .....	83 190 058	
	294 606 552	200 820 185
Crédit 35 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	32 685 147	32 682 181
Bloquées .....	944 853	
	33 630 000	32 682 181
Montants législatifs .....	10 229 367	10 203 894
	510 357 747	408 715 240
Commission canadienne du tourisme		
Crédit 40 — Paiements à la Commission canadienne du tourisme —		
Paiements à la Société d'État .....	57 975 770	57 975 770
Commission du droit d'auteur		
Crédit 45 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	2 890 321	2 531 986
Montants législatifs .....	247 686	247 686
	3 138 007	2 779 672

**10. 14 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement**

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
<b>Ministère et organisme</b>		
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
Crédit 50 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	28 702 088	26 887 683
Bloquées .....	30 942	
	28 733 030	26 887 683
Crédit 55 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	214 718 410	204 169 344
Montants législatifs .....	3 257 241	3 223 378
	246 708 681	234 280 405
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>		
Crédit 60 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	389 513 756	389 042 101
Bloquées .....	9 269 148	
	398 782 904	389 042 101
Crédit 65 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	32 779 471	32 308 209
Bloquées .....	49 710	
	32 829 181	32 308 209
Crédit 70 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	287 043 455	284 036 803
Bloquées .....	6 872 943	
	293 916 398	284 036 803
Montants législatifs .....	345 740 895	189 031 093
	1 071 269 378	894 418 206
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>		
Crédit 75 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	45 224 501	42 830 641
Bloquées .....	306 394	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	694 994	163 972
	44 835 901	42 666 669
Crédit 80 — Subventions —		
Subventions .....	1 020 154 171	1 018 904 138
Montants législatifs .....	5 109 053	5 108 223
	1 070 099 125	1 066 679 030
<b>Greffé du Tribunal de la concurrence</b>		
Crédit 85 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	2 290 984	1 028 926
Montants législatifs .....	126 497	126 497
	2 417 481	1 155 423
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>		
Crédit 90 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	23 575 571	22 629 987
Bloquées .....	325 533	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	374 227	92 234
	23 526 877	22 537 753
Crédit 95 — Subventions —		
Subventions .....	670 855 922	670 382 869
Montants législatifs .....	2 798 816	2 798 816
	697 181 615	695 719 438



Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Conseil canadien des normes		
Crédit 100 — Paiements au Conseil canadien des normes —		
Paiements à la Société d'État .....	8 081 241	8 081 241
Bloquées .....	2 000 000	
	10 081 241	8 081 241
Statistique Canada		
Crédit 105 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	538 739 532	495 983 469
Bloquées .....	10 750 346	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	120 000 000	92 281 029
	429 489 878	403 702 440
Montants législatifs .....	67 809 335	67 809 335
	497 299 213	471 511 775
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>5 612 289 982</b>	<b>4 956 791 664</b>
<b>Justice</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	619 055 972	603 795 231
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....	4 580 738	4 004 086
Bloquées .....	1 912 855	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	299 512 080	299 512 080
	326 037 485	308 287 237
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	354 355 223	344 744 854
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....	2 080 000	833 491
	356 435 223	345 578 345
Montants législatifs .....	83 176 933	83 175 282
	765 649 641	737 040 864
Commission canadienne des droits de la personne		
Crédit 10 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	21 971 574	21 897 367
Bloquées .....	478 261	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	1 218 000	1 197 309
	21 231 835	20 700 058
Montants législatifs .....	2 973 592	2 973 592
	24 205 427	23 673 650
Tribunal canadien des droits de la personne		
Crédit 15 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	4 354 660	4 114 662
Montants législatifs .....	315 764	315 764
	4 670 424	4 430 426
Commissaire à la magistrature fédérale		
Crédit 20 — Commissaire à la magistrature fédérale — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	9 269 908	8 588 475
Bloquées .....	233 427	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	275 000	35 833
	9 228 335	8 552 642

10. 16 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 25 — Conseil canadien de la magistrature — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	1 614 741	1 526 534
Montants législatifs .....	491 263 374	491 263 105
	502 106 450	501 342 281
Service administratif des tribunaux judiciaires		
Crédit 30 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	58 941 323	56 978 212
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....	3 319 266	3 319 266
Bloquées.....	2 829 342	
	65 089 931	60 297 478
Montants législatifs .....	7 057 467	7 045 081
	72 147 398	67 342 559
Bureau du directeur des poursuites pénales		
Crédit 35 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	195 079 244	188 160 039
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	22 742 000	20 538 305
	172 337 244	167 621 734
Montants législatifs .....	17 671 807	17 671 807
	190 009 051	185 293 541
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 40 — Commissariat à l'information du Canada — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	14 002 674	13 965 233
Crédit 45 — Commissariat à la protection de la vie privée du Canada — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	27 262 355	25 072 436
Subventions et contributions.....	500 000	480 999
Bloquées.....	155 290	
	27 917 645	25 553 435
Montants législatifs .....	3 908 307	3 905 549
	45 828 626	43 424 217
Cour suprême du Canada		
Crédit 50 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	23 073 048	22 419 896
Bloquées.....	516 926	
	23 589 974	22 419 896
Montants législatifs .....	9 011 868	9 011 043
	32 601 842	31 430 939
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>1 637 218 859</b>	<b>1 593 978 477</b>
<b>Défense nationale</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	14 061 628 702	13 899 842 984
Assurance-invalidité de longue durée du régime d'assurance-revenu .....	510 000 000	510 000 000
Bloquées.....	21 187 726	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	457 377 251	417 178 297
	14 135 439 177	13 992 664 687
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital.....	3 019 744 139	2 855 755 116
Bloquées.....	599 195 574	
	3 618 939 713	2 855 755 116

Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	184 691 220	164 625 402
Montants législatifs .....	1 757 404 923	1 751 329 001
	19 696 475 033	18 764 374 206
Centre de la sécurité des télécommunications Canada		
Crédit 20 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	401 132 313	396 561 567
Projet lié à l'installation à long terme du centre de la sécurité des télécommunications Canada .....	21 757 328	13 532 068
Bloquées .....	12 629 004	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	1 000 000	606 453
	434 518 645	409 487 182
Montants législatifs .....	34 282 773	34 185 863
	468 801 418	443 673 045
Comité externe d'examen des griefs militaires		
Crédit 15 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	6 401 757	5 356 375
Bloquées .....	34 992	
	6 436 749	5 356 375
Montants législatifs .....	624 630	624 630
	7 061 379	5 981 005
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Crédit 25 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	4 539 595	3 799 364
Audience d'intérêt public .....	4 042 868	876 120
Examen de la conduite .....	1 359 801	484 315
Bloquées .....	941 024	
	10 883 288	5 159 799
Montants législatifs .....	360 410	360 406
	11 243 698	5 520 205
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
Crédit 30 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	1 964 178	1 775 440
Bloquées .....	135 536	
	2 099 714	1 775 440
Montants législatifs .....	167 680	167 680
	2 267 394	1 943 120
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>20 185 848 922</b>	<b>19 221 491 581</b>
<b>Ressources naturelles</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	654 216 070	643 457 612
Services consultatifs pour la restructuration d'Énergie atomique du Canada limitée .....	8 500 000	8 283 477
Dépenses de mise en œuvre du programme d'Énergie atomique du Canada limitée en vertu du Programme des responsabilités nucléaires héritées .....	172 100 000	172 100 000
Commission de la frontière internationale .....	1 841 751	1 713 033
Initiatives publicitaires .....	8 000 000	7 270 565
Bloquées .....	60 158 275	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	33 808 000	26 597 780
	871 008 096	806 226 907

10. 18 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	28 772 578	26 069 585
Bloquées .....	22 763	
	28 795 341	26 069 585
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	529 753 121	401 397 529
Bloquées .....	79 074 627	
	608 827 748	401 397 529
Montants législatifs .....	864 652 097	857 350 572
	2 373 283 282	2 091 044 593
Énergie atomique du Canada limitée		
Crédit 15 — Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paiements à la Société d'État .....	370 762 900	351 762 900
Bloquées .....	7 300 000	
	378 062 900	351 762 900
Montants législatifs .....	33 700 000	33 700 000
	411 762 900	385 462 900
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Crédit 20 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	47 088 270	44 407 170
Subventions et contributions .....	2 365 753	1 723 630
Bloquées .....	176 352	
	49 630 375	46 130 800
Montants législatifs .....	101 824 231	99 486 221
	151 454 606	145 617 021
Office national de l'énergie		
Crédit 25 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	75 445 159	72 726 493
Subventions et contributions .....	2 114 067	316 297
Coûts associés à la traduction (décision Devinat) .....	343 455	243 376
	77 902 681	73 286 166
Montants législatifs .....	8 396 682	8 396 515
	86 299 363	81 682 681
Administration du pipe-line du Nord		
Crédit 30 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	1 357 346	1 038 693
Subventions et contributions .....	1 620 000	
Bloquées .....	25 654	
	3 003 000	1 038 693
Montants législatifs .....	133 931	133 931
	3 136 931	1 172 624
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>3 025 937 082</b>	<b>2 704 979 819</b>
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada <sup>(3)</sup></b>		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	50 198 402	46 209 274
Bloquées .....	4 984 494	
	55 182 896	46 209 274

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 5 — Contributions —		
Contributions .....	4 092 640 428	3 463 223 390
Bloquées .....	9 390 835	
	<i>4 102 031 263</i>	<i>3 463 223 390</i>
Montants législatifs .....	<i>4 392 827</i>	<i>4 392 827</i>
	<hr/>	<hr/>
	4 161 606 986	3 513 825 491
Les ponts Jacques Cartier et Champlain Inc <sup>(4)</sup>		
Crédit 50 — Paiements à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Inc —		
Paiements à la Société d'État .....	101 315 253	37 608 715
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>4 262 922 239</b>	<b>3 551 434 206</b>
<b>Parlement</b>		
Sénat		
Crédit 1 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	57 767 609	53 413 649
Subventions et contributions .....	402 207	402 207
	<i>58 169 816</i>	<i>53 815 856</i>
Montants législatifs .....	<i>30 878 194</i>	<i>30 878 194</i>
	<hr/>	<hr/>
	89 048 010	84 694 050
Chambre des communes		
Crédit 5 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	296 101 622	277 954 760
Subventions et contributions .....	946 920	946 920
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	903 041	903 041
	<i>296 145 501</i>	<i>277 998 639</i>
Montants législatifs .....	<i>136 612 399</i>	<i>136 612 399</i>
	<hr/>	<hr/>
	432 757 900	414 611 038
Bibliothèque du Parlement		
Crédit 10 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	38 817 080	37 948 042
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	1 000 000	600 517
	<i>37 817 080</i>	<i>37 347 525</i>
Montants législatifs .....	<i>4 983 016</i>	<i>4 983 016</i>
	<hr/>	<hr/>
	42 800 096	42 330 541
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Crédit 15 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	6 234 980	5 335 910
Montants législatifs .....	<i>699 140</i>	<i>699 140</i>
	<hr/>	<hr/>
	6 934 120	6 035 050
Conseiller sénatorial en éthique		
Crédit 20 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	823 894	675 099
Montants législatifs .....	<i>90 819</i>	<i>90 819</i>
	<hr/>	<hr/>
	914 713	765 918
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>572 454 839</b>	<b>548 436 597</b>

10 . 20 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
<b>Bureau du Conseil privé</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	113 667 328	110 632 553
Conseil Canada–États-Unis de coopération en matière de réglementation .....	2 177 370	1 560 907
Bloquées .....	2 228 457	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	75 000	75 000
	117 998 155	112 118 460
Montants législatifs .....	14 272 302	14 266 667
	132 270 457	126 385 127
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Crédit 5 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	5 766 282	5 515 380
Bloquées .....	5 832	
	5 772 114	5 515 380
Montants législatifs .....	349 501	349 501
	6 121 615	5 864 881
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Crédit 10 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	28 454 602	28 453 829
Enquête à Lac Mégantic .....	1 001 947	1 001 947
Bloquées .....	165 611	
	29 622 160	29 455 776
Montants législatifs .....	3 860 908	3 847 418
	33 483 068	33 303 194
Bureau du directeur général des élections		
Crédit 15 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	31 858 012	30 177 120
Montants législatifs .....	90 050 629	90 050 629
	121 908 641	120 227 749
Commissariat aux langues officielles		
Crédit 20 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	22 712 375	21 841 701
Bloquées .....	202 824	
	22 915 199	21 841 701
Montants législatifs .....	2 346 062	2 346 062
	25 261 261	24 187 763
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Crédit 25 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	2 713 531	2 496 497
Montants législatifs .....	286 024	286 024
	2 999 555	2 782 521
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>322 044 597</b>	<b>312 751 235</b>

Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	131 766 559	128 089 397
Aide financière aux provinces et aux territoires pour les mesures d'atténuation prises en 2011 en prévision des inondations .....	250 521	113 156
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....	380 658	363 552
Initiatives de sécurité nationale et de gestion des urgences dans le cadre du Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique .....	2 514 431	2 204 272
Examen en matière de sécurité nationale .....	534 663	534 663
Initiatives publicitaires .....	4 500 000	4 489 428
Bloquées .....	617 522	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	3 000 000	2 549 320
	<i>137 564 354</i>	<i>133 245 148</i>
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	1 180 737 805	1 176 687 558
Aide financière aux provinces et aux territoires pour les mesures d'atténuation prises en 2011 en prévision des inondations .....	37 950 000	15 634 720
	<i>1 218 687 805</i>	<i>1 192 322 278</i>
Montants législatifs .....	<i>15 682 817</i>	<i>15 682 817</i>
	<hr/>	<hr/>
	1 371 934 976	1 341 250 243
Agence des services frontaliers du Canada		
Crédit 10 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	1 647 132 399	1 554 966 073
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....	7 352 024	3 653 180
Bloquées .....	133 689 738	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	18 169 071	18 169 071
	<i>1 770 005 090</i>	<i>1 540 450 182</i>
Crédit 15 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	170 032 062	121 932 181
Bloquées .....	60 319 864	
	<i>230 351 926</i>	<i>121 932 181</i>
Montants législatifs .....	<i>187 896 328</i>	<i>187 729 139</i>
	<hr/>	<hr/>
	2 188 253 344	1 850 111 502
Service canadien du renseignement de sécurité		
Crédit 20 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	469 424 146	464 151 964
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....	4 710 600	4 409 513
Examen en matière de sécurité nationale .....	240 178	240 178
Bloquées .....	12 653 679	
	<i>487 028 603</i>	<i>468 801 655</i>
Montants législatifs .....	<i>47 725 467</i>	<i>47 504 074</i>
	<hr/>	<hr/>
	534 754 070	516 305 729
Service correctionnel du Canada		
Crédit 25 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	2 169 114 537	2 115 669 644
Subventions et contributions .....	957 501	345 712
Bloquées .....	34 133 528	
	<i>2 204 205 566</i>	<i>2 116 015 356</i>
Crédit 30 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	456 920 598	378 371 594
Montants législatifs .....	<i>261 904 477</i>	<i>255 904 525</i>
	<hr/>	<hr/>
	2 923 030 641	2 750 291 475

10. 22 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
Crédit 40 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	4 379 091	4 192 211
Montants législatifs .....	533 970	533 970
	4 913 061	4 726 181
Commission des libérations conditionnelles du Canada		
Crédit 35 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	51 362 765	48 243 493
Bloquées .....	83 068	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	5 644 800	4 522 340
	45 801 033	43 721 153
Montants législatifs .....	6 696 566	6 689 324
	52 497 599	50 410 477
Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 45 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	1 469 462 249	1 438 781 104
Services de police contractuelle .....	2 200 225 409	2 137 957 468
Unité de sécurité des Jeux Olympiques 2010 .....	2 983 223	772 617
Unité de sécurité Sommet G8/G20 2010 .....	1 390 692	126 034
Rétablir l'efficacité de la police fédérale .....	153 500 000	153 500 000
Opérations internationales de maintien et de soutien de la paix .....	33 726 454	27 782 375
Bloquées .....	15 049 345	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	1 854 514 894	1 777 468 057
	2 021 822 478	1 981 451 541
Crédit 50 — Dépenses en capital —		
Budget en capital .....	141 406 136	96 081 327
Services de police contractuelle .....	190 961 839	121 082 259
Rétablissement de l'efficacité des services fédéraux de maintien de l'ordre .....	2 938 000	2 938 000
Bloquées .....	194 277	
	335 500 252	220 101 586
Crédit 55 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	153 072 385	150 151 242
Montants législatifs .....	547 323 082	540 676 327
	3 057 718 197	2 892 380 696
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 60 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	1 556 966	1 445 271
Bloquées .....	82 596	
	1 639 562	1 445 271
Montants législatifs .....	160 657	160 657
	1 800 219	1 605 928
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 65 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	9 397 640	7 958 517
Montants législatifs .....	831 317	831 317
	10 228 957	8 789 834
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>10 145 131 064</b>	<b>9 415 872 065</b>



Comptes publics du Canada 2013-2014

Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	990 244 452	961 165 124
Services immobiliers .....	2 483 572 139	2 453 781 331
Fonction d'administration de compensation centrale et du receveur général .....	104 457 726	104 457 726
Projet étang de goudron à Sydney .....	72 499 888	57 374 585
Services linguistiques.....	34 369 110	32 135 603
Coûts et programme d'assurance de profits .....	2 394 319	2 394 319
Programme d'innovation construire au Canada .....	6 284 299	5 399 632
Initiatives de publicité .....	2 500 000	2 095 331
Bloquées .....	588 805	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	1 533 514 291	1 533 514 291
	<i>2 163 396 447</i>	<i>2 085 289 360</i>
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital.....	691 151 109	654 842 004
Montants législatifs .....	474 696 591	106 992 770
	<i>3 329 244 147</i>	<i>2 847 124 134</i>
Société du Vieux-Port de Montréal Inc		
Crédit 10 — Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc ou à la société d'État à laquelle elle est fusionné pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital de la division du Vieux-Port de Montréal —		
Paiements à la Société d'État .....	24 472 000	17 196 000
Services partagés Canada		
Crédit 15 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	1 757 456 914	1 714 732 898
Frais de déménagement et frais relatifs aux locaux du Secrétariat du Conseil du Trésor.....	64 801	64 801
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	350 999 820	350 999 820
	<i>1 406 521 895</i>	<i>1 363 797 879</i>
Crédit 20 — Dépenses en capital —		
Budget en capital.....	218 895 310	197 859 863
Frais de déménagement et frais relatifs aux locaux du Secrétariat du Conseil du Trésor.....	2 831 744	1 016 850
	<i>221 727 054</i>	<i>198 876 713</i>
Montants législatifs .....	90 574 592	90 563 213
	<i>1 718 823 541</i>	<i>1 653 237 805</i>
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>5 072 539 688</b>	<b>4 517 557 939</b>
<b>Transports <sup>(3)</sup></b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	658 714 795	637 031 661
Bloquées .....	5 876 189	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	87 866 097	87 866 097
	<i>576 724 887</i>	<i>549 165 564</i>
Crédit 5 — Dépenses en capital —		
Budget en capital.....	97 670 954	75 558 930
Bloquées .....	134 931 694	
	<i>232 602 648</i>	<i>75 558 930</i>
Crédit 10 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions.....	523 078 306	462 317 216
Bloquées .....	32 512 544	
	<i>555 590 850</i>	<i>462 317 216</i>
Montants législatifs .....	253 683 467	253 591 125
	<i>1 618 601 852</i>	<i>1 340 632 835</i>

10. 24 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Détail budgétaire par affectation — Suite

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Société canadienne des postes		
Crédit 15 — Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales —		
Paiements à la Société d'État .....	22 210 000	22 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
Crédit 20 — Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et en capital —		
Paiements à la Société d'État .....	571 602 831	559 065 861
Bloquées .....	26 683 369	
	598 286 200	559 065 861
Office des transports du Canada		
Crédit 25 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	26 655 077	25 561 336
Bloquées .....	8 247	
	26 663 324	25 561 336
Montants législatifs .....	3 415 602	3 415 602
	30 078 926	28 976 938
Marine Atlantique SCC		
Crédit 30 — Paiements à Marine Atlantique SCC —		
Paiements à la Société d'État .....	154 430 000	154 430 000
La Société des ponts fédéraux Limitée		
Crédit 45 — Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée —		
Paiements à la Société d'État .....	14 338 293	13 190 982
Les ponts Jacques Cartier et Champlain Inc <sup>(4)</sup>		
Crédit 50 — Paiements à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Inc —		
Paiements à la Société d'État .....	151 610 156	151 610 156
Bloquées .....	21 641 000	
	173 251 156	151 610 156
Tribunal d'appel des transports du Canada		
Crédit 55 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	1 376 998	1 340 954
Bloquées .....	3 469	
	1 380 467	1 340 954
Montants législatifs .....	130 122	130 083
	1 510 589	1 471 037
VIA Rail Canada Inc		
Crédit 60 — Paiements à VIA Rail Canada Inc —		
Paiements à la Société d'État .....	423 883 000	405 661 000
Bloquées .....	15 500 000	
	439 383 000	405 661 000
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>3 052 090 016</b>	<b>2 677 248 809</b>
<b>Conseil du Trésor</b>		
Secrétariat		
Crédit 1 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	249 302 305	239 758 933
Subventions et contributions .....	256 600	256 600
Frais de déménagement et frais relatifs aux locaux du Secrétariat du Conseil du Trésor .....	4 847 130	4 687 159
Bloquées .....	5 602 564	
Moins : revenus affectés aux dépenses .....	13 680 699	10 478 639
	246 327 900	234 224 053

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Détail budgétaire par affectation — *Suite*

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 5 — Éventualités du gouvernement —		
Budget de fonctionnement.....	749 998 884	
Crédit 10 — Initiatives pangouvernementales —		
Budget de fonctionnement.....	2 093 000	
Crédit 20 — Assurance de la fonction publique —		
Budget de fonctionnement.....	2 718 660 325	2 598 049 150
Subventions et contributions.....	500 000	327 463
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	450 980 664	412 243 905
	2 268 179 661	2 186 132 708
Crédit 25 — Report du budget de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	173 453 875	
Crédit 30 — Besoins en matière de rémunération —		
Budget de fonctionnement.....	487 698 916	
Montants législatifs.....	472 167 288	472 164 188
	4 399 919 524	2 892 520 949
École de la fonction publique du Canada		
Crédit 40 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	42 945 503	42 820 558
Bloquées.....	3 034 425	
	45 979 928	42 820 558
Montants législatifs.....	80 681 489	41 941 023
	126 661 417	84 761 581
Commissariat au lobbying		
Crédit 45 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	4 287 832	4 026 928
Bloquées.....	12 022	
	4 299 854	4 026 928
Montants législatifs.....	436 595	436 595
	4 736 449	4 463 523
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Crédit 50 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement.....	5 391 058	4 972 074
Subventions et contributions.....	40 000	34 533
Bloquées.....	28 724	
	5 459 782	5 006 607
Montants législatifs.....	536 480	536 434
	5 996 262	5 543 041
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>4 537 313 652</b>	<b>2 987 289 094</b>
<b>Anciens Combattants</b>		
Ministère		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement.....	246 160 198	241 068 015
Achat de services de santé.....	552 215 533	503 652 324
Services de soutien de la Nouvelle Charte des anciens combattants.....	24 545 000	18 472 650
Initiatives publicitaires.....	4 000 000	3 912 831
L'Hôpital Sainte-Anne.....	71 560 119	69 363 163
Bloquées.....	1 170 601	
	899 651 451	836 468 983

**10.26 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement**

Détail budgétaire par affectation — *Fin*

	Affectations	Dépenses
	\$	\$
Ministère et organisme		
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	2 738 741 501	2 635 519 439
Montants législatifs .....	41 584 467	41 584 467
	<u>3 679 977 419</u>	<u>3 513 572 889</u>
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Crédit 10 — Dépenses du programme —		
Budget de fonctionnement .....	10 655 679	10 022 700
Bloquées .....	37 508	
	10 693 187	10 022 700
Montants législatifs .....	1 435 388	1 435 388
	<u>12 128 575</u>	<u>11 458 088</u>
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>3 692 105 994</b>	<b>3 525 030 977</b>
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>		
Crédit 1 — Dépenses de fonctionnement —		
Budget de fonctionnement .....	42 167 493	40 153 739
Bloquées .....	632 457	
	42 799 950	40 153 739
Crédit 5 — Subventions et contributions —		
Subventions et contributions .....	147 133 550	143 006 398
Montants législatifs .....	5 168 835	5 168 154
	<u>195 102 335</u>	<u>188 328 291</u>
<b>Total global .....</b>	<b>239 223 580 268</b>	<b>229 961 544 949</b>

(1) Le décret C.P. 2013-1052 a transféré l'ensemble des attributions prévues par la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, sauf les attributions conférées en vertu du paragraphe 4(2) de cette loi, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministre de la Santé, à compter du 7 octobre 2013. Avant le transfert, des dépenses non législatives d'environ 274 084 657 \$ ont été approuvées par le ministre de l'Agriculture et Agroalimentaire. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 782 055 725 \$.

(2) Le décret C.P. 2013-0872 a transféré du ministre de la Santé au ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord la responsabilité d'une portion du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom d'Agence canadienne de développement économique du Nord; l'Agence est placée sous l'autorité du ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, à compter du 15 juillet 2013. Avant le transfert, des dépenses non législatives d'environ 4 159 514 \$ ont été approuvées par le ministre de la Santé. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 52 388 610 \$.

(3) Le décret C.P. 2013-0869 a transféré la responsabilité d'une portion du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de Bureau de l'infrastructure du Canada, du ministre des transports au président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, à compter du 15 juillet 2013. Avant le transfert, des dépenses non législatives approximatives de 1 113 557 069 \$ ont été approuvées par le ministre des Transports. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 3 752 656 392 \$.

(4) Le décret C.P. 2014-0144 a transféré la responsabilité d'une portion du secteur de l'administration publique fédérale, au sein du ministère des Transports, connu sous le nom d'Unité responsable des ponts fédéraux dans la région de Montréal, du ministre des Transports au Bureau de l'infrastructure du Canada, à compter du 13 février 2014.

## Commissions

### Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

#### Information générale par commission

Ministère et organisme	Membres		Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Pêches et Océans</b>					
Ministère					
Commission d'enquête relative sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser.....			372 448	139 816	512 264
<p>Cette Commission a été instituée par décret (numéro Conseil privé (C.P.) 2009-1861 en date du 25 novembre 2009) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i>. Le mandat de la Commission est de cerner les causes du déclin, connaître les perspectives à long terme concernant les stocks de saumon rouge du fleuve Fraser et déterminer si les politiques, les pratiques et les procédures en matière de gestion des pêches devraient être revues.<sup>(1)</sup></p>					
<b>Bureau du Conseil privé</b>					
Bureau du directeur général des élections					
Commissions de délimitation des circonscriptions électorales....	28 566	32 651	27 508	51 454	140 179
<p>Ces commissions indépendantes, une par province, ont été constituées par décret en conseil (numéro C.P. 2012-0086 en date du 21 février 2012) en conformité avec la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>. Les commissions sont chargées d'étudier les révisions à effectuer en matière de représentation des provinces à la Chambre des communes à l'issue de chaque recensement décennal, et de faire rapport à cet égard. La durée du mandat de chaque commission dépend de la date où son rapport final est complété.</p>					

Information générale par commission — *Fin*

Ministère et organisme	Membres		Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada (GRC)					
Commission des plaintes du public contre la GRC.....	119 401	49 691			169 092

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme fédéral indépendant qui a été créée en 1986 en vertu de modifications apportées à la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. La partie VI de la Loi établit la structure de la Commission ainsi que les fonctions et les responsabilités de ses membres, qui sont nommés par décret du gouverneur en conseil. La partie VII décrit le processus de réception et de révision des plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la GRC. Ce processus inclut le pouvoir de la Commission de recevoir les plaintes et de les envoyer à la GRC en vue d'une enquête et d'un règlement. La partie VII donne également aux plaignants le droit de faire réviser par la Commission la manière dont leur plainte a été réglée par la GRC. Le processus de révision établi dans la partie VII donne au Président le pouvoir de faire enquête sur les plaintes et de tenir des audiences publiques à cette fin. Le Président a également le pouvoir de porter plainte lorsqu'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de le faire. Conformément au décret (numéro C.P. 1986-2904), la Commission est réputée être un ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

\* Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

(1) Ces dépenses concernent les travaux que le ministère des Pêches et Océans a réalisés après l'achèvement des travaux de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser. Ces frais incluent les coûts afférents au soutien administratif et juridique, gestion de documents, l'archivage des dossiers et le suivi sur les recommandations de la Commission Cohen.

## Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commissions.

### Frais de déplacement et de séjour par commission

Nom des membres	Montant
	\$
<b>Bureau du Conseil privé</b>	
Bureau du directeur général des élections	
Commissions de délimitations des circonscriptions électorales	
Colbourne D. ....	837
Courtney J. ....	737
Doyon M. ....	2 139
Hudon R. ....	2 342
Le juge Alexandre Deschênes (président) .....	660
Le juge George Valin (président) .....	10 606
Le juge Jules Allard (président) .....	3 428
Ladyman S. ....	1 077
Meekison P. ....	1 028
Pal L. ....	5 904
Riordon T. ....	298
Wilson D. ....	3 595
	<u>32 651</u>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	
Commission des plaintes du public contre la GRC	
McPhail I. ....	49 691
	<u>49 691</u>

## Frais d'étude

Cet état fournit le détail des frais d'étude encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un frais d'étude représente le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

### Frais d'étude

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Frais				Total
		Salaires <sup>(1)</sup>	de déplacement et de séjour	Frais de scolarité <sup>(2)</sup>	Autres dépenses	
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>						
Ministère.....	3	20 356	8 629	96 000		124 985
Commission canadienne des grains .....	1	12 236	3 572	16 480		32 288
<b>Agence du revenu du Canada .....</b>	<b>11</b>			<b>42 233</b>		<b>42 233</b>
<b>Patrimoine canadien</b>						
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	1	6 371	5 737	18 540		30 648
Bibliothèque et Archives du Canada .....	1	12 125		2 682		14 807
<b>Citoyenneté et Immigration</b>						
Ministère.....	2			8 036		8 036
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec .....</b>	<b>7</b>	<b>5 134</b>		<b>19 408</b>		<b>24 542</b>
<b>Emploi et Développement social</b>						
Ministère.....	2			5 939		5 939
<b>Environnement</b>						
Ministère.....	2	66 388		17 715		84 103
Agence Parcs Canada.....	1			1 984		1 984
<b>Finances</b>						
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	1	10 735	7 018	16 000		33 753
<b>Pêches et Océans</b>						
Ministère.....	3	100 116		7 839		107 955
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>						
Ministère.....	3	140 547	724			141 271
Agence canadienne de développement international .....	1	26 616	5 750		8 019	40 385
<b>Santé</b>						
Ministère.....	21	287 529	55 578	56 484		399 591
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>						
Ministère.....	10	214 316	1 209	44 375		259 900
<b>Industrie</b>						
Ministère.....	3	6 286	1 459	14 857	733	23 335
Agence spatiale canadienne .....	1	21 788		1 404		23 192
Statistique Canada .....	2	12 000		9 854		21 854
<b>Défense nationale</b>						
Ministère.....	515	33 184 467	2 488 335	3 269 586	121 389	39 063 777
<b>Ressources naturelles</b>						
Ministère.....	1	43 574	1 250	7 303	213	52 340
Office national de l'énergie.....	1	34 516				34 516
<b>Bureau du Conseil privé</b>						
Ministère.....	1	54 024			4 070	58 094
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>						
Ministère.....	1	4 616	1 582	16 809	224	23 231
Agence des services frontaliers du Canada .....	1			29 769		29 769
Service correctionnel du Canada .....	1			51 140		51 140
Gendarmerie royale du Canada.....	1	6 444	2 200	52 000	80	60 724



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Frais d'étude — *Fin*

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires <sup>(1)</sup>	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité <sup>(2)</sup>	Autres dépenses	Total
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>						
Ministère .....	4	94 421		32 819	4 206	131 446
Services partagés Canada .....	1			2 224		2 224
<b>Transports</b>						
Ministère .....	1		5 642	16 000		21 642
<b>Conseil du Trésor</b>						
Secrétariat .....	2	4 949	6 257	35 673		46 879
École de la fonction publique du Canada .....	4	58 102	4 647	23 979		86 728
<b>Anciens Combattants</b>						
Ministère .....	1	10 568				10 568
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>						
	1	13 633	10 056	16 000		39 689
Total .....	612	34 451 857	2 609 645	3 933 132	138 934	41 133 568

<sup>(1)</sup> Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.

<sup>(2)</sup> Comprend les indemnités pour livres.

## Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations en change et aux revenus des sociétés d'État aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

### Revenus de placements

Description	Montant réalisé en 2013-2014 <sup>(1)</sup>
	\$
<b>Trésorerie et créances —</b>	
Finances —	
Intérêt des dépôts bancaires .....	330 517 804
Emploi et Développement social —	
Intérêt des dépôts bancaires .....	118 014
<b>Total de la Trésorerie et des créances .....</b>	<b>330 635 818</b>
<b>Comptes d'opérations de change —</b>	
Finances —	
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes —	
Virement des bénéfices .....	1 504 766 334
Fonds monétaire international — Virement des bénéfices —	
Prêts .....	1 421 052
Souscriptions .....	2 551 892
<b>Total des comptes d'opérations de change .....</b>	<b>1 508 739 278</b>
<b>Prêts, placements et avances —</b>	
<b>Sociétés d'État entreprises —</b>	
Banque du Canada —	
Virement des bénéfices .....	1 127 290 724
Banque de développement du Canada —	
Intérêts .....	128 829 646
Dividendes .....	59 593 368
	188 423 014
Corporation de développement des investissements du Canada —	
Dividendes .....	1 331 084 365
Société canadienne d'hypothèques et de logement —	
Intérêts .....	1 662 728 274
Commission canadienne du lait —	
Intérêts .....	1 099 378
Exportation et développement Canada —	
Dividendes .....	2 569 000 000
Financement agricole Canada —	
Intérêts .....	227 773 742
Dividendes .....	50 320 000
	278 093 742
Société immobilière du Canada limitée —	
Dividendes .....	67 200 000
Monnaie royale canadienne —	
Dividendes .....	10 000 000
<b>Autres entreprises publiques —</b>	
Autres que des intérêts	
Administration portuaire de Belledune .....	163 715
Administration portuaire de Halifax .....	1 408 791
Administration portuaire de Hamilton .....	640 463
Administration portuaire de Montréal .....	3 818 614
Administration portuaire de Nanaimo .....	176 127
Administration portuaire d'Oshawa .....	34 371

Comptes publics du Canada 2013-2014

Revenus de placements — Suite

Description	Montant réalisé en 2013-2014 <sup>(1)</sup>
	\$
Administration portuaire de Port Alberni .....	99 685
Administration portuaire de Prince Rupert .....	1 782 995
Administration portuaire de Québec .....	1 274 085
Administration portuaire de Saguenay .....	45 386
Administration portuaire de Saint John .....	492 478
Administration portuaire de Sept-Îles .....	381 217
Administration portuaire de St. John's .....	144 196
Administration portuaire de Thunder Bay .....	65 470
Administration portuaire de Toronto .....	2 411 476
Administration portuaire de Trois-Rivières .....	130 792
Administration portuaire Vancouver Fraser .....	6 218 366
Administration portuaire de Windsor .....	40 794
	<u>19 329 021</u>
Total des sociétés d'État entreprises .....	<u>7 254 248 518</u>
<b>Placements de portefeuille —</b>	
Affaires étrangères, Commerce et Développement —	
Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique —	
Intérêts .....	<u>558 839</u>
<b>Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement —</b>	
Affaires étrangères, Commerce et Développement —	
Aide au développement international —	
Prêts aux pays en développement .....	2 874 376
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement .....	7 306
Agence canadienne de développement international —	
Aide au développement international —	
Prêts aux pays en développement .....	<u>964 700</u>
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement .....	<u>3 846 382</u>
<b>Organisations internationales —</b>	
Société financière internationale —	
Programme global d'échange de liquidité .....	242 263
Fonds monétaire international —	
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance .....	<u>1 091 587</u>
Total des organisations internationales .....	<u>1 333 850</u>
<b>Autres prêts, placements et avances —</b>	
Prêts, placements et avances —	
Agriculture et Agroalimentaire —	
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc .....	2 328 161
Affaires étrangères, Commerce et Développement —	
Expansion du commerce d'exportation —	
Intérêts .....	239 399 245
	<u>241 727 406</u>
<b>Autre —</b>	
Citoyenneté et Immigration —	
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport .....	476 830
Emploi et Développement social —	
Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants .....	591 315 390
Finances —	
Agence de la consommation en matière financière du Canada .....	46 517
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces .....	58 944
Affaires indiennes et du Nord canadien —	
Conseil des Premières nations du Yukon — Aînés .....	195 531
Premières nations de la Colombie-Britannique .....	665 444
Fonds du développement économique des Indiens .....	20 005

10. 34 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Revenus de placements — *Fin*

Description	Montant réalisé en 2013-2014 <sup>(1)</sup>
	\$
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens —	
Logement sur réserve — Intérêt sur prêts garantis .....	2 916 270
Caisse de prêts aux Inuits .....	3 919
Revendicateurs autochtones .....	2 354 676
Prêt perpétuel de la bande Stoney .....	11 689
Anciens Combattants —	
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants — Avances .....	208
	<u>598 065 423</u>
Total des autres prêts, placements et avances .....	<u>839 792 829</u>
<b>Total des prêts, placements et avances .....</b>	<b><u>8 099 780 418</u></b>
<b>Autres comptes —</b>	
Affaires étrangères, Commerce et Développement —	
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger .....	218 264
Intérêt sur les comptes de banque des délégations .....	48 043
Affaires indiennes et du Nord canadien —	
Esso Ltd — Projet Norman Wells — Bénéfices .....	83 503 363
Défense nationale —	
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques .....	85 733
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger .....	226 139
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada) .....	4 724
Sécurité publique et Protection civile —	
Gendarmerie royale du Canada —	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger .....	4 893
<b>Total des autres comptes .....</b>	<b><u>84 091 159</u></b>
<b>Total des revenus de placements .....</b>	<b><u>10 023 246 673</u></b>
<b>Sommaire —</b>	
Intérêts .....	3 197 179 248
Virement des bénéfices .....	2 719 533 365
Dividendes .....	4 087 197 733
Autres .....	19 336 327
<b>Total .....</b>	<b><u>10 023 246 673</u></b>

<sup>(1)</sup> Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

## Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006 la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* pour exiger le chef du ministère ou un ministre d'État du gouvernement du Canada de publier un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 62 158 637 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. En tant que tel, ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Au cours de l'exercice, des changements ont été apportés aux politiques à l'intention des cabinets des ministres. Pour de plus amples directives sur quelles dépenses sont incluses dans les budgets des cabinets des ministres consultez l'annexe E des présentes politiques.

### Dépenses des cabinets des ministres

Ministère et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1) \$	Transport et communications (2) \$	Information (3) \$	Services professionnels et spéciaux (4) \$
<b>Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé —</b>					
L'hon G Ritz.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>1 638 706</b>	<b>240 139</b>	<b>597</b>	<b>873</b>
<b>Ministre(s) du Patrimoine canadien et des Langues officielles —</b>					
L'hon J Moore .....	1 avr 2013 au 14 août 2013	471 719	24 329	30	
L'hon S Glover .....	15 août 2013 au 31 mars 2014	923 222	65 290	933	2 592
		<b>1 394 941</b>	<b>89 619</b>	<b>963</b>	<b>2 592</b>
<b>Ministre(s) de la Citoyenneté et de l'Immigration —</b>					
L'hon J Kenney .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	636 167	41 668	835	388
L'hon C Alexander .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	906 908	72 172	2 349	1 427
		<b>1 543 075</b>	<b>113 840</b>	<b>3 184</b>	<b>1 815</b>
<b>Ministre(s) de l'Environnement —</b>					
L'hon P Kent .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	369 298	23 288	67	3 427
L'hon L Aglukkaq .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	1 092 255	79 673	974	3 191
		<b>1 461 553</b>	<b>102 961</b>	<b>1 041</b>	<b>6 618</b>
<b>Ministre(s) de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario —</b>					
L'hon T Clement .....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	17 249	1 858		
L'hon G Rickford .....	16 juil 2013 au 31 mars 2014	46 382	10 246	143	
		<b>63 631</b>	<b>12 104</b>	<b>143</b>	
<b>Ministre(s) des Finances —</b>					
L'hon J Flaherty.....	1 avr 2013 au 18 mars 2013	2 047 200	129 010	2 041	18 058
L'hon J Oliver .....	19 mars 2014 au 31 mars 2014	42 867			570
		<b>2 090 067</b>	<b>129 010</b>	<b>2 041</b>	<b>18 628</b>
<b>Ministre(s) des Pêches et des Océans —</b>					
L'hon K Ashfield.....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	507 290	12 562		10 836
L'hon G Shea .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	951 514	72 564		1 766
		<b>1 458 804</b>	<b>85 126</b>		<b>12 602</b>
<b>Ministre des Affaires étrangères —</b>					
L'hon J Baird.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>1 550 735</b>	<b>51 028</b>	<b>188</b>	<b>15 541</b>

### 10.36 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>297</b>	<b>83</b>	<b>1 149</b>		<b>499</b>		<b>1 882 343</b>
6 120		1 687				503 885
		3 483			59	995 579
<b>6 120</b>		<b>5 170</b>			<b>59</b>	<b>1 499 464</b>
90		8 444		231	30	687 853
343	464	3 754		6 108		993 525
<b>433</b>	<b>464</b>	<b>12 198</b>		<b>6 339</b>	<b>30</b>	<b>1 681 378</b>
420	821	3 249				400 570
3 528	331	4 566		115	1	1 184 634
<b>3 948</b>	<b>1 152</b>	<b>7 815</b>		<b>115</b>	<b>1</b>	<b>1 585 204</b>
						19 107
						56 771
						<b>75 878</b>
2 021		12 223		2 293		2 212 846
						43 437
<b>2 021</b>		<b>12 223</b>		<b>2 293</b>		<b>2 256 283</b>
1 427					13	532 128
1 075	810	1 157			41	1 028 927
<b>2 502</b>	<b>810</b>	<b>1 157</b>			<b>54</b>	<b>1 561 055</b>
		<b>7 423</b>		<b>75</b>	<b>10 950</b>	<b>1 635 940</b>

Comptes publics du Canada 2013-2014

Dépenses des cabinets des ministres — Suite

Ministère et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1) \$	Transport et communications (2) \$	Information (3) \$	Services professionnels et spéciaux (4) \$
<b>Ministre du Commerce international —</b>					
L'hon E Fast .....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>1 084 545</b>	<b>93 898</b>	<b>37</b>	<b>42</b>
<b>Ministre du Développement international —</b>					
L'hon C Paradis .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	<b>525 994</b>	<b>26 419</b>	<b>38</b>	<b>151</b>
<b>Ministre(s) de la Santé —</b>					
L'hon L Aglukkaq .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	486 799	33 408	1 427	823
L'hon R Ambrose .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	972 374	118 094	2 710	12 794
		<b>1 459 173</b>	<b>151 502</b>	<b>4 137</b>	<b>13 617</b>
<b>Ministre(s) de l'Emploi et du Développement social —</b>					
L'hon D Finley .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	617 792	20 071	170	4 742
L'hon J Kenney .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	1 344 101	126 095	7 023	1 778
		<b>1 961 893</b>	<b>146 166</b>	<b>7 193</b>	<b>6 520</b>
<b>Ministre(s) du Travail —</b>					
L'hon L Raitt .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	192 818	45 389	31	
L'hon K Leitch .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	500 475	69 716	2 274	670
		<b>693 293</b>	<b>115 105</b>	<b>2 305</b>	<b>670</b>
<b>Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien —</b>					
L'hon B Valcourt .....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>1 386 279</b>	<b>172 681</b>	<b>237</b>	<b>5 912</b>
<b>Ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord —</b>					
L'hon L Aglukkaq .....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>189 500</b>	<b>12 521</b>		<b>1 025</b>
<b>Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec —</b>					
L'hon D Lebel .....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>553 931</b>	<b>59 946</b>	<b>171</b>	<b>417</b>
<b>Ministre(s) de l'Industrie —</b>					
L'hon C Paradis .....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	492 776	23 937	203	678
L'hon J Moore .....	16 juil 2013 au 31 mars 2014	1 006 078	65 911	887	
		<b>1 498 854</b>	<b>89 848</b>	<b>1 090</b>	<b>678</b>
<b>Ministre(s) de la Justice et procureur général du Canada —</b>					
L'hon R Nicholson .....	1 avr 2013 au 30 juin 2013	555 403	12 900	2 342	1 326
L'hon P G MacKay .....	1 juil 2013 au 31 mars 2014	1 485 205	70 266	1 395	5 387
		<b>2 040 608</b>	<b>83 166</b>	<b>3 737</b>	<b>6 713</b>
<b>Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique —</b>					
L'hon G Shea .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	<b>108 496</b>	<b>12 471</b>	<b>338</b>	<b>39</b>
<b>Ministre(s) de la Défense nationale —</b>					
L'hon P G MacKay .....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	582 064	14 142		20 463
L'hon R Nicholson .....	16 juil 2013 au 31 mars 2014	987 325	45 236		6 350
		<b>1 569 389</b>	<b>59 378</b>		<b>26 813</b>
<b>Ministre(s) des Ressources naturelles —</b>					
L'hon J Oliver .....	1 avr 2013 au 18 mars 2014	1 186 592	174 748	1 000	2 728
L'hon G Rickford .....	19 mars 2014 au 31 mars 2014	31 266	7 944		157
		<b>1 217 858</b>	<b>182 692</b>	<b>1 000</b>	<b>2 885</b>

10. 38 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Comptes publics du Canada 2013-2014

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		<b>305</b>			<b>2 145</b>	<b>1 180 972</b>
<b>148</b>		<b>2 362</b>				<b>555 112</b>
		3 425				525 882
57		8 882		673		1 115 584
<b>57</b>		<b>12 307</b>		<b>673</b>		<b>1 641 466</b>
301		8 512		320		651 908
989	638	16 168		1 599		1 498 391
<b>1 290</b>	<b>638</b>	<b>24 680</b>		<b>1 919</b>		<b>2 150 299</b>
60		2 111		37		240 446
518	448	12 909		141		587 151
<b>578</b>	<b>448</b>	<b>15 020</b>		<b>178</b>		<b>827 597</b>
	<b>1 480</b>	<b>28 394</b>		<b>874</b>	<b>102</b>	<b>1 595 959</b>
						<b>203 046</b>
<b>429</b>		<b>569</b>			<b>8</b>	<b>615 471</b>
226	69	2 694				520 583
1 212	59	4 863		866		1 079 876
<b>1 438</b>	<b>128</b>	<b>7 557</b>		<b>866</b>		<b>1 600 459</b>
305	630	993			135	574 034
204	2 753	3 662		1 247	2 328	1 572 447
<b>509</b>	<b>3 383</b>	<b>4 655</b>		<b>1 247</b>	<b>2 463</b>	<b>2 146 481</b>
		<b>589</b>		<b>50</b>		<b>121 983</b>
		13 784				630 453
		14 199				1 053 110
		<b>27 983</b>				<b>1 683 563</b>
60	1 912	1 309		370		1 368 719
				199		39 566
<b>60</b>	<b>1 912</b>	<b>1 309</b>		<b>569</b>		<b>1 408 285</b>



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Dépenses des cabinets des ministres — *Suite*

Ministère et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1) \$	Transport et communications (2) \$	Information (3) \$	Services professionnels et spéciaux (4) \$
<b>Ministre(s) de la Sécurité publique et de la Protection civile —</b>					
L'hon V Toews.....	1 avr 2013 au 9 juil 2013	613 165	24 619		1 723
L'hon S Blaney.....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	951 483	49 070		10 621
		<b>1 564 648</b>	<b>73 689</b>		<b>12 344</b>
<b>Ministre(s) des Travaux publics et des Services gouvernementaux —</b>					
L'hon R Ambrose.....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	449 324	24 689	158	3 398
L'hon D Finley.....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	1 149 855	60 579	847	7 246
		<b>1 599 179</b>	<b>85 268</b>	<b>1 005</b>	<b>10 644</b>
<b>Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales —</b>					
L'hon D Lebel.....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	<b>419 617</b>	<b>47 085</b>		
<b>Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités —</b>					
L'hon D Lebel.....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	<b>527 352</b>	<b>25 660</b>		<b>302</b>
<b>Ministre des Transports —</b>					
L'hon L Raitt.....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	<b>600 166</b>	<b>152 359</b>	<b>180</b>	<b>715</b>
<b>Ministre(s) des Anciens Combattants —</b>					
L'hon S Blaney.....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	252 323	56 222	85	2 929
L'hon J Fantino.....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	652 086	88 410	1 590	4 548
		<b>904 409</b>	<b>144 632</b>	<b>1 675</b>	<b>7 477</b>
<b>Premier ministre —</b>					
Le très hon S J Harper.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>7 054 866</b>	<b>473 112</b>	<b>4 130</b>	<b>435 342</b>
<b>Ministre(s) du Revenu national —</b>					
L'hon G Shea.....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	324 281	18 583		1 319
L'hon K-L D Findlay.....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	682 475	39 860		1 819
		<b>1 006 756</b>	<b>58 443</b>		<b>3 138</b>
<b>Leader du gouvernement au Sénat —</b>					
L'hon M LeBreton.....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	<b>271 267</b>			<b>8 025</b>
<b>Président du Conseil du Trésor —</b>					
L'hon T Clement.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>1 232 173</b>	<b>49 870</b>	<b>2 739</b>	<b>1 014</b>
<b>Ministre de la Coopération internationale —</b>					
L'hon J Fantino.....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	<b>348 876</b>	<b>13 911</b>	<b>75</b>	<b>271</b>
<b>Ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada —</b>					
L'hon D Lebel.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>739 350</b>	<b>2 175</b>	<b>6 608</b>	<b>1 094</b>
<b>Ministre(s) de la Condition féminine —</b>					
L'hon R Ambrose.....	1 avr 2013 au 8 juil 2013	83 330	21 299		
L'hon K Leitch.....	9 juil 2013 au 31 mars 2014	107 176	33 700		7 795
		<b>190 506</b>	<b>54 999</b>		<b>7 795</b>
<b>Leader du gouvernement à la Chambre des communes —</b>					
L'hon P Van Loan.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>937 873</b>	<b>6 194</b>		<b>1 812</b>

*10. 40 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement*

Comptes publics du Canada 2013-2014

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
167	35	708		153	447	641 017
				21		1 011 195
<b>167</b>	<b>35</b>	<b>708</b>		<b>174</b>	<b>447</b>	<b>1 652 212</b>
		3 832				481 401
	1 102	14 332		1 570	9	1 235 540
	<b>1 102</b>	<b>18 164</b>		<b>1 570</b>	<b>9</b>	<b>1 716 941</b>
<b>200</b>						<b>466 902</b>
		5 211			748	559 273
<b>1 053</b>		<b>10 439</b>		<b>2 318</b>	<b>2 851</b>	<b>770 081</b>
		1 900				313 459
		2 358			386	749 378
		<b>4 258</b>			<b>386</b>	<b>1 062 837</b>
<b>23 655</b>		<b>67 071</b>		<b>461</b>		<b>8 058 637</b>
		658		24		344 865
		3 627		222	34	728 037
		<b>4 285</b>		<b>246</b>	<b>34</b>	<b>1 072 902</b>
<b>60</b>		<b>375</b>				<b>279 727</b>
<b>78</b>		<b>2 800</b>		<b>88</b>		<b>1 288 762</b>
		980				364 113
<b>523</b>		<b>224</b>		<b>379</b>		<b>750 353</b>
						104 629
						148 671
						<b>253 300</b>
<b>217</b>		<b>1 686</b>				<b>947 782</b>

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement 10 . 41

Comptes publics du Canada 2013-2014

Dépenses des cabinets des ministres — Suite

Ministère et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1) \$	Transport et communications (2) \$	Information (3) \$	Services professionnels et spéciaux (4) \$
<b>Ministre associée de la Défense nationale —</b>					
L'hon K-L D Findlay .....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	213 466	17 866		2 500
<b>Ministre(s) d'État (Agriculture et Agroalimentaire) —</b>					
L'hon C Paradis .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	26 161			
L'hon M Bernier .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	51 354	5 487	101	
		77 515	5 487	101	
<b>Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) —</b>					
L'hon R Moore .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	319 049	38 437	1 113	251
<b>Ministre(s) d'État (Finances) —</b>					
L'hon T Menzies .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	142 191	11 812		360
L'hon K Sorenson .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	337 239	36 694	530	1 298
		479 430	48 506	530	1 658
<b>Ministre d'État (Sports) —</b>					
L'hon B Gosal .....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	398 749	72 494	1 492	
<b>Ministre d'État (Multiculturalisme) —</b>					
L'hon T Uppal .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	278 933	70 472	639	387
<b>Ministre(s) d'État et whip en chef du gouvernement —</b>					
L'hon G O'Connor .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	52 421			
L'hon J Duncan .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	96 424	4 156		
		148 845	4 156		
<b>Ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme) —</b>					
L'hon M Bernier .....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	408 220	31 808	370	8 000
<b>Ministre d'État (Développement social) —</b>					
L'hon C Bergen .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	258 668	53 472	305	1 399
<b>Ministre d'État (Transports) —</b>					
L'hon S Fletcher .....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	186 946	13 746		
<b>Ministre(s) d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest) —</b>					
L'hon L Yelich .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	162 448	22 559		
L'hon M Rempel .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	313 817	59 778		279
		476 265	82 337		279
<b>Ministre(s) d'État (Réforme démocratique) —</b>					
L'hon T Uppal .....	1 avr 2013 au 14 juil 2013	164 127	5 785	3 325	184
L'hon P Poilievre .....	15 juil 2013 au 31 mars 2014	264 279	2 560	4 655	270
		428 406	8 345	7 980	454
<b>Ministre(s) d'État (Sciences et Technologie) —</b>					
L'hon G Goodyear .....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	182 782	6 660		
L'hon G Rickford .....	16 juil 2013 au 18 mars 2014	354 562	67 791	1 061	215
L'hon E Holder .....	19 mars 2014 au 31 mars 2014	11 627	4 589		3 500
		548 971	79 040	1 061	3 715

10. 42 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Comptes publics du Canada 2013-2014

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		<b>1 844</b>				<b>235 676</b>
						26 161
		18				56 960
		<b>18</b>				<b>83 121</b>
<b>566</b>		<b>3 253</b>				<b>362 669</b>
						154 363
	35	4 846		1 664		382 306
	<b>35</b>	<b>4 846</b>		<b>1 664</b>		<b>536 669</b>
		766				<b>473 501</b>
	<b>671</b>	<b>2 488</b>		<b>2 923</b>		<b>356 513</b>
						52 421
						100 580
						<b>153 001</b>
<b>30</b>		<b>2 590</b>		<b>767</b>		<b>451 785</b>
	<b>542</b>	<b>8 489</b>		<b>5 912</b>	<b>60</b>	<b>328 847</b>
		317			749	<b>201 758</b>
						185 007
		56				373 930
		<b>56</b>				<b>558 937</b>
						173 421
	46					271 810
	<b>46</b>					<b>445 231</b>
		1 041				190 483
		5 751		3 826		433 206
						19 716
		<b>6 792</b>		<b>3 826</b>		<b>643 405</b>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Dépenses des cabinets des ministres — *Fin*

Ministère et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1) \$	Transport et communications (2) \$	Information (3) \$	Services professionnels et spéciaux (4) \$
<b>Ministre(s) d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires) —</b>					
L'hon D Ablonczy.....	1 avr 2013 au 15 juil 2013	151 811			25
L'hon L Yelich.....	16 juil 2013 au 31 mars 2014	358 778	16 482		2 516
		<b>510 589</b>	<b>16 482</b>		<b>2 541</b>
<b>Ministre d'État (Aînés) —</b>					
L'hon A Wong.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>469 530</b>	<b>89 147</b>	<b>1 175</b>	<b>5 485</b>
<b>Ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) —</b>					
L'hon G Goodyear.....	1 avr 2013 au 31 mars 2014	<b>418 984</b>	<b>58 155</b>	<b>980</b>	<b>400</b>
<b>Total .....</b>		<b>48 510 929</b>	<b>3 906 967</b>	<b>60 598</b>	<b>641 193</b>

*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		267		13	1 728	153 844
		1 454			2 066	381 296
		<b>1 721</b>		<b>13</b>	<b>3 794</b>	<b>535 140</b>
		<b>2 382</b>		<b>325</b>		<b>568 044</b>
		<b>4 058</b>				<b>482 577</b>
<b>46 379</b>	<b>12 929</b>	<b>328 686</b>		<b>36 363</b>	<b>24 890</b>	<b>53 568 934</b>

## Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationales ou internationales, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes — État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 »;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement — Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

### Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Ministère et organisme	Crédit	Montant
		\$
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé —		
L'hon G Ritz .....	1	132 956
Secrétaire parlementaire —		
P Lemieux .....	1	14 726
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>		
Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique —		
L'hon G Shea .....	1	6 336
Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) —		
L'hon R Moore .....	1	16 713
<b>Agence du revenu du Canada</b>		
Ministres du Revenu national —		
L'hon K-L D Findlay .....	1	16 568
L'hon G Shea .....	1	4 843
<b>Patrimoine canadien</b>		
Ministres du Patrimoine canadien et des Langues officielles —		
L'hon S Glover .....	1	24 345
L'hon J Moore .....	1	16 141
Secrétaire parlementaire —		
R Dykstra .....	1	2 729
Ministre d'État (Sports) —		
L'hon B Gosal .....	1	36 636
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord</b>		
Ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord —		
L'hon L Aglukkaq .....	3	1 556
<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration —		
L'hon C Alexander .....	1	18 600
Secrétaire parlementaire —		
C Menegakis .....	1	2 103
Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme —		
L'hon J Kenney .....	1	6 886
Secrétaire parlementaire —		
R Dykstra .....	1	2 770

### 10. 46 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

## Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires — Suite

Ministère et organisme	Crédit	Montant \$
Ministre d'État (Multiculturalisme) —		
L'hon T Uppal .....	1	37 673
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>		
Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec —		
L'hon D Lebel .....	1	12 531
Secrétaire parlementaire —		
J Gourde .....	1	40
<b>Emploi et Développement social</b>		
Ministres de l'Emploi et du Développement social —		
L'hon D Finley .....	1	982
L'hon J Kenney .....	1	53 983
Secrétaires parlementaires —		
S Armstrong .....	1	12 586
L'hon K Leitch .....	1	10 574
Ministres du Travail —		
L'hon K Leitch .....	1	22 113
L'hon L Raitt .....	1	32 389
Secrétaire parlementaire —		
C McLeod .....	1	4 025
Ministre d'État (Aînés) —		
L'hon A Wong .....	1	47 108
Ministre d'État (Développement social) —		
L'hon C Bergen .....	1	23 977
Ministres de la Condition féminine —		
L'hon R Ambrose .....	25	20 675
L'hon K Leitch .....	25	33 700
<b>Environnement</b>		
Ministres de l'Environnement —		
L'hon L Aglukkaq .....	1	50 283
L'hon P Kent .....	1	21 552
Secrétaire parlementaire —		
C Carrie .....	1	1 404
<b>Finances</b>		
Ministre des Finances —		
L'hon J M Flaherty .....	1	83 599
Ministres d'État (Finances) —		
L'hon T Menzies .....	1	20 078
L'hon K Sorenson .....	1	28 342
Secrétaire parlementaire —		
L'hon S Glover .....	1	967
<b>Pêches et Océans</b>		
Ministres des Pêches et des Océans —		
L'hon K Ashfield .....	1	1 623
L'hon G Shea .....	1	29 665
Secrétaire parlementaire —		
R Kamp .....	1	1 830
<b>Affaires étrangères, Commerce et Développement</b>		
Ministre des Affaires étrangères —		
L'hon J Baird .....	1	149 002
Secrétaires parlementaires —		
D Anderson .....	1	9 225
R Dechert .....	1	22 856
D Obhrai .....	1	46 892
Ministres de la Coopération internationale —		
L'hon J Fantino .....	25	52 194
Secrétaire parlementaire —		
L Brown .....	25	8 135
Ministre du Développement international et de La Francophonie —		
L'hon C Paradis .....	1	112 760
Secrétaire parlementaire —		
L Brown .....	1	13 550



*Comptes publics du Canada 2013-2014*

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires — *Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Montant \$
Ministre du Commerce international —		
L'hon E Fast .....	1	128 670
Secrétaire parlementaire —		
E O'Toole .....	1	1 028
Ministres d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires) —		
L'hon D Ablonczy .....	1	10 213
L'hon L Yelich .....	1	81 024
<b>Santé</b>		
Ministres de la Santé —		
L'hon L Aglukkaq .....	1	8 785
L'hon R Ambrose .....	1	24 690
Secrétaires parlementaires —		
E Adams .....	1	7 819
C Carrie .....	1	653
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>		
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien —		
L'hon B Valcourt .....	1	44 264
Secrétaires parlementaires —		
G Rickford .....	1	341
M Strahl .....	1	573
<b>Industrie</b>		
Ministres de l'Industrie —		
L'hon J Moore .....	1	35 677
L'hon C Paradis .....	1	12 203
Secrétaire parlementaire —		
M Lake .....	1	6 074
Ministres d'État (Sciences et Technologie) —		
L'hon G Goodyear .....	1	22 121
L'hon E Holder .....	1	2 114
L'hon G Rickford .....	1	37 888
Ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme) —		
L'hon M Bernier .....	1	19 246
Ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) —		
L'hon G Goodyear .....	50	55 878
<b>Justice</b>		
Ministres de la Justice et procureur général du Canada —		
L'hon P G MacKay .....	1	31 487
L'hon R Nicholson .....	1	6 183
Secrétaire parlementaire —		
R Goguen .....	1	927
<b>Défense nationale</b>		
Ministres de la Défense nationale —		
L'hon P G MacKay .....	1	21 110
L'hon R Nicholson .....	1	44 147
Secrétaires parlementaires —		
C Alexander .....	1	1 962
J Bezan .....	1	1 720
Ministre associé de la Défense nationale —		
L'hon K-L D Findlay .....	1	5 467
<b>Ressources naturelles</b>		
Ministres des Ressources naturelles —		
L'hon J Oliver .....	1	126 903
L'hon G Rickford .....	1	4 257
Secrétaires parlementaires —		
D Anderson .....	1	3 360
K Block .....	1	2 742
<b>Bureau du Conseil privé</b>		
Premier ministre —		
Le très hon S J Harper .....	1	5 190
Leader du gouvernement à la Chambre des communes —		
L'hon P Van Loan .....	1	530

*10. 48 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement*

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires — *Fin*

Ministère et organisme	Crédit	Montant
		\$
Ministre d'État et whip en chef du gouvernement —		
L'hon J Duncan .....	1	3 307
Ministres d'État (Réforme démocratique) —		
L'hon P Poilievre .....	1	1 065
L'hon T Uppal .....	1	2 285
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>		
Ministres de la Sécurité publique et Protection civile —		
L'hon S Blaney .....	2	28 101
L'hon V Toews .....	2	7 039
Secrétaires parlementaires —		
L'hon C Bergen .....	2	380
R James .....	2	2 440
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>		
Ministres des Travaux publics et des Services gouvernementaux —		
L'hon R Ambrose .....	1	11 519
L'hon D Finley .....	1	18 432
<b>Transports</b>		
Ministre des Transports —		
L'hon L Raïtt .....	1	69 077
Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales —		
L'hon D Lebel .....	1	24 287
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités —		
L'hon D Lebel .....	1	19 224
Ministre d'État (Transports) —		
L'hon S Fletcher .....	1	16 156
<b>Conseil du Trésor</b>		
Président du Conseil du Trésor —		
L'hon T Clement .....	1	13 275
<b>Anciens Combattants</b>		
Ministres des Anciens Combattants —		
L'hon S Blaney .....	1	16 099
L'hon J Fantino .....	1	55 271
Secrétaires parlementaires —		
E Adams .....	1	7 398
P Gill .....	1	2 176
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>		
Ministres d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest) —		
L'hon M Rempel .....	1	36 208
L'hon L Yelich .....	1	3 958

## Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

### Dépenses des déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Portefeuille ministériel/Ministre	Montant
	\$
<b>Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé —</b>	
L'hon G Ritz .....	179 032
<b>Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration —</b>	
L'hon C Alexander .....	23 849
<b>Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme —</b>	
L'hon J Kenney .....	15 598
<b>Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec —</b>	
L'hon D Lebel .....	15 956
<b>Ministres de l'Emploi et du Développement social —</b>	
L'hon D Finley .....	831
L'hon J Kenney .....	55 395
<b>Ministres de l'Environnement —</b>	
L'hon L Aglukkaq .....	74 419
L'hon P Kent .....	30 073
<b>Ministre des Finances —</b>	
L'hon J M Flaherty .....	156 518
<b>Ministres des Pêches et des Océans —</b>	
L'hon K Ashfield .....	20 919
L'hon G Shea .....	20 986
<b>Ministre des Affaires étrangères —</b>	
L'hon J Baird .....	363 489
<b>Ministres de la Santé —</b>	
L'hon L Aglukkaq .....	5 419
L'hon R Ambrose .....	15 680
<b>Ministres de l'Industrie —</b>	
L'hon J Moore .....	6 287
L'hon C Paradis .....	33 401
<b>Ministre de la Justice et procureur général du Canada —</b>	
L'hon R Nicholson .....	8 947
<b>Ministre de la Coopération internationale —</b>	
L'hon J Fantino .....	55 776
<b>Ministre du Développement international et de La Francophonie—</b>	
L'hon C Paradis .....	119 350
<b>Ministre du Commerce international —</b>	
L'hon E Fast .....	167 424
<b>Ministres du Travail —</b>	
L'hon K Leitch .....	15 043
L'hon L Raïtt .....	17 428

Dépenses des déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres — *Fin*

Portefeuille ministériel/Ministre	Montant
	\$
<b>Ministres de la Défense nationale —</b>	
L'hon P G MacKay .....	42 753
L'hon R Nicholson .....	30 927
<b>Ministre associé de la Défense nationale —</b>	
L'hon K-L D Findlay .....	527
<b>Ministre des Ressources naturelles —</b>	
L'hon J Oliver .....	144 384
<b>Ministres de la Sécurité publique et Protection civile —</b>	
L'hon S Blaney .....	5 902
L'hon V Toews .....	2 320
<b>Ministre de la Condition féminine —</b>	
L'hon K Leitch .....	4 445
<b>Ministre des Transports —</b>	
L'hon L Raitt .....	19 922
<b>Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités —</b>	
L'hon D Lebel .....	14 917
<b>Président du Conseil du Trésor —</b>	
L'hon T Clement .....	3 506
<b>Ministres des Anciens Combattants —</b>	
L'hon S Blaney .....	17 248
L'hon J Fantino .....	19 414
<b>Ministres d'État (Finances) —</b>	
L'hon T Menzies .....	23 483
L'hon K Sorenson .....	12 857
<b>Ministres d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires) —</b>	
L'hon D Ablonczy .....	24 157
L'hon L Yelich .....	158 052
<b>Ministre d'État (Multiculturalisme) —</b>	
L'hon T Uppal .....	13 796
<b>Ministre d'État (Sciences et Technologie) —</b>	
L'hon G Goodyear .....	34 314
<b>Ministre d'État (Aînés) —</b>	
L'hon A Wong .....	57 965
<b>Ministre d'État (Développement social) —</b>	
L'hon C Bergen .....	8 273
<b>Ministre d'État (Sports) —</b>	
L'hon B Gosal .....	16 535
<b>Ministre d'État (Transports) —</b>	
L'hon S Fletcher .....	9 068
<b>Ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest) —</b>	
L'hon M Rempel .....	14 884
	<u>2 091 141</u>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 11

## *Comptes publics du Canada*

2013-2014

## Autres informations diverses

### Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires étrangères, Commerce et Développement —	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales . . . . .	11.2
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales . . . . .	11.4
Emploi et Développement social—	
Paiements d'indemnités et frais d'administration . . . . .	11.13
Parlement —	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2013-2014 (Sénat) . . . . .	11.14
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 (Chambre des communes) . . . . .	11.18
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2013-2014 (Chambre des communes) . . . . .	11.26
Bureau du Conseil privé —	
Traitements et indemnités aux Ministres d'État . . . . .	11.28
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme . . . . .	11.29
Détail des dépenses législatives —	
Élection partielle de mai 2013 . . . . .	11.29
Détails des dépenses législatives —	
Élections partielles de novembre 2013 . . . . .	11.30
Sécurité publique et Protection civile —	
État des dépenses par établissement . . . . .	11.31
Conseil du Trésor —	
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits . . . . .	11.33

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales (ACI) du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'ACI est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du MAECD et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

Conférences et réunions	Montant
	\$
Visite du premier ministre en Chine – février 2012	1 493
Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni) – Funérailles de l'ex-première ministre Margaret Thatcher	124 971
Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Conseil des relations étrangères	95 666
Visite bilatérale du premier ministre à Lima (Pérou) et Cali (Colombie) – Rencontre des chefs de l'alliance du Pacifique	404 232
Visite du premier ministre au Royaume-Uni, France, Irlande (Dublin) et Irlande du Nord – Sommet du G8 (Enniskillen)	941 700
Visite du premier ministre à St-Petersburg (Russie) – Sommet du G20	333 823
Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – 68 <sup>e</sup> session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	264 957
Visite bilatérale du premier ministre à Kuala Lumpur (Malaisie) et à Bali (Indonésie) – Sommet de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2013	493 397
Visite du premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Conseil de l'Union européenne	85 542
Visite du premier ministre en Afrique du Sud – Service commémoratif pour Nelson Mandela	354 016
Visite du premier ministre en Israël (Moyen-Orient)	1 183 954
Visite bilatérale du premier ministre à Mexico et Toluca (Mexique) – Sommet des leaders nord-américains (SLNA)	304 963
Visite bilatérale du premier ministre à Séoul (Corée du Sud)	176 586
Visite du premier ministre à Kiev (Ukraine), La Haye (Pays-Bas) – Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN), Munich et Berlin (Allemagne)	1 290 292
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Brisbane (Australie) – G20 de 2014	584
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre en Normandie (France) juin 2014	47 871
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre au pays de Galles (Royaume-Uni) – Sommet de l'OTAN 2014	3 731
Visite du gouverneur général à Brasília, à Rio de Janeiro, Sao Paulo (Brésil) et Lima (Pérou) – 2012	5 520
Visite du gouverneur général à Rome (Italie) – messe inaugurale de Sa Sainteté François 1 <sup>er</sup> (mars 2013)	977
Visite du gouverneur général à Amsterdam (Pays-Bas) – cérémonie d'investiture	78 260
Visite du gouverneur général à la République du Ghana, Botswana, et l'Afrique du Sud	723 253
Visite du gouverneur général à Boston et New York (États-Unis)	62 617
Visite du gouverneur général à Beijing, Shanghai, Nanjing, Guangzhou (Chine) et Mongolie	805 049
Visite du gouverneur général à Londres et Irlande du Nord (Royaume-Uni)	21 657
Visite du gouverneur général à New Delhi, Agra, Bengaluru et Mumbai (Inde)	567 653
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du gouverneur général sur côte ouest (États-Unis)	24 901
Ministre des Affaires étrangères (MINA) Visites bilatérales (agent de visites)	3 669
Ministre du Commerce international (MINT) Visites bilatérales (agent de visites)	55 186
Ministre de la Coopération internationale (MINE) Visites bilatérales (agent de visites)	1 594
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MSFA) Visites bilatérales (agent de visites)	97 839
Ministre de la Francophonie Visites bilatérales (agent de visites)	128
Ministre du Conseil de l'Arctique du Canada (MNAC) Visites bilatérales (agent de visites)	11 652
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G8, Londres (Angleterre)	22 834
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion de la Communauté des démocraties (CdD), Mongolie	35 053

#### 11. 2 Autres informations diverses

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Fin

Conférences et réunions	Montant
	\$
Ministre d'État des Affaires étrangères (MSFA) – délégation canadienne Groupe d'action ministérielle du Commonwealth (GAMC), Londres (Angleterre) . . . . .	13 114
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'OTAN, Bruxelles (Belgique) . . . . .	10 352
Ministre du Conseil de l'Arctique du Canada (MNAC) – Conseil de l'Arctique, Kiruna (Suisse) . . . . .	52 729
Ministre d'État des Affaires étrangères (MSFA) – délégation canadienne à la 43 <sup>e</sup> Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), Antigua (Guatemala) . . . . .	39 991
Ministre du Commerce international (MINT) – délégation canadienne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Bali (Indonésie) . . . . .	70 364
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion annuelle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Brunei . . . . .	47 093
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MSFA) – délégation canadienne à la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) Réunion des petites et moyennes entreprises (PME) et le forum des femmes dans l'économie, Bali (Indonésie) . . . . .	27 152
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la 68 <sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), New York (États-Unis) . . . . .	175 280
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Conférence sur la Somalie, Bruxelles (Belgique) . . . . .	12 412
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la 37 <sup>e</sup> session de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris (France) . . . . .	24 336
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), AELM et AMM, Bali (Indonésie) . . . . .	110 143
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), Sri Lanka . . . . .	79 114
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Bruxelles (Belgique) . . . . .	15 134
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Conférence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Kiev (Ukraine) . . . . .	22 156
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Conférence sur le commerce illicite d'espèces sauvages, Londres (Royaume-Uni) . . . . .	15 099
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – frais initiaux à la délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Bruxelles (Belgique) . . . . .	8 933
Ministre des Affaires étrangères (MINA) – Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, Varsovie (Pologne) . . . . .	5 440
Participation du Canada à la conférence de Londres . . . . .	12 446
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture en Arménie . . . . .	11 594
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Paraguay . . . . .	20 159
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Honduras . . . . .	18 388
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Chili . . . . .	13 823
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Mali . . . . .	12 096
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture en Équateur . . . . .	4 574
Participation du Canada à Sotchi (Russie) – Jeux olympiques d'hiver 2014 . . . . .	14 340
Délégation canadienne pour l'élévation de l'Archevêque Gérard Lacroix au rang de cardinal, Vatican (Saint-Siège) . . . . .	45 905
Frais initiaux pour la Délégation canadienne pour canonisation Jean Paul II et Jean XXIII, Vatican (Saint-Siège) . . . . .	5 308
Total . . . . .	9 513 095



## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'affectation au titre des conférences internationales (ACI). Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'ACI ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, et des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'ACI par le ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD). Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'ACI font partie du budget de fonctionnement du MAECD, par conséquent, ils ne sont donc pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

Description	Montant
	\$
<i>Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni) - Funérailles de l'ex-première ministre Margaret Thatcher</i> .....	25 558
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Baird Hon. J., Holder E.	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Clancy A., Gerson V., Hunt J., Larlee L., MacDougall A., Novak R., Raj S., Ransom D., Robertson D., Staley R., Van Vugt A.	
Bureau du Conseil privé Brooman K., Graham D., Hogan C., Kowalik C., Larocque D., Legros G., Lemire M., Richard W.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Munro H., Roth R., Serar A.	
Autres Harper L., Mulroney Le très hon. B.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis) - Conseil des relations étrangères</i> .....	24 981
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J.	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Hunt J., Larlee L., MacDougall A., Martineau A., Mohamed A., Ransom D., Van Vugt A.	
Bureau du Conseil privé Fisher M., Gaudreault S., Graham D., Hogan C., Larocque D., Legros G., Picard A., Prusakowski T., Rousseau I., Russel A.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Boucher C.	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Lima (Pérou) et à Cali (Colombie) - Rencontre des chefs de l'alliance du Pacifique</i> .....	128 934
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Ablonczy Hon. D., Fast Hon. E., Hoback R. (M.P.), Shipley B. (M.P.)	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Brisbin M., Grills M., Hunt J., Larlee L., MacDougall A., Mohamed A., Paquet J., Raj S., Ransom D., Staley R., Staley S., Thompson J., Tomala A., Van Vugt A., Vaux J., Wasser Dr. E.	
Bureau du Conseil privé Bazinet E., Cloutier B., Cohen S., Graham D., Hogan C., Larocque D., Legros G., Lemire M., Pilon T., Poirier I., Rivard I., St-Onge Jean M., Tremblay E.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Anastassiades F., Boucher C., Chevrier A., Gagnon Y., Huot-Bolduc F., Lambert D., MacKay C., Marcinowski R., Mohamed D., Pawsey M., Sirieix E.	
Défense nationale Thom J.	
<i>Visite du premier ministre au Royaume-Uni, France, Irlande (Dublin) et Irlande du Nord - Sommet du G8 (Enniskillen)</i> .....	235 412
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Baird Hon. J., Blaney Hon. S., Fast Hon. E., Flaherty Hon. J., Oliver Hon. J., Tilson D. (M.P.)	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Brisbin M., Clancy A., Hannaford N., Hourigan C., Huestis B., Hunt J., Larlee L., MacDonald K., MacDougall A., Martineau A., Mohamed A., Novak R., Raj S., Ransom J., Sheehy M., Staley S., Thompson J., Tomala A., Vallée C., Van Vugt A.	
Bureau du Conseil privé Bazinet E., Borduas N., Brooman K., Cloutier B., Denis L., Gaudreault S., Giroux Y., Hogan C., Kowalik C., Larocque D., Laurin A., Legros G., Lemire M., Lepage S., Madore J., Picard A., Pilon T., Prusakowski T., Richard W., Rigby S., Shouldice M., Vaillancourt D.	

#### 11. 4 Autres informations diverses

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Suite

Description	Montant
	\$
Affaires étrangères, Commerce et Développement Arbeiter R., Boehm P., Cantin F., Husny R., Lambert D., Munro H., Racine A., Roth R., Skabar L.	
<i>Visite du premier ministre à Saint Petersburg (Russie) - Sommet du G20</i> .....	119 344
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Baird Hon. J., Flaherty Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Clancy A., Grills M., Hannaford N., Harwood P., MacDougall A., Martineau A., Raj S., Ramson J., Staley S., Thompson J., Tomala A., Vallée C.	
Bureau du Conseil privé Beaulieu J., Cloutier B., Gascon A., Graham D., Hogan C., Kuhn S., Larocque D., Legros G., MacDougall P., Picard A., Rigby S., Tremblay E.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Arbeiter R., Ballingall J., Furuya E., Gompf J., Goodlet C., Hawkins B., Kennedy S., Lambert D., Sarty L., Sloan J.	
Défense nationale Habraken D., Scott M., Zencovich C.	
Finances Boivin J., Brown J., Leblanc R., Perchaluk K., Perrault J-F., Purves G.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (Interprète) Mollon A.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis) - 68<sup>e</sup> session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU)</i> .....	34 389
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J.	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Hunt J., Lilly M., Martineau A., Mohamed A., Novak R., Ransom D., Robinson A., Staley S., Thompson J., Tomala A., Vallée C.	
Bureau du Conseil privé Bazinnet E., Gaudreault S., Hogan C., Larocque D., Legros G., Netley R., Rigby S., Tremblay E., Vaillancourt D.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Munro H.	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Kuala Lumpur (Malaisie) et à Bali (Indonésie) - Sommet de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2013</i> .....	192 977
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Baird Hon. J., Fast E., Ngo Sen. T., Obhrai Hon. D., Saxton A. (M.P.)	
Cabinet du Premier ministre Belous D., Brisbin M., Grills M., Huestis B., Klammer L., Lilly M., MacDonald J., Martineau A., Mohamed A., Raj S., Robinson A., Staley R., Staley S., Thompson J., Tomala A., Vallée C.	
Bureau du Conseil privé Bazinnet E., Borduas N., Brooman K., Donnelly J., Gaudreault S., Hogan C., Laurin A., Legros G., Madore J., Pilon T., Rivard I., Shouldice M., St-Onge Jean M., Vaillancourt D., Yuma Morisho O.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Boucher C., Cainer O., Challal A., Clarke W., Figueroa C., Fried J., Huot-Bolduc F., Jackson L-A., Lambert D., Lennox E., Peters L., Seguin B., Tejero M., Venner G., Wallace J-L.	
Défense nationale Donnelly J., Zencovich C.	
Musée des beaux-arts du Canada Ostiguy F.	
Intervenants Andrade M., Bisnaire J-P., Curtis D., Kilpatrick K., Parent M.	
<i>Visite du premier ministre à Bruxelles (Belgique) - Conseil de l'Union européenne</i> .....	47 431
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Fast Hon. E., Keddy G. (M.P.)	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Grills M., Hunt J., Lilly M., MacDonald J., Mohamed A., Novak R., Raj S., Ransom J., Robinson A., Sheehy M., Staley S., Thompson J., Tomala A., Vallée C.	
Bureau du Conseil privé Cloutier B., Hogan C., Kuhn S., Legros G., Lemire M., Madore J., Prusakowski T., Richard W., Spassov J., Vaillancourt D., Wouters W.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Anastassiades F., Cliche G., Hawking B., Lambert D., Verheul S.	
Défense nationale Zencovich C.	

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Suite

Description	Montant
	\$
Intervenants Dorval Y-T., Masswohl J., Sullivan K., Upshall P.	
<i>Visite du premier ministre en Afrique du Sud - Service commémoratif pour Nelson Mandela</i> .....	128 320
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Atleo S. (A-in-chut), Braid P. (M.P.), Cotler I. (M.P.), Daniel J. (M.P.), James R. (M.P.), Mulcair T. (M.P.), Obhrai Hon. D. Cabinet du Premier ministre Anderson S., Atwood M., Brisbin M., Cox M., Huestis B., Hunt J., Lilly M., Mohamed A., Pettit T., Ransom D., Staley S., Vallée C., Webb S. Bureau du Conseil privé Beaulieu J., Fox C., Gascon A., Gaudreault S., Hogan C., Larocque D., Legros G., Picard A., Prusakowski T., Vaillancourt D. Affaires étrangères, Commerce et Développement Guérin M., Huot-Bolduc F., Skabar L., Tanguay S. Défense nationale Zencovich C. Premiers ministres des Provinces et Territoires McLeod Hon.B., McNeil Hon.S., Pasloski Hon.D., Redford Hon.A. Autres Campbell La très hon. K., Chrétien Le très hon. J., Clark Le très hon. J., Clarkson La très hon. A., Harper L., Hartley B., Jean La très hon. M., Mulroney Le très hon. B., Olivier Hon. D.	
<i>Visite du premier ministre en Israël (Moyen-Orient)</i> .....	330 376
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Adler M. (M.P.), Baird Hon. J., Bateman J. (M.P.), Blake R. (M.P.), Carmichael J. (M.P.), Fast Hon. E., Frum Sen. L., Gerstein Sen. I., Kenney Hon. J., Kent P. (M.P.), Leung C. (M.P.), Lunney J. (M.P.), Menegakis C. (M.P.), Moore Hon. J., Oliver Hon. J., Paradis Hon. C., Richards B. (M.P.), Seidman Sen.J., Sweet D. (M.P.). Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Brisbin M., Byrne J., Campbell D., Grills M., Hannaford N., Huestis B., Hunt J., Lavoie J., Lilly M., MacDonald J., Martineau A., Mohamed A., Novak R., Pettit T., Raj S., Ransom J., Ricciuto G., Sheehy M., Simovic M., Staley S., Thompson J., Tomala A., Tran C., Vallée C. Bureau du Conseil privé Bazinet E., Beaulieu J., Brooman K., Cloutier B., Gaudreault S., Graham D., Harris T., Hogan C., Larocque D., Legros G., Lemermeier G., Lepage S., Picard A., Rigby S., Shouldice M., St-Onge Jean M., Tremblay E., Vaillancourt D. Affaires étrangères, Commerce et Développement Adler M., Bennett Dr A., Berger R., Berlanga P., Boucher C., Chatt M., Cridland S., Galligan G., Gordon T., Guérin M., Huot-Bolduc F., Lambert D., Leduc S., MacLaughlin S., Racine A., Richardson A., Roth R., Roy S., Rutman R., Saccomani B., Stastny M., Tanguay S., Vandrick B., Walenius B., Williams E. Défense nationale Zencovich C. Emploi et Développement social Rosak D. Industrie Johnson A. Services partagés Canada Bernicky M. Ressources naturelles Penner J. Autres Burke G., Gerstein G., Harper L., Lantsman M.	
Intervenants Adams M., Adams S., Aisenstat D., Altein S., Ashkenazi Y., Asper D., Ayyad B., Azrieli D., Benlolo A., Beutel I., Bickman A., Bissell E., Bissell M., Bissell N., Bloomfield H., Bloomfield N., Blostein A., Blumenfeld A., Brauer C., Brownstone G., Bulka R., Burger G., Cape D.J., Carver C., Chatterley C., Cohen D.J., Cohen D.L., Cole D., Colodny D., Cooper D., Cooper J.H., Cowan M., Crago M., Dalfen C., Das Gupta R., Davis L., De Souza R., Dimant F., D'Iorio M., Disenhouse N., Ekstein R., Feig M., Feldman M., Fenyés H., Field K., Firestone S., Florizone R., Fogel S., Freedman J., Freedman L., Freedman R., Freedman S.M., Friedman D., Gabor R., Gales L., Gauthier J., Genesove L., Gniwisch J., Gniwisch L., Goldman M., Goodman-Sone S., Gottdenker J., Granovsky I., Granovsky T., Green C., Green E., Green K., Greenberg A., Grimberg T., Grinshpan R., Grossbaum Z., Grover J., Harary R., Hartt S.H., Hearn A., Hearn D., Hedayat A., Hoffman R., Holbrook D., Hutchinson D., Isaacson S.C., Jampolsky H., Janowski C., Janowski I., Jarcaig B., Jones S., Kaplan J.D., Kaplan J.L., Kaplan M., Kaplan W., Kendrick T., Kennedy H., Ketcheson S., Kimmel A., Kimmel S., Kislowicz L., Klein L., Kohler B.P., Kong S., Konopny M., Korobkin D., Koschitzky D., Koschitzky J., Koschitzky S., Kowalson M., Krauss L., Kremer J., Kroft D., Laxer S., Lefton H., Lefton S., Leider T., Levant Dr. M., Maldoff B., Mandelbaum M., Marx E., Marx H., Matusof M., McArthur S., McDougall J.R., Mendelsohn C., Milevsky Y., Miller N., Miller S.L., Minuk F., Mizrahi S., Mocklin B., Moghrabi M., Morantz M., Morrison H., Morry H., Murphy P., Nadler B., Nemetz S., Perlmutter E., Pinsky B., Posen S., Posluns D., Poupko R., Rabb I., Ravinsky C., Reichmann P., Reicin C., Reitman J., Ronen M., Rosenthal J., Rothman M., Rovinescu C., Rubin B., Rubner M., Saltzman S., Scheier A., Scheim P., Schwartz I., Seal B., Segal L., Shavit K., Shedletsky A.,	

### 11. 6 Autres informations diverses

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Suite

Description	Montant
	\$
Shedletsky R., Sherman A., Shindleman R., Shindleman S., Silber A., Silber H., Simmonds D., Singer P.A., Sochaczewski A., Sochaczewski J., Sokolsky T., Sone T., Spatz J., Spiro D., Staffenberg D., Stein M., Stephens W.C., Strauchler C., Sumerlus C., Suraski J., Tanenbaum P., Taylor-Ryder C., Turcotte D., Venn R., Vered S., Wagman J., Weber J., Wells D.R., Wineberg Y., Yuval M., Zagdanski B., Zaltzman M., Zaltzman Y., Zeifman L., Zeifman S., Zidenberg A., Zimmering L.	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Mexico et à Toluca (Mexique) - Sommet des leaders nord-américains (SLNA)</i> . . . . .	40 689
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Blaney Hon. S., Fast Hon. E., Oliver Hon. J., Trottier B. (M.P.)	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Brisbin M., Grills M., Hourigan C., Lilly M., MacDonald J., Mohlman S., Novak R., Raj S., Ransom D., Robinson A., Simovic M., Staley S., Thompson J., Vallée C.	
Bureau du Conseil privé Fisher M., Gaudreault S., Hogan C., Larocque D., Laurin A., Legros G., Picard A., Pilon T., Poirier I., Richard W., Rigby S., Théoret J., Vaillancourt D.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Boucher C., Huot-Bolduc F., Jackson L-A., Morrison D., Skabar L., Vandrick B.	
Sécurité publique et Protection civile Boisvert F.	
Ressources naturelles Lantsman M.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (Interprète) Gonzales A.	
Défense nationale Zencovich C.	
Intervenants Anderson B., Batstone G., Burns T., Chinski F., Goggin M., Jimenez M., Liddy P., Maccario P., MacLean C., Magnin G., Marseglia U., McCluskey J., McKenna D., Miller P., Myers J., Porter B., Richardson A., Telfer I., Unrau M., Walton G., Woodfinden A.	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Séoul (Corée du Sud)</i> . . . . .	66 523
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Cannan R. (M.P.), Devolin B. (M.P.), Fast Hon. E., Leung C. (M.P.), Martin Sen. Y., Moore Hon. J., Young T. (M.P.)	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Cox M., Grills M., Huestis B., Mohamed A., Robinson A., Staley S., Tomala A., Vallée C.	
Bureau du Conseil privé Donnelly J., Gaudreault S., Hogan C., Legros G., Madore J., Picard A., Pilon T., Rivard I., Vaillancourt D.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Bourelly N., Burney I., Clements A., Guérin M., Hawkins B., McLaughlin S., Peters L.	
Défense nationale Zencovich C.	
Industrie Maunder J.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (Interprète) Kweon S.	
Intervenants Auer D., Bacon G., Hartmann M., Lee B.S., Lee J.S., Lee Y-H., Nguyen B., Nott J., Skierka L., Solverson D., Sporer C., Suh B-G.	
<i>Visite du premier ministre à Kiev (Ukraine), La Haye (Pays-Bas) - Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN), Munich et Berlin (Allemagne)</i> . . . . .	422 962
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Baird Hon. J., Fast Hon. E., MacKay Hon. P.G., Moore Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Anderson S., Atwood M., Belous D., Brisbin M., Conley D., Cox M., Curran R., Grills M., Hourigan C., Howe M., Huestis B., MacDonald J., Martineau A., McNamara J., Raj S., Ransom J., Robinson A., Simovic M., Stackaruk D., Staley S., Thompson J., Vallée C., Wasser Dr E.	
Bureau du Conseil privé Bazin E., Beaulieu J., Brooman K., Cloutier B., Cohen S., Conley D., Denis C., Elrafie N., Gascon A., Gaudreault S., Hannaford J., Hogan C., Kuhn S., Lafleur K., Larocque D., Laurin A., Legros G., Lemire M., Lepage S., Picard A., Pilon T., Prusakowski T., Richard W., Rigby S., St-Onge Jean M., Théoret J., Tremblay E., Vaillancourt D.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement Beliveau Y., Blanchard J., Boehm P., Boucher C., Callahan C., Cantin F., Furuya E., Huot-Bolduc F., Keller G., Lafortune E., Lambert D., Louchard A., Munro H., Nolke S., Parai B., Parent P., Racine A., Roy S., Skabar L., Strussione P., Vandrick B.	
Industrie Enwright J., Vogler B.	
Justice Varner J.	

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Suite

Description	Montant
	\$
Défense nationale Zencovich C. Intervenants Arsoniadis-Stein K., Barnet R., Bensler A., Boitson D., Brace J., Dasgupta S., Drung A., Elbaz A., Filipovic D., Flood G., Forgione A., Goldstein D., Haanstra J., Hardt R., Hasenfratz L., Huitema B., Hyslop J., Jamer P., Jenkins, Jones L., Langrish J., Leblanc M., Loparco J., Lopez J., Murdoch D., Myers J., Nishidate J., Noël J-F., Nott J., Oakey T., Oldfield K., Reimer A., Roy J-Y., Samson R., Smith P., Solverson D., Sorenson R., Tamminga J., Tanaka Y., Vachon S., Whitney B., Zimny M.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Brisbane (Australie) - G20 de 2014</i> . . . . .	584
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre au pays de Galles (Royaume-Uni) - Sommet de l'OTAN 2014</i> . . . . .	3 731
<i>Visite du gouverneur général à Amsterdam (Pays-Bas) - cérémonie d'investiture</i> . . . . .	42 821
Johnston Son Excellence le très hon. D., Son Excellence Madame S. Chambre des communes Van Kesteren D. (M.P.) Résidence du Gouverneur général Charrette J., Helmes-Hayes P., Mousseau D. Citoyenneté et Immigration Dykstra R. Affaires étrangères, Commerce et Développement Munro H. Défense nationale Clément Capt. S., Duchesne Sgt. R., Forsyth Capt. N.	
<i>Visite du gouverneur général à la République du Ghana, à Botswana, à l'Afrique du Sud</i> . . . . .	340 191
Johnston Son Excellence le très hon. D., Son Excellence Madame S. Chambre des communes Baird Hon. J., Braid P. (M.P.), McGuinty D. (M.P.), Ohrai Hon. D., Rafferty J. (M.P.) Résidence du Gouverneur général Ancil N., Charrette J., Cimpaye S., Helmes-Hayes P., Hurtubise J., Lapalme C., Létourneau M-È., MacIntyre C., Wallace S. Affaires étrangères, Commerce et Développement Cocker J., Day C., Dussault M., Guérin M., Janiak K., Kernighan T., Lachance A., Levesque Y., Malikail P., Milot R., Morrissette L., Mucci W., Paul A., Racine A., Radcliff C., Senecal J., Simoneau S., Strussione P., Thissen S., Tucker C., Weber K., White G. Défense nationale Bishop Maj. S., Bissonnette Sgt. S., Cadieux Capt. S., Carbonneau Cpl. V., Clément Capt. S., Duchesne Sgt. R., Gauthier Cpl. K., Johnson Capt. T., Peterson Cpl. J., Rogers Cpl. T. Délégation d'accompagnement Beatty Hon. P., Chakma A., Davidson P., Evans D., Kielburger C., Lebel J., Thomas R.	
<i>Visite du gouverneur général à Boston et New York (États-Unis)</i> . . . . .	11 260
Johnston Son Excellence le très hon. D., Son Excellence Madame S. Résidence du Gouverneur général Charrette J., Helmes-Hayes P., Mousseau D. Affaires étrangères, Commerce et Développement Page M., Portelance R. Défense nationale Duchesne Sgt. R., Forsyth Capt. N.	
<i>Visite du gouverneur général à Beijing, Shanghai, Nanjing, Guangzhou (Chine) et en Mongolie</i> . . . . .	377 960
Johnston Son Excellence le très hon. D., Son Excellence Madame S. Chambre des communes Baird Hon. J., Davies D. (M.P.), Dreesen E. (M.P.), Leung C. (M.P.), Oliver Hon. J., Simms S. (M.P.), Young W. (M.P.) Résidence du Gouverneur général Bégin N., Bélanger M-P., Benoit K-A., Charette J., Jaton P., Lapalme C., MacIntyre C., Mousseau D., Rousselle N. Affaires étrangères, Commerce et Développement Bilingual J., Bogdan A., Epp W., Gagnon L., Guérin M., Huot-Bolduc F., Joyce J., Levesque Y., Li F., Portelance R., Racine A., Reeves C., Shanz G., Taylor C., Tremblay H. Défense nationale Bishop Maj. S., Blais MCpl. N., Carbonneau MCpl. V., Clément Capt. S., Duchesne Sgt. R., Howell Cpl. M., Jurek Capt. A., Luna Cpl. R., St-Amour Cpl. M., Thwaites Lt(N). J., Wilson Sgt. R.	

### 11. 8 Autres informations diverses

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Suite

Description	Montant
	\$
Délégation d'accompagnement Beatty Hon. P., Beaudet A., Buhr M., Chakma A., Fox D., Harder P., Klein B., Kruyt P., Manley Hon. J., Patry G., Schafer R., Woo Y.P. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (Interprètes) Chultem M., Dalantai H., Feng T., Johnstone T., Li X., Marchand J., Tsai J., White W.	
<i>Visite du gouverneur général à Londres et en Irlande du Nord (Royaume-Uni)</i> . . . . .	4 526
Johnston Son Excellence le très hon. D., Son Excellence Madame S. Résidence du Gouverneur général Mousseau D., Wallace S. Défense nationale Bishop Maj. S.	
<i>Visite du gouverneur général à New Delhi, Agra, Bengaluru et Mumbai (Inde)</i> . . . . .	245 531
Johnston Son Excellence le très hon. D., Son Excellence Madame S. Chambre des communes Gill P. (M.P.), Gosal Hon. B., Obhrai Hon.D., Sandhu J. (M.P.), Sims J. (M.P.), Young W. (M.P.) Résidence du Gouverneur général Ancil N., Benoit K-A., Burgess I., Charette J., Hurtubise J., Lapalme C., Lavigne C., Létourneau M-È., MacIntyre C., Wallace S. Bureau du ministre d'État (Sport) Lynch R. Affaires étrangères, Commerce et Développement Benson I., Bogdan A., Dean G., Guérin M., Lachance A., MacArthur P., Munro H. Défense nationale Carbonneau MCpl. V., Duchesne Sgt. R., Duong Cpt. A., Gauthier WO. R., Gilbert Cpt. D., Larivière MCpl. P., Millar Cpl. R., Neate Cpl. K., Orellana Cpl. C., Thompson Cpt. C. Délégation d'accompagnement Amyot D., Baker J., Chanchlani V., Davidson P., Dhahan B., Dhillon B., Donald R., Jenkins T., Lebel J., Lynch Hon. K., Paloschi E., Patry G., Singer P., Sutherland P., Toope S., Van Der Velden P., Woo Y.P.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du gouverneur général sur la côte ouest (États-Unis)</i> . . . . .	925
Affaires étrangères, Commerce et Développement Lachance A.	
<i>Ministre du Commerce international (MINT) - Visites bilatérales (agent de visites)</i> . . . . .	53 474
Affaires étrangères, Commerce et Développement Boucher C.	
<i>Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MSFA) - Visites bilatérales (agent de visites)</i> . . . . .	97 839
Affaires étrangères, Commerce et Développement Bacile R., Benson I.	
<i>Ministre du Conseil de l'Arctique du Canada (MNAC) - Visites bilatérales (agent de visites)</i> . . . . .	11 198
Affaires étrangères, Commerce et Développement Berlanga P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) - délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G8, Londres (Royaume-Uni)</i> . . . . .	21 773
Chambre des communes Baird Hon. J. Affaires étrangères, Commerce et Développement Buck K., Cainer O., Day C., Parai B., Walma M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) - délégation canadienne à la réunion de la Communauté des démocraties (CdD), Mongolie</i> . . . . .	34 391
Chambre des communes Obhrai Hon. D. Affaires étrangères, Commerce et Développement Hijal S., Maksymiuk D., Saint-Louis V.	
<i>Ministre d'État des Affaires étrangères (MSFA) - délégation canadienne Groupe d'action ministérielle du Commonwealth (GAMC), Londres (Royaume-Uni)</i> . . . . .	13 114
Chambre des communes Baird Hon. J., Segal Sen. H.	

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Suite

Description	Montant
	\$
Affaires étrangères, Commerce et Développement Fontain-Smith S., Ruth R.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l’OTAN, Bruxelles (Belgique) .....</i>	10 352
Affaires étrangères, Commerce et Développement Russo M-F. Autre Anderson D.	
<i>Ministre du Conseil de l’Arctique du Canada (MNAC) - Conseil de l’Arctique, Kiruna (Suisse) .....</i>	47 526
Chambre des communes Aglukkaq Hon. L. Affaires étrangères, Commerce et Développement Balint T., Johnson S., Munro H., Rodgers C., Stirk J. Autre Canning L.	
<i>Ministre d’État des Affaires étrangères (MSFA) – délégation canadienne à la 43<sup>e</sup> Assemblée générale de l’Organisation des États américains (OEA), Antigua (Guatemala) .....</i>	31 631
Chambre des communes Ablonczy Hon. D. Affaires étrangères, Commerce et Développement Benson I., Coulombe E., Fitchett J., Foss K., Gagnon Y., Loten J., Marder J., Tremblay M.	
<i>Ministre du Commerce international (MINT) – délégation canadienne de l’Organisation mondiale du commerce (OMC), Bali (Indonésie) .....</i>	42 361
Chambre des communes Fast Hon. E. Affaires étrangères, Commerce et Développement Boucher C., Walters C. Autre Fowler A.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion annuelle de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ANASE), Brunei .....</i>	46 873
Chambre des communes Baird Hon. J. Affaires étrangères, Commerce et Développement Keller G., Lavoie J., Wittmann P.	
<i>Ministre d’État des Affaires étrangères (Amériques) (MSFA) - délégation canadienne à la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) Réunion des petites et moyennes entreprises (PME) et le forum des femmes dans l’économie, Bali (Indonésie) .....</i>	26 638
Affaires étrangères, Commerce et Développement Bacile B., Banzet M., Minsky A., Seear P., Yelich L. Industrie Palacek M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la 68<sup>e</sup> session de l’Assemblée générale des Nations Unies, (AGNU) New York (États-Unis) .....</i>	62 099
Chambre des communes Baird Hon. J., Obhrai Hon.D., Paradis Hon. C., Segal Sen. H., Yelich L. (M.P.) Affaires étrangères, Commerce et Développement Bacile R., Buck K., Cainer O., Fountain-Smith S., Inyanguder I., Junke J., Keller G., Marland K., Normandin H-P., Stastny M., Villeneuve J-B.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Conférence sur la Somalie, Bruxelles (Belgique) .....</i>	12 412
Chambre des communes Opitz T. (M.P.) Affaires étrangères, Commerce et Développement Stuewer N.	

### 11. 10 Autres informations diverses

## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — Suite

Description	Montant
	\$
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la 37<sup>e</sup> session de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris</i> .....	24 336
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Gameau V.	
Autres	
Meisen Dr. A., Montrat M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), AELM et AMM, Bali</i> .....	94 487
Chambre des communes	
Baird Hon. J.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Boucher C., Cainer O., Challal A., Clarke W., Gordon V., Jackson L-A., Seguin W., Wallace J-L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), Sri Lanka</i> .....	79 084
Chambre des communes	
Obhrai Hon.D. (M.P.)	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Fountain Smith S., Hong P., Urgan C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)</i> . . . .	15 134
Chambre des communes	
Baird Hon. J.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Anderson D., Richardson M., Russo M-F.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Conférence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Kiev (Ukraine)</i> .....	22 156
Chambre des communes	
Baird Hon. J.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Richardson M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – délégation canadienne à la Conférence sur le commerce illicite d'espèces sauvages, Londres (Royaume-Uni)</i> . .	14 277
Chambre des communes	
Baird Hon. J.	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Berman M., Keller G.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) – frais initiaux à la délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)</i> .....	8 787
Chambre des communes	
Baird Hon. J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) - Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, Varsovie (Pologne)</i> .....	5 440
Chambre des communes	
Opitz T. (M.P.)	
<i>Participation du Canada à la conférence de Londres (Royaume-Uni)</i> .....	12 446
Chambre des communes	
Opitz T. (M.P.)	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Lamond Y.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, (Arménie)</i> .....	11 578
Chambre des communes	
Obhrai Hon. D.	
Autre	
Leung C.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, (Paraguay)</i> .....	17 584
Autres	
Dechert R., Toews V.	



## Affaires étrangères, Commerce et Développement Ministère

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales — *Fin*

Description	Montant
	\$
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, (Honduras) . . . . .</i>	<i>7 808</i>
Chambre des communes	
Yelich L. (M.P.)	
Autres	
Bacile R., McCarthur A.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, (Chili) . . . . .</i>	<i>13 823</i>
Chambre des communes	
Findlay K-L. D. (M.P.)	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Bridges J-D., Rebecca R.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, (Mali) . . . . .</i>	<i>12 096</i>
Chambre des communes	
Brown L. (M.P.)	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture, (Équateur) . . . . .</i>	<i>4 574</i>
Chambre des communes	
Andreychuck Sen. R.	
<i>Participation du Canada à Sochi (Russie) - Jeux olympiques d'hiver 2014 . . . . .</i>	<i>8 223</i>
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Holland U., Omelko S.	
<i>Délégation canadienne au Vatican (Saint-Siège) pour l'élévation de l'Archevêque Gérald Lacroix au rang de cardinal . . . . .</i>	<i>36 812</i>
Chambre des communes	
Benoit L. (M.P.), Blainey S., Brosseau R., Chisu C. (M.P.), Fortin-Duplessis Sen. S., Kinsella Sen. N., Lapointe F. (M.P.), Lebel Hon. D., Pacetti M. (M.P.)	
<i>Frais initiaux pour la Délégation canadienne au Vatican (Saint-Siège) pour la canonisation de Jean Paul II et de Jean XXIII . . . . .</i>	<i>5 308</i>

## Emploi et Développement social Ministère

### Paiements d'indemnités et frais d'administration <sup>(1)</sup>

Description	Paiements	Frais	Total des
	d'indemnités <sup>(2)</sup>	d'administration <sup>(3)</sup>	paiements
	\$	\$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador .....	3 075 360	1 038 578	4 113 938
Île-du-Prince-Édouard .....	652 223	247 344	899 567
Nouvelle-Écosse — Fédéral.....	9 226 729	2 260 168	11 486 897
Nouvelle-Écosse — Société d'expansion du Cap-Breton (SECB).....	12 009 636	1 957 908	13 967 544
Nouvelle-Écosse — Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) (article 9a).....	3 827 066	607 464	4 434 530
Nouvelle-Écosse — Vieille Silicose .....	330 808	33 972	364 780
Nouveau-Brunswick .....	4 852 540	1 001 819	5 854 359
Québec .....	18 886 075	4 663 054	23 549 129
Ontario .....	39 467 282	14 320 397	53 787 679
Manitoba .....	3 259 623	1 579 290	4 838 913
Saskatchewan .....	3 282 743	2 165 364	5 448 107
Alberta .....	10 923 976	2 977 523	13 901 499
Colombie-Britannique .....	15 140 432	5 862 709	21 003 141
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i> .....	2 145		2 145
Frais juridiques, médicaux et professionnels relativement à l'indemnisation des accidentés du travail — réclamations obtenues de tiers .....	(6 985)		(6 985)
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (section 7) .....	29 938		29 938
Indemnités versées aux autres ministères gouvernementaux pour les employés recrutés sur place à l'étranger .....	1 304		1 304
	124 960 895	38 715 590	163 676 485
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État .....	48 163 662	15 019 449	63 183 111
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux .....	42 389 524	13 800 767	56 190 291
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi .....	410 823	82 164	492 987
Recouvrements de tierces parties responsables (subrogation).....	3 275 966		3 275 966
	94 239 975	28 902 380	123 142 355
Dépenses nettes <sup>(4)</sup> .....	30 720 920	9 813 210	40 534 130

<sup>(1)</sup> Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (référer au Sommaire du portefeuille ministériel de la section 16 du volume II).

<sup>(2)</sup> Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);

b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et

c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

<sup>(3)</sup> Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

<sup>(4)</sup> Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

## Parlement Sénat

### État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2013-2014

Honorables sénateurs	Indemnités	Frais de	Personnel
	de session	déplacement <sup>(2)</sup>	de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$
Andreychuk R, Saskatchewan . . . . .	135 200	52 060	118 807
<i>Président de comité</i> . . . . .	17 827		
Ataullahjan S, Ontario . . . . .	135 200	48 581	128 205
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	4 791		
Baker G, Terre-Neuve-et-Labrador . . . . .	135 200	98 210	110 042
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	2 240		
Batters D L, Saskatchewan . . . . .	135 200	71 248	100 314
Bellemare D, Québec . . . . .	135 200	26 670	111 980
Beyak L, Ontario . . . . .	135 200	37 544	59 443
Black D, Alberta . . . . .	135 200	78 702	157 036
Boisvenu P-H, Québec . . . . .	135 200	42 048	110 666
Braleay D, Ontario <sup>(1)</sup> . . . . .	90 134	31 071	43 011
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	2 536		
Brazeau P, Québec . . . . .	113 479		117 060
Buth J, Manitoba . . . . .	135 200	66 397	128 901
Callbeck C S, Île-du-Prince-Édouard . . . . .	135 200	28 622	137 576
Campbell L W, Colombie-Britannique . . . . .	135 200	77 951	97 341
Carignan C, Québec . . . . .	135 200	34 579	155 513
<i>Leader du gouvernement</i> . . . . .	45 154		
<i>Leader adjoint du gouvernement</i> . . . . .	15 012		
Champagne A, Québec . . . . .	135 200	20 824	133 584
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	4 776		
Chaput M, Manitoba . . . . .	135 200	81 100	149 332
<i>Président de comité</i> . . . . .	5 071		
Comeau G J, Nouvelle-Écosse <sup>(1)</sup> . . . . .	90 134	95 144	67 168
<i>Président de comité</i> . . . . .	4 860		
Cools A C, Ontario . . . . .	135 200	58 363	149 600
Cordy J, Nouvelle-Écosse . . . . .	135 200	64 938	110 554
Cowan J, Nouvelle-Écosse . . . . .	135 200	98 381	139 995
<i>Leader de l'opposition</i> . . . . .	36 500		
Dagenais J-G, Québec . . . . .	135 200	30 873	145 031
Dallaire R, Québec . . . . .	135 200	21 602	166 556
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	4 776		
Dawson D, Québec . . . . .	135 200	58 289	134 280
<i>Président de comité</i> . . . . .	9 551		
Day J A, Nouveau-Brunswick . . . . .	135 200	79 078	159 526
<i>Président de comité</i> . . . . .	9 613		
De Bané P, Québec <sup>(1)</sup> . . . . .	45 430		55 148
Demers J, Québec . . . . .	135 200	22 723	108 035
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard . . . . .	135 200	46 052	150 365
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	4 791		
Doyle N E, Terre-Neuve-et-Labrador . . . . .	135 200	84 876	94 143
Duffy M, Île-du-Prince-Édouard . . . . .	101 874	27 127	88 385
Dyck L E, Saskatchewan . . . . .	135 200	65 671	108 727
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	4 589		
Eaton N, Ontario . . . . .	135 200	44 219	133 924
Eggleton A, Ontario . . . . .	135 200	52 553	145 001
<i>Vice-président de comité</i> . . . . .	4 776		
Enverga T C, Ontario . . . . .	135 200	41 984	116 087
Finley D, Ontario <sup>(1)</sup> . . . . .	22 533	2 195	15 795
Fortin-Duplessis S, Québec . . . . .	135 200	35 933	146 749

#### 11. 14 Autres informations diverses

## Parlement

## Sénat

## État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2013-2014 — Suite

Honorables sénateurs	Indemnités	Frais de	Personnel
	de session	déplacement <sup>(2)</sup>	de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$
Fraser J, Québec	135 200	27 349	156 295
<i>Leader adjoint de l'opposition</i>	14 158		
<i>Vice-président de comité</i>	2 536		
Frum L, Ontario	135 200	43 185	107 094
Furey G, Terre-Neuve-et-Labrador	135 200	82 398	144 957
<i>Vice-président de comité</i>	5 432		
Gerstein I, Ontario	135 200	38 273	157 099
<i>Président de comité</i>	9 582		
Greene Raine N, Colombie-Britannique	135 200	73 799	125 607
Greene S, Nouvelle-Écosse	135 200	71 306	149 624
<i>Whip adjoint du gouvernement</i>	2 800		
<i>Vice-président de comité</i>	2 536		
Harb M, Ontario <sup>(1)</sup>	54 516		66 778
Hervieux-Payette C, Québec	135 200	28 762	161 825
<i>Vice-président de comité</i>	4 791		
Housakos L, Québec	135 200	19 430	124 261
<i>Vice-président de comité</i>	2 240		
Hubley E, Île-du-Prince-Édouard	135 200	71 020	90 677
<i>Whip adjoint de l'opposition</i>	3 100		
<i>Vice-président de comité</i>	4 589		
Jaffer M S B, Colombie-Britannique	135 200	79 085	166 166
<i>Président de comité</i>	9 582		
Johnson J G, Manitoba	135 200	69 242	129 737
Joyal S, Québec	135 200	12 056	162 585
<i>Vice-président de comité</i>	7 016		
Kenny C, Ontario	135 200	25 599	163 792
Kinsella N A, Nouveau-Brunswick	135 200	43 721	141 143
<i>Président du Sénat</i>	56 000		
<i>Président de comité</i>	3 733		
Lang D, Yukon	135 200	48 325	144 828
<i>Président de comité</i>	9 116		
LeBreton M, Ontario	135 200	6 151	136 292
<i>Leader du gouvernement</i>	31 546		
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick	135 200	108 040	143 613
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse	135 200	75 167	91 844
Maltais G, Québec	135 200	36 726	137 369
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador	135 200	87 820	145 226
<i>Président de comité</i>	9 178		
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador	135 200	74 412	139 345
<i>Whip du gouvernement</i>	11 200		
<i>Président de comité</i>	1 776		
Martin Y, Colombie-Britannique	135 200	87 746	147 591
<i>Leader adjoint du gouvernement</i>	19 568		
<i>Whip adjoint du gouvernement</i>	2 598		
Massicotte P J, Québec	135 200	15 289	47 281
McCoy E, Alberta	135 200	78 908	167 565
McInnis T J, Nouvelle-Écosse	135 200	77 160	38 155
McIntyre P E, Nouveau-Brunswick	135 200	24 674	65 510
Mercer T M, Nouvelle-Écosse	135 200	106 819	158 007
<i>Vice-président de comité</i>	4 402		
Merchant P, Saskatchewan	135 200	84 448	150 919
Meredith D, Ontario	135 200	86 477	156 484

## Parlement

## Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2013-2014 — *Suite*

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>(2)</sup>	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$
Mitchell G, Alberta	135 200	84 276	159 696
<i>Président du caucus de l'opposition</i>	5 600		
<i>Vice-président de comité</i>	4 776		
Mockler P, Nouveau-Brunswick	135 200	57 244	144 561
<i>Président de comité</i>	9 551		
Moore W P, Nouvelle-Écosse	135 200	68 781	152 027
Munson J, Ontario	135 200	22 896	154 003
<i>Whip de l'opposition</i>	6 600		
<i>Vice-président de comité</i>	888		
Neufeld R, Colombie-Britannique	135 200	86 976	149 748
<i>Président de comité</i>	9 551		
Ngo T H, Ontario	135 200	24 316	143 163
Nolin P C, Québec	135 200	26 251	151 648
<i>Président à titre provisoire</i>	8 406		
Ogilvie K K, Nouvelle-Écosse	135 200	56 140	115 618
<i>Président de comité</i>	9 551		
Oh V, Ontario	135 200	50 566	126 926
Oliver D H, Nouvelle-Écosse <sup>(1)</sup>	84 500	52 773	88 127
<i>Président à titre provisoire</i>	14 438		
Patterson D G, Nunavut	135 200	75 556	161 738
<i>Président de comité</i>	4 107		
Plett D N, Manitoba	135 200	101 059	126 554
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick	135 200	58 197	140 123
<i>Président du caucus du gouvernement</i>	6 600		
Poulin (Charette) M-P, Ontario	135 200	16 330	114 530
Ringuette P, Nouveau-Brunswick	135 200	41 860	125 182
Rivard M, Québec	135 200	41 903	153 870
Rivest J-C, Québec	135 200	17 576	78 421
Robichaud F, Nouveau-Brunswick	135 200	50 440	138 259
<i>Vice-président de comité</i>	373		
Runciman B, Ontario	135 200	19 251	116 061
<i>Président de comité</i>	19 102		
Ruth N, Ontario	135 200	60 138	109 498
Segal H, Ontario	135 200	18 899	133 333
<i>Président de comité</i>	5 071		
Seidman J, Québec	135 200	23 923	127 113
Seth A, Ontario	135 200	46 189	109 142
Sibbeston N G, Territoires du Nord-Ouest	135 200	102 971	149 605
Smith D P, Ontario	135 200	23 739	140 929
<i>Président de comité</i>	5 616		
<i>Vice-président de comité</i>	1 400		
Smith L, Québec	135 200	20 985	97 327
<i>Vice-président de comité</i>	4 807		
Stewart Olsen C, Nouveau-Brunswick	135 200	50 729	121 843
Tannas S, Alberta <sup>(3)</sup>	137 690	129 079	111 513
Tardif C, Alberta	135 200	71 992	128 323
<i>Leader adjoint de l'opposition</i>	8 942		
<i>Président de comité</i>	4 480		
Tkachuk D, Saskatchewan	135 200	75 973	146 280
<i>Président de comité</i>	2 271		
Unger B E, Alberta	135 200	48 288	55 706
Verner J, Québec	135 200	37 461	146 832

## 11. 16 Autres informations diverses

## Parlement

## Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2013-2014 — *Fin*

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>(2)</sup>	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$
Wallace J D, Nouveau-Brunswick .....	135 200	41 076	100 971
Wallin P, Saskatchewan .....	101 874	59 952	106 764
<i>Président de comité</i> .....	(119)		
Watt C, Québec .....	135 200	113 566	155 459
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador .....	135 200	78 396	128 883
White V D, Ontario .....	135 200	4 465	79 171
<i>Président de comité</i> .....	8 960		
Zimmer R A A, Manitoba <sup>(1)</sup> .....	45 794	28 107	41 505
<b>Total</b> .....	<b>13 861 671</b>	<b>5 397 314</b>	<b>12 742 001</b>

<sup>(1)</sup> Sénateurs qui ont pris leur retraite, qui ont démissionné ou qui sont décédés au cours de l'exercice 2013-2014, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice financier précédent.

<sup>(2)</sup> Incluant les frais de subsistance dans la région de la capitale nationale.

<sup>(3)</sup> Sénateurs qui ont été nommés au cours de l'exercice financier 2013-2014, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice financier précédent.

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Ablonczy L'hon D . . . . .	160 200	81 366
Adams E . . . . .	160 200	46 551
Adler M . . . . .	160 200	63 506
Aglukkaq L'hon L . . . . .	160 200	124 339
Albas D . . . . .	160 200	95 854
Albrecht H . . . . .	160 200	56 861
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Alexander L'hon C . . . . .	160 200	52 024
Allen Malcolm . . . . .	160 200	80 028
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	4 735	
Allen Mike . . . . .	160 200	69 305
Allison D . . . . .	160 200	61 563
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Ambler S . . . . .	160 200	55 763
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> . . . . .	10 571	
Ambrose L'hon R . . . . .	160 200	81 835
Anders R . . . . .	160 200	53 295
Anderson D . . . . .	160 200	116 966
Andrews S . . . . .	160 200	113 481
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
Angus C . . . . .	160 200	102 395
Armstrong S . . . . .	160 200	74 654
Ashfield L'hon K . . . . .	160 200	45 561
Ashton N . . . . .	160 200	145 864
Aspin J . . . . .	160 200	49 792
Atamanenko A . . . . .	160 200	108 386
Aubin R . . . . .	160 200	40 593
Ayala P . . . . .	160 200	33 391
Baird L'hon J . . . . .	160 200	2 147
Bateman J . . . . .	160 200	100 471
Bélangier L'hon M . . . . .	160 200	21 585
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	2 280	
Bellavance A . . . . .	160 200	55 462
Bennett L'hon C . . . . .	160 200	66 002
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	11 032	
Benoit L . . . . .	160 200	99 560
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Benskin T . . . . .	160 200	43 938
Bergen L'hon C . . . . .	160 200	103 678
Bernier L'hon M . . . . .	160 200	50 188
Bevington D . . . . .	160 200	123 000
Bezan J . . . . .	160 200	107 865
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	5 116	
Blanchette D . . . . .	160 200	33 731
Blanchette-Lamothe L . . . . .	160 200	22 953
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> . . . . .	5 408	
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	2 421	
Blaney L'hon S . . . . .	160 200	43 264
Block K . . . . .	160 200	92 605
Boivin F . . . . .	160 200	5 111
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	5 700	
Borg C . . . . .	160 200	43 953
Boughen R . . . . .	160 200	66 646
Boulerice A . . . . .	160 200	46 804
Boutin-Sweet M . . . . .	160 200	42 992
Brahmi T . . . . .	160 200	32 080
Braid P . . . . .	160 200	63 740
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	3 187	
Breitkreuz G . . . . .	160 200	111 220
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	

#### 11. 18 Autres informations diverses

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 — Suite

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Brison L'hon S. ....	160 200	73 406
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	5 700	
Brousseau R E. ....	160 200	51 232
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	916	
Brown G. ....	160 200	46 365
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	4 799	
Brown L. ....	160 200	56 153
Brown P. ....	160 200	79 021
Bruinooge R. ....	160 200	84 608
Butt B. ....	160 200	49 767
Byrne L'hon G. ....	160 200	103 217
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	5 700	
Calandra P. ....	160 200	54 698
Calkins B. ....	160 200	97 473
Cannan L'hon R. ....	160 200	69 139
Carmichael J. ....	160 200	54 615
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	2 436	
Caron G. ....	160 200	55 709
Carrie C. ....	160 200	42 466
Casey S. ....	160 200	45 814
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	5 700	
Cash A. ....	160 200	47 306
Charlton C. ....	160 200	40 994
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> .....	11 300	
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	5 700	
Chicoine S. ....	160 200	32 575
Chisholm R. ....	160 200	73 605
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	5 700	
Chisu C. ....	160 200	41 418
Chong L'hon M. ....	160 200	44 094
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 300	
Choquette F. ....	160 200	40 754
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	899	
Chow O. ....	152 018	53 415
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	5 409	
Christopherson D. ....	160 200	56 643
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 300	
Clarke R. ....	160 200	116 850
Cleary R. ....	160 200	88 073
Clement L'hon T. ....	160 200	54 748
Coderre L'hon D. ....	27 590	10 322
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	827	
Comartin J. ....	160 200	87 778
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités pléniérs</i> .....	39 800	
Côté R. ....	160 200	37 843
Cotler L'hon I. ....	160 200	40 724
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	3 187	
Crockatt J. ....	160 200	64 296
Crowder J. ....	160 200	90 884
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	7 845	
Cullen N. ....	160 200	139 640
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i> .....	38 623	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	107	
Cuzner R. ....	160 200	92 812
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	5 700	
Daniel J. ....	160 200	60 272
Davidson P. ....	160 200	59 479
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	5 700	
Davies D. ....	160 200	107 043
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	5 700	



## Parlement

### Chambre des communes

## État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 — Suite

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Davies L . . . . .	160 200	108 995
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	8 887	
Day A-M . . . . .	160 200	41 828
Dechert B . . . . .	160 200	44 182
Del Mastro D . . . . .	160 200	46 122
Devolin B . . . . .	160 200	66 770
<i>Indemnité à titre de vice-président des comités pléniers</i> . . . . .	16 000	
Dewar P . . . . .	160 200	19 868
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
Dion L'hon S . . . . .	160 200	58 654
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
Dionne Labelle P . . . . .	160 200	33 792
Donnelly F . . . . .	160 200	93 208
Doré Lefebvre R . . . . .	160 200	32 331
Dreeshen E . . . . .	160 200	79 259
Dubé M . . . . .	160 200	30 438
Dubourg E . . . . .	56 070	12 159
Duncan L'hon J . . . . .	160 200	156 091
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i> . . . . .	20 516	
Duncan K . . . . .	160 200	41 039
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	5 700	
Duncan L . . . . .	160 200	89 246
Dusseault P-L . . . . .	160 200	29 274
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Dykstra R . . . . .	160 200	84 584
Easter L'hon W . . . . .	160 200	74 504
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
Eyking L'hon M . . . . .	160 200	87 044
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	3 065	
Falk T . . . . .	56 070	32 034
Fantino L'hon J . . . . .	160 200	16 710
Fast L'hon E . . . . .	160 200	69 234
Findlay L'hon K-L D . . . . .	160 200	113 078
Finley L'hon D . . . . .	160 200	41 899
Flaherty L'hon J . . . . .	160 200	35 897
Fletcher L'hon S . . . . .	160 200	76 998
Foote J . . . . .	160 200	114 997
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition</i> . . . . .	11 300	
Fortin J-F . . . . .	160 200	96 347
Freeland C . . . . .	56 070	7 564
Freeman M . . . . .	160 200	49 990
Fry L'hon H . . . . .	160 200	103 322
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	5 700	
Galipeau R . . . . .	160 200	18 256
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	3 203	
Gallant C . . . . .	160 200	37 075
Garneau M . . . . .	160 200	36 323
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 118	
Garrison R . . . . .	160 200	99 575
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
Genest R . . . . .	160 200	48 317
Genest-Jourdain J . . . . .	160 200	58 732
Giguère A . . . . .	160 200	42 073
Gill P . . . . .	160 200	52 638
Glover L'hon S . . . . .	160 200	64 438
Godin Y . . . . .	160 200	84 045
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
Goguen R . . . . .	160 200	60 747
Goldring P . . . . .	160 200	78 429
Goodale L'hon R . . . . .	160 200	72 785

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 — Suite

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Goodyear L'hon G	160 200	38 965
Gosal L'hon B	160 200	51 235
Gourde J	160 200	62 717
Gravelle C	160 200	88 008
Grewal N	160 200	99 206
Groguhé S	160 200	30 149
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Opposition officielle</i>	7 956	
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Opposition officielle</i>	5 681	
Harper Le très hon S	160 200	59 221
Harris D	160 200	58 577
Harris J	160 200	88 405
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 700	
Harris R	160 200	102 717
Hassainia S	160 200	39 876
Hawn L'hon L	160 200	108 841
Hayes B	160 200	55 840
Hiebert R	160 200	135 439
Hilyer J	160 200	75 765
Hoback R	160 200	103 480
Holder L'hon E	160 200	50 828
Hsu T	160 200	35 624
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	567	
Hughes C	160 200	115 539
Hyer B	160 200	72 294
Jacob P	160 200	47 123
James R	160 200	43 773
Jean B	127 471	69 376
Jones Y	141 682	179 283
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	444	
Julian P	160 200	93 963
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	1 177	
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	10 966	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 593	
Kamp R	160 200	93 553
Karygiannis L'hon J	160 200	44 522
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 390	
Keddy G	160 200	73 376
Kellway M	160 200	39 148
Kenney L'hon J	160 200	72 486
Kent L'hon P	160 200	37 358
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 799	
Kerr G	160 200	74 696
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 101	
Komarnicki E	160 200	64 793
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 318	
Kramp D	160 200	76 827
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 951	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 187	
Lake L'hon M	160 200	124 969
Lamoureux K	160 200	62 153
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	5 700	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 700	
Lapointe F	160 200	50 009
Larose J-F	160 200	24 067
Latendresse A	160 200	54 886
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	5 700	
Lauzon G	160 200	25 310
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement</i>	11 300	
Laverdière H	160 200	40 880
Lebel L'hon D	160 200	75 608

## Parlement

### Chambre des communes

## État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 — Suite

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
LeBlanc L'hon D . . . . .	160 200	103 955
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i> . . . . .	16 000	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	3 095	
LeBlanc H. . . . .	160 200	24 572
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> . . . . .	4 799	
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	3 187	
Leef R. . . . .	160 200	69 556
Leitch L'hon K K . . . . .	160 200	48 511
Lemieux P. . . . .	160 200	16 370
Leslie M . . . . .	160 200	73 118
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	4 735	
Leung C . . . . .	160 200	46 950
Liu L . . . . .	160 200	32 721
Lizon W . . . . .	160 200	43 940
Lobb B . . . . .	160 200	50 454
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	4 175	
Lukiwski T . . . . .	160 200	76 174
Lunney J . . . . .	160 200	109 449
MacAulay L'hon L. . . . .	160 200	100 483
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
MacKay L'hon P G . . . . .	160 200	49 813
MacKenzie D . . . . .	160 200	49 441
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Gouvernement</i> . . . . .	11 300	
Maguire L. . . . .	56 070	26 314
Mai H . . . . .	160 200	35 370
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	107	
Marston W . . . . .	160 200	50 016
Martin P . . . . .	160 200	99 566
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Masse B . . . . .	160 200	74 650
Mathysen I . . . . .	160 200	73 752
May E . . . . .	160 200	66 936
Mayes C . . . . .	160 200	81 792
McCallum L'hon J . . . . .	160 200	65 984
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
McColeman P. . . . .	160 200	59 688
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	4 951	
McGuinty D . . . . .	160 200	12 083
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	4 888	
McKay L'hon J. . . . .	160 200	59 647
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
McLeod C. . . . .	160 200	92 404
Menegakis C. . . . .	160 200	60 532
Menzies L'hon T . . . . .	97 455	80 813
Merrifield L'hon R. . . . .	160 200	146 111
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Michaud E . . . . .	160 200	59 473
Miller L. . . . .	160 200	92 034
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Moore C . . . . .	160 200	82 999
Moore L'hon J . . . . .	160 200	118 729
Moore L'hon R. . . . .	160 200	75 158
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	3 341	
Morin D . . . . .	160 200	76 826
Morin I . . . . .	160 200	36 150
Morin M-A . . . . .	160 200	37 500
Morin M-C . . . . .	160 200	15 145
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> . . . . .	910	
Mourani M . . . . .	160 200	28 792

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 — Suite

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Mulcair L'hon T. ....	160 200	146 864
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle.</i> ....	76 700	
Murray J. ....	160 200	92 319
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> ....	2 421	
Nantel P. ....	160 200	28 952
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> ....	5 700	
Nash P. ....	160 200	64 464
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> ....	5 700	
Nicholls J. ....	160 200	43 051
Nicholson L'hon R. ....	160 200	54 451
Norlock R. ....	160 200	35 706
Nunez-Melo J. ....	160 200	29 640
Obhrai L'hon D. ....	160 200	113 312
O'Connor L'hon G. ....	160 200	
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i> ....	8 361	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> ....	2 498	
Oliver L'hon J. ....	160 200	14 478
O'Neill Gordon T. ....	160 200	57 969
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> ....	5 700	
Opitz T. ....	160 200	52 882
O'Toole E. ....	160 200	53 032
Pacetti M. ....	160 200	37 278
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Autre parti d'opposition</i> ....	2 755	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> ....	5 700	
Papillon A. ....	160 200	48 498
Paradis L'hon C. ....	160 200	49 818
Patry C. ....	160 200	25 209
Payne L. ....	160 200	88 507
Péclet E. ....	160 200	18 665
Perreault M. ....	160 200	42 731
Pilon F. ....	160 200	32 791
Plamondon L. ....	160 200	70 511
Poillievre L'hon P. ....	160 200	1 934
Preston J. ....	160 200	56 424
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> ....	11 300	
Quach A M-T. ....	160 200	38 128
Rae L'hon B. ....	53 400	29 657
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i> ....	2 119	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> ....	1 302	
Rafferty J. ....	160 200	83 125
Raïtt L'hon L. ....	160 200	70 528
Rajotte J. ....	160 200	106 167
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> ....	11 300	
Rankin M. ....	160 200	90 165
Rathgeber B. ....	160 200	59 876
Ravignat M. ....	160 200	14 794
Raynault F. ....	160 200	59 720
Regan L'hon G. ....	160 200	51 793
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> ....	5 700	
Reid S. ....	160 200	
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement</i> ....	16 000	
Rempel L'hon M. ....	160 200	94 575
Richards B. ....	160 200	123 766
Rickford L'hon G. ....	160 200	124 856
Ritz L'hon G. ....	160 200	84 687
Rousseau J. ....	160 200	52 491
Saganash R. ....	160 200	104 994
Sandhu J. ....	160 200	68 822
Saxton A. ....	160 200	107 367

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 — Suite

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Scarpaleggia F . . . . .	160 200	38 783
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i> . . . . .	5 700	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	3 187	
Scheer L'hon A . . . . .	160 200	108 707
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i> . . . . .	76 700	
Schellenberger G . . . . .	160 200	39 313
Scott C . . . . .	160 200	44 363
Seeback K . . . . .	160 200	56 112
Sellah D . . . . .	160 200	35 018
Sgro L'hon J . . . . .	160 200	66 064
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	5 700	
Shea L'hon G . . . . .	160 200	76 828
Shiplay B . . . . .	160 200	85 912
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	4 951	
Shory D . . . . .	160 200	122 495
Simms S . . . . .	160 200	95 224
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 191	
Sims J J . . . . .	160 200	106 581
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	5 700	
Sitsabaiesan R . . . . .	160 200	39 597
Smith J . . . . .	160 200	88 261
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> . . . . .	7 157	
Sopuck R . . . . .	160 200	130 459
Sorenson L'hon K . . . . .	160 200	118 523
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	3 341	
Stanton B . . . . .	160 200	48 506
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint des comités plénières</i> . . . . .	16 000	
St-Denis L . . . . .	160 200	25 931
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> . . . . .	2 406	
Stewart K . . . . .	160 200	133 458
Stoffer P . . . . .	160 200	77 910
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	5 700	
Storseth B . . . . .	160 200	131 366
Strahl M . . . . .	160 200	78 355
Sullivan M . . . . .	160 200	54 760
Sweet D . . . . .	160 200	60 547
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Thibeault G . . . . .	160 200	80 448
Tilson D . . . . .	160 200	56 890
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Toet L . . . . .	160 200	71 358
Toews L'hon V . . . . .	43 495	34 525
Toone P . . . . .	160 200	94 229
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i> . . . . .	5 619	
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i> . . . . .	8 044	
Tremblay J . . . . .	160 200	37 335
Trost B . . . . .	160 200	90 579
Trottier B . . . . .	160 200	59 217
Trudeau J . . . . .	160 200	21 715
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i> . . . . .	52 381	
Truppe S . . . . .	160 200	72 890
Turmel N . . . . .	160 200	16 543
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i> . . . . .	28 800	
Tweed M . . . . .	66 750	56 055
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	4 708	
Uppal L'hon T . . . . .	160 200	107 274
Valcourt L'hon B . . . . .	160 200	48 408
Valeriotte F . . . . .	160 200	38 409
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Autre parti d'opposition</i> . . . . .	2 945	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> . . . . .	3 294	

## Parlement

### Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014 — *Fin*

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Frais de
	de session	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Van Kesteren D . . . . .	160 200	53 152
Van Loan L'hon P . . . . .	160 200	59 979
Vellacott M . . . . .	160 200	62 502
Wallace M . . . . .	160 200	47 094
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Warawa M . . . . .	160 200	76 263
Warkentin C . . . . .	160 200	128 221
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Watson J . . . . .	160 200	77 697
Weston J . . . . .	160 200	97 621
Weston R . . . . .	160 200	62 557
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> . . . . .	11 300	
Wilks D . . . . .	160 200	109 341
Williamson J . . . . .	160 200	70 496
Wong L'hon A . . . . .	160 200	106 726
Woodworth S . . . . .	160 200	49 790
Yelich L'hon L . . . . .	160 200	69 618
Young T . . . . .	160 200	70 251
Young W . . . . .	160 200	114 476
Zimmer B . . . . .	160 200	120 505
Anciens députés <sup>(2)</sup> . . . . .		33 839
<b>Total</b> . . . . .	<b>50 069 526</b>	<b>20 647 439</b>

<sup>(1)</sup> Cette colonne exclut :

- frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toute dépense du ministère de la Défense nationale liée à l'utilisation des avions de l'État; et
- tout frais de déplacement des députés engagé pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct dans cette section intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement - Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

<sup>(2)</sup> Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

## Parlement

### Chambre des communes

## Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2013-2014

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
		\$
Adams E	ministre de la Santé .....	8 533
	ministre des Anciens Combattants .....	7 467
Albas D	président du Conseil du Trésor .....	8 533
Alexander L'hon C	ministre de la Défense nationale .....	4 645
Anderson D	ministre des Affaires étrangères .....	8 533
	ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé .....	7 467
Armstrong S	ministre de l'Emploi et du Développement social .....	8 533
Bergen L'hon C	ministre de la Sécurité publique .....	4 645
Bezan J	ministre de la Défense nationale .....	8 533
Block K	ministre des Ressources naturelles .....	8 533
Braid P	pour l'Infrastructure et les Collectivités* .....	8 533
Brown L	ministre du Développement international .....	8 533
	ministre de la Coopération internationale .....	7 467
Calandra P	Premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales .....	8 533
	ministre du Patrimoine canadien .....	7 467
Carrie C	ministre de l'Environnement .....	8 533
	ministre de la Santé .....	7 467
Dechert B	ministre de la Justice .....	8 533
	ministre des Affaires étrangères .....	7 467
Del Mastro D	ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, du ministre de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario et du ministre de l'Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario .....	356
	Premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales .....	7 467
Dykstra R	ministre du Patrimoine canadien .....	8 533
	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	7 467
Gill P	ministre des Anciens Combattants .....	8 533
Glover L'hon S	ministre des Finances .....	4 645
Goguen R	ministre de la Justice .....	16 000
Gourde J	Premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec .....	8 533
	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec .....	7 467
James R	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile .....	8 533
Kamp R	ministre des Pêches et des Océans .....	8 533
	ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique .....	7 467
Keddy G	ministre du Revenu national et du ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique .....	8 533
	ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique .....	7 467
Lake L'hon M	ministre de l'Industrie .....	16 000
Leitch L'hon K K	ministre des Ressources Humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail .....	4 645
Lemieux P	ministre de l'Agriculture .....	16 000
Leung C	pour le Multiculturalisme* .....	16 000
Lukiwski T	leader du gouvernement à la Chambre des communes .....	16 000
McLeod C	ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest .....	8 533
	ministre du Revenu national .....	7 467
Menegakis C	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	8 533
Obhrai L'hon D	ministre des Affaires étrangères et des Droits internationaux de la personne .....	8 533
	ministre des Affaires étrangères .....	7 467
O'Toole E	ministre du Commerce international .....	8 533

## Parlement

### Chambre des communes

#### Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2013-2014 — *Fin*

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
		\$
Poilievre L'hon P	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario .....	4 645
Rempel L'hon M	ministre de l'Environnement .....	4 645
Rickford L'hon G	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario .....	4 645
Saxton A	ministre des Finances .....	8 533
	président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien. ....	7 467
Strahl M	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien .....	8 533
Trottier B	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux .....	8 533
Truppe S	pour la Condition féminine* .....	16 000
Watson J	ministre des Transports .....	8 533
	Total .....	446 734

\* Portefeuille



**Bureau du Conseil privé**

**Ministère**

Traitements et indemnités aux Ministres d'État

Ministre d'État	Traitements	Indemnités	Total
	\$	\$	\$
L'hon J Duncan .....	20 445	1 425	21 870
L'hon G O'Connor .....	8 333	580	8 913
L'hon P Poilievre.....	40 961	1 425	42 386
L'hon T Uppal .....	19 167	666	19 833
Total .....	88 906	4 096	93 002

**Bureau du Conseil privé**  
**Bureau du directeur général des élections**

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

Autorisation de financement	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Crédit 15 - Dépenses de programme —					
Salaires des postes indéterminés.....	11 471 975	5 564 421	3 130 118	10 010 606	30 177 120
Dépenses législatives —					
Élection partielle de mai 2013.....	499 956	153 068			653 024
Élections partielles de novembre 2013.....	2 673 257	430 425		2,459 <sup>(1)</sup>	3 106 141
Autres élections.....	201 822	706 492			908 314
<i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> .....	1 181 837				1 181 837
Allocations trimestrielles aux partis politiques ..		14 886 163			14 886 163
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription.....		697 049			697 049
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i> .....	26 955 043	4 619 206	4 081 110	26,259,032 <sup>(2)</sup>	61 914 391
	31 511 915	21 492 403	4 081 110	26 261 491	83 346 919
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 342 995	903 880	762 892	2 693 943	6 703 710
Total.....	45 326 885	27 960 704	7 974 120	38 966 040	120 227 749

<sup>(1)</sup> Ce montant est une dépense du programme Opérations électorales classée dans les Services internes.

<sup>(2)</sup> Les Services internes inclus des dépenses uniques de 9 376 764 \$ liées à la consolidation des bureaux d'Élections Canada et du déménagement à Gatineau, Québec.

Détails des dépenses législatives par programme — Élection partielle de mai 2013

Autorisation législative	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Bureau chef d'Ottawa <sup>(1)</sup> .....	228 451	1 027			229 478
Labrador (Terre-Neuve-et-Labrador).....	271 505	152 041			423 546
Total.....	499 956	153 068			653 024

<sup>(1)</sup> Inclus les dépenses encourues au bureau chef d'Ottawa pour appuyer le directeur de scrutin dans sa circonscription électorale.

**Bureau du Conseil privé**  
**Bureau du directeur général des élections**

Détails des dépenses législatives — Élections partielles de novembre 2013

Autorisation législative	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Bureau chef d'Ottawa <sup>(1)</sup> .....	994 543			2,459 <sup>(2)</sup>	997 002
Bourassa (Québec) .....	417 861	146 151			564 012
Brandon-Souris (Manitoba) .....	317 018	83 349			400 367
Provencher (Manitoba) .....	347 340	85 441			432 781
Toronto-Centre (Ontario) .....	596 495	115 484			711 979
<b>Total</b> .....	<b>2 673 257</b>	<b>430 425</b>		<b>2 459</b>	<b>3 106 141</b>

<sup>(1)</sup> Inclus les dépenses encourues au bureau chef d'Ottawa pour appuyer les directeurs de scrutin dans leur circonscription électorale.

<sup>(2)</sup> Ce montant est une dépense du programme Opérations électorales classée dans les Services internes.

## Sécurité publique et Protection civile

### Service correctionnel du Canada

#### État des dépenses par établissement

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	41 070 100	1 421 221	42 491 321
Établissement Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick	39 358 795	12 008 974	51 367 769
Établissement Bath, Bath, Ontario	37 618 447	16 959 050	54 577 497
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario	14 250 606	7 692 735	21 943 341
Établissement Bowden, Innisfail, Alberta	52 431 280	22 369 866	74 801 146
Établissement Collins Bay, Kingston, Ontario	46 539 916	9 447 857	55 987 773
Établissement Cowansville, Cowansville, Québec	47 161 795	9 945 573	57 107 368
Établissement Donnacona, Donnacona, Québec	51 538 768	12 224 429	63 763 197
Pénitencier Dorchester, Dorchester, Nouveau-Brunswick	47 218 570	2 582 205	49 800 775
Établissement Drumheller, Drumheller, Alberta	46 928 487	11 045 046	57 973 533
Établissement Drummond, Drummondville, Québec	37 544 065	1 256 949	38 801 014
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta	43 539 421	10 362 939	53 902 360
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta	23 607 626	4 063 051	27 670 677
Centre fédéral de formation, Laval, Québec	38 905 149	11 990 184	50 895 333
Établissement Fenbrook, Gravenhurst, Ontario	38 536 672	12 425 857	50 962 529
Établissement Ferndale, Mission, Colombie-Britannique	11 281 836	6 027 293	17 309 129
Établissement de la vallée du Fraser, Abbotsford, Colombie-Britannique	19 289 677	4 684 903	23 974 580
Établissement Frontenac, Kingston, Ontario	14 333 138	5 861 521	20 194 659
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario	27 854 371	5 190 848	33 045 219
Établissement Grande Cache, Grande Cache, Alberta	37 148 554	763 391	37 911 945
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta	4 154 571	135 534	4 290 105
Établissement Joliette, Joliette, Québec	20 850 659	4 363 488	25 214 147
Établissement Joyceville, Kingston, Ontario	53 971 918	6 699 371	60 671 289
Établissement Kent, Agassiz, Colombie-Britannique	44 335 006	2 230 417	46 565 423
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario	28 034 404	103 984	28 138 388
Village de ressourcement Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique	7 177 530	305 835	7 483 365
Établissement La Macaza, La Macaza, Québec	31 707 436	6 022 054	37 729 490
Établissement Leclerc, Laval, Québec	14 626 664	174 816	14 801 480
Établissement Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique	32 687 117	7 812 434	40 499 551
Établissement Millhaven, Bath, Ontario	42 362 605	24 188 414	66 551 019
Établissement Mission, Mission, Colombie-Britannique	30 888 055	5 868 539	36 756 594
Établissement Montée Saint-François, Laval, Québec	16 660 481	9 794 662	26 455 143
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique	36 749 323	245 140	36 994 463
Administration centrale, Ottawa, Ontario	226 329 489	14 725 195	241 054 684
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse	20 005 446	6 397 147	26 402 593
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan	8 255 745	171 934	8 427 679
Établissement Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique	54 712 435	9 620 559	64 332 994
Centre Pê Sâkâstêw, Hobbema, Alberta	7 192 170	374 767	7 566 937
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ontario	16 164 053	6 713 699	22 877 752
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Québec	40 154 743	2 436 934	42 591 677
Centre régional de formation correctionnelle - Atlantique, Memramcook, Nouveau-Brunswick	1 857 589		1 857 589
Centre régional de formation correctionnelle - Ontario, Kingston, Ontario	3 892 475	247 553	4 140 028
Centre régional de formation correctionnelle - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	2 735 697		2 735 697
Centre régional de formation correctionnelle - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	3 354 746		3 354 746
Centre régional de formation correctionnelle - Québec, Laval, Québec	4 364 031	90 459	4 454 490
Administration régionale - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	40 464 539	1 419 686	41 884 225
Administration régionale - Ontario, Kingston, Ontario	45 203 616	2 452 714	47 656 330
Administration régionale - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	42 512 809	8 435 263	50 948 072
Administration régionale - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	49 318 106	3 218 033	52 536 139
Administration régionale - Québec, Laval, Québec	47 328 439	2 863 165	50 191 604
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	8 772 904		8 772 904
Bureaux de district régionaux - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	27 534 238	1 751 689	29 285 927
Bureaux de district régionaux - Ontario, Kingston, Ontario	65 682 403	1 588 417	67 270 820
Bureaux de district régionaux - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	46 480 680		46 480 680
Bureaux de district régionaux - Prairies, Winnipeg, Manitoba	55 665 397	701 444	56 366 841
Bureaux de district régionaux - Québec, Montréal, Québec	61 929 964	3 280 409	65 210 373
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan	43 082 579	1 622 509	44 705 088

**Sécurité publique et Protection civile****Service correctionnel du Canada**État des dépenses par établissement — *Fin*

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec .....	48 809 883	884 298	49 694 181
Centre régional de traitement, Kingston, Ontario .....	19 887 498		19 887 498
Établissement Riverbend, Prince Albert, Saskatchewan .....	8 490 422	6 183 912	14 674 334
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Manitoba .....	11 958 238	7 676 665	19 634 903
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec .....	20 505 387	11 611 924	32 117 311
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan .....	69 080 017	5 227 191	74 307 208
Centre de rétablissement Shepody, Dorchester, Nouveau-Brunswick .....	5 075 294		5 075 294
Établissement Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse .....	49 940 230	8 886 414	58 826 644
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba .....	51 221 386	13 971 336	65 192 722
Établissement Warkworth, Campbellford, Ontario .....	48 813 718	7 080 766	55 894 484
Établissement Westmorland, Dorchester, Nouveau-Brunswick .....	13 474 705	11 478 745	24 953 450
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique .....	13 959 349	322 895	14 282 244
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan .....	7 126 921	667 292	7 794 213
<b>Total .....</b>	<b>2 371 700 383</b>	<b>378 371 594</b>	<b>2 750 071 977</b>

## Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
		\$	\$	\$	\$	\$	
Agriculture et Agroalimentaire —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			4 168 558	33 980 914	49 000 000	
Dépenses en capital . . . . .	5						6 976 391
Commission canadienne du lait —							
Dépenses du programme . . . . .	15			21 145		459 466	
Commission canadienne des grains —							
Dépenses du programme . . . . .	30			31 838			
Agence de promotion économique du Canada atlantique —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			462 096	3 716 868	3 555 744	
Agence du revenu du Canada —							
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses-recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance emploi</i> . . . . .	1			5 909 013		83 954 058	
Patrimoine canadien —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			533 958	6 993 706	6 155 945	
Conseil des Arts du Canada —							
Paievements au Conseil des Arts du Canada . . . . .	10			536 571			
Société Radio-Canada —							
Paievements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement . . . . .	15			18 704 738			
Musée canadien des droits de la personne —							
Paievements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital . . . . .	30					316 180	
Musée canadien de l'histoire —							
Paievements au Musée canadien de l'histoire à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital . . . . .	35			684 325		3 247 512	
Musée canadien de la nature —							
Paievements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital . . . . .	45			294 208		641 764	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes —							
Dépenses du programme . . . . .	50			91 039	2 344 548		
Bibliothèque et Archives du Canada —							
Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions . . . . .	55	1 116		716 957	4 295 973	350 000	
Dépenses en capital . . . . .	60						986 788
Société du Centre national des Arts —							
Paievements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement . . . . .	65			526 545			
Office national du film —							
Dépenses du programme . . . . .	75			800 824	2 103 510	3 494 143	
Musée des beaux-arts du Canada —							
Paievements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital . . . . .	80			347 422		419 700	

## Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits — *Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 33
		Éventualités du gouvernement	Initiatives pangouver- nementales	Rajustements à la rémunération	Report du budget de fonctionnement	Besoins en matière de rémunération	Report du budget des dépenses en capital
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Musée national des sciences et de la technologie —							
Paievements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital . . .	90			373 716		138 070	
Commission de la fonction publique —							
Dépenses du programme . . . . .	95			176 212	4 654 617		
Commission des relations de travail dans la fonction publique —							
Dépenses du programme . . . . .	100			77 182	628 316		
Tribunal de la dotation de la fonction publique —							
Dépenses du programme . . . . .	105			56 864	234 595		
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles —							
Dépenses du programme . . . . .	110			17 166	82 200		
Téléfilm Canada —							
Paievements à Téléfilm . . . . .	115			352 757			
Commission des champs de bataille nationaux —							
Dépenses du programme . . . . .	70			54 320	357 323	266 870	
Agence canadienne de développement économique du Nord —							
Dépenses de fonctionnement. . . . .	3				665 876		
Citoyenneté et Immigration —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement. . . . .	1			2 288 497	23 707 436	13 281 299	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié —							
Dépenses du programme . . . . .	10			813 419	6 014 456	2 426 935	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec —							
Dépenses de fonctionnement. . . . .	1			288 160	2 158 435		
Emploi et Développement social							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement. . . . .	1			667 574	29 488 508	20 184 601	
Conseil canadien des relations industrielles —							
Dépenses du programme . . . . .	10			103 486	571 214		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail —							
Dépenses du programme . . . . .	20			126 698	446 171	193 419	
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme —							
Dépenses de fonctionnement. . . . .	25			16 167	462 303		
Environnement —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement. . . . .	1			4 464 134	39 071 283	27 200 000	
Dépenses en capital . . . . .	5						11 672 402
Agence canadienne d'évaluation environnementale —							
Dépenses du programme et contributions . . . .	15			114 026	1 055 827	2 127 015	

## Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits — *Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement \$	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales \$	Crédit 15 Rajustements à la rémunération \$	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement \$	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération \$	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital \$
Agence Parcs Canada —							
Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget et contributions . . . . .	20			4 823 681		46 462 638	
Finances —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			292 321	4 930 780	3 137 645	
Tribunal canadien du commerce extérieur —							
Dépenses du programme . . . . .	25			110 400	432 743	587 659	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	30				2 021 180		
Bureau du vérificateur général —							
Dépenses du programme . . . . .	20			531 888	3 825 093		
Bureau du surintendant des institutions financières —							
Dépenses du programme . . . . .	35			35 689			
Pêches et Océans —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			6 355 697	56 731 632	67 000 000	
Dépenses en capital . . . . .	5			9 469			54 455 300
Affaires étrangères, Commerce et Développement —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			7 748 547	75 523 145	16 749 419	
Dépenses en capital . . . . .	5						64 883 282
Corporation commerciale canadienne —							
Paiements à la Corporation commerciale canadienne . . . . .	20			174 860			
Agence canadienne de développement international —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	25					2 639 411	
Centre de recherches pour le développement international —							
Paiements au Centre de recherches à l'égard du développement international . . . . .	45			784 545			
Commission mixte internationale (section canadienne) —							
Dépenses du programme . . . . .	50			21 962	302 206	233 130	
Commission de la capitale nationale —							
Paiements à la Commission de la capitale nationale à l'égard des dépenses de fonctionnement . . . . .	55			262 220		6 042 200	
Gouverneur général —							
Dépenses du programme . . . . .	1			39 383	305 761	284 745	
Santé —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			8 047 708	93 897 821	33 172 536	
Agence canadienne d'inspection des aliments —							
Dépenses de fonctionnement et contributions . . . . .	11			199 293	26 791 557	10 016 884	
Dépenses en capital . . . . .	13						3 909 248
Instituts de recherche en santé du Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	15			13 996	2 452 861	1 191 444	



## Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits — *Suite*

Ministère et organisme	Sommes virées du Conseil du Trésor						Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
	Crédit	Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
		\$	\$	\$	\$	\$	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés —							
Dépenses du programme . . . . .	40			58 168	383 981	141 279	
Agence de la santé publique du Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	45			822 317	17 350 061	6 544 314	
Dépenses en capital . . . . .	50						3 900 210
Affaires indiennes et du Nord canadien —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			1 945 152	36 144 686	7 731 650	
Dépenses en capital . . . . .	5						2 883 112
Commission canadienne des affaires polaires —							
Dépenses du programme et contributions . . . . .	25			7 996	7 904		
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens —							
Dépenses du programme . . . . .	30			15 542	3 300 152		
Greffé du Tribunal des revendications particulières —							
Dépenses du programme . . . . .	35			4 611	132 242		
Industrie —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			2 728 536	19 928 766	22 500 000	
Dépenses en capital . . . . .	5						1 708 430
Agence spatiale canadienne —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	25			277 023			
Dépenses en capital . . . . .	30						21 918 140
Commission canadienne du tourisme —							
Paiements à la Commission canadienne du tourisme . . . . .	40			142 968			
Commission du droit d'auteur —							
Dépenses du programme . . . . .	45			5 196		58 443	
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	50			126 289	1 231 757	1 137 707	
Conseil national de recherches du Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	60			1 874 304	265 693	23 317 938	
Dépenses en capital . . . . .	65						76 179
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	75			42 365	2 117 864		
Greffé du Tribunal de la concurrence —							
Dépenses du programme . . . . .	85			16 036	108 039		
Conseil de recherches en sciences humaines —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	90			24 410	972 642		
Conseil canadien des normes —							
Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien</i> . . . . .	100					352 241	
Statistique Canada —							
Dépenses du programme et contributions . . . . .	105			998 358	23 843 614	29 619 758	
Justice —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			15 748 281	24 581 251	49 991 995	

## Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits — *Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
		\$	\$	\$	\$	\$	
Commission canadienne des droits de la personne —							
Dépenses du programme . . . . .	10			253 252	968 965	148 500	
Tribunal canadien des droits de la personne —							
Dépenses du programme . . . . .	15			31 680	205 233		
Commissaire à la magistrature fédérale —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	20			79 142	403 830	208 205	
Conseil canadien de la magistrature —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	25				75 449	21 840	
Service administratif des tribunaux judiciaires —							
Dépenses du programme . . . . .	30			147 404	2 345 013	1 272 176	
Bureau du directeur des poursuites pénales —							
Dépenses du programme . . . . .	35			4 967 796	6 960 708	12 450 139	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada —							
Commissariat à l'information du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	40			73 169	441 998	316 479	
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	45			114 238	725 216	449 786	
Cour suprême du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	50			304 085	554 732	709 808	
Défense nationale —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			14 653 816	356 341 720	209 768 159	
Dépenses en capital . . . . .	5						17 426 356
Centre de la sécurité des télécommunications —							
Dépenses du programme . . . . .	20			108 364	17 141 422	7 472 260	
Comité externe d'examen des griefs militaires —							
Dépenses du programme . . . . .	15			46 155	303 104		
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire —							
Dépenses du programme . . . . .	25			26 829	160 447	119 675	
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications —							
Dépenses du programme . . . . .	30			22 310	98 526		
Ressources naturelles —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			2 761 820	37 501 018		
Dépenses en capital . . . . .	5						2 859 905
Commission canadienne de sûreté nucléaire —							
Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions . . . . .	20			1 433 935	1 375 857	9 049 572	
Office national de l'énergie —							
Dépenses du programme . . . . .	25			47 845	1 033 330	9 200 227	
Bureau de l'infrastructure du Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			96 225	2 750 292	1 939 515	
Bureau du Conseil privé —							
Ministère —							
Dépenses du programme . . . . .	1			295 485	5 534 399		

## Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits — *Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 33
		Éventualités du gouvernement	Initiatives pangouver- nementales	Rajustements à la rémunération	Report du budget de fonctionnement	Besoins en matière de rémunération	Report du budget des dépenses en capital
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes —							
Dépenses du programme . . . . .	5			8 829		165 698	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports —							
Dépenses du programme . . . . .	10			581 816	803 992	1 310 000	
Bureau du directeur général des élections —							
Dépenses du programme . . . . .	15			301 664	1 475 043		
Commissariat aux langues officielles —							
Dépenses du programme . . . . .	20			81 251	907 543	304 917	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité —							
Dépenses du programme . . . . .	25			46 306	112 032	109 186	
Sécurité publique et Protection civile —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			252 415	3 856 275	4 080 292	
Agence des services frontaliers du Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	10			1 198 275		73 801 468	
Service canadien du renseignement de sécurité —							
Dépenses du programme . . . . .	20			190 110	18 242 757		
Service correctionnel du Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	25			19 682 116	115 263 581	55 204 700	
Dépenses en capital . . . . .	30						101 817 578
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	40			5 635	204 668	58 951	
Commission des libérations conditionnelles du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	35			95 338	2 277 519	989 423	
Gendarmerie royale du Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	45			2 584 861	154 334 980		
Dépenses en capital . . . . .	50						66 911 858
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	60			25 894	41 678	31 216	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	65			16 165	241 204		
Travaux publics et Services gouvernementaux —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1		1 100 000	4 650 269	40 434 412	41 617 660	
Dépenses en capital . . . . .	5			6 542			48 539 972
Fonds renouvelable des Services immobiliers.	(S)					6 147 078	
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction . . . . .	(S)					539 921	
Services partagés Canada —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	15			3 031 203	83 663 522	40 000 000	
Transports —							
Ministère —							
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1			8 829 175	31 815 481	13 848 167	
Dépenses en capital . . . . .	5						15 162 160
Office des transports du Canada —							
Dépenses du programme . . . . .	25			83 206	1 111 446	1 315 350	

## Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits — *Fin*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
		\$	\$	\$	\$	\$	
Tribunal d'appel des transports du Canada — Dépenses du programme .....	55			1 818	64 245	21 383	
Conseil du Trésor — Secrétariat —							
Dépenses du programme .....	1			709 657	11 861 337	15 567 019	
École de la fonction publique du Canada — Dépenses du programme .....	40			177 281	269 950	3 301 497	
Commissariat au lobbying — Dépenses du programme .....	45			22 594	172 034	116 469	
Commissariat à l'intégrité du secteur public — Dépenses du programme .....	50			51 032	254 650		
Anciens Combattants — Ministère —							
Dépenses de fonctionnement .....	1			857 877	9 911 896	9 101 725	
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) — Dépenses du programme .....	10			42 591	438 663	216 866	
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien — Dépenses de fonctionnement .....	1			289 632	2 161 137		
Total .....		1 116	1 100 000	1 67 395 928	1 475 458 814	1 067 301 084	426 087 311

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section **12**

*Comptes publics du Canada*

2013-2014

**Index**

## **Index**

### **A**

Acquisition de matériel et d'outillage, 5  
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux, 4  
Actifs non financiers, *voir volume I, section 10*  
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.2  
Analyse des états financiers, *voir volume I, section 1*  
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *voir volume II, section 1*  
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *voir volume II, section 1*  
Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *voir volume II, section 1*  
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *voir volume II, section 1*  
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, *voir volume II, section 1*  
Autres informations diverses, 11  
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement, 10  
Avances à justifier, 2.13

### **B**

Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers), 1.12

### **C**

Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.23  
Commissions, 10.28  
Comptes consolidés, *voir volume I, section 4*  
Comptes d'opérations de change, *voir volume I, section 8*  
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.36  
Créances — radiations ou renonciations, 2.8  
Créditeurs et charges à payer, *voir volume I, section 5*

### **D**

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres, 10.50  
Dépenses des cabinets des ministres, 10.36  
Dépenses ministérielles par article courant, *voir volume II, section 1*  
Dépenses ministérielles par catégorie, *voir volume II, section 1*  
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères, Commerce et Développement), 11.2  
Dépenses votées et législative par programme, (Bureau du Conseil privé), 11.29  
Détail budgétaire par affectation, 10.2  
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, *voir volume II, section 1*  
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*  
Détail des dépenses législatives — Élection partielle de mai 2013, (Bureau du Conseil privé), 11.29  
Détail des dépenses législatives — Élections partielles de novembre 2013, (Bureau du Conseil privé), 11.30  
Détail des montants disponibles pour être dépensés, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*  
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Conseil du Trésor), 11.33  
Dette portant intérêt, *voir volume I, section 6*

## E

État consolidé des revenus et charges, *voir volume II, section 1*  
 État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile), 11.31  
 État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2013-2014, (Sénat), 11.14  
 État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2013-2014, (Chambre des communes), 11.18  
 États financiers consolidés du gouvernement du Canada et Rapport et observations du vérificateur général du Canada, *voir volume I, section 2*  
 États financiers des fonds renouvelables, 1

## F

Frais d'étude, 10.31  
 Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 10.46  
 Frais de la dette publique, 7  
 Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères, Commerce et Développement), 11.4

## G

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.49

## I

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*, 2

## M

Montants adjugés par une cour, 8.29

## O

Obligations contractuelles et passif éventuel, *voir volume I, section 11*  
 Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.60  
 Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.70

## P

Paiements à titre gracieux, 8.26  
 Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Emploi et Développement social), 11.13  
 Paiements de réclamations contre l'État, 8.2  
 Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour, 8  
 Paiements de transfert, 6  
 Paiements de transfert, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*  
 Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.85  
 Pertes de fonds et de biens publics, 2.17  
 Prêts, placements et avances, *voir volume I, section 9*  
 Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.96  
 Programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*  
 Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés, 9  
 Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*  
 Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*  
 Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), *voir volume II, section 1*



## **Comptes publics du Canada 2013-2014**

### **R**

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, *voir volume II, section 1*

Récapitulation des charges externes par catégorie, *voir volume II, section 1*

Récapitulation des revenus externes par provenance, *voir volume II, section 1*

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, 2.2

Résultat stratégique et description des programmes, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

Revenus, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

Revenus, charges et déficit accumulé, *voir volume I, section 3*

Revenus de placements, 10.33

Revenus ministériels, *voir volume II, section 1*

### **S**

Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.98

Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.108

Services professionnels et spéciaux, 3

Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations), *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

### **T**

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2013-2014, (Chambre des communes), 11.26

Traitements et indemnités aux Ministres d'État, (Bureau du Conseil privé), 11.28

Trésorerie et créances, *voir volume I, section 7*

### **V**

Ventes de biens et de services, *voir volume II, section 1*